

En proposant un référendum sur le traité de l'Union

Le chef de l'Etat soviétique cherche à consolider la fédération des Républiques

Pas d'aide sans réforme

A force d'affronter l'urgence, on oublie parfois les priorités. En URSS, l'urgence paraît être de sauver une population démunie et affamée. Absorbés à calculer combien de tonnes d'aliments ils amèneront à Moscou ou à Leningrad, et à quel prix, les responsables occidentaux se sont faits très discrets sur l'aide structurelle dont l'URSS a besoin pour s'engager sur la voie de l'économie de marché.

Enlisés dans les problèmes politiques et les conflits de nationalités, les dirigeants soviétiques se sont bien gardés de rappeler que, il y a quelques semaines encore, il était question que l'Union soviétique entreprenne une réforme économique de grande envergure. Se déclarant « humiliés » par l'aide alimentaire, qui pourrait faire assimiler l'URSS à un pays en voie de développement, ils ont cependant décidé d'accepter bien volontiers les apports de nourriture et n'ont pas manqué de communiquer des listes précises de produits manquants.

COMMENT les pays industrialisés pourraient-ils avoir mauvaise conscience lorsqu'ils leur assurent, grâce à eux, non seulement la population sera bien nourrie mais qu'en outre cette nouvelle abondance permettrait d'éviter tous les scénarios catastrophes allant de la révolte populaire au coup d'Etat armé ?

L'étude commandée en juillet au Fonds monétaire international lors du sommet des pays industrialisés de Houston, et dont les premiers éléments viennent d'être connus, tombe à point pour rappeler que la condition préalable à une aide véritable est l'amorce d'une réforme économique. Les experts des principaux organismes internationaux chargés de l'étude s'effraient du degré de désorganisation et de paralysie du système économique dans son ensemble. Dans un tel contexte, une aide financière massive de la part des pays occidentaux serait inutilement gaspillée, concluent-ils.

A lire les récits apocalyptiques de la presse soviétique sur les innombrables luttes de pouvoir et les détournements de l'aide alimentaire, on voit mal comment des soutiens financiers et immédiats pourraient se révéler efficaces. Ce que les pays industrialisés peuvent faire, c'est accompagner financièrement et surtout techniquement des réformes précises, dans les domaines monétaire (réduction des liquidités, stabilisation du rouble) ou industriel (modernisations, privatisations).

Or à Moscou, au moment où se déroule le Congrès des députés du peuple, il est bien peu question de réforme économique. Dans son discours du 17 décembre, le président Gorbatchev y a à peine fait allusion, attaché qu'il est à tenter de resserrer les mailles d'un pouvoir en pleine désintégration.

Si les récents décrets présidentiels concernant l'économie vont tous dans le sens d'un retour au système de commandement administratif, c'est, dit-on, dans le but d'améliorer la production et l'approvisionnement en attendant le règlement des questions politiques et la signature du nouveau traité d'union entre les Républiques. Mais encore une fois l'indispensable réforme économique à laquelle M. Gorbatchev ne semble pas pouvoir se résoudre est repoussée aux calendes.

M 0147 - 12190 - 5,00 F



Tandis que l'aide alimentaire afflue en URSS (deux avions de la Luftwaffe allemande se sont posés à cette fin mardi 18 décembre en territoire soviétique, pour la première fois depuis la guerre), M. Gorbatchev cherche à consolider les institutions du pouvoir central.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

M. Gorbatchev se donne entre un an et un demi pour tenter de redresser une situation économique catastrophique et faire rentrer dans le rang les Républiques rétives, car l'« essentiel aujourd'hui est de restaurer l'ordre dans le pays ». Tel est, en substance, le message que le président soviétique a adressé lundi 17 décembre au Congrès des députés du peuple. Ce discours, relativement bref

pour ce genre de circonstance - il a duré à peine une heure, - n'a vraiment comporté qu'une surprise : l'annonce d'un référendum dans tout le pays sur le traité de l'Union, qui doit redéfinir les rapports entre les Républiques et le centre. Cette proposition, encore très floue, et pour laquelle aucune date n'a été fixée, revient en fait à retarder la conclusion d'un traité dont le principe est fort contesté par les trois Républiques baltes, la Géorgie, l'Arménie et la Moldavie. Une fois de plus, donc, le pré-

dent soviétique, qui, le 27 novembre dernier, affirmait que le nouveau traité devrait « absolument » être « conclu dans les deux mois », paraît avoir choisi de retarder l'heure de vérité. Il veut cependant éviter « des discussions sans fin », car ajoute-t-il, nous sommes pris à la gorge (...), nous ne pouvons pas permettre que l'Union devienne quelque chose d'amorphe ou qu'elle se désintègre ».

JACQUES AMALRIC
Lire la suite page 4

Les communistes réunis à Saint-Ouen

M. Marchais : le congrès du PCF « n'est pas bouclé »

Le vingt-septième congrès du Parti communiste, qui coïncide avec le soixante-dixième anniversaire de sa fondation à Tours, en décembre 1920, a commencé mardi 18 décembre à Saint-Ouen. Dans son rapport introductif, inhabituellement court, M. Georges Marchais a affirmé que le congrès « n'est pas bouclé ».

M. Roland Leroy, directeur de l'Humanité, assure, dans son éditorial du mardi 18 décembre, que « la France et le monde regardent Saint-Ouen ». Du moins les socialistes, cible du rapport de M. Marchais qui n'est pas présenté au nom du bureau politique, cette instance n'étant pas unanime, ont-ils montré leur intérêt pour les assises communistes en affirmant lundi, par la voix de leur porte-parole, M. Jean-Jack Queyenne, que le secrétaire général « veut présenter l'image d'un congrès normalisé », à un point tel

que « Brejnev n'aurait pas rêvé mieux ». Selon M. Jean-Pierre Brard, député (PC) de la Seine-Saint-Denis, le congrès « est, dans une large mesure, bouclé », les contestataires ayant été éliminés par les filtres des conférences de section et des conférences fédérales. Face aux critiques, M. Marchais a affirmé, au terme de son rapport : « Camarades, notre congrès n'est pas bouclé ! Le texte sur lequel nous avons à travailler n'est pas « ficelé » ! »

Lire page 10 les extraits du rapport de M. Marchais.

La sommation orchestrée de M. Bush à M. Saddam Hussein

Pour donner plus de poids à sa dernière mise en demeure, le président américain s'était entouré des représentants des pays de la coalition anti-irakienne

WASHINGTON

de notre correspondant

Lundi 17 décembre était le jour initialement prévu pour la visite à Washington du ministre irakien des affaires étrangères, avant que n'éclate la « querelle des dates ». Faute de Tarek Aziz, et pour souligner son absence, M. Bush organisa donc une petite mise en scène, avec la gracieuse collaboration de vingt-huit ambassadeurs qu'il avait invités pour la circonstance à la Maison Blanche.

Les représentants à Washington de ces vingt-huit pays - ceux qui ont envoyé des troupes, du matériel ou de l'argent pour constituer la coalition anti-irakienne - furent disposés sur plusieurs rangs, sur les marches de la Maison Blanche. Devant eux, le président-commandant en chef put exalter la « profondeur et la largeur de la coalition », et adresser une nouvelle mise en garde à M. Saddam Hussein, lui répétant qu'il ne saurait y avoir « ni concessions ni négociations », et que « pas un pouce » de territoire koweïtien ne serait cédé. « Je crois qu'à minuit (le 15 janvier), a

déclaré le président, s'il [Saddam Hussein] ne s'est pas retiré totalement du Koweït, les sanctions des Nations unies devront être appliquées (...). Les Etats-Unis restent et resteront fermes dans leur détermination de faire en sorte que chacune des résolutions de l'ONU soit appliquée sans aucune concession. Les résolutions sont claires : il doit être hors du Koweït, complètement, d'ici au 15 janvier. C'est très clair pour tout le monde. Aucun de nous ne veut la guerre, mais aucun de nous n'est prêt à accepter une solution partielle. Ce que nous voulons, c'est convaincre l'Irak des conséquences de son agression et de la nécessité du retrait des forces irakiennes de chaque parcelle du territoire koweïtien ».

Soulignant qu'il n'avait pas changé de position quant à la date d'une rencontre, Baker-Saddam Hussein, M. Bush a poursuivi : « Si je pensais qu'une réunion le 14 lui permettrait [à Saddam Hussein] de se conformer totalement à la résolution, je ne montrerais pas souplesse ».

JAN KRAUZE
Lire la suite page 3



Lire également

« Bagdad a manifesté son refus de toute concession. » M. James Baker craint un retrait partiel des irakiens du Koweït, par JEAN DE LA GUERVIÈRE. « Le président Chirac résume le lien entre la crise du Golfe et la question palestinienne, par ALEXANDRE BUCCIANTI. » Selon le général Schwarzkopf, une guerre pourrait durer six mois. Page 3

SCIENCES ♦ MÉDECINE

Un entretien avec le patron du CEA

Après l'affaire des dépôts de déchets de Saint-Aubin et du Bouchet (Essonne), et la publication de deux rapports parlementaires sur le nucléaire, M. Philippe Rouvillois, administrateur général du CEA, plaide pour la transparence. Evoquant les réformes nécessaires ou en cours, il se dit favorable à l'intervention du Parlement « pour la définition des orientations de la politique nucléaire ».

« Coréens et sidéens. » Les mystères de l'archéologie. « Sondes et frondes. » Les abus de la discrétion. « Jeunes filles mères. »

Pages 17 à 19 - section B

القُرْآنُ

LE CORAN - L'Appel

Traduit et présenté par ANDRÉ CHOURAQUI

Après sa traduction intégrale de la Bible... un message universel d'amour et de paix.

ROBERT LAFFONT

La démission de M. de Maizière

Il était accusé de collaboration avec le Stasi

page 4

Le Maroc après les émeutes

Une commission d'enquête pluraliste

page 8

Message du pape pour la Journée de la paix

Jean-Paul II redoute une montée de l'intolérance dans les anciens pays communistes

page 12 - section B

Dissensions à FO

Le durcissement de M. Blondel inquiète certains militants

page 25 - section D

TGV européen

Les Douze ont défini le futur réseau

page 25 - section D

Pas d'autoroute dans le Marais poitevin

Une décision de M. Mitterrand

page 12 - section B

Une vignette auto en Allemagne

Pour financer la reconstruction de l'ex-RDA

page 4

Le malaise des télévisions

Des « 7 d'or » et des récriminations

page 24 - section D

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 34 - section D

DÉBATS

TRAIT LIBRE



Parlement

Deux sous d'honneur...

par Jean-Jacques Dupeyrou

FÉLICITONS sans réserve nos députés qui viennent de jeter au bûcher leurs privilèges fiscaux ! Au lendemain du Bicentenaire, il était grandement temps. Mais, du coup, le problème général de la rémunération des parlementaires, problème très difficile, va se poser avec plus d'acuité.

Avec un sans faille de la gaffe, les députés se sont adjugé une augmentation mensuelle de 3 333 francs au moment où, pour des raisons parfaitement justifiées, la cote de la classe politique est au plus bas dans le pays. En réponse aux sarcasmes suscités par cette auto-gratification, le président de l'Assemblée nationale, Laurent Fabius, précisait, le 6 décembre, que cette augmentation concernait l'indemnité de secrétariat et non l'indemnité due au parlementaire lui-même.

Cette distinction est des plus contestables. A la différence de l'indemnité versée par l'Assemblée nationale aux assistants des parlementaires, l'indemnité de secrétariat est versée à des députés, qui en font ce qu'ils veulent. Mais elle n'est pas imposable, alors que l'indemnité de base, elle, l'est... un tout petit peu aujourd'hui, davantage demain. Est-il besoin de faire un dessin ? Les parlementaires peuvent, par le biais d'une qualification fictive, augmenter indéfiniment leurs gains sans avoir un centime de plus à payer au fisc ou au titre de la CSG. Il suffit que cette augmentation soit censée relever l'indemnité de secrétariat. Éléphantaire, mon cher Watson.

Les indemnités et avantages en nature dont bénéficient nos parlementaires sont-ils trop élevés ?

Au regard de l'image qu'ils donnent actuellement, aux télespectateurs, sans aucun doute. Dans le plus petit village de France, on sait maintenant que les députés portant sur les questions les plus graves se déroulent dans un hémicycle vide. Spectacle surréaliste : des ministres haranguant des travées désertes... Le comble de l'indécence a été atteint lors de la pré-

mière grande manifestation lycéenne. Des dizaines de milliers de lycéens s'étaient rassemblés autour de l'Assemblée nationale parce que l'on y débattait du budget de l'éducation nationale. Mais le lendemain, regardant leur «manif» à la télé, ces lycéens et tous leurs camarades de France ont pu, par la même occasion, voir Lionel Jospin s'élever à la tribune devant quelques députés : 100 000 dehors, 12 dedans... Image choc, dévastatrice : comment ces adolescents l'oublieraient-ils ? Combien d'entre eux auront envie de voter ? nature dont bénéficient nos parlementaires sont-ils trop élevés ?

**Mercredi après-midi
à guichets fermés**

Mais pour les télespectateurs, il y a peut-être pire que de ne pas voir les députés dans leur hémicycle : c'est de les y voir ! Je pense aux séances du mercredi après-midi, consacrées aux questions au gouvernement et intégrées dans les émissions «Du coup, quelle assiette ? On joue à guichets fermés ! Et le spectacle commence. Le député de service évoque une «affaire» ; et ce ne sont plus qu'injures, gesticulations, vociférations, cris d'oiseaux...

Ainsi donc, se dit le télespectateur moyen, toutes les adjudications se font à coup de dessous-de-table. La table du député du coin ? Et après tout, qu'est-ce que cela aurait d'étonnant dans une République qui aboutit au pire : l'octroi d'un passeport à un délinquant de droit commun accusé d'avoir dissipé pour ses plaisirs personnels des sommes considérables destinées au Sahel et autres populations en détresse ?

Je doute que le télespectateur du mercredi après-midi trouve convenable de verser de brefs cachets à ceux qui lui offrent chaque semaine un spectacle aussi sordide.

Certes, entre l'image et la réalité, il y a forcément décalage. Ainsi, même si quelques députés seulement y ont participé en séances publiques, les

débats parlementaires, tels que nous les restitue le *Journal officiel*, sont généralement d'excellent niveau. En gros, même si sa sphère de compétence se réduit comme peau de chagrin sous les effets conjugués de plusieurs facteurs - formidable développement de la législation communautaire, rôle croissant du Conseil constitutionnel, décentralisation, etc. - le Parlement assume, plus ou moins, les responsabilités qui lui sont laissées. Encore faudrait-il, si l'on parle de rémunération, que tout soit mis à plat. Le président Fabius s'est amplement référé aux frais des parlementaires dans d'autres pays : mieux vaudrait donner une réponse à toutes sortes de questions essentielles relatives, par exemple, à l'assiduité de chaque député aux travaux de la commission à laquelle il appartient, au montant total des indemnités auxquelles lui ouvre droit un cumul de mandats, à la profession qu'il continue d'exercer souvent à plein temps, aux divers conseils d'administration dont il est membre et qui peuvent être très «juteux» - qui défend quoi ? question taboue... - à la composition, à l'origine, à l'évolution de son patrimoine, etc.

Que tous les revenus des parlementaires, quelle qu'en soit la source, fassent l'objet de la transparence la plus totale, c'est bien le moins que les électeurs devraient être en droit d'exiger. Surtout en ce moment ! S'ils avaient deux sous d'honneur, les députés parlementaires exigeraient d'eux-mêmes cette parfaite transparence ! Au demeurant, Laurent Fabius a dû oublier de le préciser, telle est la règle, bien élémentaire, dans certains des pays par lui évoqués. Éléphantaire dans une République bananière : quelle que soit la question, secret d'Etat ! Les réalités que l'on veut à tout prix cacher - la main sur la conscience, bien sûr ! - sont-elles si contraignantes ?

Albanie

Lettre à Ismail Kadaré

par Nils Andersson

que les hommes sont des êtres infiniment complexes, et qu'il faut accorder le maximum d'attention et de temps à bien les comprendre pour les orienter, car ce sont eux qui font les révolutions et les contre-révolutions.

Il y a eu des critiques à l'encontre de tes livres, cela est vrai ; mais dire que ces attaques ont pris fin sur une simple considération d'Enver Hoxha, c'est là réduire étrangement les faits. On ne peut exclure pour autant Enver Hoxha à défendre tes livres ; il les a défendus en soulignant que si tes romans n'étaient pas des romans de réalisme socialiste, leur qualité littéraire les rendait importants et que, surtout, tu enrichissais la langue albanaise qui, jusqu'à la fin du dix-neuvième siècle, n'avait pu être librement enseignée du fait de l'occupation ottomane.

Disant cela, il introduisait l'idée qu'un mauvais roman qui se réclamait du réalisme socialiste n'était pas pour autant un roman valable, et qu'il était possible d'apprendre et d'enrichir la littérature albanaise en partant d'une autre conception de l'écriture. Cette position a défini la politique que j'ai permise que tous tes romans soient publiés. Il est juste de le dire et de le souligner.

Cela fut la cause et l'objet de débats dont tu fus un acteur, certes essentiel, mais nullement l'une des figures principales et, en 1971, quand tu fus dans la mire des attaques, la défense vint, non pas d'un courant au sein des intellectuels, ni d'un mouvement parmi les lecteurs, ni, trêve de galéjades, des enfants des membres du comité central, mais de personnes appartenant, pour employer la formule consacrée, «aux plus hauts niveaux du parti et de l'Etat».

Quant au débat, qui dura plusieurs mois, entre la parution initiale du *Grand Hiver* et sa version définitive, il touchait plus aux orientations futures de l'Albanie qu'à la forme et au fond de ton livre. Tu étais plus le prétexte, les critiques ne visant pas tant Ismail Kadaré que Ramiz Alia et derrière Ramiz Alia, Enver Hoxha, qui, par la position qu'ils avaient défendue concernant tes romans, pouvaient être accusés d'adopter une ligne intellectuelle et littéraire.

Il faut en convenir, c'est opérer un raccourci saisissant avec une réalité à l'évidence plus complexe et des questions, à combien, plus essentielles que de dire : «Un jour Enver Hoxha a trouvé pas mal mon roman».

Il demeure que, de 1963 à 1990, si tes romans furent l'objet de nombreuses critiques, seul un poème ne fut pas publié. Tu le dis, il ne s'agit pas là de la situation d'un écrivain opprimé. Au contraire, tu étais un écrivain considéré, membre influent de l'Union des écrivains, député, et, sauf erreur, membre de la direction du Front démocratique, et tu dis-

posais d'une grande liberté de mouvement. Tu appartenais, chacun choisira son terme, à l'establishment ou à la nomenklatura ; et bien que cela ne mette jamais personne à l'abri des changements qui surviennent au niveau de tout pouvoir et de leurs conséquences, la position se trouvait encore renforcée du fait que tu étais connu et reconnu à l'étranger.

**Un peuple sortant
du Moyen Âge**

Ce statut particulier (unique même) te donnait droit de parole ; mais tu ne permets pas de me montrer réservé envers ceux qui t'imaginent comme un Vaclav Havel. Ce sont là des images, et l'Histoire ne relève jamais de la décalcomanie. Il reste que tu aurais pu, du fait de ton prestige et de tes fonctions officielles, publier un écrit exprimant tes points de vue.

Et c'est bien là où il y a une question ; qu'as-tu dit, qu'as-tu écrit (hors l'influence que tu dis avoir eue sur des décisions concernant l'agriculture et la régence faite à une lettre à Ramiz Alia) dans le sens d'un processus de démocratisation - dont tu te réclames - pour que ta décision n'apparaisse pas plus opportune que fondée ? Tu peux rétorquer que tout ou partie de tes romans porte témoignage, tu reconnaitras que cela relève plus de l'exigence littéraire que d'une simple lecture.

Aussi, les raisons données à ta décision peuvent sembler essentiellement personnelles (1). Pour certains, tu peux y gagner en respectabilité, d'autres y verront une façon de se dédouaner, mais il demeure que toute ton œuvre a été conçue dans un lieu et dans un moment historique donnés, et tu me per-

mettras de croire que rien ne justifie de nier ce par quoi et dans quoi on s'est fait et on a été fait.

Que tu te sois ou non jamais considéré comme un écrivain socialiste est de peu d'importance ; mais tu es un écrivain albanaise. C'est la langue de ton écriture, mais c'est aussi parce que tu puises tes thèmes dans l'histoire de ce peuple, la langue de sa culture et de ses légendes, de sa vie et de ses traditions. Certes, tu les as fouillées ou interprétées, mais ils te furent enseignés dans une école albanaise où l'on s'est efforcé de donner des racines, une confiance, une identité, à un peuple sortant économiquement du Moyen Âge et, de fait, pour la première fois depuis cinq siècles, indépendant.

Il est donc difficile de ne pas se poser avec force cette question : où est le plus important pour un Albanais né dans ce siècle ? Une considération internationale, voire un prix Nobel ? Ou que l'Albanie ne se rompe pas ?

1) Ouvrons une parenthèse sur une raison plus forte que les autres, que Nicole Zand a posée avec justesse : «Le prix Nobel pourrait-il aller à un Albanais... ? » Il faudrait ajouter «à un écrivain qui n'était pas un opposant». Il est évident, cela est légitime, que tu y penses. Mais si en France tu es considéré comme «notable», il ne semble pas en être de même en Suède. Notable ou non, l'une des raisons de l'attention qu'on t'a portée, plus que dans toute autre langue, les éditeurs et les critiques français à ton œuvre, réside dans la qualité de la traduction en français de tes romans, et il se doit d'être rendu hommage à ce grand traducteur qu'est Jusuf Vriani.

► Nils Andersson, ancien directeur des Editions La Cité (Lauzanne), a vécu en Albanie de 1967 à 1972.

Le Monde

Édité par la SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1968), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Flarret
Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Philippe Herremann, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 808 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 251311 F MONDISIR

BIBLIOGRAPHIE

Gorbatchev et Staline

LE 7^e SECRÉTAIRE.
SPLENDEUR ET MISÈRE
DE GORBATCHEV.
de Michel Heller. Traduit du russe
par Anne Colodry-Faucard,
Editions Olivier Orban.
430 p., 149 F.

Ce septième secrétaire (général) n'est pas tout à fait le septième - à moins que ne prenne place dans la liste Lénine, qui n'en avait pas le titre. Il s'appelle évidemment Gorbatchev : de quel autre chef suprême du PC soviétique s'en est-on avisé en ce moment d'écrire la vie et d'analyser la politique ? Il pourrait être le dernier de la série. A-t-il voulu le dépréssionnement de son parti parce que c'était une condition nécessaire pour que le pays entre dans la modernité ? A-t-il simplement feint d'organiser un bouleversement qui lui échappait ? Michel Heller est de ceux qui penchent pour cette seconde hypothèse.

M. Heller ne pense manifestement pas que Gorbatchev a fait route vers le sommet en postulant de la démocratie. Le propos du successeur de Tchernomko était de «dégraisser le volant» et «le grand but de la réforme politique est le renforcement du pouvoir de Gorbatchev à un degré jamais vu dans l'histoire soviétique». Pour arriver à ses fins, le patron se sert des élections (c'est tout de même une farceuse novation dans l'histoire de

ce régime) qui permettent «une purge impitoyable à l'échelon supérieur du parti». Les élections, écrit encore M. Heller «peuvent devenir une purge par d'autres moyens».

Résultat : Gorbatchev concentre beaucoup plus de pouvoirs que n'importe lequel de ses prédécesseurs, y compris Staline. A l'appui de son affirmation Michel Heller cite son confrère soviétique Youri Afanassiev : «Il [Gorbatchev] est le seul être au monde à cumuler les fonctions de président, commandant en chef, porte-parole du Parlement et grand-prêtre par-dessus le marché».

Sur le papier au moins l'actuel président de l'URSS dispose incontestablement d'un pouvoir énorme et c'est un des motifs essentiels de la méfiance à son égard des démocrates soviétiques. M. Heller ne se prive pas de mettre en parallèle des phrases de Staline et de Gorbatchev. A certains moments la ressemblance est frappante.

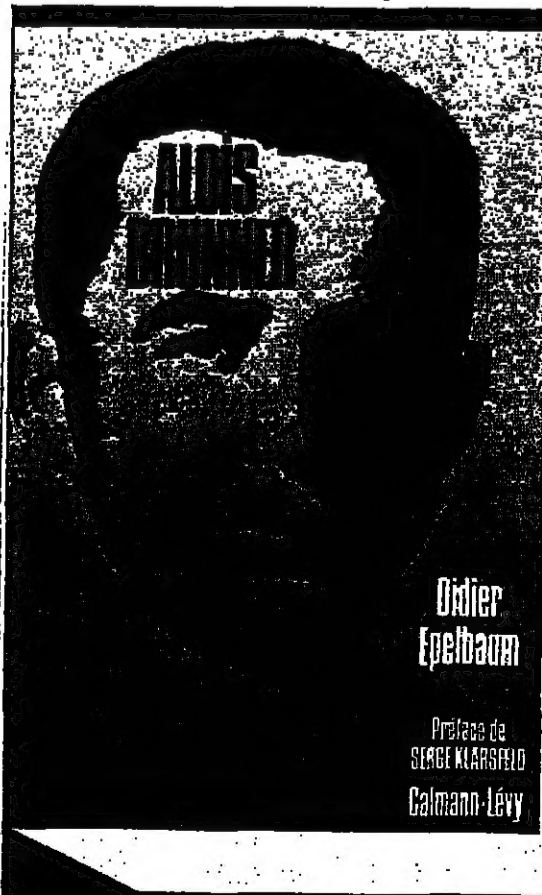
Autre analogie développée dans ce livre, Gorbatchev comme Staline occupe sur l'échiquier une position centraliste, ou veut faire croire à l'étranger qu'il tient cette position. Il s'était fabriqué un adversaire «de droite» en la personne de Ligatchev et il veille à se garder des adversaires «de gauche». C'est même lui (ou les siens) qui répand périodiquement des rumeurs sur son prochain renversement par l'ar-

mée, le KGB ou l'appareil. Ces campagnes alarmistes permettent de crier au monde développé : «Allez-moi en savoir le sens politique qui vailla». Comme Lénine à Brest-Litovsk : larguez des territoires pour gagner du temps et se maintenir aux commandes, prêt à rebondir. M. Gorbatchev est décidé à «tout sacrifier mais à garder le pouvoir».

Pourtant M. Heller note que le volant s'est dégrappé, mais qu'il ne concourt pas dans le sens souhaité. L'évolution à laquelle nous assistons depuis cinq ans interdit de trop pousser la comparaison des événements actuels avec ceux du passé. L'historien aurait pu marquer davantage la différence. La concentration de pouvoirs dans un régime en phase ascendante est un phénomène capital. Elle peut être dérisoire dans un système qui dépeit.

Une pénétrante histoire technique rapportée dans ce livre raconte : «Le but de la perestroïka est de changer la porcherie en un luxueux appartement de trois pièces sans expulser les cochons». Les cochons reprendront-ils suffisamment de vigueur pour refaire leur porcherie sur la chaudière de l'appartement luxueux ? Ou seront-ils contraints de faire une sacrée toilette, voire de changer de peau, pour avoir une chance de vivre en ce logis ?

BERNARD FÉRON



Un vol. 360 pages, 130 F

Calmann-Lévy

« Il s'agit d'un livre indispensable, qui doit sa réussite à la richesse de sa documentation et à l'intérêt passionné de l'auteur pour cette tragédie (...) Ce travail remarquable contribuera, nous l'espérons, à mettre fin à l'impitoyable inhumanité de Brunner. »

Serge Klarsfeld

« Ce livre se lit comme un thriller ou un scénario de film. C'est néanmoins l'histoire véridique et bouleversante de cet important collaborateur d'Eichmann, qui sut devancer les ordres de son chef tant il était à l'unisson de son impitoyable inhumanité. »

Simon Wiesenthal

« Il était paradoxal que l'homme qui a montré, après Eichmann et sous ses ordres, le zèle le plus atroce dans le massacre des Juifs de France et d'Europe, Alois Brunner, demeure presque totalement inconnu du grand public (...) Une biographie très documentée. »

Jacques Delarue

LA CRISE DU GOLFE

• Le Monde • Mercredi 19 décembre 1990 3

Le jour du rendez-vous manqué entre Bagdad et Washington

L'Irak a manifesté son refus de toute concession

Le régime irakien a réaffirmé, lundi 17 décembre, qu'il ne laisserait pas Washington lui imposer des dates pour des pourparlers de paix et a réaffirmé qu'il ne se retirerait jamais du Koweït. « Nous rejetons l'idée de nous laisser dicter des dates par une partie, comme le veut le président des Etats-Unis. Nous sommes attachés à nos droits en tant qu'Etat souverain », dit un communiqué publié à l'issue d'une réunion conjointe du Conseil de commandement de la Révolution et du parti Baas, sous la présidence de M. Saddam Hussein. « Nous rejetons toute capitulation et nous traitons avec mépris ceux qui s'imaginent que nous capitulerions », assure encore le texte.

Cette déclaration a été publiée le jour où le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, aurait dû rencontrer à Washington le président George Bush. L'entretien a été annulé, faute d'accord entre l'Irak et les Etats-Unis sur la date d'une visite que doit faire dans la capitale irakienne le secrétaire d'Etat américain James Baker.

Le communiqué irakien réitère en outre la position de Bagdad selon laquelle le Koweït est la dix-neuvième province de l'Irak. « Notre conviction

que le Koweït fait partie de l'Irak est inébranlable et le fait qu'il soit devenu la dix-neuvième province est un fait que notre peuple ainsi que nos forces armées considèrent comme une grande victoire », dit le texte. Celui-ci affirme que l'Irak est « en permanence déterminé à se battre » et que « plusieurs fois et régimes (arabes) tomberont » en cas de guerre. Il insiste par ailleurs, une nouvelle fois, sur l'établissement d'un lien entre la crise du Golfe et la question palestinienne : « En récupérant le Koweït, qui est une partie du territoire irakien et un acquis important et irréversible (...), l'Irak a voulu augmenter les capacités des Arabes pour libérer la Palestine ». « Afin de donner à la cause palestinienne une impulsion morale et pratique, ainsi que pour tester le sérieux de ceux qui s'attachent au droit international et à la légitimité internationale, nous avons porté de lien politique et pratique entre les problèmes de la région, qui forment un tout indivisible », ajoute le communiqué.

Rappel de réserves

D'autre part, à Paris, l'ambassadeur d'Irak, M. Abdoul Kazzak El Hachimi, a assuré que son pays n'avait pas l'intention de faire la moindre concession avant que les négociations avec les Etats-Unis n'aient commencé et rejetait la résolution des Nations Unies exigeant le retrait irakien du

Koweït, attendant de « voir » ce qu'il adviendrait à partir du 15 janvier. « Il n'y aura pas de concession avant des négociations », a souligné l'ambassadeur, selon lequel l'Irak avait tiré les leçons de l'expérience de M. Yasser Arafat.

Poursuivant l'effort de mobilisation évoqué à plusieurs reprises par Bagdad, le ministère irakien de la défense a fait appel lundi aux réservistes nés en 1957 et leur a demandé de rejoindre leur conscription dans un délai n'excédant pas trois jours. Les réservistes irakiens qui se trouvent à l'étranger devront regagner leur pays et rejoindre leurs unités en l'espace de quinze jours.

Le 19 novembre, Bagdad avait annoncé la mobilisation de plus de 250 000 soldats supplémentaires, qui doivent porter à 700 000 hommes ses forces massées au Koweït et dans le sud de l'Irak, face à la force multinationale déployée contre elle, estimée à plus de 400 000 soldats.

Cependant, après avoir, dans un premier temps, semblé exclure de faire quelque concession que ce soit sur ce point, Moscou paraît aujourd'hui prêt à payer l'Irak si cela permettait de régler un contentieux sur des contrats empêchant le retour de 2 300 experts soviétiques actuellement à Bagdad. « Nos relations économiques datent d'assez longtemps et il reste à voir qui devra payer quel à qui (...). Nous serions prêts à payer pour obtenir le départ de nos ressortissants

d'Irak », a ainsi dit le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Vitali Tchoukine.

L'Irak exige de l'URSS qu'elle endosse la responsabilité de toute rupture de contrat qu'entraînerait le retour des experts. Un porte-parole de l'ambassade d'URSS à Bagdad avait dit un peu plus tôt que l'Irak refusait de les laisser partir tant que le contentieux n'était pas résolu (le Monde du 18 décembre).

Une délégation soviétique a entamé lundi des pourparlers à Bagdad pour

tenter d'obtenir le départ des conseillers soviétiques, dont la plupart travaillent dans l'industrie pétrolière - pratiquement paralysée par l'embargo décrété par l'ONU.

« Les dirigeants irakiens nous ont assuré (le 4 décembre) que tous les Soviétiques pourraient partir. Nous présumons donc qu'il en est ainsi. Nous voulons que ces promesses soient tenues », a souligné M. Tchoukine, ajoutant que la délégation soviétique à Bagdad s'efforcerait de résoudre tous les problèmes pendants avec

l'Irak : « Certaines obligations inscrites dans les contrats doivent être rompu. Il se peut que l'URSS verse une certaine somme (...) ou que la partie irakienne paie quelque chose ». (...) « Nous allons calculer cela et régler toutes les questions. Pour le moment, il est trop tôt pour donner des chiffres. La tâche de nos représentants à Bagdad n'est pas aisée ».

M. Tchoukine a toutefois indiqué que 751 ressortissants soviétiques avaient pu quitter l'Irak entre le 7 et le 17 décembre. - (AFP, Reuters)

Devant l'OTAN à Bruxelles

M. Baker déclare craindre que M. Saddam Hussein n'annonce un retrait « partiel » du Koweït

BRUXELLES

de notre correspondant

Sans M. Saddam Hussein, la seconde session annuelle du Conseil de l'Atlantique nord au niveau des ministres des affaires étrangères, lundi 17 décembre à Bruxelles, aurait surtout eu pour objet une réflexion sur les conséquences du changement radical à l'Est et sur la nécessaire adaptation de l'alliance, notamment dans sa composante européenne.

Mais, comme l'a dit le secrétaire général, M. Manfred Wörner, dans son allocution d'ouverture, « l'évolution favorable de l'Europe vers la liberté et l'unité est multiformement déviée par la crise du Golfe ». Une fois de plus, celle-ci a donc occupé les esprits, sinon constitué l'essentiel des discours.

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a déclaré qu'il craignait que l'Irak n'annonce un retrait « partiel » du Koweït juste avant l'échéance fixée par l'ONU pour une

évacuation complète. Aussi a-t-il demandé aux alliés de faire preuve d'unité devant un tel « complot ». « Il est probable que Saddam Hussein va essayer de saper la volonté de la communauté internationale de recourir à la force », a-t-il dit. (...) Je pense qu'il peut prendre une décision dramatique aux environs du 15 janvier. Il pourrait se retirer partiellement ».

M. Baker a mis ses homologues en garde contre les initiatives dispersées, les invitant à « ne pas brouiller le message » que Bagdad doit recevoir de leur part. Officiellement, il a été entendu, puisque, quelques heures plus tard, le Conseil, sans attendre le communiqué final de mardi, publiait une « déclaration sur le Golfe », qui prend acte de la libération des otages mais exige « le retrait complet des forces irakiennes du Koweït et le rétablissement de la souveraineté et du gouvernement légitime de ce pays ». Cependant, il est dit aussi : « Nous ne doutons pas qu'un contact entre la présidence de la Communauté euro-

péenne et le ministre irakien des affaires étrangères, entre autres initiatives, puisse apporter une contribution ».

De quoi encourager cette présidence italienne, qui voudrait tant marquer la fin de son mandat de six mois par une amorce de dialogue avec l'Irak. D'autant que le texte ne précise pas si ce « contact » est subordonné à un accord sur le calendrier pour les discussions entre Américains et Irakiens.

Des nuances sont perceptibles entre les propos de couloirs des Britanniques et ceux des Italiens, et aussi des Belges. Pour sa part, M. Roland Dumas a dit : « La France a fait son devoir, elle le fera dans toutes les hypothèses. Mais, pour n'avoir rien à se reprocher dans l'avenir, elle ne veut rien exclure. Saddam Hussein doit comprendre que, s'il n'évacue pas le Koweït, ce sera la guerre, et que, s'il l'évacue, il n'y aura pas de guerre ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Selon le commandant en chef des forces américaines

Une guerre pourrait durer six mois

Une guerre dans le Golfe pourrait durer jusqu'à six mois, estime le commandant en chef des forces américaines dans le Golfe, le général Norman Schwarzkopf. Dans un entretien publié, lundi 17 décembre, par la presse américaine, il a précisé qu'il ne s'agit pas d'un combat facile, n'excluant pas les risques d'enlèvement, notamment pour des raisons politiques.

Le général Schwarzkopf a ajouté que les Irakiens continuaient de se préparer à un bataille défensive et à une minimisation de l'importance des renforts envoyés par Bagdad. Le nombre de soldats irakiens déployés au Koweït et dans la région est estimé par les services de renseignement américains entre 500 000 et 600 000. Selon des experts militaires entendus le semaine dernière par le Congrès, une attaque contre l'Irak pourrait faire 9 000 victimes chez les alliés, dont 1 000 à 1 500 morts américains.

Par ailleurs, le gouvernement britannique a fait appel à 1 500 volontaires des forces de réserve - la plupart ayant une formation médicale - pour servir dans le Golfe à partir du début janvier. Le Foreign Office a demandé aux ressortissants Britanniques à Bahrein, au Qatar et dans certaines parties de l'Arabie saoudite de quitter ces régions avant le 15 janvier, date d'expiration de l'ultimatum des Nations unies. - (AFP, Reuters)

■ L'appel pour le retrait des troupes françaises. - Une centaine de personnes parmi lesquelles le journaliste Claude Bourdet, la chanteuse Catherine Ribeiro et les écrivains Jeanette Colombel et Bernard Noël, ont rejoint, mardi 18 décembre, l'appel du 5 décembre pour « le retrait des troupes françaises envoyées dans le Golfe » lancé notamment par MM. Michel Jobert, Max Gallo et Antoine Waechter. Parmi ces personnalités figurent d'anciens responsables confédéraux de la CGT, MM. René Buhl, Henri Damette et Georges Ségué, un ancien responsable fédéral de la FEN, M. Louis Astré (PS), un membre de la direction confédérale de la CGT, M. Ernest Deiss (PS, fabiusien), ainsi que plusieurs responsables socialistes, comme M. Pierre-Yves Salengue, appartenant à la Nouvelle Ecole socialiste de MM. Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon, ou M. Antoine Sanguinetti (chevènementiste).

Selon le président algérien

Il n'y a pas de « lien organique » entre la crise et le conflit israélo-palestinien

Après Le Caire, le président algérien Chadli Bendjedid a ajouté, lundi 17 décembre, la Libye et la Tunisie à sa tournée en vue de tenter d'apaiser les tensions dans le Golfe. En arrivant à Tunis, dernière de ses escales, le président Chadli a estimé qu'il existait « des possibilités et des espoirs » pour un début de solution, « plutôt que pour un règlement total » à la crise du Golfe, dans un cadre arabe. « Mais, a-t-il ajouté, la crise s'est élargie pour prendre une dimension internationale, et cette donnée doit être nécessairement prise en compte ».

LE CAIRE

de notre correspondant

A l'issue de ses entretiens au Caire avec M. Hosni Moubarak, M. Chadli Bendjedid a jeté un pont vers la crise du Golfe. Il a déclaré, en effet, qu'il n'existait pas de « lien organique » entre la crise du Golfe et celle du Proche-Orient. « J'estime, a-t-il déclaré, que tenter de lier

organiquement ces deux crises est illogique et non objectif. La crise du Golfe est en premier lieu une affaire arabo-arabe, alors que la crise du Proche-Orient, ou ce que l'on nomme la question palestinienne, est une affaire entre les Arabes et Israël et ses alliés ». Il a toutefois affirmé être en faveur d'un « dialogue » entre les deux crises. Lors d'une conférence de presse tenue conjointement avec le président Moubarak, le chef de l'Etat algérien a par ailleurs confirmé qu'il ne voyait pas « une solution à cent pour cent arabe du fait de l'entrée d'instances internationales sur la scène arabe ». Il a ajouté qu'il espérait parvenir, à travers un dialogue entre Arabes « à une sorte de noyau de solution ». « Mais, a-t-il souligné, il est indispensable de prendre en considération une solution internationale afin que la solution soit définitive ».

ALEXANDRE BUCCIANTI

M. Michel Rocard : « Tout espoir n'est pas perdu »

BREST

de notre envoyé spécial

Interrogé dans la rade de Brest, à bord du Jeanne d'Arc, à l'occasion du départ du bâtiment-école pour sa campagne annuelle, mardi 18 décembre, M. Michel Rocard a déclaré : « Je pense que tout espoir est loin d'être perdu de voir l'Irak se rendre compte de ce qu'on ne viole pas impunément le droit international ».

Interrogé également sur l'attitude récente de l'Irak, M. Rocard a encore ajouté : « Avant qu'aucune négociation ne se termine victorieusement, les positions se durcissent, il y a des moments de crispation sérieuse (...). Il est clair que, pour des raisons y compris de prestige, l'Irak ne peut en passer par l'acceptation inconditionnelle des résolutions du Conseil de sécurité (...) qui, compte tenu de la position où s'est mis l'Irak, lui semblent dures à avaler. Donc, l'Irak ne pourra en passer par là qu'à la condition d'avoir des garanties de prestige dont, probablement, nous n'avons pas encore fini de payer le prix. Mais le bon négociateur est celui qui ne se laisse pas trop influencer par l'heure, l'énormité, la soudaineté, qui garde dans la tête le déroulement long et paisible des événements, je l'espère possible en tout cas. Il faut le rendre paisible par notre sérénité ».

JEAN-LOUIS ANDREANI

La France « déplore » l'expulsion par Israël de quatre Palestiniens

Le gouvernement français « condamne » le récent assassinat de trois civils israéliens, mais il « déplore » que les autorités israéliennes aient, en réponse, procédé à l'expulsion de civils palestiniens des territoires occupés », a déclaré, lundi 17 décembre, un porte-parole du Quai d'Orsay. Il a rappelé que Paris avait mis en garde à plusieurs reprises contre de telles expulsions qui « contreviennent aux conventions internationales relatives à la protection des populations en temps de guerre ». « Ces pratiques sont de nature à aggraver la tension actuelle dans les territoires occupés », a ajouté le porte-parole, qui a estimé que « la coïncidence » entre ces expulsions et le débat au Conseil de sécurité de l'ONU - une nouvelle fois reporté mardi - sur la protection des populations palestiniennes en Cisjordanie et à Gaza était « malheureuse et préoccupante ».

De sources proches du ministère israélien des affaires étrangères, on a appris lundi que Washington avait critiqué les mesures prises contre les Palestiniens. Selon ces sources, un message du département d'Etat souligne que ces expulsions « ont rendu plus difficiles les efforts diplomatiques déployés par les Etats-Unis pour empêcher l'adoption de résolutions anti-israéliennes au Conseil de sécurité ». Ces expulsions compromettent en outre l'action diplomatique des Etats-Unis visant à éviter qu'un lien soit établi entre la crise du Golfe et le conflit israélo-palestinien, indique encore le message. - (AFP)

Le désaccord reste entier

La présence des ambassadeurs - et l'absence du ministre irakien - étaient censées démontrer à la fois que M. Bush était, face à M. Saddam Hussein, le porte-parole d'un vaste concert de nations, et que l'Irak avait aggravé ses torts en n'étant pas présent. En fait, le symbole dépassait un peu la réalité : d'une part, si dans un premier temps la Maison Blanche avait caressé l'idée de faire participer des représentants de la coalition aux rencontres américano-irakiennes, elle avait battu en retraite dès que l'Irak avait suggéré en réponse une présence palestinienne.

D'autre part, avant même que le président irakien n'annule le déplacement de son ministre à Washington, c'est l'administration Bush qui avait « suspendu » cette visite initialement prévue pour le 17 décembre, tant que Bagdad n'aurait pas accordé de fixer la visite de retour, celle de M. Baker, au 3 janvier au plus tard.

JAN KRAUZE

UNE SOMME BIOGRAPHIQUE



Reliure 1162p 298 F

Le travail le plus considérable jamais écrit sur la figure centrale du romantisme.

Premier de deux volumes, ce tome (1811-1861) couvre la petite enfance hongroise de Liszt, sa carrière européenne du premier grand virtuose de l'Histoire de la musique, ainsi que ses années passées à Weimar et consacrées à la composition et à ses activités de chef d'orchestre.

Prix James Tait Black de la meilleure biographie aux U.S.A.

la Musique
chez
FAYARD

Je, pas ars à la r le ter-des-arte our-

son de la A (le in un xami-é

BERG

page 8

75 PTA

2,50%

EUROPE

ALLEMAGNE : accusé de collaboration avec la Stasi

M. Lothar de Maizière a été contraint de démissionner

M. Lothar de Maizière, ancien premier ministre est-allemand et ministre sans portefeuille dans le gouvernement du chancelier Helmut Kohl, a annoncé, lundi 17 décembre, qu'il donnait sa démission et quittait ses fonctions de vice-président de la CDU. Agé de cinquante ans, M. de Maizière est accusé d'avoir collaboré avec la Stasi, l'ancienne sécurité d'Etat est-allemande. Il va néanmoins conserver son siège de député au Bundestag et, selon ses déclarations, tenter de prouver son innocence. M. de Maizière est le cinquième homme politique de l'ex-RDA qui est contraint de démissionner à la suite d'accusations de collaboration avec la Stasi.

BERLIN

de notre correspondant

« C'est une tragédie qu'un homme qui a tant œuvré pour l'unité allemande s'en aille dans le discrédit », commentait sombrement, lundi soir 17 décembre, à la télévision le ministre allemand de l'Intérieur, M. Wolfgang Schäuble. La disparition de la scène politique de M. Lothar de Maizière, chef du premier et dernier gouvernement démocratiquement élu d'Allemagne de l'Est, ne fera nulle part verser de larmes. Il n'était aimé ni à l'ouest de l'Allemagne, où il n'a cessé d'être traité avec beaucoup de condescendance, ni dans l'ancienne RDA, où sa manière de gérer les affaires gouvernementales n'a jamais été jugée très convaincante. Mais ce

départ va accroître le malaise dans la partie est du pays, où l'on a déjà trop le sentiment de devoir toujours payer les pots cassés de l'unification.

« Nous apportons [dans l'unité allemande] nos expériences, les bonnes et les mauvaises, à la frontière entre l'accommodation et la résistance », affirmait M. de Maizière dans sa première déclaration gouvernementale, le 19 avril, devant le Volkskammer. L'ex-premier ministre paie aujourd'hui pour n'avoir jamais su choisir nettement son camp, ni du temps du régime communiste, ni pendant les six mois passés à la tête du gouvernement de RDA, où il a tout fait pour éviter un grand débâcle sur les rapports entre la société est-

allemande, la Stasi et le régime communiste. Avocat, haut responsable de la communauté laïque protestante, défenseur de dissidents, il était une cible de choix pour les officiers de la police politique communiste.

Un rôle de figurant

A-t-il montré plus de zèle que nécessaire dans les contacts auxquels il était de toute façon astreint, comme le lui reprochent ses accusateurs ? S'est-il borné à faire le strict minimum, sans jamais porter tort à qui que ce soit, comme il l'affirme ? Les circonvolutions oratoires du ministre de l'Intérieur, les sous-en-

tendus du commissaire gouvernemental chargé de la mise au jour des secrets de la Stasi, M. Joachim Gauck, ancien député de Neues Forum, laissent penser que celui qui deviendra le président du Parti chrétien-démocrate de l'Est, sans être nécessairement un support du régime, ne brillait pas forcément par son courage. En cela, il ne se distinguait vraisemblablement pas de la grande RDA. Son seul tort aura été de se retrouver propulsé sur le devant de la scène politique.

Ancien violoniste, venu sur le tard à la profession d'avocat, ce descendant de hugenot à la morale éti-quée n'était en rien destiné à une carrière politique. Fait homme prisonnier, il avait pour ambition de conduire l'unification à son rythme, d'éviter un effondrement de la RDA. On prédisait au chancelier Kohl un partenaire incommode. Le rapport de forces entre le tout-puissant chancelier ouest-allemand et le nouveau premier ministre était trop inégal. Très vite, Bonn imposait son tempo, par-dessus la tête du premier ministre. Aigri, incapable de suivre le train imposé, M. de Maizière s'est trouvé peu à peu réduit à un rôle de figurant.

En vice-président du Parti chrétien-démocrate réunifié, puis comme député à l'Assemblée fédérale, après l'unification, le 3 octobre, ministre sans portefeuille du gouvernement de Bonn, il rejoint dans la trappe l'ancien président du Parti social-démocrate est-allemand, M. Ibrahim Bohme, l'avocat Wolfgang Schür, qui dirigeait le mouvement Rassemblement démocratique, ou encore l'ancien secrétaire général de son propre parti, M. Martin Kirchner.

HENRI DE BRESSON

Le gouvernement va instaurer une vignette pour l'utilisation du réseau routier

BONN

de notre correspondant

Les partis de la coalition au pouvoir à Bonn (CDU, CSU, FDP) se sont mis d'accord pour inscrire au programme du prochain gouvernement l'instauration d'une « taxe d'utilisation du réseau routier ». Celle-ci prendra la forme d'une vignette annuelle coûtant 100 deutschemarks (340 francs) pour les voitures de tourisme et mille deutschemarks (3 400 francs) pour les poids lourds. Cette vignette sera obligatoire pour rouler sur l'ensemble du réseau routier, et non pas seulement sur les autoroutes, comme c'est le cas en Suisse. Les véhicules étrangers devront en acquiescer le montant

aux postes-frontières. Cette mesure devrait entrer en vigueur dès les premiers mois de l'année 1991, une fois la loi adoptée par le Parlement. Le gouvernement de Bonn veut ainsi recueillir une partie des fonds nécessaires à la reconstruction du réseau routier est-allemand, pour laquelle il envisage aussi de faire appel à des capitaux privés.

Cette mesure soulève déjà de vives critiques dans un pays où l'on s'était habitué à utiliser gratuitement des autoroutes dont la construction remonte au III^e Reich. D'autres augmentations de tarifs publics sont envisagées pour financer l'unification allemande, comme celle des taxes téléphoniques.

L. R.

ALBANIE : après les émeutes

L'armée et la police quadrillent la ville de Shkoder

Des soldats casqués et armés défendaient, lundi 17 décembre, les abords du siège du Parti communiste, de la mairie et de la radio à Shkoder, ville du nord-ouest de l'Albanie, où magasins dévastés et immeubles incendiés témoignent de la violence des émeutes de jeudi dernier, a constaté l'envoyé spécial de l'AFP.

Dans les rues, policiers équipés de casques et de boucliers anti-émeutes, et soldats baïonnette au canon constituent une présence dissuasive face à une reprise éventuelle des troubles.

Au centre de la ville, entre la mairie et le siège du parti, la statue d'Enver Hoxha, fondateur de l'Albanie socialiste, n'est plus à sa place : attaquée d'abord à coups de pierres, elle a finalement été dynamitée par les manifestants.

Dans la grande rue commerçante de Shkoder, la plupart des magasins, dont des librairies, restaurants et pharmacies, ont vu leurs vitres brisées. Des kiosques à journaux ont été incendiés et même le Musée ethnographique n'a pas été épargné : il a lui aussi été dévasté et les collections ont été volées.

« Les terroristes ont tiré au pistolet et lancé des bâtons de dynamite sur les policiers qui défendaient le siège du Parti communiste », affirme un représentant du parti, M. Dashamir Dini. Certains de ces « terroristes » disposaient d'armes automatiques, ajoute-t-il. Au siège de Radio-Shkoder, dont la plupart des vitres ont volé en éclats, des traces de balles sont visibles jusqu'au troisième étage à l'intérieur du bâtiment où avaient pénétré les manifestants. Le directeur de Radio-Shkoder, M. Gexim Podgorica, estime les dégâts à près de

20 000 dollars. Leur montant total s'élève à plus de 18,3 millions de leks (environ 1,9 million de dollars), déclare M. Dini, précisant que les émeutiers ont fait main basse sur les téléviseurs, réfrigérateurs et machines à coudre, ainsi que sur les articles des magasins de vêtements et de chaussures.

Une quarantaine de personnes sont actuellement détenues à Shkoder à la suite de ces émeutes, qui ont officiellement fait une dizaine de blessés, et le premier procès pour « sabotage et terrorisme » devrait s'ouvrir « dans les prochains jours », selon ce responsable du parti. Les accusés sont passibles de la peine de mort.

« Ces manifestations n'ont pas été spontanées. La Serbie est derrière ces troubles, de même que des services secrets étrangers hostiles à la démocratisation de l'Albanie », estime-t-il, relevant aussi « l'influence négative de la propagande américaine » sur la population. — (AFP)

Un millier d'étudiants demandent la libération des prisonniers politiques. — Un millier d'étudiants rassemblés à l'Institut des beaux-arts de Tirana ont demandé lundi soir 17 décembre la libération de tous les prisonniers politiques en Albanie, la légalisation du Parti démocratique (opposition) et le report des élections législatives prévues pour février, a indiqué mardi à l'AFP le doyen de la faculté de philosophie, M. Ardian Kiozi. — (AFP)

Consolider la fédération des Républiques soviétiques

Suite de la première page

Persone, mardi matin, à Moscou, ne pouvait apporter de précisions sur ce que M. Gorbatchev a en tête avec son projet de référendum national. Les réponses seront-elles comptabilisées par République ou seulement sur le plan national ? Et comment concilier une telle opération avec les référendums, toujours prévus par M. Gorbatchev, que les Républiques devront organiser si elles veulent faire sécession ? Avant de définir de nouveaux rapports qui prennent en compte « la souveraineté de l'URSS et celle des Républiques », M. Gorbatchev préfère calmer le jeu, tenter d'imposer son autorité et ramener l'ordre. « La Constitution actuelle de l'URSS reste, en attendant, l'acte législatif suprême et doit être respectée intégralement jusqu'à ce que le traité de l'Union soit conclu », a-t-il affirmé.

Manifestement déçu par l'effacement de vie démocratique apparue depuis quelques années, il a ajouté : « Nous devons en finir avec la polit-cavalerie, les slogans, l'exacerbation des passions, la confrontation. Nous avons plus que jamais besoin de discipline, y compris d'autodiscipline, de paix civile et de dur travail (...). Nous ne devons pas baisser les bras et céder à la panique. »

Pour faire mieux accepter sa volonté de reprise en mains et d'exercice personnel du pouvoir, M. Gorbatchev s'est livré à un rapide exercice d'autocritique. « La direction du pays a commis des erreurs majeures dans le cours de la perestroïka », a-t-il dit. « Nous avons sous-estimé la gravité de la crise de notre société : des décisions hâtives et mal fondées ont été prises lors de la mise en vigueur des réformes économiques et politiques (...). La tolérance manifestée à plusieurs reprises par les pouvoirs locaux, ceux des Républiques, et même par moi, a eu de graves conséquences. C'est simplement intolérable. Des mesures strictes sont nécessaires pour en finir avec l'action destructrice des forces séparatistes et nationalistes. »

Pour M. Gorbatchev, qui a multiplié les prévenances à l'égard du Parti communiste, du KGB et de l'armée (il a fait clairement allusion aux humiliations « intolérables » qui sont infligées à cette dernière dans les pays baltes), « il n'est pas question de revenir aux méthodes de dictat et à l'arbitraire que nous avons condamnés et rejetés ». « Ce que j'en ai dit, a-t-il expliqué, c'est une autorité agissant dans le cadre de la loi et capable d'assurer la stabilité et la paix civile, de renouveler notre société dans le cadre du choix socialiste, d'un socialisme humain et démocratique. »

Le président soviétique s'est ensuite longuement étendu sur la réforme du pouvoir exécutif qui fait de lui le seul responsable du pays, même s'il va être dorénavant assisté d'un vice-président qui reste à dési-

gner. Le gouvernement ne sera responsable que devant lui, de même que les membres du Conseil national de sécurité (copié sur celui des Etats-Unis) dans lequel on trouve notamment les ministres de la défense, de l'Intérieur et des affaires étrangères, et le chef du KGB. Même le Conseil de la fédération, supposé associer les différentes Républiques aux décisions du centre, dépendra de M. Gorbatchev, et ses avis, semble-t-il, seront surtout consultatifs.

Un autre référendum sur la terre

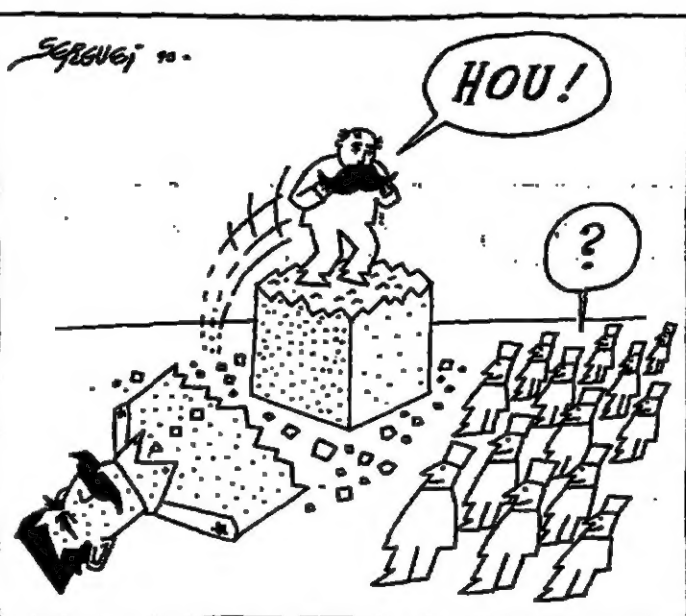
M. Gorbatchev, qui a promis également d'accentuer la lutte contre « la criminalité, le banditisme, le sabotage économique, la corruption, le marché noir et le hooliganisme », a annoncé toute une série de mesures économiques, administratives, pour tenter de rétablir la situation, car « l'aide étrangère ne peut pas résoudre tous les problèmes ». Ces mesures concernent tout particulièrement le monde agricole, encore que le président soviétique ait réitéré son hostilité à la propriété privée de la terre ; la question, a-t-il affirmé, fera l'objet d'un autre référendum.

Inquiet du démantèlement des échanges économiques de République à République, le président soviétique a confirmé le teneur de son décret de la semaine dernière prorogeant autoritairement les engagements des entreprises pour le premier trimestre 1991. Faisant état d'une diminution de 1,5 % de la production industrielle, il a également condamné les augmentations de salaires excessives. Des réformes économiques, il fut fort peu question, même si, pour M. Gorbatchev, « la perestroïka vise toujours à placer l'économie du pays dans le système mondial, y compris en ouvrant au capital étranger. »

La « paralysie du pouvoir »

Le dirigeant soviétique pourra-t-il parvenir à ses fins ? Rien n'est moins sûr. Ce qu'il a dénoncé comme « une paralysie du pouvoir exécutif à tous les niveaux » peut difficilement être recité par des actes administratifs, fussent-ils présidentiels. La seule courroie de transmission de l'autorité qui existe, le Parti communiste, ne fonctionne plus, et ce n'est pas en quelques mois, voire en quelques années que l'URSS pourra se doter d'une fonction publique capable d'administrer un pays aussi vaste. L'inefficacité risque donc de perdurer, à moins d'avoir recours à des moyens exceptionnels (administration directe, état d'urgence) mais forcément en œuvre par l'armée et les polices.

La tendance dictatoriale n'est pas



le genre de M. Gorbatchev, mais elle peut tout à fait lui être imposée par les tenants de l'ordre et de l'empire à tout prix, quitte à « suspendre » une expérience démocratique à peine esquissée et qui se heurte à l'immensité et aux traditions historiques du pays, à sa diversité ethnique, aux racines accumulées pendant soixante-dix ans de terreur et de dictature.

La prudence de la plupart des réactions enregistrées à l'issue du discours de M. Gorbatchev prouve bien que le pays s'interroge et qu'une majorité de Soviétiques a conscience de vivre aujourd'hui sur un bateau vu. Le président compte sans aucun doute sur un sentiment de lassitude et d'inquiétude pour faire accepter ses nouvelles méthodes. Il est symptomatique qu'un réformateur comme M. Gavril Popov, le maire de Moscou, tout en critiquant certaines propositions du chef de l'Etat, se soit déclaré favorable à un pouvoir central fort.

Son ambitieux adjoint, M. Stankevitch, lui aussi réformateur, a déclaré qu'il faut « un processus de réforme plus autoritaire. C'est urgent ». Il n'a manifesté aucune inquiétude devant l'évolution du pouvoir, affirmant : « Je ne crois pas au risque que Gorbatchev devienne un dictateur. D'abord parce que la communauté internationale ne peut pas l'accepter. Et Gorbatchev le comprend mieux que tous. Nous ne pouvons pas résoudre les problèmes les plus graves simplement avec des moyens parlementaires, en utilisant notre démocratie récente, plutôt inefficace. » De son côté M. Boris Eltsine, le président de la République de Russie, a préféré s'abstenir de commentaires trop précis.

Les propos présidentiels ont en revanche été moins bien reçus par M. Egor Ligatchev, l'ancien rival conservateur de M. Gorbatchev, aujourd'hui écarté de tout pouvoir. Il ne peut voir dans la recherche d'un pouvoir fort que la confirmation de ses doutes d'hier devant l'af-

faiblissement du Parti communiste et l'émergence de forces indépendantes.

Après le coup d'éclat d'un de leurs députés, qui avait demandé en séance la veille (le Monde du 18 décembre) que la question de la destitution de M. Gorbatchev soit inscrite à l'ordre du jour — une façon comme une autre d'en finir dès le premier jour avec un sujet épineux —, le groupe conservateur Soyuz ne s'est guère manifesté. Son porte-parole, le colonel Alkisenis, s'est dit seulement « déçu » par M. Gorbatchev, de même que M. Iouri Blokhine, l'un de ses principaux dirigeants, encore que ce dernier se soit déclaré satisfait à la perspective d'un moratoire sur les lois des Républiques qui contredisent la Constitution soviétique. La discussion, il est vrai, n'en est qu'à ses débuts, puisque quatre cent trente orateurs sont inscrits.

JACQUES AMALRIC

A TRAVERS LE MONDE

POLOGNE

Huit officiers vont être poursuivis pour la répression des émeutes de 1970

Trois généraux et cinq colonels polonais, dont les noms n'ont pas été divulgués, vont être poursuivis pour leur rôle dans la répression des émeutes qui avait fait quarante-cinq morts dans les villes de la Baltique en 1970 (le Monde du 16-17 décembre), a annoncé, lundi 17 décembre, le ministre de la Justice, Aleksander Borkowski.

La décision d'engager des poursuites a été prise à l'issue d'une enquête de deux mois sur l'utilisation d'armes à feu pour écraser les manifestations. Le ministre de la Justice a déclaré qu'un dernier ressort le responsable de la répression dans les villes de la Baltique était le numéro un de l'époque, Wladyslaw Gomulka, qui avait donné l'ordre de tirer pour protéger les fonctionnaires et les biens de l'Etat contre les émeutiers.

Pendant un séminaire sur ces événements, tenu à Varsovie, le major Edward Nalepa, de l'Institut historique militaire, a dit qu'une tragédie encore plus importante avait été évitée. Il se référait probablement au fait que plusieurs officiers avaient refusé d'obtempérer aux directives du gouvernement. — (Reuters, UPI.)

BULGARIE

Accord sur la formation d'un gouvernement

Les principales forces politiques bulgares sont parvenues à un accord sur la formation d'un gouvernement de transition jusqu'aux prochaines élections parlementaires, prévues pour mai, a annoncé lundi 17 décembre le premier ministre désigné, M. Dimitar Popov.

Le Parti socialiste (PSB, ex-communiste) et l'Union des forces démocratiques (UFD, principale formation d'opposition) se partageront les huit principaux ministères — Intérieur, défense, affaires étrangères, justice, finances, économie, commerce extérieur et commerce intérieur — selon une formule que M. Popov n'a pas précisée lors de son annonce à la télévision. Il doit présenter mercredi la liste de son cabinet au Parlement. M. Popov, juriste sans étiquette de soixante-trois ans, avait été désigné le 7 décembre par le président Jeleu après la démission du gouvernement du PSB sous la pression de la rue. — (AFP)

ROUMANIE

L'opposition parlementaire pourrait participer au gouvernement

Le président du Parti libéral roumain, M. Radu Campeanu, a eu lundi 17 décembre des entretiens avec le chef de l'Etat, M. Ion Iliescu, le premier ministre, M. Petre Roman, et plusieurs autres dirigeants en vue de la participation de l'opposition au gouvernement. Selon l'agence Rompress, M. Campeanu, qui avait proposé la semaine dernière la formation d'un gouvernement d'union nationale (le Monde du 18 décembre), « s'est engagé à contacter les autres formations d'opposition afin de trouver des solutions possibles ». Il s'agit apparemment des partis de l'opposition parlementaire.

A Timisoara, plusieurs milliers de personnes ont manifesté pour le second jour consécutif, après la célébration d'offices religieux, pour commémorer le soulèvement qui devait aboutir, il y a un an, à la chute des Ceausescu. — (AFP, Reuters)

YOUgoslavie

Large victoire des communistes aux élections du Monténégro

BELGRADE

de notre correspondant

Les communistes ont remporté une large victoire aux premières élections libres du 9 décembre au Monténégro. Selon les résultats définitifs publiés, lundi 17 décembre, le Parti communiste obtient 83 des 125 sièges que compte le Parlement monocaméral. Trois autres formations se partagent les 42 qui restent : l'Alliance des forces réformatrices, appendice du Parti modéré créé par le premier ministre yougoslave, M. Ante Markovic, obtient

17 sièges ; la coalition démocratique, représentant les musulmans et les Albanais de souche, remporte 13 sièges, et le Parti national en acquiert 12. Le taux de participation a été de 75 %. Les Monténégrins devront se rendre à nouveau aux urnes, dimanche 23 décembre, pour élire leur président. Au premier tour, M. Momir Bulatovic, le leader des communistes, est arrivé largement en tête, mais n'a pas obtenu la majorité absolue. Cependant, sa victoire est quasiment assurée face à M. Stanovic, le leader de l'Alliance des forces réformatrices.

F. H.

هكذا من الأمل

**L'énergie traverse les mers.
Les images circulent.
Les avions décollent.
Les trains roulent.
Tokyo appelle Paris.
Paris appelle Sydney.**

Tout est là.

LES CABLES DE LYON DEVIENNENT ALCATEL CABLE.

Nos câbles sont les artères qui font battre le cœur des économies. Ils dispensent l'énergie et transmettent la voix, les données, les images. Sans les câbles spéciaux, les automobiles, les trains, les avions, les fusées, les bateaux resteraient inertes... Leader mondial sur leurs marchés, Les Câbles de Lyon, société-mère d'un groupe international de 19.000 personnes ont réalisé un chiffre d'affaires de 24 mil-

liards de francs en 1989 et maîtrisent les technologies les plus avancées en matière de câbles terrestres et sous-marins, classiques et à fibres optiques dont les applications couvrent l'ensemble des besoins des utilisateurs publics et privés. C'est pour refléter davantage leur avance industrielle, technique et commerciale, que Les Câbles de Lyon prennent la dénomination Alcatel Câble à partir du 1^{er} janvier 1991.

**ALCATEL
CABLE**

Alcatel Câble 30, rue des Chasses 92111 Clichy, France.

Je,
pas
ars
rés
à la
r le
ter-
des-
arile
our-

s son
de la
A (le
in un
xami-
s.

BERG
page 8

75 PTA.
1.250 S

**VOICI LA PREMIERE PAGE
DE PUBLICITE PERMETTANT A LA FOIS
DE TESTER SA VUE ET
DE PRESERVER SON COMPTE EN BANQUE.**

2 -
D = 0.59 mètre

[illegible]

5
D = 1.25 mètre

Achetez Apple chez IC. Achetez Apple chez IC. Achetez Apple chez IC. Achetez
Apple chez IC. Achetez Apple chez IC. Achetez Apple chez IC. Achetez Apple
chez IC. Achetez Apple chez IC. Achetez Apple chez IC. Achetez Apple chez IC.
Achetez Apple chez IC. Achetez Apple chez IC. Achetez Apple chez IC. Achetez
Apple chez IC. Achetez Apple chez IC. Achetez Apple chez IC. Achetez Apple

6
D = 1,50 mètre

Achetez Apple chez IC. Achetez Apple chez IC. Achetez
Apple chez IC. Achetez Apple chez IC. Achetez Apple
chez IC. Achetez Apple chez IC. Achetez Apple chez IC.
Achetez Apple chez IC. Achetez Apple chez IC. Achetez

14
D = 3,50 mètres

Achetez Apple chez IC. Achetez Apple chez IC. Achetez Apple chez IC. Achetez Apple chez IC. Achetez

20
D = 5 mètres

Achetez Apple chez IC.

28
D = 7 mètres



Voici le Mac IIsi. Et voici objectivement quelques bonnes raisons de l'acheter chez IC: disponibilité immédiate et aux meilleures conditions - conseil - suivi d'installation - formation - hot line gratuite - et, sans

doute le plus important, disponibilité et sourire. Le Mac IIsi est le tout nouveau prodige d'Apple. C'est un outil exceptionnel qui vous ouvrira les portes d'un nouveau monde d'application. Il est rapide, extrêmement rapide, et aussi très puissant. Nous pourrions vous en parler longtemps pour vous décrire toutes ses qualités, mais le mieux est encore de le voir fonctionner.

Téléphonez-nous vite ou venez nous voir, 6 jours sur 7, de 10h à 19h et même à 18 h 55. Avec le Mac IIsi, nous allons certainement vous étonner.

(1) 42 72 26 26



10 ANS D'APPLE ÇA COMPTE

APPLE CENTER IC BEAUBOURG 26 RUE DU RENARD 75004 PARIS TEL (1) 42 72 26 26
APPLE CENTER IC VENDOME 21 PLACE VENDOME 75001 PARIS TEL (1) 42 86 90 90

IC MARSEILLE SA 94 AVENUE DU PRADO 13008 MARSEILLE TEL 91 37 25 03

IC TOULOUSE SA 25 RUE OZENNE 31000 TOULOUSE TEL 61 25 62 32

IC NANTES SA 3 ALLEE DES TANNEURS COURS DES 50 OTAGES 44000 NANTES TEL 40 47 08 62

LES HEURES D'OUVERTURE SONT SUSCEPTIBLES DE VARIER SELON LES POINTS DE VENTE. RENSEIGNEZ-VOUS

هكذا من الأصل

EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : le chantage aux petits pots empoisonnés

Le coupable était un ancien policier de Scotland Yard...

Rodney Witchelo, un ancien sergent de Scotland Yard, croyait avoir mis au point le chantage parfait. Il menaçait des sociétés fabriquant des aliments pour animaux ou pour bébés d'empoisonner leurs produits et leur demandait de verser une rançon sur des comptes bancaires qu'il avait ouverts sous de faux noms. Il a été reconnu coupable, samedi 15 décembre, par le tribunal londonien de l'Old Bailey et a été condamné lundi 17 décembre à dix-sept ans de prison.

LONDRES

de notre correspondant

Rodney Witchelo avait commencé, en août 1988, en écrivant au directeur de la firme Pedigree, qui confectionne des aliments pour chiens et chats. Il avait joint à sa lettre une boîte de conserve contenant un poison mortel et parfaitement refermée. Il demandait 500 000 livres, payables en cinq ans à raison de 100 000 livres par an, pour ne pas passer à l'acte. La compagnie devait lui répondre par le biais de messages codés publiés dans les petites annonces personnelles du Daily Telegraph. Pedigree prévenait la police, mais payait une première « avance » de 58 000 livres. Witchelo faisait la tournée des distributeurs, retirant chaque fois la somme maximale de 300 livres. Il a ainsi extorqué 17 000 livres (170 000 francs) à Pedigree.

Witchelo était alors encore policier. Ses collègues de la neuvième brigade de Scotland Yard ne se doutaient pas que ce policier modèle de quarante-trois ans, qui était sorti premier douze ans plus tôt de l'école de police, était le maître-chanteur qu'ils recherchaient. Au cours de sa carrière de policier, Witchelo avait étudié avec soin les méthodes d'un maître-chanteur qui avait extorqué de l'argent de la même manière à une entreprise d'élevage de dindes du Norfolk. Celui-ci avait été pris parce qu'il se servait toujours aux mêmes distributeurs de billets. La leçon n'avait pas été perdue pour Witchelo, qui connaissait également ainsi le système de surveillance des distributeurs mis en place à

Panique des mamans

Il récidivait au printemps 1989 en s'en prenant cette fois aux petits pots pour bébés de la firme Heinz de Mönchengladbach (du 29 avril 1989). La panique s'empara des mères de famille qui découvraient du verre cassé, de la soude caustique, ou des lames de rasoir dans les petits pots destinés à leurs nouveau-nés. Sept petits pots seulement avaient été « piégés ». Ce chantage rapportait néanmoins 15 000 livres.

Witchelo essayait alors une nouvelle méthode, qui a probablement permis son arrestation. Il écrivait à Heinz en demandant 50 000 livres en échange de la lumière sur toute l'affaire. Il révélait à cette occasion sa grande connaissance du système mis en place par la police. Scotland Yard, persuadé que le maître-chanteur était un des siens, installait dans le plus grand secret un quartier général en dehors de ses locaux et changeait son plan de bataille. On n'en sait pas beaucoup plus. Witchelo était arrêté sans résister le 20 octobre devant un distributeur...

DOMINIQUE DHOMBRES

Incendie de la résidence de l'ambassadeur de France. La résidence de l'ambassadeur de France à Londres, située près des jardins de Kensington, a été complètement détruite par un incendie dans la nuit du lundi 17 au mardi 18 décembre. Personne ne se trouvait à l'intérieur du bâtiment, qui était en cours de rénovation avant l'arrivée du nouvel ambassadeur, M. Bernard Dorin. (AFP)

ESPAGNE

Les foucades oratoires de M. Alfonso Guerra

M. Alfonso Guerra reprend le sentiment de la guerre. Personnage controversé s'il en est de la scène politique espagnole, le vice-président du gouvernement, après un long silence, est revenu au premier plan, suscitant comme à l'habitude une acerbe polémique.

MADRID

de notre correspondant

M. Guerra s'était pourtant tenu coi pendant plusieurs mois, alors que s'agissait le scandale lié à son frère, Juan, accusé de s'être enrichi de manière spectaculaire à l'ombre du pouvoir en utilisant, avec son accord, un bureau officiel du vice-président à Séville. Jugé sans doute avoir observé assez longtemps sa silhouette pénitente, et sorti renforcé du récent

congrès de son parti, au cours duquel il a réussi à contraindre l'ascension de ses adversaires, M. Guerra a désormais retrouvé sa loquacité traditionnelle. Ces derniers jours, il a multiplié les déclarations publiques dans le style qu'il affectionne et qui suscite la colère non feinte de l'opposition mais aussi l'excitation croissante de certains de ses compagnons de cabinet, qui le taxent à mots couverts de populisme, voire de démagogie.

M. Guerra a commencé il y a quelques jours par traiter d'« illégitimes » les dirigeants du Parti populaire, la formation conservatrice d'opposition. Poursuivant sur sa lancée, il les a ensuite qualifiés de « jeunes justaucorps » (de José Antonio Primo de Rivera, fondateur de la Falange) agissant d'une main et d'une autre, allusion vraisemblablement dirigée contre le vice-président du parti, M. Isabel Tocino. Enfin, il les a accusés de n'avoir guère de « convic-

tions démocratiques » et d'être carrément « dirigés » par l'Opus Dei. Inaugurant, vendredi 14 décembre, une rencontre internationale d'intellectuels socialistes à Séville, il a affirmé que « le moment est peut-être venu de penser à une loi de fer pour les bénéfices des entreprises comme il en existe une pour les salaires ». Une déclaration... censurement aux antipodes de la politique économique pratiquée depuis huit ans par le gouvernement espagnol.

M. Gonzalez prend ses distances

M. Guerra a-t-il cette fois été trop loin en envahissant le terrain sensible, qui est loin d'être son fort, de l'économie? Telle est apparemment l'opinion du président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, qui avait jusqu'ici toujours « couvert » les excès oratoires de son fidèle « numéro deux ». Interrogé samedi à Rome, où il assistait au sommet des Douze, sur les propos tenus la veille par son vice-président, M. Gonzalez a pour la première fois pris publiquement ses distances.

Il a affirmé qu'il ne voyait vraiment pas ce que M. Guerra avait pu vouloir dire, assurant avec ironie qu'il ne pouvait s'agir là que d'une « figure littéraire ». M. Gonzalez a rappelé qu'il était au contraire justement à Rome pour parler de libéralisation de l'économie au sein de la Communauté. Quelques heures plus tard, M. Guerra, visiblement penaud, assurait qu'il s'était exprimé « en théorie », et qu'il ne faisait bien sûr nullement allusion à l'Espagne d'aujourd'hui.

THIERRY MALINIAK

ITALIE

Des micros dans les tombes

Pour mieux découvrir les secrets de la Mafia, les carabinieri de Naples n'ont pas hésité à placer des micros dans les tombes de « parrains » défunts ensevelis dans le cimetière d'Herculaneum, dans la banlieue sud de la ville. Cette pratique baptisée « écoute dans la nature » a permis aux enquêteurs d'enregistrer les conversations des familles autour des tombeaux des disparus. Les informations recueillies ont permis d'émettre dix-neuf mandats d'arrêt contre des mafiosi locaux.

Deux clans rivaux

Les micros avaient été installés dans les tombeaux appartenant aux familles de deux clans rivaux, les Ascare et les Esposito. Les enregistrements ont révélé les circonstances et les mobiles des assassinats, notamment du « parrain » Antonio Esposito en mars dernier, et d'un des chefs du clan rival, Delfino del Prete, en novembre, ainsi que les plans d'action élaborés pour venger les morts.

Ces tables d'écoute d'ouïe-tombe ont été installées conformément à la législation anti-Mafia et après que l'autorisation ait été donnée à la police. (AFP)

AUTRICHE

La nouvelle coalition gouvernementale a été laborieusement constituée

VIENNE

de notre correspondant

Le nouveau gouvernement de coalition composé de socialistes et de conservateurs a été constitué, lundi 17 décembre, au terme de deux mois de négociations à la suite des élections législatives du 7 octobre. Il compte vingt membres - trois de plus que le cabinet social-conservateur sortant - dont dix socialistes, neuf conservateurs et un ministre sans étiquette politique, celui de la justice.

La création d'un nouveau secrétaire d'Etat après de la chancellerie pour les affaires européennes - confié à M. Peter Jankowitsch, ancien ministre des affaires étrangères - démontre la priorité que Vienne entend accorder à la préparation du pays à son intégration à la CEE. Les autorités autrichiennes comptent en effet l'ouverture de négociations avec Bruxelles à partir de 1993 et l'entrée dans la CEE comme membre à part entière vers le milieu des années 90.

M. Jankowitsch (socialiste) aura notamment pour tâche de coordonner toutes les questions relatives à cette intégration avec les Länder et les institutions concernées en Autriche. Un conflit de compétences semble d'ores et déjà latent entre le ministre des affaires étrangères dirigé par M. Alois Mock (conservateur), principal artisan de la politique européenne du pays et qui entend garder la haute main sur les négociations entre Vienne et

Bruxelles. La nouvelle coalition a dû faire face à une première épreuve avant même son entrée en fonctions en raison du refus de dernière minute du Parti conservateur d'accepter le candidat des socialistes pour le poste de ministre de la justice, M. Otto Oberhammer, sans étiquette politique. Ce dernier était soupçonné par les conservateurs d'avoir eu des liens avec M. Udo Probsch, ancien protégé de la classe dirigeante socialiste, inculpé d'escroquerie à l'assurance et de meurtre dans l'affaire du cargo *Lacina* disparu dans l'océan Indien.

La détermination du chancelier socialiste, M. Franz Vranitzky, de reconstruire la coalition social-conservatrice a permis de trouver un compromis le vendredi avec la nomination de M. Nikolaus Michael (sans étiquette politique) et de sauver la coalition de l'écroulement. Les conservateurs ont également été obligés de retirer l'un des leurs du secrétariat d'Etat à la construction créé nouvellement.

Ce « marchandage » arguait mal du devenir de la coalition. Le mécontentement est profond chez plusieurs « barons » du Parti conservateur favorables à une coalition avec le Parti libéral de droite. Selon eux, le programme de travail de la coalition n'est pas assez précis pour permettre les réformes nécessaires.

WALTER BARYLI

La composition du cabinet

Chancelier : M. Franz Vranitzky (socialiste). Vice-chancelier : M. Josef Riegler (conservateur). Cabinet : M. Alois Mock (conservateur). Affaires étrangères : M. Wolfgang Schüssel (conservateur). Economie : M. Josef Hoesung (socialiste). Travail et affaires sociales : M. Ferdinand Lacina (socialiste). Finances : M. Josef Riegler (conservateur). Fédéralisme et administration : M. Harald Ertl (socialiste). Santé et sport : M. Franz Loeschner (socialiste). Intérieur : M. Nikolaus Michael* (sans étiquette). Justice : M. Werner Fasslabend* (conservateur). Défense : M. Franz Fischler (conservateur). Agriculture : M. Marius Flemming (conservateur). Envi-

ronnement, jeunesse, famille : M. Rudolf Scholten* (socialiste). Education : M. Rudolf Streicher (socialiste). Transports et secteur nationalisé : M. Erhard Busek (conservateur). Science et recherches : M. Johanna Dohnal* (socialiste). Condition féminine. Secrétaires d'Etat : M. Peter Jankowitsch* (socialiste). Europe et intégration : M. Peter Kostelka* (socialiste). Fonction publique : M. Guenter Stummvoll (conservateur). Finances : et Maria Fekter* (conservateur). Construction et tourisme.

* Les personnes dont les noms sont suivis d'un * font leur entrée au gouvernement.

DANEMARK

Formation d'un gouvernement minoritaire de droite

COPENHAGUE

de notre correspondant

En dépit du rebul de son parti au scrutin anticipé du 12 décembre, le premier ministre conservateur, M. Poul Schlüter, au pouvoir depuis 1982, a réussi, grâce à une habile stratégie, à demeurer en place. A son retour du sommet de Rome, samedi soir, il avait commencé à multiplier les contacts discrets lui permettant de jauger les atouts dont il pouvait disposer à cette fin. Les radicaux ayant décidé de se retirer de la troïka, où ils étaient entrés en 1988, le centre démocrate et les chrétiens populistes ayant poliment refusé de participer à un « quartet » taillé sur le modèle de celui où ils avaient couru de concert entre 1982 et 1988, il ne restait guère à M. Schlüter qu'une seule solution : continuer sa route avec pour seul partenaire les libéraux.

Après avoir constaté qu'il n'y avait pas de majorité contre lui dans le nou-

veau Parlement et que les six partis non socialistes étaient prêts à accepter sa « reconstruction », il a informé, lundi 17 décembre, la reine Margrète II de la formation de son cabinet de coalition qui comprendrait 19 ministres au lieu de 21 (10 conservateurs et 9 libéraux). La composition en sera communiquée officiellement mardi 18 décembre, mais on sait déjà qu'à quelques exceptions près la plupart des ministres de l'équipe précédente garderont leur portefeuille, notamment les ministres des affaires étrangères, des finances et de la défense.

Ce gouvernement minoritaire ne disposera dans l'hémicycle que de l'appui de 61 voix (30 conservateurs, 29 libéraux, un Groenlandais, et un Féroïen), sur 179, les quatre autres formations non socialistes ne lui ayant promis aucun soutien permanent pour ne pas se fier par des engagements qui limiteraient leur liberté d'action future.

CAMILLE OLSEN

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINUTEL 36.16 CODE A3T puis OSP

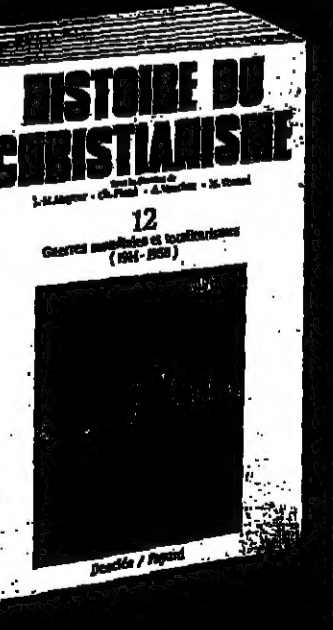
- VILLE DE PARIS
ADD, en la chambre des notaires de Paris, place du Châtelet
le MARDI 29 JANVIER 1991, à 14 h 30
- 1° - 4 APPART. 2 et 3 p. - 2 CHAMBRES - LIBRES à PARIS (16)
Entre le bd Suchet et le champ de courses d'Anteuil
MISE A PRIX : de 220 000 F à 1 800 000 F
s/plan : 2, plan de la Porte d'Anteuil, les 14, 19, 21, 24, 26 et 28 janv. de 10 à 13 heures.
 - 2° - CHAMBRE - 132, bd Suchet (16)
LIBRE - Mise à prix : 200 000 F
 - 3° - APPART. 3 p. p. - 3, square Malherbe (16)
LIBRE - Mise à prix : 2 100 000 F
 - 4° - CHAMBRE - 1, square Malherbe (16)
LIBRE - Mise à prix : 300 000 F
Pour ces lots : Vis. s/pl. 14, 19, 21, 24, 26, et 28 janv. de 10 à 13 h
 - 5° - APPART. av. cave et un JARDIN PRIVATIF 3, rue de Bellevue (19)
LIBRES - Mise à prix : 500 000 F et 85 000 F
 - 6° - LOGEMENT 1 p. p. - 84, rue Baudricourt (13)
LIBRE - Mise à prix : 110 000 F
 - 7° - APPART. 3 p. p. - 14, rue Barbette (3)
OCCUPÉ - Mise à prix : 500 000 F
Pour ces lots : Vis. s/pl. 7, 10, 15, 21, 25 janv. de 10 h à 12 h
 - 8° - TERRAIN CONSTRUCTIBLE à Triel-sur-Seine - 78
26, rue des Garennes - sup. 1 934 m²
OCCUPÉ SANS TITRE - Mise à prix : 1 000 000 F
- Reqs. : M. BELLARGENT, not. assoc. 14, rue des Pyramides, Paris 1.
Tél. : 42-97-36-36 (pour P. 2, 3 et 4), 47-93-94-64 (pour 5), 45-63-34-74 (pour 6), 45-63-31-12 (pour 7 et 8).

HISTOIRE DU CHRISTIANISME

Sous la direction de
J.-M. Meyeur - Ch. Pietri - A. Vouche - M. Vénard

La présente entreprise ne se borne pas, comme ses devancières, à écrire l'histoire des pontificats successifs, mais porte également ses regards sur la spiritualité, la doctrine, les institutions et les cultures que le christianisme a, dans sa diversité et ses évolutions, engendrées, accueillies ou transformées. Sa vision mondiale et son caractère ecuménique sont attestés par de larges expositions sur les diverses confessions, sur les Eglises d'Orient, sur le rôle éminent du protestantisme, etc.

Tome 6
Un très grand ouvrage
1221 pages
Prix sous presse
145 pages
295 F jusqu'au 31.1.91
340 F après cette date



DESCLEE / FAYARD

Je, as, ars, res, à la, r le, ter, des, ritie, our, s son, de la, A (le, in un, xami, t, BERG, page 8, 75, 1, 2, 50, 2.

Jameson. The Premium Irish Whiskey.



AFRIQUE

MAROC : tension persistante après les émeutes de Fès

Le gouvernement annonce la création d'une commission d'enquête « pluraliste »

Le premier ministre, M. Azeddine Laraki, a annoncé, lundi 17 décembre, à Rabat, la création d'une commission d'enquête « pluraliste » sur les récentes émeutes de Fès. Des représentants de l'opposition devraient en faire partie, aux côtés de membres du gouvernement. Le premier ministre a aussi promis l'augmentation des salaires.

Pendant ce temps, à Fès, plusieurs dizaines de prévenus, arrêtés la semaine dernière, ont été inculpés. Le dirigeant local de l'Union générale des travailleurs marocains (UGTM), M. Titta Alaoui, figure parmi eux.

RABAT

de notre envoyé spécial

Les propos tenus, lundi, devant le Parlement, par le premier ministre suffiront-ils à calmer le jeu ? Les deux syndicats, la Confédération démocratique du travail (CDT) et l'Union générale des travailleurs marocains (UGTM), renonceraient-ils à lancer un nouvel appel à la grève générale ? A leur corps défendant, la précédente s'est soldée, vendredi et samedi, par de sanglantes émeutes, qui, selon des sources indépendantes dignes de foi, ont fait au moins quarante morts à Fès et cinq à Tanger.

A cet égard, M. Azeddine Laraki a exprimé les « regrets » de son gouvernement et annoncé la constitution d'une commission d'enquête au sein de laquelle seront représentés tous les groupes parlementaires. Il s'est d'autre part engagé à chiffrer, dès cette semaine, l'augmentation substan-

tielle des salaires et des prestations sociales, qu'il avait récemment laissé espérer.

L'annonce d'émeutes fiévreuses à Casablanca, à Rabat, à Fès, les forces de l'ordre restent sur le qui-vive face à des éléments incontrôlés qui cherchent l'occasion de reprendre l'initiative. Le pouvoir qui, averti par l'expérience, avait concentré son dispositif de sécurité sur Casablanca, s'est laissé surprendre à Fès. Il a, depuis lors, fait remonter des unités militaires du Sahara occidental où elles étaient stationnées, afin de parer à toute éventualité.

De Raymond Barre à Jean-Marie Le Pen

Cette contestation « informelle », qui rassemble les marginaux d'une société profondément inégalitaire, est pour le régime plus dangereuse que toute autre. « Il y a là une énorme masse de manœuvre capable de se saisir de n'importe quel prétexte pour en découdre dans la rue », note un observateur. A ce propos, d'aucuns s'inquiètent des troubles graves que risque de connaître le pays si guerre du Golfe il y a. Et ce d'autant plus que Hassan II n'a pas la fibre aussi pro-irakienne que son peuple. Les Etats-Unis ont préparé un plan d'évacuation de leurs mille ressortissants, tandis que les Nations unies ont demandé à leurs employés de se tenir prêts à partir dès le 10 janvier.

Quant à l'opposition de Sa Majesté qui avait jusqu'alors joué tant bien que mal le jeu de ce qu'on appelle en haut lieu le « dialogue patriotique », elle commence à perdre patience. « On ne veut plus servir de faire-valoir au pouvoir royal », affirme un membre de l'Union socialiste des forces populaires (USFP). Le consensus politique s'était bâti en 1976 autour de

la défense du Sahara occidental. On invoque aujourd'hui la crise du Golfe, voire la situation économique, pour le consolider : en clair, pour bloquer le processus démocratique – en appelant les contestataires à « faire preuve de sagesse, de hauteur de vue et de maturité ».

A cause de l'hypothétique référendum au Sahara occidental, les élections législatives ont été repoussées de deux ans. Les projets de réforme constitutionnelle restent. Les ouvertures politiques ressemblent à des opérations de récupération. « Tous les diés sont pipés », constate un observateur. Et les opposants commencent à redoubler qu'ils se sont fait un peu prévenant. La contestation du pouvoir sur l'avenir ? Il a successivement accordé audience, ces dernières semaines, à MM. Raymond Barre, Valéry Giscard d'Estaing et... Jean-Marie Le Pen. Et l'on murmure que M. Jacques Chirac serait attendu d'ici à la fin du mois.

JACQUES DE BARRIN

□ Un rassemblement de « solidarité » à Paris. – Les syndicats CGT et CFDT ont appelé à un rassemblement, mardi 18 décembre à 18 heures, sur le parvis des Droits de l'homme, place du Trocadéro, en signe de « solidarité » avec les organisations syndicales marocaines. De son côté, le Parti socialiste s'est déclaré « inquiet » de la « répression » au Maroc et a lancé, lundi, un appel « au respect des droits de l'homme » dans ce pays.

□ TCHAD : le président Idriss Déby veut faire traduire en justice M. Hissène Habré. – Dans une interview, publiée mardi 18 décembre par notre confrère le Figaro, le nouveau numéro un tchadien, M. Idriss Déby, affirme vouloir faire « traduire en justice » l'ancien président Hissène Habré « pour crime contre l'humanité ». Selon le président Déby, un « dossier de mise en accusation » serait en préparation contre son prédécesseur, qu'il accuse d'avoir été un « dictateur bourreau, trafiquant de drogue et faux-monnayeur ». Concernant ses rapports avec la Libye, le nouveau chef de l'Etat déclare avoir « jamais rencontré le colonel Kadhafi » depuis son entrée « en dissidence » et n'avoir « jamais pris un engagement oral ou écrit avec Tripoli ». Il admet seulement que des « opposants tchadiens stationnés en Libye » avaient rejoint les rangs de son mouvement de guérilla « avec leurs armes et leurs véhicules ».

□ RWANDA : offensive des rebelles dans le nord. – Les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR), qui avaient envahi le nord-est du Rwanda le 1^{er} octobre à partir de l'Ouganda, ont pris le contrôle, jeudi 13 décembre, du poste-frontière de Kagama. Les combats contre l'armée régulière auraient fait quelque soixante morts du côté gouvernemental, selon des villageois résidant du côté ougandais de la frontière. Début décembre, les autorités rwandaises avaient affirmé que la guerre civile était tout-à-fait terminée. – (AFP).

□ KENYA : un opposant aurait été enlevé et torturé par la police. – M. Koligi Wa Wamwere, un des six opposants accusés de « complots » contre le régime du président Daniel Arap Moi, affirme que les autorités kenyanes l'ont fait enlever, le 8 septembre, alors qu'il se trouvait en Ouganda et que, une fois ramené à Nairobi, il aurait été torturé, a déclaré lundi 17 décembre son avocat. L'arrestation de M. Wamwere, officiellement annoncée le 9 octobre, avait ébranlé les relations entre le Kenya et la Norvège, où cet opposant a longtemps vécu en exil. – (AFP).

□ ZAMBIE : feu vert présidentiel au multipartisme. – Le président Kaunda a ratifié, lundi 17 décembre, un projet de loi qui institue le multipartisme. « Nous allons maintenant passer d'un système de gouvernement de parti unique à une politique pluraliste », a déclaré le chef de l'Etat, qui est au pouvoir depuis l'indépendance, en 1964. Ce projet de loi, qui amende la Constitution, a été approuvé à l'unanimité par le Parlement, le 4 décembre dernier. Des élections doivent avoir lieu en octobre 1991. – (Reuters).

L'Afrique demande « réparation » pour cinq siècles d'esclavage

La Conférence mondiale sur les réparations à l'Afrique et aux Africains de la diaspora, organisée en fin de semaine dernière à Lagos (Nigeria), propose de demander à l'Europe et aux Amériques du Nord et du Sud de payer une sorte d'indemnité pour dédommager le « continent noir » des cinq siècles d'esclavage qu'il a subis.

Selon les confédérés, entre dix et trente millions de « jeunes Africains virils » ont été emmenés en Amérique pour travailler dans des plantations de canne à sucre, de coton et de tabac, à l'époque du commerce des esclaves.

Un plan Marshall

Le chef d'une délégation américaine a estimé à 25 milliards de dollars le montant des « réparations ». Les participants ont suggéré que l'annulation des dettes africaines soit considérée comme une partie de ces « réparations ».

L'Allemagne, a-t-on fait remarquer, a continué de payer à l'Etat d'Israël des millions de dollars chaque année, alors que les Etats-Unis, le Canada et l'Australie ont dédommagé les habitants indigènes de leurs territoires. Les Etats-Unis ont aussi commencé à indemniser les citoyens d'origine japonaise internés pendant la seconde guerre mondiale, et les Nations unies somment l'Irak de payer des réparations au Koweït.

A en croire le président Babangida, chef de l'Etat du Nigeria, l'octroi de l'indépendance aux Etats africains n'a été qu'une « concession politique tactique », alors que l'exploitation économique et les guerres civiles suscitées de l'extérieur continuent, a-t-il affirmé. « Nous voulons un plan Marshall africain pour compenser des siècles d'abus et de manques d'égards », a-t-il conclu. Le prochain sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), en juin 1991, devrait être saisi du dossier. – (AFP).

Le numéro 168 de

FRANCE
PAYS ARABES

vient de paraître :

À la somme :
GOLFE
La France est concernée ! Entretien avec les ambassadeurs des pays du Golfe.

LIBAN
La France est-elle encore impliquée ?

Les rubriques culturelle, politique, économique, la chronologie, le dossier Euxraïa.

42 pages – 15 F – En vente dans les kiosques et librairies. Spécimen sur demande.

FPA – 14, rue Augereau – 75007 Paris
Tél. : 45-55-27-52

Pologne

Son histoire
se joue sous
nos yeux,
sa mémoire est
inépuisable.

Dirigé par
Emmanuel Wallon
232 pages, 89 F.
En librairie.

autrement

هكذا من الأهل

ASIE

BANGLADESH : au cœur de la campagne électorale

Le médiocre bilan des années Ershad

Mis au secret avant un éventuel procès, l'ancien président Ershad n'en continue pas moins d'occuper le devant de la scène. Un bon nombre de ses collaborateurs ont été arrêtés et, dans ces conditions, peu de candidats oseront se réclamer de son parti, le Jatiya, lors des élections législatives annoncées pour le 2 mars.

NEW-DELHI

de notre envoyé spécial

Il n'est pas sûr que l'armée elle-même ait à gagner des révélations que pourra être tenté de faire, pour sa défense, l'ancien président. Pour s'assurer le soutien des généraux, celui-ci avait choyé l'institution militaire, et bien des officiers supérieurs ont profité des largesses présidentielles. Un procès montrerait surtout que l'ancien président était un politicien habile, voire retors, à défaut d'être un homme d'Etat. Au terme de plus de huit années de pouvoir, son bilan est pourtant assez médiocre.

Le fait que ses prédécesseurs n'aient pas fait beaucoup mieux - l'ancien président Ziaur Rahman est le seul à avoir fait naître un certain espoir - ne l'absout pas mais permet d'admettre le portrait peu flatteur que dresse de lui l'opposition. Dans un livre blanc publié récemment, les représentants du «retour à la démocratie» dénoncent «dix ans de stagnation». Le paradoxe veut en tout cas que ce pays a manqué d'un gouvernement doté de l'autorité nécessaire pour appliquer une politique de développement cohérente et rigoureuse. En partie par manque

de volonté et d'ambition, en partie aussi parce que son régime était marqué du péché originel d'illégitimité», le général Ershad s'est contenté de gérer tant bien que mal une guérida politique incessante. Ni l'opposition ni la presse n'ont été muselées.

La répression a été plus sélective que systématique : les domiciles des opposants étaient couramment violés, des pouvoirs spéciaux permettaient de détenir sans jugement (pendant trente jours) quiconque était soupçonné d'avoir commis un «acte nuisible», mais les partis étaient autorisés et les journaux peu censurés.

«Un médiant efficace et bien habillé»

Le Bangladesh a nettement amélioré ses relations avec le Pakistan et a envenimé ses rapports avec l'Inde. La question du partage des eaux du Gange (retenues et libérées par le barrage indien de Farakka) fut l'une des principales sources de discorde avec New-Delhi, outre la décision de faire de l'islam la religion d'Etat du Bangladesh. Avec la Chine, les relations se sont également améliorées, mais moins que ne l'aurait souhaité Dacca, Pékin ne voulant pas hypothéquer un début de rapprochement sino-indien. Le général Ershad a cependant réussi à intéresser de plus en plus de monde aux difficultés de son pays.

Il fut, comme le résume un ambassadeur bangladais, «un médiant efficace et très bien habillé», allusion au fait que son élégance recherchée était mal vue du «petit peuple» de Dacca. A l'occasion des catastrophes naturelles de ces dernières années (inondations et

cyclones de 1987 et de 1988), la shibboleth tendue par le Bangladesh à toujours être repêché. Les parties des sommes ainsi collectées est allées grossir les comptes en banque de différents responsables et intermédiaires bangladais, alimentant une corruption nettement confortée pendant le mandat de M. Ershad. Mais, tout en dénonçant une politique budgétaire laxiste, le groupe des pays donateurs, favorablement impressionné par la politique de privatisation, a toujours soutenu le Bangladesh.

Pour 1991, 2 milliards de dollars ont été alloués à Dacca. Cependant une grande partie de ces fonds a été, cependant, grossie le «matelas» constitué par les 6 milliards de dollars de projets d'aide qui, faute d'une mobilisation suffisante des ressources locales, ne sont pas déboursés. Parfois aussi, le remède proposé peut se révéler plus dangereux que le mal : la solidarité financière internationale qui s'est manifestée - à l'initiative de l'Elysée - pour endiguer les inondations représente un projet illusoire qui semble parfois académique.

D'autre part, la dépendance du Bangladesh à l'égard de l'aide étrangère s'est accrue : environ 99 % des dépenses de développement sont financées sur ressources extérieures. Il est cependant parfois bien difficile de faire la part des responsabilités devant la somme des déficits et des carences : les quelques efforts entrepris sont trop souvent annulés par une «énigme» catastrophique. Ainsi, dans l'analyse des résultats du cinquième plan (1985-1990), l'incidence des facteurs externes (notamment les inondations et la baisse du cours mondial du jute) se confond avec celle d'une politique financière

aberrante. Le taux de croissance de l'économie n'a pas dépassé 3,8 %, celui de l'industrie a été limité à 4 %, et celui de l'agriculture à 4,5 %, très médiocre (1,72 %). Environ 3 millions d'emplois ont été créés, sur un objectif de 5,4 millions. Davantage en raison de bonnes conditions climatiques que d'une politique agricole volontariste (aucune réforme structurelle), le Bangladesh est, cette année, autosuffisant en riz, nourriture de base de la population.

Plus d'inégalité et de pauvreté

Globalement, la production alimentaire augmente moins vite que la croissance démographique (2,8 % par an). Sur le plan social, le bilan de la gestion du général Ershad est franchement négatif. La population dépend pour 85 %, directement ou non, de l'agriculture et les paysans considérés comme «sans terre» (moins de 0,2 hectare) devraient représenter les trois quarts des ruraux en 1995. La répartition des revenus est aujourd'hui plus inégale et la pauvreté plus générale qu'elles ne l'étaient avant l'indépendance. On estime que le revenu réel des travailleurs agricoles est nettement inférieur à ce qu'il était il y a cinquante ans ! Plus dramatique encore, le taux d'alphabétisation ne s'est pas sensiblement amélioré (il est actuellement de 29 %), et les taux de scolarisation et d'enseignement ont plutôt baissé. Le général Ershad n'est, certes, pas responsable des maux qui semblent faire partie du destin des quelque 110 millions de Bangladais, mais il est cependant douteux qu'il ait beaucoup contribué à améliorer leur sort.

LAURENT ZECCHINI

PHILIPPINES

La hausse des prix des produits pétroliers crée de graves tensions

La hausse des prix des produits pétroliers a fait brusquement monter la tension aux Philippines. Tandis que circulent de nouvelles rumeurs de putsch, plusieurs personnalités politiques ont demandé à la présidente Aquino de suivre l'exemple de M^{rs} Thatcher et de se retirer.

TOKYO

de notre correspondant

En réponse aux demandes du Fonds monétaire international (FMI) de mesures d'austérité visant à réduire le déficit budgétaire, le gouvernement avait annoncé, le 5 décembre, une réduction des subventions aux produits pétroliers destinée à les mettre en harmonie à la fois avec le cours mondial et avec la dévaluation du peso. L'augmentation de 45 % du prix du pétrole s'était traduite par une hausse de 50 % du gazole largement utilisé pour les transports, et de près de 76 % de l'essence.

Six tentatives de coup d'Etat

Après des ajustements réclamés le lendemain par M^{rs} Aquino, afin de tenir compte de la situation des entreprises et du sort des couches sociales les plus défavorisées, les prix du gazole et du gaz domestique ont diminué mais celui de l'essence a fait un nouveau bond, augmentant de 113 % en vingt-quatre heures. Annoncées dans le désordre avec un évident hiatus entre la présidence et le bureau de l'énergie, ces mesures sont à la fois brutales et d'une ampleur inattendue.

Ayant longtemps louvoyé, le gouvernement n'avait plus le choix. Le FMI, irrité par la remise en cause de l'accord triennal de restructuration de l'économie philippine, abandonné cet été par le gouvernement Aquino (le Monde du 4 septembre), a exigé un assainissement de la situation avant d'accorder une nouvelle tranche de crédits (700 millions de dollars). Les Japonais, désormais premiers bailleurs de fonds des Philippines, ont mis aussi comme condition au déboursement de leur aide annuelle (1,1 milliard de dollars) que soient remplies les exigences du FMI.

Le FMI est, certes, conscient du risque politique qu'il fait courir à M^{rs} Aquino, mais il n'en paraît pas moins déterminé à tailler dans vif et à entraver le processus de détérioration économique dû, en grande partie, aux carences d'un gouvernement incapable de procéder à des réformes. Il ne semble cependant pas

qu'il ait prévu les programmes de compensation pour les Philippines les plus défavorisés qui, à la limite de la survie, seront les premières victimes de ces mesures.

Les subventions aux produits pétroliers grèvaient chaque mois de 100 millions de dollars le budget de l'Etat. Les augmentations des prix du pétrole font suite à celles de 32 % décidées en octobre dernier : elles avaient entraîné des manifestations particulièrement violentes qui avaient fait plusieurs morts. A bout de souffle, le gouvernement Aquino avait hésité à procéder à des nouvelles augmentations de peur d'envenimer une situation sociale des plus tendues et de donner de nouveaux prétextes aux militaires rebelles. M^{rs} Aquino a été l'objet de six tentatives de coup d'Etat militaire dont deux, en août 1987 et décembre

1989, furent consécutifs à des hausses des prix du pétrole.

L'aggravation de l'instabilité sociale a assurément rouvert la «boîte à rumeurs». Les observateurs estiment néanmoins qu'il n'y a pas de menace immédiate de putsch : la campagne pour la succession de M^{rs} Aquino (dont le mandat expire en février 1992) a déjà commencé et les personnalités qui aspirent à lui succéder, et seraient susceptibles de donner une dimension politique à un putsch militaire, ne semblent pas disposées à se lancer dans une aventure qui ruinerait leur chance d'arriver au pouvoir en observant, ne serait-ce que pour la forme, les règles constitutionnelles. Les intérêts bien compris de ses successeurs potentiels pourraient donner un ultime sursis à la présidente et lui permettre d'achever son mandat.

PHILIPPE PONS

JAPON

Tokyo semble disposé à accorder une aide humanitaire à l'URSS

TOKYO

de notre correspondant

Le gouvernement japonais paraît disposé à offrir une aide humanitaire d'urgence à l'URSS. L'offre japonaise devrait être formellement annoncée début janvier lors de la visite à Moscou du ministre des affaires étrangères, M. Nakayama. Il aurait déjà été décidé d'envoyer en URSS des produits pharmaceutiques pour un montant de 300 millions de yens, s'ajoutant aux 2,6 milliards destinés aux victimes de Tchernobyl.

La question de l'aide à l'URSS a pris depuis quelques jours la dimension d'une campagne nationale. Le ministère des affaires étrangères a mis en place un bureau de liaison chargé de coordonner les initiatives. Plusieurs municipalités ont organisé des comités pour recueillir les dons. Tandis que les habitants de Yachiyo-machi, dans la préfecture d'Ibaraki, ont offert douze tonnes de choux, la grande production régionale, M^{rs} Doi, présidente du Parti socialiste, a lancé une «campagne de ramen pour les Soviétiques» : 300 000 paquets de nouilles instantanées seront prochainement expédiés en URSS. Les trois grands fabricants de produits laitiers ont offert huit tonnes d'aliments pour bébés.

Sur le plan politique, la décision de principe d'accorder une aide humanitaire à l'URSS témoigne d'un infléchissement du principe de non-séparation des questions politiques et

économiques qui est l'axe traditionnel de la diplomatie japonaise envers Moscou, afin de contraindre les Soviétiques à restituer les îles Kouriles occupées depuis 1945. Tokyo semble disposé à mettre entre parenthèses ce principe, tout en espérant que ses rapports avec l'URSS sont différents de ceux que ce pays entretient avec les Etats-Unis ou l'Europe (litige territorial, absence de traité de paix).

Les journaux, reflétant l'évolution de l'opinion publique, plaident en faveur d'une aide d'urgence. Ils estiment dans leur majorité que le problème doit être envisagé d'un point de vue humanitaire. Les commentateurs semblent néanmoins sceptiques sur la réalité de la crise alimentaire en URSS, le Tokyo Shimbun, quotidien populaire, allant jusqu'à évoquer l'hypothèse d'une «fausseté artificielle» provoquée par les ennemis des réformes pour discréditer leurs promoteurs.

Refletant traditionnellement la vue des milieux d'affaires, le Nihon Keizai insiste sur la confusion régnant en URSS et s'interroge sur les chances d'arrivée à destination des aides d'urgence. Il n'en estime pas moins qu'il «serait indigne d'une grande puissance économique de lier son aide humanitaire à des considérations politiques, ce qui pourrait avoir pour conséquence de susciter des sentiments anti-japonais en URSS».

Ph. P.

CHINE

la santé de M. Deng Xiaoping

Du bon usage de la calligraphie

PEKIN

de notre correspondant

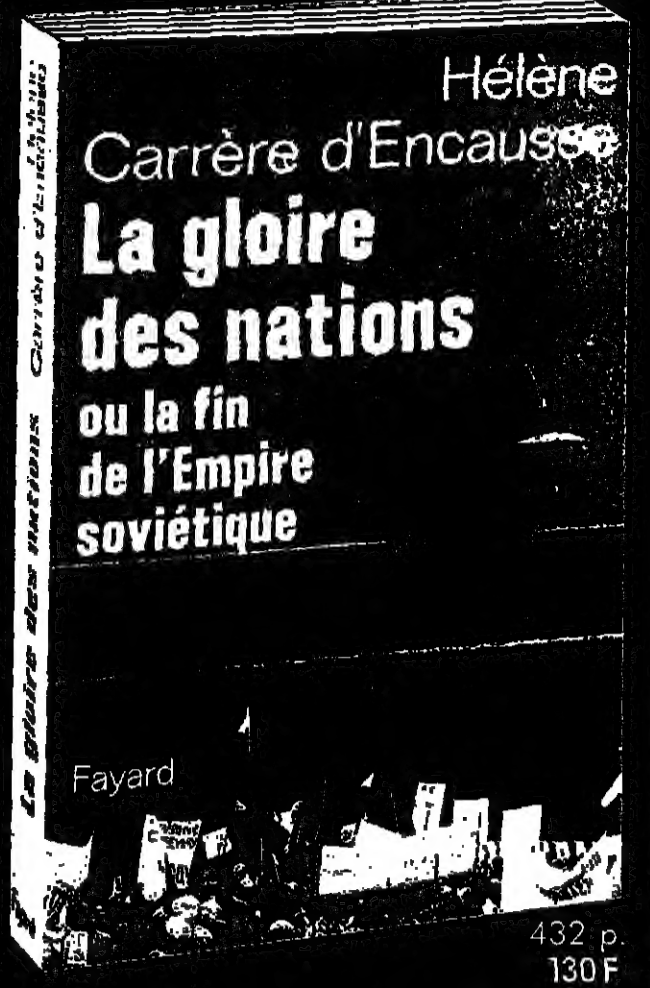
L'ensemble de la presse officielle chinoise a publié, le 18 décembre, une brève information, une présentation comme de la plus haute importance : M. Deng Xiaoping a calligraphié de sa main le titre d'un nouveau journal, *Références économiques*, créé à partir d'une publication qu'il avait lui-même parainée voici six ans. Selon l'annonce officielle, M. Deng a tracé les quatre caractères chinois en question le 7 décembre. La nouvelle vise naturellement à prouver que M. Deng possède tous ses moyens physiques et mentaux, dans le but de démentir les rumeurs à ce sujet.

L'usage de la calligraphie à de telles fins politiques est fréquent en Chine. Mais dans le cas présent on atteint un degré supérieur dans l'abstraction. En effet, seul le journal en question reproduit la calligraphie de M. Deng, légèrement tremblante. Le reste de la presse officielle s'abstient de la présenter à ses lecteurs, se contentant de publier la dépêche de l'agence Chine nouvelle. C'est également au 7 décembre que remonte la dernière information de source officielle entendant indiquer que M. Deng vit tranquillement sa vie de retraité. Comme par hasard, il s'agit à l'instar d'une très brève apparition non apparente, rapportée sur le ton de la confiance par un membre de la haute direction du parti, M. Li Ruihuan, dans une conversation avec des parlementaires japonais. M. Li leur a raconté s'être rendu ce jour-là chez le coiffeur, vraisemblablement celui de Zhongnanhai, la résidence où vivent et travaillent tous les hauts dignitaires. L'homme s'amusa de la coïncidence : M. Deng venait tout juste de sortir de l'échoppe après s'être fait couper les cheveux. «Il avait l'air en bonne forme», aurait dit le coiffeur.

Cette anecdote n'a pas été communiquée au public chinois. Peut-être parce qu'elle laisse entendre que M. Li n'avait pas d'autre moyen de se renseigner sur l'état de santé du patriarche ?

F. D.

Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE de l'Académie française



Dans La Gloire des nations, Hélène Carrère d'Encausse a l'élégance de ne jamais prétendre à encaisser la rente de situation d'une justesse impavide de ses analyses antérieures, même si les événements qui bousculent l'Empire lui donnent raison, mois après mois, avec une terrible monotonie. Elle ne se satisfait pas d'avoir vu juste avant tant d'autres kremlinologues. Elle sort une fois encore ses fiches, ouvre la presse soviétique, scrute les textes officiels, repousse le concept-valise de "totalitarisme" pour tenter de lire et d'exposer dans toute sa fraîcheur un de ces bouleversements historiques point si fréquents, dont notre fin de siècle a, si l'on peut dire, la primeur : l'implosion puis, sans doute, l'agonie d'un empire alors qu'aucune intervention de forces barbares, nulle conflagration guerrière, fondant de l'extérieur, n'ont gangrené le malade ou affaibli le moribond.

Jean-Pierre Rioux, Le Monde

Chez le même éditeur : Le malheur russe, essai sur le meurtre politique.

FAYARD

Je, ras, urs, res, à la r le ter-des-atic our-

s son de la A (le in un xami- BERG page 8

75 PTA 2.50%

12. L'affaire Douce relayée par l'enquêteur sur les écoutes téléphoniques illicites

13. Football. Debut de l'équipe nationale de France

16. Musiques. Lambert Wilson au Casino de Paris
17-19. « Le Monde Sciences-Médecine »

Dans son message pour la Journée mondiale de la paix

Le pape redoute la montée de l'intolérance dans les anciens pays communistes

Le Vatican a publié, mardi 18 décembre, le message du pape qui sera lu le 1^{er} janvier prochain à l'occasion de la Journée mondiale de la paix. Intitulé « Si tu veux la paix, respecte la conscience de tout homme », le texte insiste sur « l'importance du respect de la conscience de chaque personne, en tant que fondement nécessaire de la paix dans le monde ». Ce message ne fait pas référence explicitement au conflit du Golfe.

Deux des messages précédents du pape, à l'occasion de la Journée mondiale de la paix, avaient déjà été consacrés à la liberté de conscience. En 1988, il avait traité de la liberté religieuse, en 1989, du respect des droits des minorités civiles et religieuses. Dans son nouveau message, Jean-Paul II précise sa réflexion sur le respect des consciences.

Pour lui, la liberté de conscience et la paix restent liées intrinsèquement. « Les événements de l'an dernier », dit-il, en font foi. La formation de la conscience doit donc constituer une priorité. La famille, l'école, l'éducation religieuse, les médias doivent y contribuer. « L'éducation n'est jamais

moralement indifférente, note Jean-Paul II, même quand elle tente de proclamer sa « neutralité » en matière d'éthique et de religion ».

Un chapitre entier de ce message traite de l'intolérance qui « menace la paix ». Le pape se livre à une sorte d'autocritique : « Pour ce qui est de l'intolérance religieuse, on ne peut nier que, malgré l'enseignement de l'Eglise catholique, selon lequel personne ne peut être amené par la contrainte à la foi, bien des difficultés et même des conflits sont nés au cours des siècles entre les chrétiens et les membres d'autres religions » (allusion ouverte au document conciliaire *Nostra aetate*, qui examinait, il y a exactement vingt-cinq ans, les rapports entre les chrétiens et les religions non chrétiennes, juive et musulmane notamment).

Une critique du fondamentalisme

« Il reste beaucoup à faire, reconnaît Jean-Paul II, pour surmonter l'intolérance religieuse liée, en différentes parties du monde, à l'oppression des minorités ». Car « on arrive à des situations très délicates lorsqu'une norme spécifiquement religieuse devient, ou tend à devenir, la loi de l'Etat, sans que l'on tienne compte,

comme on le devrait, de la distinction entre les compétences de la religion et celles de la société politique ».

« L'intolérance », poursuit le pape, peut être le fruit d'un certain fondamentalisme. « Quelque passion que l'on puisse avoir pour la vérité de sa religion, cela ne donne à personne ou à aucun groupe le droit de chercher à réprimer la liberté de conscience de ceux qui ont d'autres convictions religieuses ou de les pousser à fausser leur conscience en leur offrant, ou en leur refusant, tels ou tels privilèges ou droits sociaux s'ils changent de religion ».

Faisant cette fois-ci référence implicite à l'effacement du bloc communiste, Jean-Paul II poursuit : « La fin de longues périodes de répression dans certaines parties du monde, pendant lesquelles on n'a pas respecté la conscience de chacun et on a étouffé ce qu'il y avait de plus précieux pour la personne, ne doit pas se transformer en occasion d'instaurer de nouvelles formes d'intolérance ». Enfin, le pape insiste sur la nécessité d'établir « un ordre légal juste » et de renforcer « les instruments juridiques aptes à promouvoir la liberté de conscience même dans le domaine politique et social ».

J.-M. Dy.

La contestation de deux tracés autoroutiers dans les Deux-Sèvres et en Indre-et-Loire

Le Marais poitevin et la ville de Langeais seront contournés

Parmi les vingt « points verts » qui font problème dans la réalisation du schéma autoroutier national, deux au moins vont être effacés. M. Michel Delebarre, ministre des transports, devrait préciser, dans les jours prochains, quel sera le tracé retenu pour la future autoroute Nantes-Bordeaux aux approches de Niort (Deux-Sèvres) et pour la voie Nantes-Vierzon aux alentours de Langeais (Indre-et-Loire).

Dans le premier cas, en discussion depuis des mois (le Monde du 3 septembre et du 3 novembre), il a été décidé — avec l'aval de l'Elysée et non sur arbitrage de Mitterrand — que le ruban d'asphalte épargnera le Marais poitevin dans les communes de Coulon et de Magné, sans pour autant passer à l'est de Niort. Il est vrai que M. François Mitterrand, à l'occasion d'une visite à Poitiers, avait montré son intérêt pour « ce moment de la nature ».

Rejetant définitivement l'itinéraire qui avait reçu l'aval de l'administration sous le règne de M. Maurice Faure, alors ministre de l'équipement, mais qui avait été critiqué par la commission d'enquête, les services de l'équi-

ment ont opté pour le cheminement passant à proximité de la ville de Niort, dont le maire socialiste, M. Bernard Bellec, réclamait le « développement ». Il est possible que le tracé emprunte une voie ferrée déclassée, qui jouxte des zones construites.

Ravoir les études d'impact

Ainsi débarrassé de l'hypothèque qui pesait sur lui, le Marais poitevin — l'une des dernières zones humides du territoire — peut envisager son avenir avec optimisme. M. Emile Bissani, secrétaire d'Etat aux grands travaux, a été chargé par l'Elysée de l'inscrire dans la liste des grands sites à réhabiliter et de lui affecter les crédits correspondants. Aux ingénieurs de l'équipement pourrait être confiée, entre autres travaux, la tâche d'améliorer l'alimentation en eau du Marais, qui est compromise à la fois par l'envasement des canaux et par les pompages des exploitations agricoles.

Pour l'autoroute Nantes-Vierzon, dont la traversée de Langeais était énergiquement contestée par des associations locales, la

solution viendrait plutôt des suggestions du Conseil d'Etat. Saisis de l'affaire pour la seconde fois, les juges administratifs ont apprécié la pertinence du dossier présenté par les associations, qui, il est vrai, s'étaient assurées de conseils d'experts qualifiés. Ceux-ci proposaient un itinéraire évitant la ville par le nord. C'est ce dernier que le Conseil d'Etat a retenu à l'utilité publique du projet. Mais le dossier devra être entièrement réétudié car, si l'autoroute contournée à présent une ville de 4 000 habitants, elle écorne la forêt de Rochecotte.

Ces deux décisions — de bons sens, quoique d'application difficile — posent un problème plus général, celui de la pertinence des critères retenus par les ingénieurs autoroutiers au regard des nouvelles exigences de l'environnement, et celui de la validité des études préalables. Elles vont accélérer le réexamen déjà en cours (le Monde du 3 octobre) de l'efficacité des études d'impact et placer la bonne insertion dans le paysage des grands équipements routiers et ferroviaires au premier rang des préoccupations publiques.

MARC AMBROISE-RENDU

MÉDECINE

Le plan d'économie de la Sécurité sociale

Attentisme chez les industriels du médicament

L'attentisme prévaut généralement dans les milieux pharmaceutiques après l'annonce des décisions prises dans le cadre du nouveau plan santé en vue de rééquilibrer les comptes de l'assurance-maladie (le Monde du 18 décembre).

Avant de se prononcer, les industriels sont soucieux d'étudier les mesures qui les concernent : l'élaboration d'un nouveau mode de fixation des prix « à la britannique », la création d'une agence du médicament, qui regroupera les différents organismes existants (commission d'autorisation de mise sur le marché, commission de la transparence, commission de la pharmacovigilance...), la baisse des prix de certains médicaments coûteux, le déremboursement d'autres dont l'efficacité thérapeutique n'est pas démontrée, enfin l'élar-

gissement de l'assiette de la taxe sur les dépenses de promotion.

« Les choses sont encore floues », indique-t-on prudemment chez Fabre. Le Syndicat national de l'industrie pharmaceutique (SNIP) se retranche derrière un « no comment ». Son nouveau président doit, il est vrai, être élu ce mardi 18 décembre. On comprend dans ces conditions que M. René Sautier, président sortant, ne veuille pas s'exprimer sur un sujet que son successeur aura à traiter. Il avait du reste déjà pris fermement position en octobre dernier, les projets gouvernementaux.

Deux choses au moins sont sûres : la croissance de l'industrie pharmaceutique française s'est fortement ralentie en 1990 (+3 % contre 10 % en 1989) et l'excédent de sa balance commerciale a considérablement diminué.

A. D.

Les médecins protestent contre le blocage de leurs honoraires

Les syndicats de médecins ont vivement réagi au plan Durioux de maîtrise des dépenses de santé. Le ministre délégué à la santé avait en particulier confirmé le refus de l'augmentation de 5 francs, au 15 décembre, de la consultation médicale. « Revenir sur cette mesure, qui avait été décidée dans la convention avec les caisses, ne constitue pas un encouragement à une politique contractuelle », a déclaré M. Jacques Beaupère, président de la Confédération des syndicats médicaux français. Ajoutant : « Au moment où l'on demande aux médecins de prescrire moins, c'est-à-dire moins, ce n'est pas le moment de bloquer le prix des honoraires. Laisser la consultation à un prix dérisoire n'encourage pas un acte de médecine moderne, comprenant la prévention et l'éducation sanitaire et maîtrisant le bon usage des examens complémentaires. »

Face à ce même refus du gouvernement d'augmenter la consultation, le syndicat de médecins généralistes MG-France a menacé, le 17 décembre, de ne plus respecter la convention médicale à partir du 30 janvier. « D'ores et déjà, les médecins généralistes ne peuvent garantir que les tarifs conventionnels seront respectés sur l'ensemble du territoire par l'ensemble des médecins de secteur [conventionnel]. » « Passé la date du 30 janvier, a ajouté le docteur Richard Bouton, président de MG-France, les médecins généralistes et tous les médecins de secteur ne se considèrent plus concernés, ni engagés par des accords conventionnels qui leur seraient imposés par une minorité de médecins du secteur [honoraires libres], avec la complicité du gouvernement cette fois. »

EN BREF

Les obsèques de Gilles Boulogne, à Paris. — Cinq cents personnes environ ont assisté, lundi 17 décembre, en l'église Saint-Pierre de Montmartre, à Paris, aux obsèques du juge d'instruction Gilles Boulogne, qui s'est suicidé dans la nuit du 12 au 13 décembre (le Monde du 14 décembre). Le ministre délégué à la justice, M. Georges Kiejman, a assisté à la cérémonie ainsi que de très nombreux magistrats parmi lesquels les premiers présidents et procureurs généraux de la Cour de cassation et de la cour d'appel de Paris. Quel-

ques hommes politiques étaient également présents, notamment l'ancien garde des Sceaux, M. Alain Chandon, MM. Jacques Toubon, Philippe de Villiers, Robert Toubon, Bernard Pons et Robert Pandraud.

Tchernobyl a coûté 52 millions de francs à la Suisse. — Tous comptes faits, le gouvernement de la Confédération helvétique aura déboursé l'équivalent de 52 millions des suites, sur son territoire, de l'accident de la centrale nucléaire

soviétique de Tchernobyl. Après expertise par une société d'assurances, les éleveurs de brebis, les producteurs de plantes médicinales, les pêcheurs du lac de Lugano et 268 marcheurs ont demandé tour à tour à être indemnisés pour le manque à gagner qu'ils ont subi pour cause de événement. Chaque fois, c'est l'Etat, responsable de la sécurité générale, qui a dû payer. — (AFP)

L'Astrolabe est arrivé à Dumont-d'Urville. — Le navire polaire français, l'Astrolabe, est

Hanoukha en multiplex

Aussi attendue par les familles juives qu'un Noël chrétien, Hanoukha, « fête des lumières », est un moment hautement symbolique du calendrier juif. En souvenir du Temple, le rituel consiste à allumer progressivement, pendant huit jours, les huit branches du chandelier de la fête.

Très attaché à la tradition juive, mais soucieux d'utiliser au mieux les techniques contemporaines, le très actif mouvement Loubavitch (1) organise, pour clore la fête qui a débuté le 11 décembre dernier, une retransmission multiplex par satellite de l'allumage rituel du chandelier de Hanoukha. Contrée sur New-York, la cérémonie sera retransmise sur écran géant, mardi 18 décembre, à Paris (au Champ-de-Mars à 20 h 30), à Jérusalem, ainsi qu'à Moscou, Sydney, Melbourne, Londres, Buenos-Aires, Johannesburg, le Cap, Hongkong et Sao-Paulo.

Hanoukha renvoie historiquement au II^e siècle précédant l'ère chrétienne, au temps où les Asmonéens refusaient de se plier à la volonté des Séleucides (successeurs d'Alexandre le Grand), qui avaient entrepris d'helléniser le royaume d'Israël. Elle symbolise la suprématie des valeurs morales sur la dépravation des mœurs, du monothéisme sur le paganisme, de la liberté de l'esprit sur la tradition. Un thème cher aux Loubavitch qui n'en ont pas moins organisé, au Parc floral de Vincennes, le mois dernier, une exposition destinée à raconter, par automates, ordinateurs et maquettes interposés, la tradition juive aux enfants : l'exposition était baptisée, américanisme oblige, « Judéolande ».

J.-M. Dy.

(1) Le mouvement Loubavitch, réputé pour son attachement à la stricte orthodoxie juive, compte 12 000 membres en France.

La CEE va instituer un label écologique

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

La Commission européenne, qui veut encourager l'utilisation de produits respectueux de l'environnement, vient de proposer aux Douze d'instaurer un label écologique commun à toute la Communauté. Ce label serait attribué par un jury d'experts indépendants, en fonction de critères définis provisoirement par les services de la Commission, puis, lorsqu'elle sera enfin mise en place, par l'agence européenne de l'environnement.

Dans la première catégorie de produits pour lesquels pourrait jouer cet étiquetage écologique, M. Carlo Ripa di Meana, commissaire européen chargé de l'environnement, a cité les détergents, les peintures, d'autres produits chimiques utilisés dans le bâtiment, les machines à laver, les tondeuses à gazon.

Le logo qui désignera au public les produits jugés dignes d'intérêt sera celui de l'année européenne de l'environnement : une demi-marguerite accolée à une roue dentée, ce double symbole étant encadré par les douze étoiles de l'Europe. Les produits

généralistes, les produits blancs aussi bien que les produits de marque, pourront bénéficier du label vert pourvu qu'ils répondent aux critères définis par la Commission ou par l'agence.

La RFA est pour l'instant le seul Etat membre qui applique un système d'étiquetage écologique. Mais plusieurs autres pays de la CEE, comme la France, le Royaume-Uni, l'Irlande, le Danemark, les Pays-Bas, s'apprêtent à suivre cet exemple. C'est précisément pour éviter le fractionnement du marché qu'une telle situation pourrait engendrer que Bruxelles propose d'agir à l'échelle de la Communauté.

Selon M. Ripa di Meana, durant les cinq premières années le label communautaire coexisterait avec l'« ange bleu », le label allemand. A l'issue de cette période de rodage, la situation serait réexaminée et si l'expérience apparaissait positive, le label communautaire pourrait devenir le label exclusif. Le commissaire a indiqué que les critères que souhaite retenir la Commission sont plus sévères que ceux intervenant pour l'octroi de l'« ange bleu ».

PHILIPPE LEMAITRE

Arrêt du dernier réacteur nucléaire de l'ex-RDA

Le dernier réacteur nucléaire de l'ex-RDA en service, le bloc 1 de la centrale de Greifswald (Nord), a été arrêté samedi 15 décembre, a annoncé la compagnie d'exploitation Energieverbund Nord AG. Le gouvernement de Bonn avait obtenu en juin une décision d'arrêt complet de cette centrale de type soviétique à eau pressurisée qui souffrait, selon un rapport d'experts, de « déficit fondamental des techniques de sécurité ».

Les réacteurs 2, 3 et 4 avaient été stoppés dès le printemps à la suite d'incidents (le Monde des 3 et 4 juin) et le réacteur 5 avait été arrêté d'urgence il y a un an après une courte période d'essai. Des études continuent pour savoir si les réacteurs 6, 7 et 8 doivent ou non devenir opérationnels au printemps 1991.

SCIENCES

Un rapport du Congrès américain souligne la vétusté des installations de la NASA

Un incendie, des fuites dans le bâtiment d'assemblage de Cap Canaveral (Floride), des équipements électriques hors d'âge et des systèmes de ventilation démodés : après la série de déboires enregistrés par ses navettes, ce sont les bâtiments et les installations de la NASA, dont la plupart sont vieux de trente ans, qui menacent ruine.

« Plusieurs incidents sérieux, dont un incendie et l'explosion d'une conduite de vapeur, ont été provoqués par la dégradation des installations », souligne un rapport du General Accounting Office (GAO) du Congrès américain, publié lundi 17 décembre. Le GAO évoque également la présence de fuites dans le toit du Vehicle Assembly Building de Cap Canaveral, un édifice de 150 mètres de haut dans lequel sont entreposées et préparées les navettes spatiales. La pluie aurait également atteint des ordinateurs installés dans la salle de contrôle de lancement. Tandis que des électriciens, travaillant sur un circuit de 440 volts au centre Marshall de Huntsville (Alabama), ont été contraints de cesser leur travail, la pluie pénétrant par le toit crevé d'un laboratoire et créant un risque d'électrocution.

« Un rapport utile, constructif et approprié », a jugé un responsable de la NASA, M. John O'Brien, en affirmant que l'agence spatiale américaine s'efforce de corriger ces problèmes. — (AFP)

Passant outre à la réglementation

Des chasseurs et des élus pyrénéens ouvrent une route dans la réserve à ours

Expérimentés par les mesures récentes de M. Brice Lalonde pour protéger les territoires à ours (interdiction de chasse et restrictions de circulation sur 6 000 hectares), les élus et chasseurs des Pyrénées-Atlantiques veulent montrer que la loi s'arrête aux limites de « leurs » montagnes.

Le jour de l'ouverture de la chasse, quelques dizaines d'entre eux avaient délibérément pénétré dans la nouvelle réserve, alors que plusieurs centaines d'autres se massaient alentour. Un bulldozer escorté par M. André Fabre, maire de Laruns et président du comité intervalléen, ainsi que par plusieurs autres élus, vient d'ouvrir une route sur la commune d'Ayous, traversant sans autorisation une faille qui appartient à l'Office national des forêts et négligeant l'avis défavorable donné par les experts. Situés à 1 000 mètres d'altitude, cette région était encore fréquentée cet été par plusieurs plantigrades. La route, ouverte à grand fracas, donne accès à quelques dizaines d'hectares seulement de bois et de pâturages.

Cette « action d'éclat » est jugée sévèrement par le magazine *la Chasse*, qui, dans son dernier numéro, estime qu'elle compromet « des mois d'efforts d'autres chasseurs, essayant de donner à l'opinion publique une meilleure image de notre sport ». Quant à la Fédération française des sociétés de protection de la nature, elle estime que l'Etat est bafoué. « Certains élus pyrénéens, affirme-t-elle dans un communiqué, ont décidé de laisser s'exprimer l'ours brun sur le territoire français. Ils devront s'en expliquer un jour. » Mais les élus continuent leur offensive. Une délégation, menée par Pierre Forgues, député PS des Hautes-Pyrénées, a été reçue récemment par un conseiller du chef de l'Etat, pour demander l'abrogation des « mesures Lalonde ».

M. A.-R.

Le Monde
PUBLICITÉ
LITTÉRAIRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

هكزام الأمل

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Au tribunal correctionnel de Lyon

Nadia, fille de l'air et des lacrymogènes

LYON

de notre bureau régional

Même si elle a échoué, de peu, la cavale tentée le 3 novembre dernier par une jeune délinquante sera sans doute mémorable pour nombre de fonctionnaires du palais de justice de Lyon...

Ce jour-là, après avoir subi une fouille réglementaire au petit dépôt, Nadia attend, dans un couloir du palais, d'être reçue par un juge d'instruction, qui doit l'inculper de complicité de vol avec effraction. Sans que la femme policier qui l'escorte s'en aperçoive, elle parvient à glisser ses mains à travers les menottes et à s'emparer d'une bombe lacrymogène qui, dit-elle, « traitait sur une armoire ». Sans hésiter, Nadia asperge copieusement de gaz le visage de sa gardienne mais aussi celui de l'avocat commis d'office pour la défendre et, profitant de l'effet de surprise, réussit à se faufiler par une double porte entrouvée.

La fugitive dévale des escaliers, traverse une série de couloirs, pousse une porte au hasard et se retrouve dans la bibliothèque des magistrats. Là, elle saisit la robe noire d'un jeune juge, qui traîne devant les rayonnages, s'en revêt. La liberté est à deux pas, elle se rue vers la sortie... et se heurte au doyen des juges d'instruction - un ancien commandant des CRS, rompu au close-combat - qui la capture sans aucune difficulté.

Le huitième chambre du tribunal correctionnel de Lyon a condamné Nadia lundi 17 décembre, à six mois de prison pour « violence et voie de fait sur agent de la force publique et avocat ». Un peu à court d'arguments, son défenseur avait tenté une ultime pirouette dans sa plaidoirie : « Heureusement que ma cliente n'avait pas emprunté la robe d'un magistrat plus ancien, elle serait poursuivie pour port illégal de décoration... »

R. B.

CORRESPONDANCE

Une lettre de M. Roland Francisci

Après la publication dans le Monde du 29 novembre d'une enquête sur la criminalité en Corse, M. Roland Francisci, frère de M. Marcel Francisci, assassiné à coups de pistolet automatique le 15 janvier 1982, nous a adressé la lettre suivante :

C'est surpris et indigné que je prends connaissance dans votre journal d'un article traitant de la Corse et mentionnant de façon injurieuse et diffamatoire le nom de mon frère Marcel, décédé en 1982. Ceux qui l'ont connu savent à quel point il est inexact et scandaleux d'écrire qu'il aurait été un parrain. Je rappelle pour ceux qui ne l'ont pas connu qu'il avait d'abord été un combattant valeureux et courageux, engagé volontaire de la première heure pendant la guerre. Il était pour cela hautement décoré et cité. Par la suite, il avait été régulièrement élu conseiller général depuis 1967 et jouissait de l'estime et du respect de ses électeurs et de l'ensemble de la classe politique insulaire.

Il a, par ailleurs, toujours bénéficié pour l'exercice de ses activités professionnelles, d'avis favorables approfondis, d'avis favorables aussi bien policiers que ministériels et d'engagements officiels, accordés en France avec beaucoup de prudence, ce qui est un gage de son honorabilité. En tout état de cause, il n'aurait pu les obtenir si, comme l'écrivait à tort votre collaborateur, il avait été un parrain.

Après le dépôt d'une plainte par la partie civile

L'enquête sur les écoutes téléphoniques illégales pourrait relancer l'affaire Doucé

Avocat de la partie civile dans l'affaire de la disparition du pasteur Joseph Doucé, M. Olivier Metzner a déposé une plainte contre X... lundi 17 décembre, pour « faux en écritures publiques et atteinte à l'intimité de la vie privée ». En marge de l'enquête sur l'assassinat du militant homosexuel, cette procédure vise, entre autres, à sanctionner les écoutes téléphoniques « administratives », sans base légale, que les renseignements généraux ont pratiquées sur la librairie de Joseph Doucé. Autres cultures, entre le 12 et le 30 juillet.

Ces écoutes, tout le monde en parle. L'inspecteur Jean-Marc Dufour, ce policier des RG chargé d'enquêter sur le pasteur peu avant sa disparition, les invoquait pour clamer son innocence. Un représentant de la hiérarchie de ce service soupçonnait, avec peut-être un brin d'hypocrisie : « Elles sont devenues le gage du policier faignant. Au lieu de faire des filatures, d'aller sur le terrain, on branche et on attend... » Le juge d'instruction, M. Catherine Courcol, multipliait les demandes officielles au préfet de police pour « les avoir ». Et les enquêteurs de la brigade criminelle, eux, en auraient eu officiellement connaissance par leurs collègues des RG, mais n'auraient pu jusqu'à présent les exploiter.

Tout le monde en parle, mais personne ne disposait de preuve matérielle, en l'occurrence cette « chemise de couleur verte », selon le juge d'instruction, « comportant quarante-trois feuilles » frappées d'un cachet rouge : « Une source secrète défense » avec la mention « Bonpland », nom de code de Guy Doucé, l'ami du pasteur. Leur encre résiduelle, datant de trois phrases, résolvait une conversation entre Guy Doucé et un certain Daniel, le 20 juillet à 12 h 34 : « Daniel à Guy l'informe du coup de fil des Editions du Souffle. Le pasteur est à la librairie en ce moment. Une réunion à lieu ce soir. Guy viendra sans doute (aucune précision). »

Cette synthèse de dialogue apparemment banal contredit le scénario admis de la disparition du pasteur. Selon Guy Doucé et un deuxième témoin, un jeune séminariste, celui-ci a disparu le 19 juillet à 20 h 30 à son domicile, le Centre du Christ libérateur, en suivant deux hommes qui lui auraient présenté une carte officielle. La date est d'importance car, ce 19 juillet, l'équipe de l'inspecteur Dufour effectuait une mission de surveillance à la librairie du pasteur. Les policiers des RG quittèrent les lieux peu après 20 heures après avoir fait plusieurs allées et venues entre la librairie et un café. Sans être inculpé, Dufour a dû d'autant plus s'expliquer sur son emploi du temps ce jour-là qu'il avait cherché, grâce à un faux rapport, à dissimuler un précédent tapage nocturne au domicile du pasteur le 19 juin. Par ailleurs, il avait écrit sur un autre rapport que sa mission de surveillance, le 19 juillet, s'était terminée à 19 h 10 et non à 20 heures.

Une première judiciaire

Sur la base de cette écoute, l'inspecteur Jean-Marc Dufour a toujours contesté la date de la disparition du pasteur. L'inspecteur divisionnaire François Rieu, des RG parisiens, devait ainsi expliquer aux enquêteurs de l'inspection générale de la police nationale (IGPN) : « J'ai appelé Dufour au téléphone pour lui faire part de la disparition du pasteur. Je me souviens que Dufour a ri, qu'il n'y croyait pas, puis il m'a indiqué que ce n'était pas possible car il avait lu l'après-midi un compte-rendu d'écoute téléphonique où il était indiqué que le pasteur était présent à la librairie le 20 juillet. »

Pourtant le compagnon du pasteur, Guy Doucé, est formel : il n'a jamais été précisé au téléphone que le pasteur était présent à la librairie ce jour-là. L'opérateur n° 21 du groupe interministériel de contrôle (GIC), installé dans les sous-sols des Invalides, aurait-il noté une simple impression personnelle ou s'est-il vraiment appuyé sur des données de deux personnes écoutes ? DGA alarmée par le caractère mensonger de rapports policiers de l'inspecteur Dufour, la partie civile a donc

décidé de porter plainte pour faux en écriture publique. Elle cherche désormais à savoir dans quelles conditions la transcription des écoutes téléphoniques, en particulier celle du 20 juillet, a pu être rédigée.

Le juge Courcol en avait demandé la communication au préfet de police, M. Pierre Verboeghe, dès la mi-septembre. Il a fallu l'autorisation de Pierre Joxe, « avec l'accord du premier ministre », pour que le magistrat puisse en prendre connaissance, le 15 novembre. Les bandes, jugées sans intérêt, avaient été détruites dès le 25 juillet, le jour où l'enlèvement du pasteur a été rendu public. Le juge n'a en droit qu'à une transcription, écrite à la main sur carbone en quatre exemplaires, sans pouvoir pour l'instant interroger l'opérateur n° 21.

« Ce blocage me fait penser à l'affaire du vrai-faux passeport, commente M. Metzner. On donne l'autorisation au patron de la DST de reconnaître devant le juge qu'il y a eu un faux passeport mais quand on l'interroge sur les conditions de sa fabrication, on dit secret-défense. »

Il reste que la communication du dossier « Bonpland » du GIC constitue une première judiciaire. M. Metzner dispose là de la preuve incontestable d'écoutes administratives qu'il entend faire sanctionner sur la base de l'article 368 du code pénal. Celui-ci prévoit une peine d'emprisonnement de deux mois à un an pour « quiconque aura volontairement porté atteinte à l'intimité de la vie privée d'autrui en écoutant, en enregistrant ou en transmettant au moyen d'un appareil quelconque des paroles prononcées dans un lieu privé par une personne sans le consentement de celle-ci. »

La Cour européenne des droits de l'homme avait déjà condamné la France pour des écoutes téléphoniques à usage judiciaire (le Monde du 26 avril), soulignant plus généralement l'absence de cadre légal à la pratique des écoutes par l'Etat français. Le procès des écoutes administratives du GIC, décidant de l'autorité directe du premier ministre, aura-t-il un lien ?

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

SPORTS

FOOTBALL : Olympique de Marseille

Franz Beckenbauer critique l'interventionnisme de Bernard Tapie

Franz Beckenbauer serait-il déçu par l'Olympique de Marseille ? Interrogé lors d'une conférence de presse, lundi 17 décembre à Stuttgart (Allemagne), l'entraîneur allemand de l'OM s'est, en tout cas, longuement exprimé à propos de son expérience en France. Il a déclaré que les joueurs se comportaient en professionnels exemplaires, mais s'est plaint de l'entourage de l'équipe : « Il y a trop de gens qui veulent avoir leur mot à dire, qui s'efforcent d'influencer les joueurs, trop de sous-entendus que je n'arrive pas à capter. J'ai besoin d'avoir un entretien avec Bernard Tapie. Il y a plusieurs points à éclaircir. Ou bien nous trouvons un arrangement. Ou bien ce sera fini en cinq minutes. On dira qu'il y a malentendu et je partirai faire du ski à Kitzbühel. On verra sans doute cela après Noël. Je ne voudrais pas lui gâcher les fêtes. »

Lorsqu'il évoque l'« entourage » de l'équipe, Franz Beckenbauer fait, sans nul doute, allusion à M. Bernard Tapie, le président de l'OM, dont il ne semble pas trop apprécier les ingérences dans le domaine sportif. Le « Kaiser » n'a

pas été habitué à travailler avec un président qui, semble-t-il, n'hésiterait pas à faire part de ses options tactiques, comme il le faisait d'ailleurs avec son prédécesseur, Gérard Gili. Beckenbauer, technicien de renom et champion du monde en titre, accepterait mal d'être ainsi « conseillé ».

Depuis son arrivée en France, en septembre, la presse populaire allemande lui a souvent prêté des propos très durs à l'endroit de certains joueurs ou de ses conditions de travail à l'OM. Des propos qu'il s'est toujours empressé de démentir. Cette fois, l'affaire paraît plus sérieuse. Il s'est exprimé devant une cinquantaine de journalistes et poura difficilement démentir ses déclarations, comme l'assure pourtant M. Bernard Tapie. Dans la mesure où ce dernier, de son côté, n'est pas pleinement satisfait de l'équipe, l'entretien que devraient avoir les deux hommes permettra de savoir si Franz Beckenbauer restera plus longtemps à Marseille.

Ph. Br.

La situation financière des Girondins de Bordeaux

M. Alain Afflelou propose son plan de redressement

BORDEAUX

de notre correspondant

M. Alain Afflelou, le repreneur des Girondins de Bordeaux F.C., s'efforce actuellement de bâtir un plan de redressement. Il devrait apporter 100 millions de francs d'argent frais, dont 60 millions personnellement et 40 millions par le biais d'autres sponsors. M. Afflelou proposerait à la ville de Bordeaux d'assumer immédiatement les emprunts à hauteur de 90 millions de francs qu'elle a garantis pour le club de football.

Le nouveau président du club table aussi sur l'exonération de la taxe sur les spectacles. Il souhaiterait également obtenir 30 millions de francs de subventions annuelles. Ces subventions devraient provenir de la ville de Bordeaux, mais aussi du conseil général de la Gironde, qui a été sollicité. M. Afflelou espère recevoir notamment 15 millions de francs de la ville de Bordeaux et ce pendant dix ans.

L'industriel a rencontré également, vendredi 14 décembre, M. Philippe Madrelle, président socialiste du conseil général de la Gironde, sans obtenir de réponse entièrement positive. « Le conseil général a provisionné comme d'habitude dans son budget primitif 1991 une subvention de 8 millions de francs, indique M. Madrelle. Il n'est pas question de la dépasser. Je n'accepterai pas, en outre, d'engagements pluriannuels », M. Madrelle préférait « la solution plus morale du dépôt de bilan du groupe sans rétrocession en deuxième division ». Le président du conseil général a écrit en ce sens à M. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports : « L'assainissement qui s'impose inéluctablement ne doit pas interférer avec une logique sportive, largement étrangère aux dégrèvements qui se sont installés au cours de ces dernières années. »

Les observations de la chambre des comptes

Par ailleurs, la chambre régionale des comptes d'Aquitaine a terminé ses investigations. Elle a été saisie par la direction générale des impôts en même temps que le parquet de Bordeaux du dossier du centre international sportif du Haillan. Ce somptueux équipement avait été financé, en 1987, à hauteur de 54 millions de francs par les collectivités locales pour le bénéfice du club de football bordelais : 10 millions de francs de ces subventions auraient été utilisés à autre chose qu'à payer le chantier.

La chambre des comptes devrait, avant Noël, adresser ses observations provisoires aux collectivités concernées. Elle pourrait ainsi attirer l'attention du maire RPR de Bordeaux, M. Jacques Chaban-Delmas, et du président RPR du conseil général de l'époque, M. Jacques Valade, sur le non-respect de la procédure des marchés publics dans cette affaire.

L'ex-président des Girondins de Bordeaux, M. Claude Bez, devrait aussi être destinataire d'observations lui reprochant une « gestion de fait », c'est-à-dire le maniement irrégulier de deniers publics. Ces observations de la chambre régionale des comptes seront à mettre en parallèle avec le dossier pénal actuellement instruit à Bordeaux par le doyen des juges d'instruction, M. Bernadette Pragout, et qui a déjà abouti à l'inculpation de quatre personnes, dont celle de M. Bez pour escroquerie et abus de confiance.

GINETTE DE MATHA

DIAGONALES

BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

Démocratie idéale

En particulier, sa justification étymologique est bien moins fréquente que ne le croient des latinistes approximatifs. C'est vrai pour l'« ère » venue d'« ère » avec sa forme d'« ère » à coquetter, l'accent prend alors des airs d'idéogramme figuratif. Mais c'est faux pour « ère », qui s'est écrit sans accent jusqu'à la fin du dix-huitième siècle, et a reçu son chapeau de cardinal sans aucun motif. On trouve goulument chez Ronsard : la « ère » sans chapeau est attestée au seizième siècle. Au dix-septième, la « ère » n'était pas surmontée de l'ogive qui, comme pour l'« ère », paraît, à l'œil, lui revenir de droit. Si vraiment on voulait faire du circonflexe le témoin d'une origine latine qui, hélas, ne concerne plus grand monde, il faudrait l'imposer à « ère », « ère », « ère ». Et s'il devait avoir une valeur de prononciation, il faudrait en affubler le mot « ère ». On observera qu'aux fins de clarté le circonflexe est maintenu quand il sert à distinguer deux homographes comme « ère » et « ère », « ère » et « ère », ou à désigner l'imparfait du subjonctif, notre ligne Maginot...

L'AUTRE objet de tollé, ce sont les mots composés, leurs soudures et leurs pluriels. Là encore, la défense des formes existantes tient moins à la logique qu'à un attachement sentimental, certes respectable comme tous les affects qui nous constituent dès la naissance, mais qui diffère trop d'un sujet à l'autre pour prendre force de loi.

Sur la suppression des tirets, la volonté collective - et non celle de quelques clercs qui n'ont fait que codifier l'usage - est plus que flottante. Avant-hier s'est longtemps écrit en un seul mot, de même que « basse-cour ». La tendance est pourtant à l'agglutination. Bas-bord (1740) est devenu bâbord dès 1782 ; après-dîner est soudé jusqu'au milieu du dix-huitième siècle. Bienfait s'écrivait encore bienfait en 1694. On a longtemps écrit bien-homme, chère-fille, contre-bande, contre-sens, hère-sac, juste-à-cœur, mal-adroit, mal-aise, passé-poli, saute-garde, sein-doux, tournois-ou vrai-semblance.

Quant au pluriel des mots composés, la plus

grande fantaisie y préside. Pourquoi écrit-on un porte-aiguille sans s et un porte-allumettes avec un s ? Un cure-dent et un cure-ongles ? Un porte-savon et un porte-serviettes ? L'objet n'impose pas logiquement ces variantes. Littérature : un porte-cigare, et le définit ainsi : « Seul renfermant « plusieurs cigares ».

Porte-mine se rencontre avec ou sans s selon les dictionnaires. Allez expliquer aux élèves pourquoi on doit écrire des contre-jours et des abat-jour, un gobe-mouches et un étrappe-mouches (Les enfants développent des besoins de cohérence insoupçonnables, ils risquent d'en conclure qu'on avalu les insectes par plus grande quantité qu'on ne les prend. De là à penser qu'il en va de même des idées fausses !)

Le purisme excessif doit se montrer sans faille, s'il n'est pas seulement l'alibi d'une routine sans fondement. Soudure s'écrit « ère ». Soudure avec un t est constant au dix-neuvième siècle, de même qu'« ère », sur l'i duquel on verse tant de pleurs.

La notion d'orthographe (on devrait dire orthographe, graphie désignant celui qui écrit, non les règles de son art) est relativement récente. L'instruction obligatoire l'a confortée. Jusqu'au milieu du dix-neuvième siècle, les écrivains suivaient leur fantaisie. Ce sont les correcteurs d'imprimerie qui conformèrent les textes imprimés aux règles en train de se constituer. Encore maintenant, certains auteurs s'en remettent à leur érudition redoutable.

Quand, en 1835, « ère » a pris le z final que nous lui connaissons, Chateaubriand a prévenu qu'il continuerait à s'en passer, très latinement... Chacun de nous dispose des mêmes prérogatives que Chateaubriand. Belle marque d'égalité, non ?

Le peuple a toujours le dernier mot. S'il penche pour un emploi, c'est lui qui imposera ses vues, en dernier ressort. Les autorités ne pourront qu'antérioriser le choix de la multitude, ce qu'elles ont toujours fait, au risque d'entasser des contradictions qui sont notre fait à tous. Ce sont les gosières et les plumes anonymes qui décident. Qu'on me cite une démocratie plus idéale !

Je, jas ars rès i le ver-les-rie sur-

son : la (le imi-

ERG

pte 8

PTA 2,50 s

CINÉMA

Les trois sœurs d'Algérie

« Outremer », le premier film de Brigitte Roïan, est bleu et tendre comme le souvenir

Il était une fois, en Algérie française, trois sœurs issues d'une riche famille de colons, les Pergolène. L'aînée, Suzanne, dite Zon (Nicole Garcia) est mariée à un officier de marine souvent absent, mais auquel elle se sent liée par un amour fou. A chaque retour il lui fait un enfant. La cadette, Madeleine, dite Malène (c'est Brigitte Roïan) a épousé un fermier, Gildas. Il parle peu, il n'aime pas bouger, il la laisse s'occuper du domaine agricole. La benjamine, Marguerite, dite Gritte (Marianne Basler) est la plus indépendante; elle rue volontiers dans les brancards de la tradition familiale (représentée par le père; la mère est morte). Fiancée à un frère du mari de Zon, elle n'a pas jusqu'au mariage, elle a d'autres soupçons, qu'elle repousse successivement.

Comédienne passée à l'écriture et à la réalisation, Brigitte Roïan raconte une histoire du temps où la colonisation est en train de s'effondrer en Afrique du Nord, temps où les valeurs établies, les certitudes acquises vacillent. Avec l'heure de la rébellion algérienne, c'est la fin d'un monde, d'un bonheur peut-

être. *Outremer* n'est pas pour autant, avec ses trois sœurs, un film tissé de nostalgie et de mélancolie tchekhovienne, une tapisserie de regrets. Lucide à l'égard de cet univers qu'elle a bien connu, Brigitte Roïan a pris la même distance romanesque que Jacques Davila il y a dix ans dans *Certaines nouvelles* (dont on annonce une nouvelle sortie le 9 janvier). Tantôt, le temps est suspendu dans les illusions, tantôt il se dilate sous l'effet de menaces précises, de changements; traversant les barrières établies entre les Français et les Arabes, ces propriétaires fonciers et terriens se sentent aussi loin de la métropole que du peuple algérien. Cela dit, le mode de récit cinématographique est, chez Brigitte Roïan, totalement différent.

En équilibre sur un fil

Film de femme sur des femmes, a-t-on pu dire en voyant *Outremer* à la Semaine de la critique du dernier Festival de Cannes, où l'accueil fut chaleureux (le *Monde* du 16 mai). C'est vrai, mais tout de même un peu réducteur. Car la

réalisatrice, en filant tout ce monde de l'intérieur, reprend trois fois la même histoire à partir d'une ou deux scènes-clés (les fiançailles de Gritte où toutes les familles sont réunies, avec l'épisode, assez symbolique, de l'arrivée des sœurs en avion). Elle divise ainsi, d'une manière extrêmement fluide, son « roman » en trois chapitres: Zon, Malène et Gritte qui se complètent, s'éclairent, s'enrichissent.

Cela ne correspond pas à trois points de vue subjectifs, mais à une volonté objective. Cette mise en scène audacieuse, comme en équilibre sur un fil, réussit à peindre à la fois des caractères et des comportements en changeant les angles de la réalité quotidienne. Bleu comme le ciel et la mer, *Outremer* est aussi tendre que le souvenir, mais sans apitoiement sur les drames et les catastrophes. Des séquences reviennent, ouvrent d'autres portes sur les attitudes sociales et l'intimité de ces trois femmes. Sauf Gritte, imprévisible encore à la scène finale, elles appartiennent au passé, à leur éducation catholique, à la morale conjugale qu'on leur a enseignée, et qu'elles ont détournée, sans trop

s'en rendre compte. Zon par l'hygiène de la passion, Malène par sa manière énergique de « porter la culotte ».

Car les hommes ici (on ne dit pas les sœurs, très bien aussi) font plutôt figure de représentants d'un ancien monde dont ils n'ont pas conscience. Et si Brigitte Roïan a avantage ses comédiennes, ce n'est pas par « féminisme ». Elle regarde sans juger ces trois sœurs emportées par le vent de l'histoire, sans leur donner une supériorité.

Nicole Garcia surjoue de façon géniale jusqu'à la coquetterie inattendue (mais elle a une scène bouleversante où elle parle de sa maladie à une nouvelle venue, qui ne comprend pas le français); Brigitte Roïan se dirige elle-même comme si elle n'était pas également la réalisatrice, et c'est très étonnant, très émouvant; Marianne Basler, ondoyante, ténue et mœlleuse, se promène, elle, entre le passé et l'avenir avec une sorte de grâce. Quel beau film!

JACQUES SIGUER

► Sortie le 19 décembre. Voir la rubrique des films nouveaux dans la page « Agenda ».

Brigitte Roïan ou la désobéissance

« Le monde que je décris représente la province de la province », raconte Brigitte Roïan, volubile. Le milieu est super-conservateur, traditionaliste, réactionnaire. Je le dis sans agressivité, mais c'est vrai que chez mon grand-père trônait un portrait de Pétain, et que le jour où j'ai amené un fiancé dont le nom n'était pas vraiment breton on m'a dit: « Il est charmant, intelligent, quel dommage qu'il soit juif. » Je ne l'ai pas inventé. Je m'en suis sorti par un mensonge entre moi et moi: je voulais faire du théâtre de rue pour changer le monde. J'ai rapidement admis que c'était pour jouer un beau rôle dans une belle robe.

« J'étais orpheline avec des oncles, un tuteur, deux sœurs, deux frères. J'avais la chance d'être la petite dernière, accueillie chez les uns, chez les autres. L'éducation familiale était complètement anachronique. Les garçons ne devaient pas pleurer, les filles devaient obéir. Il y a cette phrase qui me met toujours hors

de moi: « Tu étais si docile, tu ne te faisais pas remarquer. » Pour se faire remarquer, il suffisait, sur la photo de mariage, de pencher la tête quand les autres demoiselles d'honneur la tenaient droite... Nous pensions seulement au volley et à la plage. Bronzer sans la marque du maillot était tellement important. Nous n'avions le droit de rien, mais nous étions tout le temps à moitié nus, ensemble.

« C'était du Jules Ferry »

« Ma famille habitait à une trentaine de kilomètres d'Alger, et la vie culturelle, intellectuelle, était parfaitement nulle. Rien. C'est pourquoi, comme thème du film, j'ai choisi l'Opéra, de Gluck, qui n'est pas l'opéra le plus raffiné, et dans un enregistrement des années 50, pas très élaboré.

« Nous vivions entre nous, sans faire attention à ce qui se passait autour. A quelques exceptions près, personne ne

parlait arabe, et tout le monde vivait à la française. Les pièces de village, là-bas, c'était du Jules Ferry. On peut encore voir des rues entières de maisons alsaciennes... Parfois, j'ai l'impression de ne raconter que de mauvais souvenirs, ce n'est pas ce que je veux. Il y avait la maison, le jardin sublime avec des fleurs merveilleuses. Et puis c'est formidable une éducation sévère, surtout dans une famille nombreuse, parce que ça crée une complicité. Nous formions un monde de gosses, les cousins avaient chacun sept ou huit enfants, à Noël il y avait foule. Quand nous étions ensemble, comme tout était interdit, nous faisions l'importance quel.

« Je me rends compte que, dans le film, les femmes ont un rôle moteur. Ce n'était pas mon intention, je pensais avoir donné leur chance aux hommes. Le fait qu'un militaire dise: « J'ai envie de « démissionner » me paraissait suffisamment subversif. Il faut croire que non. En fait, il y a

eu des changements de distribution; au départ je ne devais pas jouer. Nicole Garcia devait tenir mon rôle. Le sien m'a été inspiré par ma mère. Alors moi, je ne pouvais pas le faire... Il faut dire que j'ai mis cinq ans à monter la production. Dix fois, j'ai cru que tout était fini. Je m'obligeais chaque jour à faire quelque chose en rapport avec le film, sinon je n'aurais pas tenu le coup, j'aurais tout abandonné. A trois semaines près, je perdais l'avance sur recettes. Je l'avais obtenue grâce à Isabelle Adjani, qui présidait la commission et avait aimé le scénario.

« A Cannes, *Outremer* a eu le prix de la Semaine de la critique. Il a bien plu, je m'en suis rendu compte au nombre de déjeuners auxquels on m'a invité. Quand on fait un bide, les gens vous disent bonjour de loin. »

Propos recueillis par COLETTE GODARD

ARTS

Chichis romains

Le Cabinet des dessins du Louvre expose une partie de ses collections italiennes

Avec méthode, avec opiniâtreté, le Cabinet des dessins du Louvre poursuit l'inventaire de ses collections italiennes et les expose dans l'ordre chronologique. L'opération est nécessaire, mais ses résultats aléatoires, puisqu'alternent naturellement au fil de l'histoire temps forts et périodes creuses.

Le dernier épisode paru de la série est faible, très faible, parce

étant nécessairement sacré et éditant, déterminé par les codes de la Contre-Réforme. Aux artistes chargés de décorer plafonds et autels, elle fixe des modèles et des prototypes.

Qu'ils composent clairement et représentent les vices du Christ et des saints de la façon la plus émouvante. Les yeux seront révoltés le plus souvent possible, les mains



Carlo Maratti: « Vierge et enfant avec saint Charles Borromée et saint Ignace de Loyola » (Musée du Louvre).

que les artistes qu'il remet en mémoire, Romains de la seconde moitié du XVIII^e siècle et de la première du XVIII^e, ne furent qu'adroits et appliqués.

Ils avaient un idéal: ils voulaient restaurer les saints principes, qui, selon eux, étaient tombés en désuétude depuis un siècle, depuis les pires des manières et la trivialité tragique du Caravage. Ils voulaient en revenir à Raphaël, à la beauté noble et à l'étude de l'antique.

L'un d'eux, Carlo Maratti - ou Maratta, comme on le désigne plus souvent en France - dessina l'égérie de ce programme. On y voit *Annibal Carrache relevant la Peinture* en la prenant par la main bien courtoisement. Le Tibre, Remus, Romulus et la Louve assistent à l'épisode. Debout dans son temple, Apollon attend la Peinture convalescente. Il s'apprête à l'envelopper d'une toge qu'il tient comme une serviette de bain. Dans le genre factice, ce dessin est parfait.

L'esthétique qu'il veut illustrer n'est pas moins factice, réduite à une pédagogie de la mise en scène religieuse. Elle ne traite que de questions de procédés, le sujet

levé au ciel ou jointes en prière, les sourires tendrement mystiques. Il le faut. Le grand style, croient-ils, est à ce prix. Les malheureux n'avaient sans doute jamais vu une toile de Poussin...

Maratti a donné le branle, copiant la statuaire antique avec acharnement. Beinaschi, Garzi, le prolifique Calandrucci, le grandiloquent Passeri, le larmoyant Pietro di Pietri, leurs frères, leurs fils, leurs neveux et leurs élèves, tous aussi oubliés qu'eux, ont dessiné à l'encre, à la sanguine et à la pierre noire des légions d'anges, des années de vierges, des foules de pré-lats béatitudes et des saint François tordus d'extase.

Leur zèle et leur fécondité furent admirables, mais bien mal employés. A Rome, où il vécut vingt ans et mourut en 1749, le Français Sullyras s'époussa à rappeler, à contre-courant de la mode baroque, les mérites de la simplicité et du dépouillement. L'exposition de ses contemporains italiens lui donne raison.

PHILIPPE DAGEN

► « La Rome baroque de Maratti à Piranesi », Musée du Louvre, Pavillon de Flora. Jusqu'au 18 février.

THÉÂTRE

Le rire de Chevallier et Laspales

Philippe Chevallier et Régis Laspales qui présentent leur troisième spectacle aux Nouveautés viennent du « Petit Théâtre » de Philippe Bouvard. Engagés dans cette émission quotidienne avec pour bagage une formation théâtre au Cours Simon, ils ont appris à écrire vite, à tester l'efficacité ou non d'une caricature par la réponse immédiate du public.

DANSE
20. 21. 22 DEC. 18H30
BOUVIER OBADIA
WELCOME TO PARADISE
PRX 75 F - LOC. 42 74 22 77
2 PL DU CHATELET PARIS 6^e

venu au studio d'enregistrement. Avec le même humour et des goûts différents, ils ont décidé de jouer la carte du tandem, d'abord au Café d'Edgar avec *Pas de fantasia dans l'orangeade*, puis au Grand Edgar avec *Bien dégagé autour des oreilles*, représenté sept cents fois avant une tournée dans cent quarante villes.

Comme la plupart des comiques d'aujourd'hui, Philippe Chevallier et Régis Laspales évitent l'esprit chansonnier, le rire nerveux, la grimace et le vilain jeu de mots. Ils aiment l'absurde sans retenue et même une certaine gratuité dans la folie. Leur délire, leurs inventions parodiques, voire un sadisme flegmatique, entrent dans une structure, une mécanique du rire menée avec rigueur. Certains de leurs sketches sont intemporels. D'autres jouent sur le non-dit, sur un déchaînement du burlesque. Ils sont, de toute façon, sans complaisance.

CLAUDE FLÉOUTER
► Nouveautés, du mardi au samedi à 20 h 30. Tél.: 47-70-52-76.

Brecht en strass

LIMOGES

de notre correspondant

Après *Galilée* (le *Monde* du 1^{er} décembre 1989) le Centre dramatique national la Limousine présente une autre pièce de Bertolt Brecht, *Grand-peur et misère du Troisième Reich*. Des sketches qui composent cette œuvre-gigogne, le metteur en scène Pierre Meyrand en a retenu quinze, ceux qui racontent la lente corruption psychologique et morale de l'Allemagne profonde par le nazisme.

Emphase malicieuse

Ces scènes, écrites de 1933 à 1938 dans un esprit d'agit-prop à l'intention des groupes qui s'étaient créés dans les usines, se rattachent également à la tradition du cabaret de Karl Valentin. Elles pouvaient se jouer n'importe où, à deux ou trois personnages, avec une table, une chaise et trois bouts de ficelle. Pierre Meyrand a choisi le paradoxe: il a donné à ces textes courts, tout entier tournés vers l'efficacité militante une mise en

scène à grand spectacle. Intérieurs hyperdétaillés sur plateaux mobiles qui croisent et disparaissent d'un sketch à l'autre.

Les quatrains de mirilton qui échaient les scènes (et qui furent, parait-il, primitivement projetés comme des inserts de films muets puis accompagnés d'une musique aujourd'hui perdue) sont dits ici avec une emphase malicieuse par un M. Loyal aux revers de smoking pailletés de strass. Une manière enjouée d'éliminer tout dogmatisme.

GEORGES CHATAIN

► Centre théâtral dramatique la Limousine, 20, rue des Coopérateurs. Limoges. Jusqu'au 21 décembre. Les mardis, mercredis et vendredis à 20 h 30; le jeudi à 18 h 30. Tél.: 55-79-90-00.

DEMAIN, NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

MERCREDI

PRIX
LOUIS DELLUC
1990

le Petit Criminel

GRAND PRIX
DU
CINÉMA FRANÇAIS
1990

هكذا من الأهل

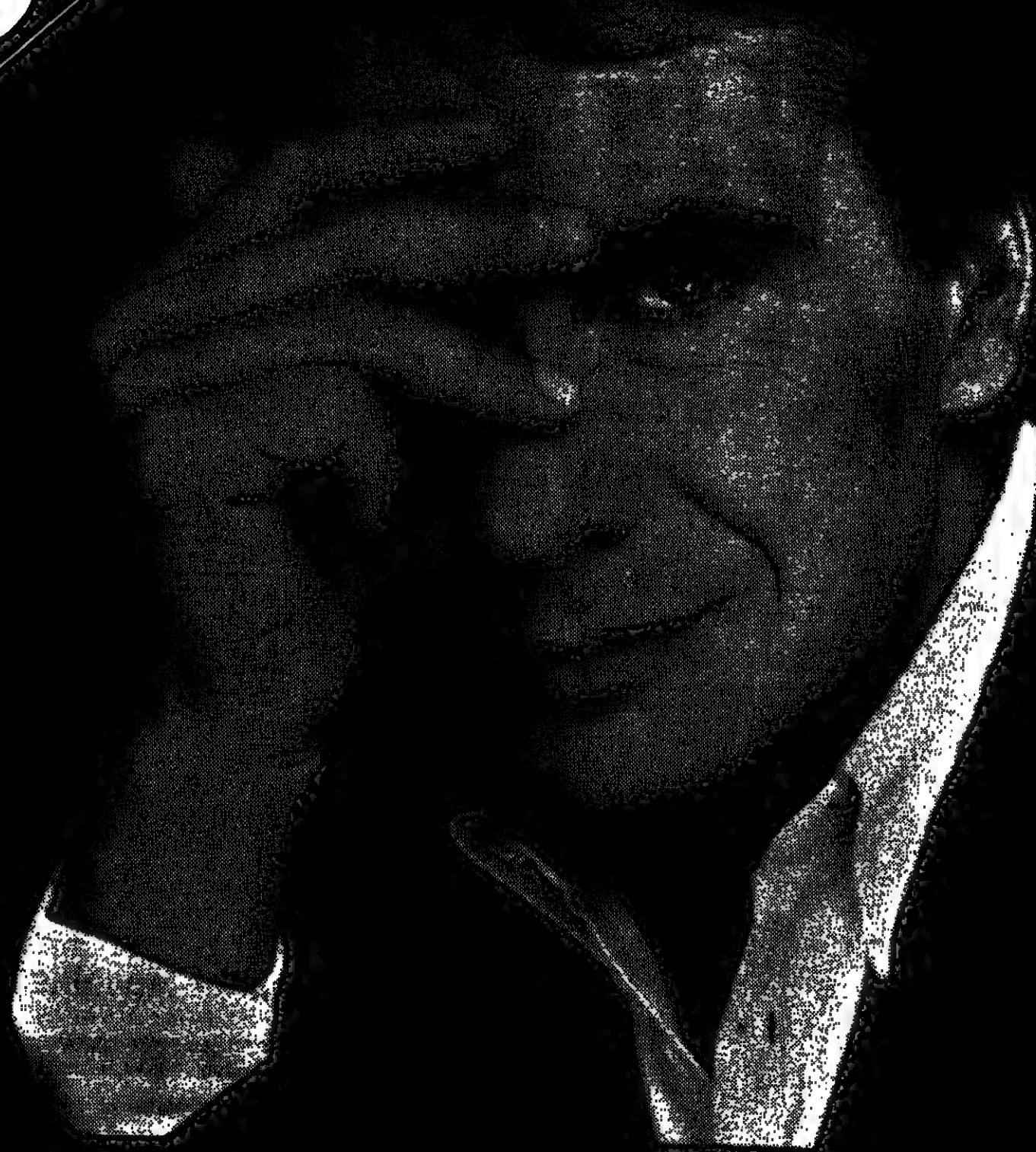
DU 18

هكذا من الأهل

... Le Monde • Mercredi 19 décembre 1990 15

as ficelée»

COMPLET



SARDOU BERCY 91



DU 18 JANVIER AU 6 FEVRIER

En accord avec Vic TALAR

le,
pas
ars
rés
la
r le
ser-
les-
rtie
sur-

son
la
(le
un
mi-

ERG
age 8

PTA:
2,50 \$

SCIENCES • MEDECINE

Un entretien avec l'administrateur général du CEA

« Le Parlement doit intervenir activement dans la politique nucléaire », nous déclare M. Philippe Rouvillois

LORS de votre arrivée au Commissariat à l'énergie atomique, vous avez constaté que le nucléaire restait l'une des activités prioritaires du CEA, mais qu'il fallait aussi se diversifier ? Ce n'est pas tout à fait exact, car le CEA a toujours été un organisme d'évaluation des choix scientifiques et technologiques. Or, en tant que tel, il ne peut pas se limiter à une seule activité.

La vocation du CEA est avant tout de préparer l'avenir, essentiellement dans le nucléaire, où nous avons la majorité de nos activités, avec trois volets, qui sont l'électro-nucléaire civil, la sûreté et les activités de défense ; il s'y ajoute la recherche fondamentale. Mais c'est vrai qu'au fil des ans nous avons développé des activités de recherche, notamment dans les technologies avancées et dans la biologie. Elles constituent maintenant un élément fort de nos compétences et de notre ouverture sur le monde industriel et les autres grands organismes de recherche. C'est un actif qui doit être valorisé sans pour autant perdre de vue les missions fondamentales qui restent les nôtres. Il n'y a pas de choix pour le CEA entre le tout-nucléaire ou le non-nucléaire. C'est un faux débat.

Pour ce qui est du stockage des déchets, on peut rappeler que, si le CEA à travers l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) a connu les difficultés que l'on sait sur le stockage profond, il a mené à bien un programme très important sur le stockage de surface.

Dans ce domaine quel statut donner à l'ANDRA ?

Je voudrais d'abord souligner quelque chose de très important dans les conclusions de l'office parlementaire : la nécessité réaffirmée de parvenir - en se donnant tous les moyens d'obtenir l'acceptation du public - à réaliser un stockage pour les déchets de haute activité. Cette ambition me paraît tout à fait fondamentale.

Parmi les questions soulevées, il y a celle d'une plus grande autonomie de l'ANDRA. Je rappellerai simplement qu'elle a déjà un budget propre, avec des ressources propres constituées intégralement par des versements de ses clients (CEA, COGEMA, EDF). Il appartient au gouvernement de déci-



Des déchets faiblement radioactifs conditionnés en fûts de béton pour un stockage en surface comme ceux de la Hague (Manche), ou de Soulaizans (Aube).

der si l'ANDRA doit disposer d'une autonomie plus grande tout en restant juridiquement au sein du CEA, à l'image par exemple de la solution pour l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN), ou s'il préfère une autre solution. En tout état de cause, à travers les activités de recherche, les liens entre le CEA et l'ANDRA ne peuvent être que très étroits.

Apprendre à communiquer

A l'heure où l'énergie nucléaire suscite plus de résonance de la part de l'opinion publique, ne trouvez-vous pas regrettable les affaires de Saint-Aubin et du Bouchet ?

Ces affaires ont été très fortement médiatisées. Certains ont beaucoup joué sur les réactions émotionnelles de l'opinion et cela a probablement contribué à leur donner un retentissement qu'elles ne méritent pas complètement.

Mais je crois qu'il y a plusieurs leçons à retenir : celle de la sensibilité de l'opinion publique sur tout ce qui touche aux déchets - nucléaires en particulier - mais celle aussi d'une nécessaire information, j'oserai dire éducation, de l'opinion pour qu'elle comprenne le contenu des débats et qu'elle ne soit pas tentée de céder à l'émotion et à l'effacement. Autre leçon : la transparence dans l'information doit être développée dans un secteur où une tradition de discrétion s'était établie.

Nous avons décidé d'en tirer un certain nombre de conclusions sur les conditions d'organisation pratique des centres du CEA.

Devant les difficultés que la hiérarchie du CEA a rencontrées pour faire remonter l'information, ne peut-on pas craindre qu'un jour la loi du silence joue à fond sur des affaires plus importantes ?

Le CEA a fait la preuve dans bien des cas de son aptitude à

communiquer dans des domaines qui touchent cependant la communauté scientifique plus souvent que le grand public. Il a une tradition de totale transparence vis-à-vis des pouvoirs publics, devant lesquels il répond en premier. Ce qu'il doit, comme d'ailleurs, apprendre d'avantage aujourd'hui, c'est la communication directe avec l'ensemble de l'opinion.

Avez-vous le sentiment qu'à vous-même on a tout dit dès le départ ?

Non. Nous avons tiré les conséquences du fait qu'il y avait eu un délai trop long avant qu'on connaisse l'intégralité de certains éléments. Ce qui était d'autant plus fâcheux qu'il n'y avait rien à cacher.

La transparence n'est-elle pas seulement le souci de la diffusion ?

Je ne pense pas que dans l'histoire du CEA il y ait eu des péripéties qui aient été cachées. Il existait cependant une tradition de dis-

crétion à l'égard de l'extérieur - dans des domaines comme la défense, elle s'explique aisément - qui marquait assez profondément la culture de l'établissement.

Mais toute une pédagogie s'est exercée depuis quelque temps sur ces questions de transparence. Tous les incidents qui affectent les installations du CEA, mais aussi de la COGEMA ou d'EDF, doivent être transmis aux services de sûreté, et les communiqués qui paraissent périodiquement montrent que cela est fait. Si certains étaient tentés par une certaine opacité, la leçon des dernières semaines est que cette attitude serait tout à fait dangereuse et préjudiciable à la crédibilité d'un organisme comme le CEA.

Pour éviter que de pareilles bévues ne se reproduisent, vous avez décidé de donner plus d'indépendance aux Services de protection contre les rayonnements des centres nucléaires ? Où en est-on ?

J'ai demandé des propositions de réorganisation avant la fin jan-

vier pour permettre notamment de mieux distinguer les tâches de gestion liées à la sécurité nucléaire dans les centres, et les tâches de contrôle et de surveillance. Dès que j'aurai ces propositions, nous agirons très rapidement.

De ce point de vue, ne pensez-vous pas que l'IPSN doit lui aussi faire l'objet d'une réforme, comme le prévoit à l'heure actuelle certains députés ? Plus largement, ne s'agit-il pas aujourd'hui de revoir ou de remodeler l'ensemble de l'appareil de sûreté au travers des différents organismes qui le composent ?

L'IPSN vient d'être réorganisé dans les sens d'une plus grande autonomie, avec en particulier la constitution d'un comité de direction présidé par une personnalité extérieure et d'un comité scientifique composé également de personnalités scientifiques extérieures.

Lire la suite page 18

Le remboursement au compte-gouttes

Les caisses d'assurance-maladie ne prendront plus dorénavant en charge les médicaments dits « anti-asthéniques », qui, jusqu'à présent, étaient remboursés à 40 %. Cette mesure, annoncée lundi 17 décembre par M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé (Le Monde du 18 décembre) marque une nouvelle étape dans la volonté des pouvoirs publics de faire en sorte que la collectivité ne prenne en charge que les produits dont l'efficacité thérapeutique est parfaitement démontrée.

La dictionnaire Vidal des médicaments recense actuellement cent trente spécialités pharmaceutiques classées dans la rubrique « anti-asthéniques et divers ». Il s'agit d'un ensemble hétéroclite de produits dont on vente, selon les cas, les propriétés « défatigantes », « psychostimulantes » ou encore les vertus « coup de fouet ». En termes médicaux, on explique que ces produits sont « indiqués dans le traitement symptomatique de l'asthénie fonctionnelle », c'est-à-dire de nature à faire disparaître les symptômes d'une fatigue dont on ne saisit pas l'origine.

On trouve dans cette grande famille de très vieux produits comme le Quinacrine (mis sur le marché en 1910) des laboratoires Mid-Lafarge, différentes sortes de ginseng ou de présentations vitaminées. On trouve aussi plusieurs produits domoiaux comme l'Ac-

ti-5 des laboratoires Pierre Fabre, le Sargenor des laboratoires Sargel ou le Surmen des laboratoires Syntax, tous remboursés à 40 % par la Sécurité sociale.

C'est en suivant les conclusions de la commission de transparence, qui estime qu'il s'agit là de médicaments « de confort », que le ministre délégué à la santé a décidé que ces produits ne seraient plus remboursés. Autant que l'économie que l'on peut en attendre (700 millions de francs, en année pleine), cette décision marque très clairement la volonté de rationaliser ce domaine, où l'efficacité de la prescription quand elle existe se fonde pour beaucoup sur l'effet placebo.

C'est cette même volonté d'économie et de rationalisation que l'on retrouve dans les récentes mesures concernant la médicalisation des remboursements de certaines molécules fort coûteuses pour lesquelles on observe d'importantes dérives dans les volumes de prescriptions.

Pourrait-on aller encore plus loin dans ce domaine ? Il resterait en particulier à aborder franchement le problème de la légitimité du remboursement des prescriptions homéopathiques, un sujet que l'on qualifie dans l'entourage de M. Claude Evrin, ministre des affaires sociales et de la solidarité, comme étant tout à fait inopportuniste.

JEAN-YVES NAU

Coréens et sidéens

Un médecin tente de faire appliquer la loi de son pays sur le dépistage des étrangers séropositifs. Un Américain le poursuit en justice

SEOUL

de notre envoyé spécial

OBJET d'une action en justice engagée aux Etats-Unis par un Américain qui estime avoir été « harcelé » au cours de son séjour à Séoul, - recours que le plaignant a assorti, à titre personnel, de menaces de représailles contre la fille du praticien, étudiante à Boston -, le docteur Helen Chu, le médecin le plus actif dans la lutte contre le sida en Corée du Sud, n'entend pas fléchir pour autant.

Critiquant les lacunes de la loi contre la diffusion de cette maladie, entrée en vigueur en 1988, et dénonçant une alarmante insuffisance de moyens, M^{me} Helen Chu a proposé lors du premier séminaire sur le sida en Corée, qui a eu lieu à Séoul le 1^{er} décembre sous le patronage de l'Organisation mondiale de la santé, que le gouvernement affecte un budget spécial à la lutte contre cette maladie et que soit lancée dans les médias une campagne d'information.

« Les Coréens doivent prendre conscience que le sida n'est pas un « jeu de l'autre côté de la rivière », nous dit le docteur Chu. Officiellement, il n'y a que cent seize personnes présentant les symptômes de séropositivité et sept malades. Mais ces chiffres doivent être multipliés au moins par dix ou vingt.

D'une part, l'incubation est longue mais, surtout, les personnes qui ont des doutes, et notamment celles faisant partie des « groupes à risques », sont dissuadées de faire le test de dépistage. Si elles tombent malades, elles savent que les hôpitaux refuseront à les admettre. Elles ont en outre peur d'être isolées, rejetées par la société ».

Dans sa communication au séminaire sur le sida, largement reprise par la presse, le docteur Chu a insisté sur la nécessité de créer un environnement qui incite les malades potentiels à se faire connaître plutôt que de chercher à cacher leur maladie : « Un environnement de confiance et la création de structures d'accueil leur permettant d'être suivis tout en menant une vie normale seraient à la fois une protection pour la communauté et un grand secours pour les malades », précise-t-elle.

Le docteur Chu demande également que soient observées les dispositions de la loi de 1988 concernant les tests obligatoires pour les étrangers résidant pour une longue période en Corée. Malgré l'entrée en vigueur de la loi, pour des raisons d'image internationale et à cause d'un manque de coordination entre les ministères concernés (affaires étrangères, justice, santé), aucun test n'a été exigé des étrangers résidant en Corée. « La seule fois où j'ai voulu faire subir un test à

un citoyen américain résidant en Corée dont le nom m'avait été fourni par un de ses compatriotes, séropositif, qui avait reconnu avoir eu des rapports sexuels avec celui-ci, non seulement je n'ai rien pu obtenir et le malade potentiel est reparti aux Etats-Unis mais encore il a déposé une plainte contre moi et menacé mes filles de représailles », nous dit Helen Chu.

Deux millions de prostituées

La prostitution étant interdite, le gouvernement l'ignore aussi, bien qu'elle soit patente, poursuit le docteur Chu, « aucune disposition spécifique ne concerne les prostituées : même les statistiques sur leur nombre n'existent pas ».

Depuis de longues années, et actuellement au titre de directeur du dispensaire du quartier de Yongsan-bu à Séoul, Helen Chu s'occupe des prostituées et des drogués, cherchant non seulement à les soigner mais aussi à les organiser et à favoriser une réinsertion sociale. On estime qu'il y a de un à deux millions de prostituées en Corée du Sud : récemment sept d'entre elles travaillant dans des quartiers chauds de Séoul ont été déclarées porteuses du virus. « Je n'ai aucun moyen d'obliger une prostituée à subir un test de dépistage, je ne peux que chercher à la persuader », nous dit Helen Chu. Seuls les maris,

considérés comme formant une catégorie sociale « à risques » sont contraints à subir un test de dépistage à leur retour de l'étranger.

Le premier cas de sida a été diagnostiqué par Helen Chu en 1985. Et depuis, le nombre des personnes présentant les symptômes de séropositivité a augmenté d'année en année : au point que l'OMS, allant plus loin que le docteur Chu, estime que le nombre des personnes infectées serait de cinquante à cent fois supérieur au chiffre officiel. Plus de cinq cent mille personnes ont subi le test de dépistage en 1990.

« Le nombre des malades n'est pas l'essentiel. Ce qui l'est, en revanche, c'est le rythme de développement de la maladie : le nombre des porteurs du virus double d'une année sur l'autre. Il est dangereux de nous bercer de l'idée que nous n'avons qu'une centaine de personnes atteintes du sida : si une politique conséquente n'est pas rapidement prise en place et si l'on ne nous donne pas plus de moyens, nous risquons de perdre le contrôle de la situation » estime le docteur Chu. Actuellement, le gouvernement consacre 100 millions de wons (environ 1 million de francs) à la lutte contre le sida. Le cri d'alarme du docteur Chu sera-t-il entendu ?

PHILIPPE PONS

Ingénieurs*!

1540 F.T.C.
888 F.T.C.
590 F.T.C.
1000 F.T.C.
1500 F.T.C.

Devis les dimanches 16 et 23 décembre 1990

Bureautique DURIEZ Informatique

*Ingénieurs les prix. Ingénieurs le choix. Ingénieurs le service. Ingénieurs le conseil. Ingénieurs DURIEZ.

1540 F.T.C.	888 F.T.C.	590 F.T.C.	1000 F.T.C.	1500 F.T.C.
1.47.42.91.49	1.46.33.20.43	1.43.29.05.60	1.43.29.05.60	1.43.29.05.60

Des sondes et des frondes

Pour visiter à l'économie le système solaire, les sondes spatiales ont besoin de l'assistance gravitationnelle

POUR une sonde interplanétaire, la ligne droite n'est jamais le meilleur chemin. La sonde américaine européenne Ulysse nous le prouve. Lancée le 6 octobre dernier pour étudier notamment les régions polaires du Soleil, Ulysse s'est aussitôt dirigée dans une direction totalement opposée à celle qu'occupe notre étoile.

Aujourd'hui, elle vogue vers la planète Jupiter, qu'elle contournera en février 1992 et qui lui donnera la petite impulsion nécessaire pour rejoindre, en juillet 1995, le Soleil sur la bonne trajectoire. Quant à la sonde américaine Galilée, lancée le 18 octobre 1989 en direction de Jupiter, elle a tout bonnement pris le chemin de... Vénus, qu'elle a survolé en février de cette année. On ne saurait faire plus simple. D'autant que ce choix de la NASA a conduit Galilée à frôler la Terre à une altitude d'un peu plus de 900 kilomètres avant de repartir pour de nouvelles aventures qui la ramèneront une nouvelle fois en décembre 1992 à proximité de la Terre (1).

Cette apparente complexité des trajectoires des sondes interplanétaires ne doit rien à la fâcheuse des responsables du célèbre Jet Propulsion Laboratory. Elle prend plus simplement ses sources dans les contraignantes lois de la mécanique céleste. Hors Kepler et Newton, point de salut. Les trajectoires des corps célestes, les mouvements des planètes dans leur course autour du Soleil, les forces d'attraction gravitationnelle et, bien sûr, les potentiels de la sonde retenue sont autant de paramètres dont il faut tenir compte pour aller visiter, à l'économie, le système solaire.

Casse-tête chinois

L'économie, voilà le maître mot de ces missions délicates où le moindre instrument de la sonde doit répondre à la seconde près, sous peine pour celle-ci de se perdre dans le vide interstellaire ou de s'écraser brutalement à la surface de la planète visée. Car les ingénieurs, malgré tout leur talent, sont limités dans leurs dièses lorsque

on sait que les plus puissantes fusées actuelles ne permettraient pas à une charge de plus de quelques dizaines de kilogrammes d'échapper directement à l'attraction du système solaire.

Pour réussir, il leur faut donc jouer subtilement avec la masse des appareils embarqués essentiels au succès de la mission, la masse des combustibles qui permettront à la sonde de corriger sa trajectoire, et la capacité d'emport du lanceur utilisé. Bref, un vrai casse-tête chinois.

Le coup de pied de Vénus

Certes, on connaît depuis longtemps des trajectoires particulièrement économiques en énergie pour se rendre d'une planète à une autre. Il s'agit des fameuses ellipses bitangentes décrites, en 1927, par l'Allemand Walter Hohmann et qui font que la sonde suit une trajectoire tangente à l'orbite terrestre au moment du lancement de l'engin et tangente ensuite à celle de la planète visée au moment de son arrivée. Mais si, avec de telles trajectoires, la durée du voyage n'est pas très pénalisante pour des planètes proches comme Vénus (deux cent soixante jours), elle devient franchement inacceptable pour se rendre à proximité des planètes géantes : six ans pour Saturne, seize ans pour Uranus, trente et un ans pour Neptune et pour Pluton...

C'est pourquoi certains chercheurs, comme l'italien Luigi Crocco, ont songé, à une époque où les sondes spatiales n'existaient pas, à utiliser l'attraction des grosses planètes pour aller au plus profond du système solaire et ramener la durée des voyages à trois ou quatre ans pour Saturne, à deux ans pour Neptune. D'autres plus tard, comme l'Américain Gary Flandro, ont mis ces idées en application pour mettre sur pied le projet Grand Tour, qui visait à faire visiter les grandes planètes du système solaire par une même sonde. C'est ainsi que l'engin, lancé en 1977, aurait survolé Jupiter, Saturne, Uranus et Neptune en à peine sept ans.

Hélas, le projet fut abandonné.

en raison notamment du risque qu'il y avait à frôler de trop près Saturne lors du passage dans la zone des anneaux. Rien de grave à cela dans la mesure où, à plusieurs reprises, des sondes américaines avaient précédemment fait appel à cette technique de vol (*swing-by*) qui consiste à se servir du champ gravitationnel d'une planète comme d'une fronde pour modifier, la vitesse et la trajectoire de l'engin.

Une première fois, en 1962, lorsque la sonde lunaire Ranger-V frôla la Lune au lieu de la percuter et poursuivit sa route vers le Soleil. Mais aussi en 1972 avec la sonde Pioneer-10, qui, après vingt et un mois de voyage, doubla Jupiter et, profitant de l'assistance gravitationnelle du géant, put acquiescer une impulsion suffisante pour sortir du système solaire.

Une demi-seconde d'erreur

A ce jour, neuf sondes ont joué de l'assistance gravitationnelle en utilisant le plus souvent la Lune ou Jupiter. Mais, dans ce petit club fermé des grands voyageurs qui profitent de toutes les occasions, la sonde Galilée tient une place à part. Car, partie de la Terre en octobre 1989 dans la soute de la navette Atlantis, elle s'est d'abord dirigée vers Vénus, qu'elle a survolé en février 1990 et qui lui a donné « un grand coup de pied aux fesses » pour la relancer vers la Terre.

Le 8 décembre dernier, après un périple de plus de 650 millions de kilomètres, elle a en effet frôlé notre globe (avec une demi-seconde d'erreur sur l'horloge), ce qui a fait passer sa vitesse de 107 000 km/h à 125 000 km/h. Puis elle est repartie vers une nouvelle boucle qui doit la conduire à traverser la ceinture des astéroïdes avant de photographier l'un d'entre eux, Gaspra, en octobre 1991. Alors elle reploquera vers la Terre qui, en décembre 1992, lui donnera un dernier coup de pouce pour rejoindre en décembre 1995 Jupiter. Non sans avoir auparavant flirté en août 1993 avec l'astéroïde Ida...

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Si la sonde Ulysse n'a pas le monopole des trajectoires complexes, elle détient la plus longue : le ruban bleu de la vitesse (450 000 km/h) après avoir viré autour de la planète Jupiter.

Un entretien avec l'administrateur général du CEA

Suite de la page 17

« Cela répond au souci de bien marquer qu'en particulier les fonctions d'expert de sûreté qu'il exerce pour le compte des pouvoirs publics doivent être complètement distinctes des fonctions de recherche dans les domaines du nucléaire. Il me semble tout à fait nécessaire de voir les effets de cette réforme avant de parler de quelque autre modification que ce soit. »

« Quant aux autres organismes, je n'ai pas entendu mettre en question leur indépendance de jugement. Les questions posées sont davantage celles de leur rattachement au sein des pouvoirs publics. Mais cela est un problème qui concerne plutôt le gouvernement. »

« Je pense en tout état de cause qu'il est nécessaire que les organismes en charge de la sûreté gardent un lien fort avec le gouvernement, qui est responsable devant le Parlement de l'ensemble du secteur nucléaire, y compris tous les problèmes de sûreté qu'il peut poser. »

« Pas plus technique que la fiscalité »

« L'un des rapports de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques demande au gouvernement d'étudier la possibilité d'une loi-cadre relative à l'énergie nucléaire. Qu'en pensez-vous ? »

« Je suis personnellement tout à fait convaincu qu'il est important que le Parlement ait son mot à dire et intervienne de façon active dans la définition des orientations de la politique nucléaire, dans la mesure où il s'agit d'un secteur important de la politique nationale, et dans la mesure où le Parlement peut aussi contribuer à jouer ce rôle d'intermédiaire entre les techniciens et l'opinion publique. »

« Les débats sur le nucléaire au Parlement seront d'autant meilleurs qu'ils deviendront une activité régulière. C'est-à-dire qu'un nombre important de parlementaires se familiariseront avec ces questions. Après tout, le nucléaire n'est pas plus technique que beaucoup d'autres sujets que discute couramment le Parlement, comme, par exemple, la fiscalité. »

« Il y a actuellement une impression de flottement dans la filière nucléaire. Qui est le patron ? Vous, le président de Framatome ou celui de la CGE ? »

« Le nucléaire est un secteur dans lequel il y a plusieurs acteurs : les pouvoirs publics, le constructeur, les exploitants, l'organisme de recherche, et chacun a son rôle à jouer. Il n'y a pas à ma connaissance à l'étranger de situation dans laquelle il y ait un patron du nucléaire. »

« Mais il y a eu longtemps en France quelqu'un qui servait de

locomotive. M. Boiteux, par exemple, à l'époque où il était PDG d'EDF. »

« Je pense qu'il y a eu de longue date un partage entre plusieurs acteurs. Vous mentionnez le rôle de M. Boiteux, on pourrait parler, par exemple, de celui de M. Giraud, ancien patron du CEA. »



EDF/Boiteux

« On a pu croire que le remaniement de l'actionariat de Framatome était l'occasion d'une réorganisation de toute la filière. Finalement, n'a-t-on pas raté une occasion ? »

« L'énergie des responsables et des cadres de Framatome va pouvoir à nouveau se concentrer sur les affaires industrielles. Il était temps de mettre un terme à un débat extrêmement passionné qui, par sa durée et son retentissement, n'a pas contribué à améliorer notre image à l'étranger dans un secteur où nous avions plutôt une réputation de cohérence et de cohésion. »

« Croyez-vous que l'on a choisi la solution qui consolide le mieux Framatome ? »

« On a retenu une solution de compromis qui ne satisfait peut-être pas entièrement tous les acteurs mais qui, si elle permet un désamortissement des esprits, me paraît préférable à une solution intellectuellement plus satisfaisante mais qui ne susciterait pas cet apaisement. »

« Mais un compromis ne dure pas toujours. A-t-on reculé pour mieux sauter ? »

« Il y a des compromis qui durent très longtemps comme il y a des papes de transition qui marquent leur époque. »

« Qu'en est-il d'Eurodif ? Le ministre iranien des affaires étrangères était à Paris récem-

ment. Est-on proche d'un dénouement ? »

« Il y a eu tout récemment une reprise des négociations franco-iraniennes sur ce qu'il est convenu d'appeler le contentieux nucléaire. Le gouvernement iranien ont exprimé leur volonté de parvenir rapidement à un accord. J'espère personnellement que ce contentieux pourra dans un avenir assez rapproché trouver une solution définitive. »

« Avez-vous des signes qui vont dans ce sens ? »

« No comment. »

Redémarrage probable

« Quels sont vos pronostics sur l'évolution du nucléaire en France et dans le monde, dans le contexte de crise du Golfe ? »

« Je suis convaincu que le nucléaire aura sa place pour la satisfaction des besoins énergétiques des pays développés ou en développement dans les prochaines décennies. La question est de savoir dans quelles proportions le nucléaire peut apporter une réponse plus convaincante sur le plan technique que les autres énergies aux préoccupations d'environnement de nos contemporains, notamment sur le plan de la sûreté. Bien sûr, ces perspectives peuvent être assombries si un nouvel accident grave se produisait quelque part. C'est pourquoi nous devons être très attentifs à la collaboration internationale, notamment avec les pays de l'Est. »

« En France, la crise du Golfe a permis de rappeler l'importance du nucléaire pour réduire notre dépendance énergétique. Il n'y aura pas de relance à court terme puisque le parc existant couvre les besoins mais il faut préparer la prochaine génération de technologies. C'est l'un des défis que nous devons relever avec les autres acteurs que sont EDF, Framatome et COGEMA. »

« D'où partira le redémarrage ? »

« Il y a au moins un grand pays dans lequel le développement du nucléaire se poursuit avec une détermination impressionnante : c'est le Japon, qui a prévu de doubler ses capacités d'ici à 2010 et poursuit un effort de recherche égal à peu près à trois fois celui de la France. Cela devrait nous inciter à la réflexion, le Japon n'ayant pas l'habitude d'investir dans des secteurs qui ne soient pas d'avenir. D'autres pays d'Extrême-Orient sont aussi sur la voie du nucléaire, la Corée, la Chine... »

« L'Europe de l'Est aura aussi des besoins énergétiques très importants et des besoins de remplacement du parc actuel de centrales dont la sûreté n'est pas irréprochable. En Europe occidentale, on voit, face aux besoins énergétiques et aux problèmes soulevés par l'effet de serre, certains pays commencer à remettre en question leurs options très négatives dans le nucléaire. Quant aux États-Unis - qui sont une des principales inconnues - le nucléaire n'y occupera jamais la place qu'il peut avoir dans un pays comme la France, compte tenu de l'importance de leurs ressources naturelles en énergies fossiles. Mais la proportion de gens qui pensent qu'un redémarrage peut, sous certaines conditions, intervenir dans les dix ans me paraît s'être accrue. »

« Vous en êtes ? »

« Oui. D'ailleurs les constructeurs américains s'y préparent : les États-Unis poursuivent un effort de recherche tout à fait substantiel (entre 5 et 6 milliards de francs du public et du privé contre un peu plus de 4 milliards en France), ce qui témoigne tant de la part du département de l'énergie que des constructeurs d'une certaine confiance dans l'avenir. »

Propos recueillis par JEAN-PAUL DUFOUR et FRANÇOISE VAYSSE

Les mystères de l'archéologie

L'archéologie moderne s'intéresse à tout : son but n'est plus seulement de retrouver des structures monumentales ou des œuvres d'art ; mais de reconstituer la vie quotidienne des populations qui ont vécu là dans des temps plus ou moins lointains.

Les archéologues dégagent, certes, les structures monumentales qu'ils mettent au jour mais aussi les sols du moindre habitat (campement préhistorique, humble cabane galloise, ferme et atelier médiévaux, etc.) en y récupérant le moindre indice, en y récupérant le vestige le plus minuscule. Bien évidemment, de telles « récoltes » ne sont qu'une des étapes du travail des archéologues. Elles sont précédées de la recherche des sites et suivies d'innombrables études et analyses faites par des spécialistes relevant de disciplines extrêmement variées.

Les palynologues identifient les pollens anciens, les paléozoologues les os ou fragments d'os d'animaux. Ce qui permet de connaître les flores sauvages ou cultivées, les faunes sauvages ou domestiques et donc de reconstituer les climats et l'alimentation des temps anciens. Les restes humains renseignent sur la cohabitation éventuelle d'ethnies différentes et parfois sur les maladies dont souffraient nos ancêtres. Les outils agricoles ou ménagers informent sur les techniques disponibles à telle ou telle époque. L'analyse des matières premières - pierres ou métaux - permet de préciser l'origine de celles-ci et donc d'avoir une idée des circuits commerciaux (trac ou commerce réel), qui ont commencé à exister beaucoup plus tôt qu'on se l'imagine parfois.

Pour ne citer que quelques-unes des disciplines concernées. L'exposition de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites, « Les Mystères de l'archéologie », les sciences à la recherche du passé, explique fort bien le travail des archéologues actuels, sans enlever et sans rebouter le non-spécialiste.

Les vitrines, maquettes, schémas et montages vidéo sont répartis selon les principaux types de fouilles : en plein air, dans des grottes, sous des tumulus et sous l'eau (douce ou saumâtre). Ce qui a donné à M^{me} Marie-Jeanne Roulière-Lambert, commissaire générale de l'exposition et conservateur du musée d'archéologie de Lons-le-Saunier (Jura), de nombreuses occasions de compléter les informations, notamment sur les méthodes de datation, la sédimentologie, les méthodes d'études physiques et chimiques, les analyses d'images, etc. Sans oublier les procédés indispensables à la conservation des vestiges, petits et grands, spectaculaires ou humbles.

Outre cette présentation destinée au grand public, le « catalogue », œuvre collective de nombreux spécialistes, apporte aux scientifiques une énorme somme d'informations précises et variées qui ont, entre autres, le mérite d'être ainsi regroupées.

Y. R.

► Caisse nationale des monuments historiques et des sites. Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, Paris 4^e. Ouvert tous les jours jusqu'au 13 janvier, sauf le 25 décembre 1990 et le 1^{er} janvier 1991, de 10 h à 18 h. Entrée : 25 francs. Catalogue : 287 pages, très nombreuses illustrations, 198 francs.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 630 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry

Société anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises, M. André Fontaine, gérant.

Le Monde PUBLICITE

André Fontaine, président

Françoise Hugot, directeur général

Philippe Dupuis, directeur commercial

Micheline Orléans, directrice du développement

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

Tél. : 45-55-94-70. Société filiale du journal Le Monde et du groupe L'Express SA.

Le Monde

Composés 30-15 - Tapez LEMONDE ou 30-15 - Tapez LM

Imprimerie du Monde - 12, rue M. Gumbert - 94571 Ivry Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FAUGÈRE 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-66-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Tél. : 206.808 F

Reproduction interdite de tout article sans accord avec l'administration

Informations sur les microfilms et l'index du Monde au (1) 40-66-25-33

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-66-25-25

Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Tél. : 261.311 F

Commission paritaire des journaux et publications n° 37437

ISSN : 0395-2031

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS (voir norme CEE avion)
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

SERVICE À DOMICILE : Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

PP Paris, RP

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez envoyer l'abonnement d'écriture tous les deux ans par voie postale.

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

INFORMATIQUE ET LIBERTÉS

Envoyer 40 F (timbre à 2 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en joignant le dossier demandé ou 180 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

SCIENCES • MEDECINE

Les abus de la discrétion

Les médecins, parfois les premiers à soupçonner un abus sexuel sur un enfant, sont désarmés pour intervenir

«ADMIS dans l'intérieur des maisons, mes yeux se posent sur ce qui s'y passe; ma langue taira les secrets qui me seront confiés...» Ces phrases, extraites du serment d'Hippocrate, peuvent expliquer la difficulté qu'ont eue des générations de médecins à se rendre compte des situations de maltraitances sexuelles, en particulier d'origine incestueuse, sur les enfants. Aujourd'hui, le code de déontologie prévoit qu'un médecin « doit mettre en œuvre les moyens les plus adéquats » pour protéger un mineur « victime de services ou de privations », sans hésiter et cela est nécessaire à alerter les autorités compétentes s'il s'agit d'un mineur de quinze ans. Reste que l'absence d'une formation spécifique, associée éventuellement à des considérations éthiques liées au secret professionnel ou à une attitude de « déni » pour ce qui démontre l'un des sujets tabous de notre société, laisse parfois les médecins désarmés. A la demande du secrétariat d'Etat chargé de la famille, l'Union nationale des associations de formation médicale continue (UNAFORMEC) vient d'organiser, à Paris, un séminaire national sur ce thème (1). Destiné à des médecins déjà engagés dans des actions de formation post-universitaire ou de santé publique, il s'agit de constituer un groupe de personnes capables de diffuser auprès d'autres médecins, généralistes ou spécialistes, des données utiles dans ce domaine.

Ambiances incestueuses

On dispose, en France, de peu de données épidémiologiques sur les enfants victimes de maltraitances sexuelles (le Monde du 22 septembre). Toutefois, les spécialistes s'accordent à estimer que, trois fois sur quatre, ces abus sont exercés par un membre de la famille (père, beau-père, oncle, ou grand-père) ou un proche. Les milieux institutionnels (écoles, colonies de vacances, foyers, etc.) peuvent aussi être le lieu d'abus sexuels qui ne s'exercent qu'exceptionnellement dans la rue. Les filles en sont plus souvent victimes que les garçons. Parmi les 40 000 à 50 000 enfants, en France, qui feraient l'objet, chaque année, de violences de toutes sortes, on n'a pu

calculer le nombre des abus sexuels. Les données chiffrées sont d'autant plus difficiles à recueillir que la maltraitance sexuelle ne se limite pas au viol ou à l'inceste. « Souvent, l'abus sexuel commence par des attouchements qui peuvent évoluer vers une pénétration des orifices. On parle de viol lorsqu'il est question d'acte de pénétration sexuelle, qu'il s'agisse de fellation, sodomisation, ou de diverses manœuvres de pénétration. Mais l'enfant peut être aussi victime d'ambiances incestueuses plus difficiles à repérer », explique le docteur Liliane Daligand, psychiatre et médecin légiste, expert près la cour d'appel de Lyon. Le petit garçon qui partage régulièrement le lit de sa mère, le père qui regarde des revues pornographiques en présence de sa fille ou qui rentre systématiquement dans la salle de bains au moment de la douche, la mère qui lave scrupuleusement son fils ou qui l'aide à uriner à un âge où il devrait être autonome sont autant d'ambiances incestueuses susceptibles de traumatiser l'enfant. « L'enfant victime d'abus sexuels répétés peut être jeté dans une confusion totale, confusion par rapport au lien de parenté, confusion dans les générations, confusion également au niveau des orifices du corps par rapport auxquels l'enfant se construit », déclare le docteur Daligand.

En dehors d'une situation d'urgence où l'enfant est directement impliqué dans une affaire d'abus sexuel, le repérage de telles situations est difficile pour le médecin. Une multitude de signes sont susceptibles de traduire des maltraitances sexuelles. « Les filles ne viennent pas pour une plainte d'inceste mais pour des symptômes répétés, migraines, spasmodiques, troubles du comportement alimentaire... De nombreux indices sont susceptibles de masquer une histoire d'abus sexuel comme un climat de fugues, une toxicomanie, des problèmes scolaires, une tentative de suicide », estime le docteur Patrick Alvin, co-responsable d'une unité pour adolescents dans le service de pédiatrie du professeur Victor Coussieu (hôpital Bicêtre, le Kremlin-Bicêtre). Entre mars 1982 et décembre 1987, soixante-trois adolescentes admises dans cette unité, pour des motifs divers, ont déclaré avoir été ou être toujours victimes d'une situation incestueuse.

Parmi elles, 60 % ont, à un moment donné de leur existence, tenté de se suicider. Les enfants victimes de violences doivent également attirer l'attention du médecin car maltraitances

tombe à l'école, et l'on n'a jamais pu savoir ce qui lui était réellement arrivé, souligne le docteur Daligand. Il ne faut pas attendre de révélation d'un tout-petit, mais un enfant qui

taux, de l'anus et de la bouche, ou encore de l'hymen de la petite fille ne révélera pas forcément de traces même en cas de pénétration. Il faut donc également rapporter dans le cer-

ques capables d'aider à l'identification de l'agresseur. La recherche de sperme ou d'une maladie sexuellement transmissible sont autant d'éléments capables d'affirmer l'existence d'un rapport sexuel chez l'enfant.

Au-delà de son « action » médicale, quelle devra être l'attitude d'un médecin confronté à une situation incestueuse? Faut-il signaler au juge une telle situation au risque parfois de perdre la confiance de l'adolescente qui a parlé sous le sceau du secret? Le médecin a l'obligation de signaler toute situation de grand danger aux autorités administratives ou judiciaires pour assurer la protection de l'enfant, précise-t-on au bureau de l'enfance et de la jeunesse de la Direction de l'action sociale. Dans ce cas, le procureur de la République semble le plus à même de recevoir ce signalement puisqu'il peut déclencher une procédure pénale, prendre une décision de placement immédiat ou saisir le juge pour enfants qui déclenchera, le cas échéant, une mesure administrative d'assistance éducative en milieu ouvert (AEMO). Mais le praticien, qui hésite à entreprendre une telle démarche, peut joindre un médecin de PMI (protection maternelle et infantile) ou directement les services de l'aide sociale à l'enfance. « Il faut que le médecin se déleste assez rapidement de son secret car il risque d'être enfermé, malgré lui, dans cette logique incestueuse du silence, considère le docteur Alvin. Il doit essayer de convaincre la victime d'un nécessaire « recadrage médico-judiciaire ». La prise de décision devra être au maximum collégiale avec d'autres médecins de PMI, un psychiatre, ou les services de l'aide sociale à l'enfance. » Un décret-cadre, en cours de signature, prévoit une formation initiale et continue des médecins qui devrait permettre à ces derniers de disposer des éléments indispensables à la prise en compte de ces situations difficiles et toujours dramatiques.

MARTINE LARONCHE



physiques et sexuelles peuvent être associées.

Face à un doute, le médecin ne doit pas hésiter à interroger, dans un climat de confiance, l'enfant. « Chez les soixante-trois adolescentes victimes de climat incestueux, un peu plus de tiers n'avaient pas osé en parler. Pourtant, elles avaient terriblement besoin d'être écoutées ou aidées. Mais le problème n'est pas tant que la victime ne s'exprime pas, sinon à travers des symptômes divers, mais que la personne, y compris le médecin, ne lui pose la question », remarque le docteur Alvin. Toutefois, l'interrogatoire des petits enfants se révèle plus délicat. « Une fillette de quatre ans, conduite en urgence pour une hémorragie génitale et présentant une déchirure de l'hymen, répétait qu'elle était

présente une attitude généralisée, en mimant, par exemple dans ses jeux avec les poupées, l'acte sexuel, devant attirer l'attention. »

Se délier du secret

En cas de maltraitance avérée ou soupçonnée, une des premières tâches du médecin réside dans l'interrogatoire et l'examen clinique qui aboutissent, le cas échéant, à la rédaction d'un certificat. L'examen médical, à la fois le plus précis et le plus délicat possible, ne doit pas ajouter au traumatisme de l'enfant sans pour autant occulter des éléments de diagnostic. « La recherche de repères anatomiques, au niveau de l'ensemble du corps, des organes gén-

stifants les déclarations de l'enfant avec ses propres mots et préciser éventuellement que ces déclarations sont compatibles avec un examen normal. En rédigeant le certificat, le médecin ne doit pas oublier de faire figurer son identité et son adresse, le jour et l'heure de l'examen par rapport à la date de l'agression », précise le docteur Daligand. Tout examen insuffisant ou certifiant imprécis peut conduire à de nouvelles expertises traumatissantes pour l'enfant.

Les prélèvements organiques sont, tout particulièrement dans le cadre d'un examen médico-légal, d'une très grande importance. Des traces de sperme ou de sang, relevées sur les vêtements ou dans l'environnement de la victime peuvent permettre l'établissement d'empreintes géné-

POINT DE VUE

Alcool, tabac, une victoire de la démocratie

par les professeurs Gérard Dubois, Claude Got, François Grémy, Albert Hirsch et Maurice Tubiana

NOUS arrivons au terme de quatorze ans de contre-mouvements de la loi Veil sur la publicité du tabac et de dix ans de remise en état de notre législation sur la publicité de l'alcool, après notre condamnation à Luxembourg en 1980 et l'arrêt de l'arrêtement Berner de 1987 qui avait supprimé la publicité télévisée pour la bière. La loi Veil, dans son état actuel, est de bonne qualité. Dans un pays qui donne parfois de sa représentation, il faut savoir rendre hommage au gouvernement qui a présenté ce projet. Le vote par le Parlement du texte mis au point par la commission mixte paritaire est à l'honneur de notre Parlement.

Il convient aujourd'hui de mettre en œuvre les actions de santé publique qui font défaut à notre pays. La protection vis-à-vis de publicités dangereuses n'est qu'un complément de l'éducation sanitaire. Notre système d'enseignement doit développer chez l'enfant et l'adolescent un esprit critique face à des comportements à risque et une aptitude à l'établissement de rapports de santé avec son propre corps. A cet égard, les propositions du rapport Lazard de réorienter des médecins généralistes vers la médecine d'intérêt collectif, en particulier dans le domaine scolaire, doivent être soutenues.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Par arrêt du 3 avril 1990, confirmant un jugement du Tribunal de Commerce de Paris du 5-09-1988, la Cour d'appel de Paris (4^e chambre A) a condamné la société LABORATOIRES BIOGALINI-QUE pour faits de concurrence déloyale consistant en la diffusion d'une circulaire au corps médical français présentant le GINKGO comme médicament identique à l'extra standard TANKAN des laboratoires IPSEN.

Le financement de ces actions est possible, un fonds national de prévention ayant été créé en 1988, il sera complété par les moyens supplémentaires prévus dans le texte de la commission mixte paritaire. Leur coordination doit être assurée par un haut comité national de la santé dont nous avons proposé la création.

Pour utiliser au mieux les possibilités de la prévention, il faut que le ministère de la santé dispose de centres de statistiques sanitaires et sociales, de moyens d'expertise et d'intervention. Il est urgent de doter notre pays de structures d'observation, de recherche et d'enseignement en santé publique. C'est la réunion de ces moyens d'action qui nous permettra de fonder une politique de prévention et d'en évaluer l'efficacité.

La liberté individuelle de conserver son état de santé dépendra dans l'avenir de l'aptitude à utiliser des connaissances concernant les comportements. L'acquisition d'une culture dans le domaine de la prévention sera alors le seul moyen d'éviter l'accroissement de l'insécurité devant la maladie et la mort. Si nous ne développons pas ces connaissances dans l'ensemble de la population, la prévention deviendra un nouveau facteur de discrimination sociale.

Le Parlement vient de démontrer que des élus appartenant à des familles politiques différentes savent adopter un texte de préservation de libertés individuelles contre des intérêts particuliers. C'est une victoire de notre démocratie.

Les professeurs Gérard Dubois, Claude Got, François Grémy, Albert Hirsch et Maurice Tubiana sont les auteurs d'un rapport sur la santé publique qui est à l'origine du texte de loi contre l'alcoolisme et le tabagisme.

Jeunes filles mères

La délicate prise en charge des maternités chez les adolescentes

UN rapport sur les maternités chez les adolescentes, remis par le Centre national d'information et de documentation des femmes et des familles (CNIDFF) à la direction générale de la santé en avril 1990, rendu public à l'occasion de colloque sur les maternités adolescentes qui a eu lieu à Paris les 17 et 18 décembre, traite l'importance de ce phénomène et formule des propositions susceptibles d'améliorer la prise en charge de ces jeunes mères et de leur enfant.

On décombrerait, en 1987, plus de six mille enfants nés de femmes de dix-huit ans ou moins, dont 10 % nés de mères de moins de seize ans. Ces maternités précoces, rapportées à une tranche d'âge de 2,5 millions d'adolescentes de treize à dix-huit ans, représenteraient 7,8 pour mille de l'ensemble des naissances. Un chiffre en diminution régulière depuis 1982, date à laquelle il atteignait onze pour mille. Parallèlement, on recense, selon les derniers chiffres disponibles en 1986, près de 10 900 interruptions volontaires de grossesse pratiquées sur des mineures, soit 6,5 % de l'ensemble des IVG contre 7,5 % en 1982. S'il apparaît que les premières relations sexuelles ont lieu à un âge de plus en plus précoce, la contraception reste peu utilisée par les adolescentes », soulignent les auteurs du rapport (1). Dans 50 % des cas, le premier rapport sexuel a lieu sans aucune protection. Il faut ensuite souvent attendre six à douze mois pour que les jeunes filles décident d'adopter une méthode de contraception, et 20 % seulement des adolescentes utilisent par la suite une méthode contraceptive régulièrement.

Ce phénomène de maternités précoces n'attend pas, semble-t-il, de la même façon toutes les classes sociales. Il frappe plus souvent les adolescentes des milieux sociaux défavorisés et se trouve fréquemment associé, chez les mères adoles-

centes faisant l'objet d'une prise en charge sociale, à certaines caractéristiques comme « une fratrie nombreuse, un foyer dissolu, l'expulsion chez l'un ou les deux parents, la résidence en grand ensemble en périphérie d'une grande ville ou encore « une promiscuité sexuelle ». La prostitution, les viols, les relations incestueuses et la « débilite mentale » sont présentés, par les auteurs du rapport, comme des facteurs capables d'expliquer un nombre non négligeable de ces grossesses précoces.

Déclarations tardives

La prise en charge particulièrement importante de ces maternités est rendue difficile par « le secret et la solitude » dans laquelle elles sont souvent vécues. « Les adolescentes enceintes tardent à déclarer leur grossesse », et 25 % à 40 % d'entre elles ne consultent pas avant la vingt-huitième semaine. Chez les mineures de moins de seize ans, 10 % ne feraient pas surveiller tout leur grossesse. Certains risques liés à la grossesse de ces adolescentes, comme l'anémie, l'hypertension artérielle, la toxémie gravidique, une mortalité périnatale ou de la mère plus élevée, etc., ne seraient pas, selon les spécialistes, inhérents à l'âge lui-même mais à aux conditions de vie, au bas niveau socio-économique, à l'alimentation carencée, à la toxicomanie, au tabagisme et aux maladies sexuellement transmissibles ». Actuellement, signalent les auteurs du rapport, la prématurité est le risque dominant, et une enquête nationale de l'INSERM, en 1981, montrait un taux de prématurité des moins de vingt ans double de celui des plus de vingt ans.

L'accompagnement social et psychologique de ces adolescentes, pendant et après leur grossesse, se révèle très important pour cette population particulièrement vulné-

rabie. « La déscolarisation, l'échec scolaire, leur faible investissement rendent les perspectives d'insertion de ces adolescentes aléatoires. Le problème de la garde de l'enfant gêne encore plus lourdement leurs chances de poursuivre une scolarité ou une formation. La difficulté de plus en plus grande à trouver un logement rend la situation dramatique et nécessite une réflexion et des mesures urgentes de la part des pouvoirs publics », remarquent les auteurs du rapport.

Les adolescentes bénéficient pourtant d'un dispositif de prise en charge varié à travers les services de la protection maternelle et infantile, de l'aide sociale à l'enfance, les services de maternité ou encore les établissements sociaux. Toutefois, « les problèmes résultent souvent d'un manque de coordination et de collaboration entre eux, produisant des ruptures dommageables dans la prise en charge de ces adolescentes », constatent les auteurs du rapport. A partir de quoi, ils insistent sur la nécessité « d'une part, d'adapter les circuits habituels, en termes de structure et de mentalité, et d'autre part, de réfléchir à des solutions originales ». Un certain nombre de propositions relèvent soit de la préven-

tion primaire (promouvoir une attitude contraceptive personnalisée et adaptée pour prévenir les grossesses non planifiées chez les adolescentes), soit de la prévention secondaire et tertiaire, en limitant les conséquences psychosociales de ces grossesses.

M. L.

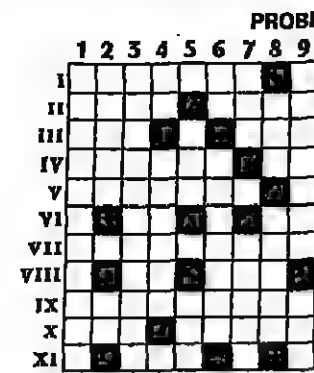
(1) Le rapport intitulé « Maternités adolescentes » a été réalisé par Jacqueline Patureau, médecin; Laurence Bandillon, psychologue clinicienne; Elise Dorval, médecin, du CNIDFF, à la demande de la direction générale de la santé.

(Publicité)
ERRATUM
Dans l'annonce « CONCOURS INSERM » publiée dans l'édition du 12/12/90 page 15, une erreur s'est glissée dans le code Minitel. Il fallait lire : Pour obtenir la liste des groupes de disciplines vous composez le 38.18 code JOEL 5 en sélectionnant les rubriques 4 puis 1.

L'ÉLIMINATION DES DÉCHÈTS DANS LES ÉTABLISSEMENTS DE SOINS
Séminaire de formation, 5 & 6 mars 1991, à Paris. Suivi d'une table ronde sur : Santé et environnement, avec M. Brice LALONDE, ministre de l'Environnement et M^{me} Simone VELL, président du comité Santé et Environnement de l'OMS.
Renseignements : PERSPECTIVE SANTÉ, 66, rue de Provence, 75009 Paris : Tél. : (1) 48-78-11-49 ; FAX : (1) 40-23-93-12.

AGENDA

MOTS CROISÉS



PROBLÈME N° 5415

VERTICALEMENT

1. De ce qu'il a fait, on en a pardessus la tête. — 2. On y fait régulièrement le vide. Lettre grecque. — 3. Points de départ d'une conquête. — 4. De quoi ne pas passer inaperçu. Confectionne des ouvrages en soie. — 5. Ancienne capitale. Source de relief. — 6. Mœurs. Précède Lalo et Manet. — 7. Sortie de gaz. Les rois fainéants. — 8. Se laisse embobiner. Moyen d'éclaircir. — 9. A tout pour plaisir. Est de moins en moins « rouge ».

Solution du problème n° 5414

Horizontalement
1. Fatalité. — 2. Amarante. — 3. Mors. Camp. — 4. Irs. Oien. — 5. L's. Aurs. — 6. Ials. Saou. — 7. Aodés. — 8. Pairs. — 9. IX. hntes. — 10. Ton. la. — 11. XI. Reste.

Verticalement
1. Familiarité. — 2. Amoro. Mot. — 3. Tara. Buriné. — 4. Ars. Bât. — 5. La. Épar. — 6. Incassable. — 7. Statue. Iles. — 8. Téméraire. — 9. Pneu. Este.

EUY BROUTY

SOLIDARITÉ

A l'intention des associations spécialisées

Création d'un fonds de garantie pour l'intégration

La Banque industrielle et mobilière privée (BIMP) vient de créer un fonds de garantie spécialisé, baptisé Intégration. Ce fonds s'adresse aux associations qui agissent auprès des populations en situation de précarité, quelle que soit leur origine, résidant notamment dans les quartiers ou sites prioritaires.

Un premier noyau fondateur autour de la BIMP et d'associations proches de cette banque, dont le Secours catholique, ainsi que de la Chambre syndicale des associations de formation a déjà réuni 1 million de francs.

Des organismes plus puissants, comme le Fonds d'action sociale, la Caisse des dépôts, la Fondation de France, la Délégation interministérielle à la ville, ont complété cette mise initiale, et l'intégration démarrera ses activités début 1991 avec 3

à 5 millions de francs. Ces fonds garantiront jusqu'à 70 % d'emprunts à moyen terme (deux ans à cinq ans) contractés auprès de n'importe quelle banque. Chaque dossier sélectionné par un comité ne devra pas dépasser 10 % des encours d'intégration, le fonds ne garantissant au maximum que deux fois sa dotation initiale.

Effet de levier financier, responsabilisation des dirigeants, meilleure maîtrise des projets associatifs, intégration espère que sa formule originale sera reprise et encouragée par les pouvoirs publics. Comme l'explique M. Bernard Huat, du département associations de la BIMP, « il s'agit bien de prendre des risques, auprès de gens à qui personne ne prête faute de garanties ».

M. C. I.

Semaine de la bonté

Cas n° 17. — Cinq enfants sont très rapprochés dans cette famille. En 1973, un emprunt — 160 000 F — a été contracté pour construire une maison. Mais les difficultés financières sont grandes, dues en particulier à l'intempérance dans l'alcool du père de famille. Celui-ci s'est fait soigner et a surmonté son problème. Il travaille maintenant régulièrement, mais le découvert au Crédit agricole persiste. Pour éviter que ce dossier passe au contentieux, une aide de 4 000 F est nécessaire.

Il faut éviter impérativement un contentieux et une saisie de la maison, ce serait catastrophique. On demande au moins 4 000 F.

Les dons sont à adresser à la Semaine de la bonté, 4, place Saint-Germain-des-Prés, 75006 Paris. CCP Paris 4-52 X ou chèques bancaires. Téléphone : (1) 45-44-18-81.

MERCREDI 19 DÉCEMBRE 1990

à 18 heures

Musée d'art moderne

de la Ville de Paris,

11, av. du Père-Wilson 75116 Paris

ENTRÉE LIBRE

TABLE RONDE DANS LE

CADRE DE L'EXPOSITION

L'ART EN BELGIQUE

Existe-t-il

une littérature belge ?

avec Jacques SOJCHER, Jean-Pierre

VERREGGEM, Marc QUACHEBEUR

et Jacques DE DECKER.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

CARNET DU MONDE

Naissances

— Laurence, Aurélie et Alexis FERENCZI ont la joie d'annoncer la naissance de

Emma,

le 14 décembre 1990.

7, rue Heyraut,

92100 Boulogne.

— Christine COLAS, Didier VEISSIER,

ont la joie de faire part de la naissance de

François,

le dimanche 9 décembre 1990.

27, avenue des Martyrs,

77500 Chelles.

Mariages

— Françoise PANZANI et

Yves ULLMO

sont heureux de faire part de leur

mariage, célébré à Paris, le 14 décembre

1990.

1, rue Vaquelin,

75005 Paris.

1, rue Laplace,

75005 Paris.

Décès

— M. et M^{me} Georges Alhadeff,

sont parents,

M^{me} Claude Blanchard,

Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges, Clément ALHADEFF,

survenu, le 16 décembre 1990, à l'âge

de quarante-cinq ans.

Les obsèques auront lieu, le jeudi

20 décembre, à 15 h 45, au cimetière

du Père-Lachaise (entrée principale).

Ni fleurs ni couronnes.

— Le docteur Jacques Caron,

son épouse,

Marianne et Claude Leuliez,

Nicolas et Jeanne,

Agnes et Bruno Devergie,

Julien et Marion,

sont parents et petits-enfants,

Marcelin et Denis Zuber,

sont frères,

Sa famille,

Ses amis,

ont la douleur de faire part du décès,

le 14 décembre 1990, dans sa soixante-

quatrième année, de

Tolosa CARON,

née Zuber.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité

familiale, le 18 décembre, à Sallan-

nelles (Calvados), à côté de son fils

Antoine,

décédé le 4 avril 1967.

Cet avis tient lieu de faire-part.

48, rue Jacob,

75006 Paris.

Rue Joseph-Bouget,

63200 Bagnères-de-Bigorre.

21, rue de Meaux,

60300 Senlis.

— Mesdames Simone et Madeleine

Chapal,

sont filles,

M. et M^{me} Jean-Pierre Delacourte,

sont petits-enfants,

Fabienne, Alexandra, Tiffany, Marie-

Alis, Christophe Delacourte,

sont arrière-petits-enfants,

M. et M^{me} Pierre Blessmann,

sont neveux,

ont la douleur de faire part du décès,

dans sa quatre-vingt-dix-neuvième

année, de

M^{me} Marcelle CHAUMONT,

cératrice de haute couture,

médaille de vermeil de la Ville de

Paris,

survenue à Paris, le 14 décembre 1990.

Les obsèques ont eu lieu à Eymou-

tiers, Haute-Vienne, dans l'intimité

familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

34, avenue Kléber,

73116 Paris.

CARNET DU MONDE

Renseignements :

40-65-29-94

11, FAUBOURG ST-HONORÉ 8

12, RUE TRONCHET 8

41, RUE DU FOUR 6

74, RUE DE PASSY 16

TOUR MONTMARTRE 15

PARLY 2

LYON 85, RUE DU POT E-HERRIOT

LA BAGAGERIE



1990 F CUIR TRICOLORE

1990 F CUIR TRICOLORE

1990 F CUIR TRICOLORE

1990 F CUIR TRICOLORE

1990 F CUIR TRICOLORE

1990 F CUIR TRICOLORE

1990 F CUIR TRICOLORE

1990 F CUIR TRICOLORE

1990 F CUIR TRICOLORE

1990 F CUIR TRICOLORE

1990 F CUIR TRICOLORE

1990 F CUIR TRICOLORE

1990 F CUIR TRICOLORE

1990 F CUIR TRICOLORE

1990 F CUIR TRICOLORE

1990 F CUIR TRICOLORE

1990 F CUIR TRICOLORE

1990 F CUIR TRICOLORE

1990 F CUIR TRICOLORE

1990 F CUIR TRICOLORE

1990 F CUIR TRICOLORE

1990 F CUIR TRICOLORE

1990 F CUIR TRICOLORE

1990 F CUIR TRICOLORE

1990 F CUIR TRICOLORE

— Le docteur Anne Doussot-Lal-

mond,

M^{me} Claude-Anne Doussot,M^{me} Patrick Laynaud,

font part du décès de

M^{me} Lucien DOUSSOT,

survenu le 12 décembre 1990, dans sa

quatre-vingt-douzième année.

Selon ses volontés, son corps a été

incinéré dans la plus stricte intimité.

1, rue Anatole-Le Braz,

35700 Rennes.

— M^{me} Marielle Dupont,

son épouse,

M^{me} Martin Dupont-Nicolas et

M. Jean Malys,

M. et M^{me} Jean-Philippe Dupont,

sont enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean DUPONT,

officier de la Légion d'honneur,

trésorier-payeur général,

agent comptable central du Trésor,

président du Conseil national

de la comptabilité.

Un culte sera célébré le jeudi

20 décembre 1990, à 9 h 30, en l'église

réformée du Luxembourg, 58, rue

Madame, Paris-6.

L'inhumation aura lieu au cimetière

de Carteret, le vendredi 21 décembre, à

14 h 30.

22, rue du Hameau,

75015 Paris.

— Le docteur Gaston FERDIÈRE,

était ancien président la Société fran-

çaise et membre du conseil de la

Société internationale de psychopatho-

logie de l'expression,

en témoignage de leur attachement et

de leur collègue honnête.

SFPE-SIPE,

100, rue de la Santé,

75014 Paris.

(Le Monde, daté 16-17 décembre.)

— On nous prie de faire part du

décès de

M^{me} Joseph FRAJMAN,

née Myriam Goutman.

survenue, le 16 décembre 1990, à Paris.

Les obsèques auront lieu le jeudi

20 décembre.

On se réunira à la porte principale

du cimetière parisien de Bagneux, à

14 heures.

L'inhumation aura lieu dans le

caveau de famille.

De la part

Du docteur Joseph Frajman,

son épouse,

De toute la famille

Et de ses nombreux amis.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

49, rue de Chabrol,

75010 Paris.

— M^{me} Robert Jarrige,

Ses enfants,

Sa famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert JARRIGE,

survenu le 12 décembre 1990.

Les obsèques seront célébrées le

19 décembre, à 14 h 30, en l'église de

Riom-ès-Montagnes (Cantal).

Une messe sera célébrée à sa

mémoire le 3 janvier 1991, à 9 h 30, en

la basilique Sainte-Clothilde, Paris-7.

— M^{me} Saint-Saturnin (Cantal), le

17 juillet 1926, Robert Jarrige, ingénieur

agronome (INA), était directeur de

recherche à l'Institut national de

la recherche agronomique, où il a réalisé

toute sa carrière depuis 1950.

Il fut l'un des fondateurs de la

recherche en production animale,

d'abord à Jouy-en-Josas (Yvelines) puis

au centre de Clermont-Ferrand-Thiers,

dont il fut le principal créateur en

1965. Il y a construit, animé et dirigé

ses travaux et de ceux de ses collègues,

dans les laboratoires et domaines expé-

rimentaux qu'il a peu à peu mis en

place, ont permis les progrès de l'éle-

vage et de l'alimentation des bovins,

ovins et chevaux. Les spécialistes de

la recherche agronomique ont tenu à

monter avec reconnaissance ses travaux

scientifiques et ses ouvrages sur l'al-

imentation des ruminants qui sont

maintenant largement utilisés par les

éleveurs.

Edmond SANKALÉ,

inspecteur général d'Etat en retraite,

membre honoraire

de l'Association internationale

des secrétaires généraux de Parlements,

commandeur

de l'Ordre national du Lion,

chevalier de la Légion d'honneur.

Les obsèques ont été célébrées à

Dakar, le 3 décembre.

BP 325, Dakar.

L'INRA, la profession agricole, les

éleveurs doivent beaucoup à l'intelli-

gence, à la rigueur, à l'efficacité de ce

chercheur hors pair qui avait conservé

les compétences et les qualités liées à

ses attaches paysannes auvergnates.

Il était chevalier de la Légion d'hon-

neur.

— M^{me} René Letourneur,

son épouse,

M. et M^{me} Abdellatif Filali,

M. Jean Letourneur,

sont enfants,

SAR la princesse Laila Maryem et

M. Fouad Filali,

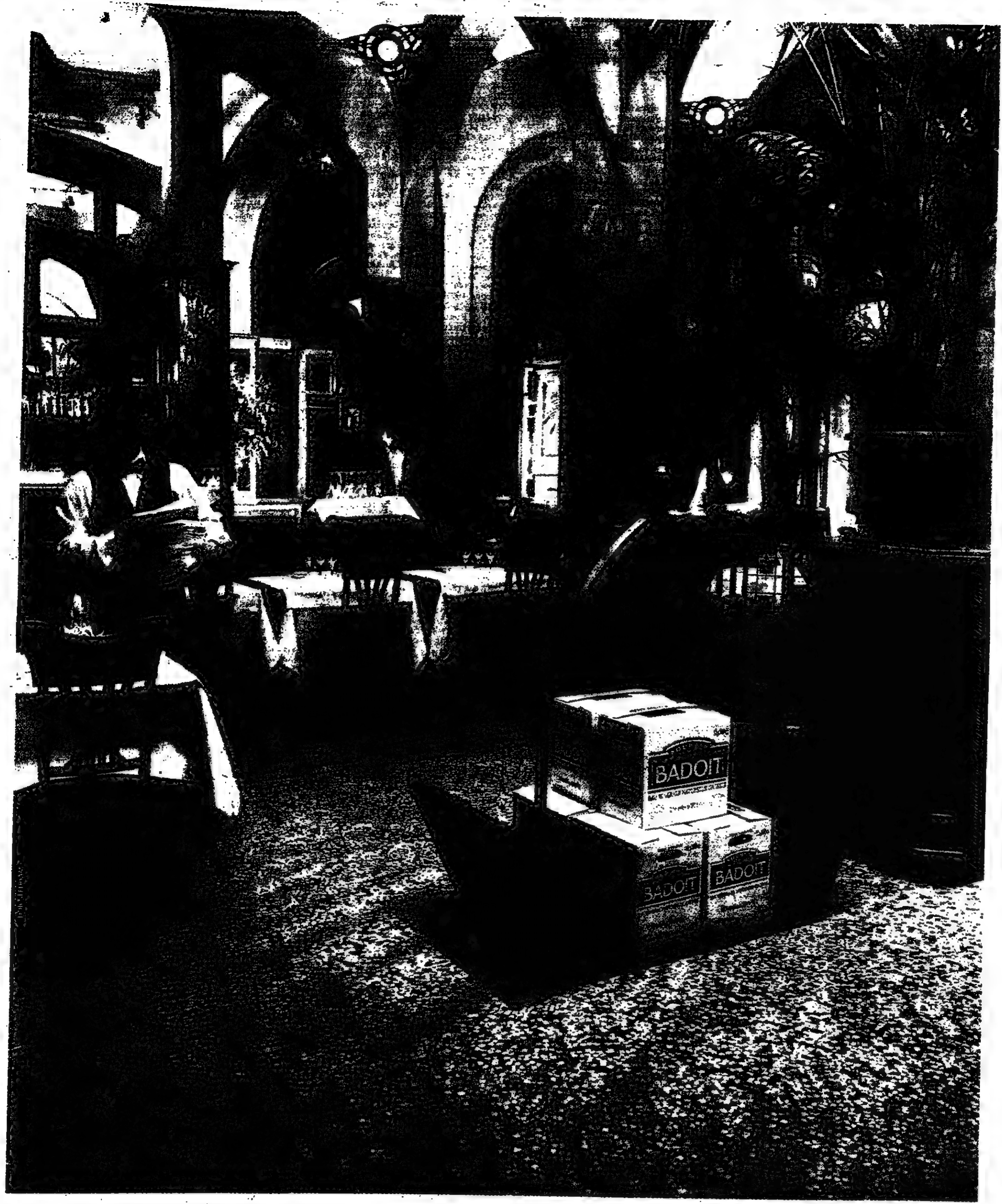
M^{me} Antonia Yasmine Filali,

Julien et Milena Letourneur,

sont petits-enfants,

Laila Soukaina et Moulay Idriss

Depuis toujours, la joie jaillit des profondeurs de la terre.



Après avoir traversé les terrains granitiques des Monts du Forez, la Badoit jaillit tout naturellement au cœur des meilleurs restaurants pour la plus grande joie des amoureux de la table. Quel plaisir de retrouver cette saveur unique et ces fines bulles, qui procurent à chaque fois la même et irrésistible sensation de bonne humeur.



L'INFINIE LÉGÈRETÉ DE L'EAU.

Je,
sais
ars
rés
la
le
ser-
des-
rie
sur-

son
e la
(le
un
ami-

ERG
age 8

PTA
2,50 s.

AGENDA

CINÉMAS

Programmes du mercredi 19 au mardi 25 décembre

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT

MARDI

Un regard sur le cinéma américain : les années 50 : les Racines du ciel (1958, v.o. s.t.), de John Huston, 16 h ; Florilège Chishu Ryu : la Prisonnière errante (1960, v.o. s.t. anglais), de Kinuyo Tanaka, 19 h ; Florilège Chishu Ryu : Mademoiselle Ogino (1962, v.o. s.t. anglais), de Kinuyo Tanaka, 21 h.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles

MARDI

Paris qui chante : le Temps des copains : Frank Alamo chante Sing' est la vie (1985) de Dady Davis-Boyer, Age tendre et tête de bois (1961) de Roger Kahane, Cherchez l'Idole (1963) de M. Boiron, 14 h 30 ; Opéra : Bande-annonce : la Vie parisienne, Marci Marci, Paulette Merval (1968) de Guy Saignes, la Valse de Paris (1949) de M. Achard, 16 h 30 ; Hollywood : Johnny Hollywood au Palais des Sports (1982) de Guy Job, Johnny Hollywood au Zénith poings courts (1985), 18 h 30 ; les Mardis du documentaire de la SCAM : Des hommes remarquables Max Pol Fouchet : le Voyageur à l'ancre (1977) de Claude Him, Pour l'histoire d'Arthur Rimbaud (1985) de Gérard Pignol, Cuba l'art et la révolution (1978) de Gérard Pignol, Lactures pour tous (1980) de Jean Prat, Discorama (1986), 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

LES AFFRANCHIS (*) (A., v.o.) : UGC Triomphe, 9 (45-74-95-00) ; v.f. : UGC Opéra, 9 (45-74-95-00). L'AIGLENNIE DE LA MORT (Jap., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00). ALBERTO EXPRESS (Fr.) : Cinoches, 6 (45-44-57-34).

LES ARMES DE L'ESPRIT (Fr.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77). ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Lucerna, 6 (45-44-57-34).

LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Can.) : Latine, 4 (42-78-47-88) ; Epée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Saint-Lambert, 15 (43-32-81-68).

BLANCHE-NEIGE ET LE CHATEAU HANTÉ (A., v.f.) : La Bony Zébra, 11 (43-57-51-55) ; Saint-Lambert, 15 (43-32-81-68).

BOUGE PAS, MEURS, RESSUSCITE (Sov., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.f.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82) ; Pathé Hautes-Seines, 6 (46-33-79-38) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).

LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Gaumont Opéra, 2 (42-32-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-82-82) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-00) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

CHERIE, J'AI RETRACÉ LES GOSSES (A., v.f.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Grand Pavlov, 15 (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15 (43-32-81-68).

LES CHEVALIERS DE LA TABLE RONDE (Fr.) : Panthéon, 6 (43-54-15-04).

CINÉMA PARADIS (Fr.-It., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Grand Pavlov, 15 (45-54-46-85).

58 MINUTES POUR VIVRE (A., v.o.) : Grand Pavlov, 15 (45-54-46-85) ; v.f. : George V, 8 (45-62-41-48).

LA CITÉ DES DOULEURS (Chin., v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Danter, 14 (43-21-41-01).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 9 (45-74-95-00).

DAMES GALANTES (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-48).

DANCING MACHINE (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 8 (43-59-82-82) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-00) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Pathé Hautes-Seines, 6 (46-33-79-38) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Pathé Hautes-Seines, 6 (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-59-19-08) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Fauvette, 13 (43-31-56-88) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wapler II, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82).

L'ENFANT MIROIR (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Utopia Champion, 6 (43-26-84-85).

EUROPA EUROPA (Fr.-All., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26).

42-28) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

EXTREMES LIMITES (A.) : La

Géode, 18 (46-42-13-13).

GHOST (A., v.o.) : Ciné Beaubourg,

3 (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6 (42-

25-10-30) ; UGC Normandie, 9 (45-63-

16-16) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-

20-40) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-

32-20) ; UGC Maffiot, 17 (40-68-

00-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ;

UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ;

Fauvette, 13 (43-31-56-88) ; Pathé Ci-

chy, 18 (45-22-45-01).

LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fr.) :

Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ;

Latine, 4 (42-78-47-88) ; Gaumont

Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Gau-

mont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Les

Montparnasse, 14 (43-27-84-50) ; Gau-

mont Convention, 15 (48-28-42-27).

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Elysées

Lincoln, 8 (43-59-36-14).

HALFAQUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Sept

Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Studio

28, 18 (46-06-36-07).

HENRY & JUNE (*) (Fr., v.o.) :

Cinoches, 6 (46-33-10-82).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE

L'ETRE (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-

10-82).

JEAN GAIMOT AVENTURIER (Fr.) :

UGC Normandie, 9 (45-63-16-16).

LES FILMS NOUVEAUX

GASPARD ET ROBINSON. Film

français de Tony Gellif. Gaumont

Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gau-

mont Opéra, 2 (47-42-60-33) ;

Pathé Hautes-Seines, 6 (46-33-

79-38) ; Publicis Champs-Élysées, 8

(47-20-75-23) ; 14 Juillet Bastille,

11 (45-74-95-00) ; UGC Gobelins,

13 (45-61-94-95) ; Gaumont Alé-

sia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar,

14 (43-20-89-52) ; Gaumont

Convention, 15 (48-28-42-27) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-45-01).

LACENAU. Film français de

Francis Girod. Rex, 2 (42-36-

83-93) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-

52-36) ; UGC Montparnasse, 6 (45-

74-94-94) ; UGC Odéon, 6 (42-25-

10-30) ; UGC Champs-Élysées, 8

(45-62-40-40) ; UGC Opéra, 9 (45-

74-95-00) ; Les Nation, 12 (43-43-

04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-

40-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-

61-94-95) ; Gaumont Parnasse, 14

(43-35-30-40) ; Mistral, 14 (45-39-

52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15

(45-75-79-79) ; UGC Convention,

15 (45-74-95-00) ; UGC Maffiot, 17

(40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18

(45-22-45-01).

MAMAN, J'AI RATÉ L'AVION.

Film américain de Chris Columbus,

v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-

57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-

59-83) ; Pathé Marignan-Concorde,

8 (43-59-82-82) ; 14 Juillet Beau-

grenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. :

Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ;

Rex, 2 (42-36-83-93) ; 14 Juillet

Odéon, 6 (43-25-59-83) ; UGC

Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ;

George V, 8 (45-62-41-48) ; Pathé

Marignan-Concorde, 8 (43-59-

82-82) ; Pathé Français, 9 (47-70-

33-88) ; Les Nation, 12 (43-43-

04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-

40-01-59) ; Fauvette, 13 (43-31-

56-88) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ;

Pathé Montparnasse, 14 (43-20-

12-06) ; Pathé Wapler II, 18 (45-

22-47-94).

MODIGLIANI. Film franco-italien

(43-31-56-88) ; Gaumont Alésia, 14

(43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-

89-52) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-

20-12-06) ; Gaumont Convention, 15

(48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-

22-45-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-

10-96).

PRINTEMPS PERDU (Fr., v.o.) : Les

Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

PROMOTION CANAPÉ (Fr.) : Forum

Orient Express, 1 (42-33-42-26) ;

George V, 8 (45-62-41-48) ; Pathé

Bocquigny, 6 (47-70-33-88) ; Fauvette,

13 (43-31-56-88) ; Les Montparnasse,

14 (43-27-84-50).

PUMP UP THE VOLUME (A., v.o.) :

Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ;

Gaumont Ambassade, 8 (43-59-

19-08) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-

Nous publions désormais le mardi les films qui seront

à l'affiche à Paris, à partir du mercredi.

Les commentaires concernant les films nouveaux ainsi

qu'une sélection commentée des exclusivités et des grandes

reprises figureront dans notre supplément « Arts et Spectacles »

du mercredi (date jeudi).

16-16) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-

01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-

84-85) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ;

UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-45-01) ; La

Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA PLAISANTERIE (tchèque, v.o.) :

Saint-André-des-Arts 11, 6 (43-26-

80-25).

PRÉSUMÉ INNOCENT (A., v.o.) :

UGC Triomphe, 9 (45-74-95-00).

PRETTY WOMAN (A., v.o.) : Forum

Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Gaumont

Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Pathé

Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Den-

ton, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-

Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Nor-

mandie, 15 (45-63-16-16) ; UGC Nor-

mandie, 15 (45-63-16-16) ; 14 Juillet

Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC

Maffiot, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : Rex,

2 (42-36-83-93) ; Saint-Lazare-Pas-

quier, 8 (43-59-82-82) ; Paramount

Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nation,

12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille,

12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13

(45-22-45-01).

LE PETIT CRIMINEL. Film fran-

çais de Jacques Dillain. Les Halles,

1 (40-26-12-12) ; Gau-

mont Opéra, 2 (47-42-60-33) ;

Pathé Hautes-Seines, 6 (46-33-

79-38) ; Publicis Champs-Élysées, 8

(47-20-75-23) ; 14 Juillet Bastille,

11 (45-74-95-00) ; UGC Gobelins,

13 (45-61-94-95) ; Gaumont Alé-

sia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar,

14 (43-20-89-52) ; Gaumont

Convention, 15 (48-28-42-27) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-45-01).

LE PETIT CRIMINEL. Film fran-

çais de Jacques Dillain. Les Halles,

1 (40-26-12-12) ; Gau-

mont Opéra, 2 (47-42-60-33) ;

Pathé Hautes-Seines, 6 (46-33-

79-38) ; Publicis Champs-Élysées, 8

(47-20-75-23) ; 14 Juillet Bastille,

11 (45-74-95-00) ; UGC Gobelins,

13 (45-61-94-95) ; Gaumont Alé-

sia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar,

14 (43-20-89-52) ; Gaumont

Convention, 15 (48-28-42-27) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-45-01).

UN ÉTÉ APRÈS L'AUTRE. Film

français d'Anne-Marie Etienne. Gau-

mont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Ciné

Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Publi-

cité Saint-Germain, 6 (42-22-

72-80) ; Publicis Champs-Élysées, 8

(47-20-75-23) ; Gaumont Alé-

sia, 14 (43-27-84-50) ; Sept Parnas-

siens, 14 (43-20-32-20).

(43-31-56-88) ; Gaumont Alésia, 14

(43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-

89-52) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-

20-12-06) ; Gaumont Convention, 15

(48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-

22-45-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-

10-96).

PRINTEMPS PERDU (Fr., v.o.) : Les

Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

PROMOTION CANAPÉ (Fr.) : Forum

Orient Express, 1 (42-33-42-26) ;

George V, 8 (45-62-41-48) ; Pathé

Bocquigny, 6 (47-70-33-88) ; Fauvette,

13 (43-31-56-88) ; Les Montparnasse,

14 (43-27-84-50).

PUMP UP THE VOLUME (A., v.o.) :

COMMUNICATION

La crise de l'audiovisuel public

Des « 7 d'or » sur fond de malaise

La sixième « Nuit des 7 d'or » n'a pas failli à la tradition. Plus encore que les années précédentes, la grande fête des professionnels de la télévision s'est muée, lundi 17 décembre sur TF 1, en nuit de l'aigreur et des règlements de compte.

Entre deux numéros des girls du Lido, les lauréats sont venus, les uns après les autres, dire devant leurs dirigeants, les ministres et les caméras, leur tristesse, leur inquiétude ou leur colère.

On a vu ainsi Frédéric Mitterrand, animateur d'*Etoile Palace*, émission supprimée par Antenne 2, déposer son trophée à terre « à la place où se trouve aujourd'hui la télévision publique ». On a vu Bruno Masure brandir une enveloppe destinée à recueillir « un peu d'argent pour le service public », saluer la grève de ses confrères de FR 3 et ironiser sur Antenne 2, « chaîne du travail temporaire » (la retransmission de la soirée était parrainée par une entreprise d'intérim).

Autopromotion de TF 1

On a entendu le long message du producteur Jacques Kirsner, mettant brutalement en cause la politique de M^{me} Catherine Tasca, et le plaidoyer du réalisateur Jacques Ertaud, soulignant la survie de la Société française de production et supplantant M. Jack Lang de prendre la tutelle directe de l'audiovisuel public était soigneusement retransmise par TF 1 et entrecoupée des messages d'autopromotion de la chaîne privée.

Hier encore, il était de bon ton dans les couloirs des ministères ou du Conseil supérieur de l'audiovisuel d'affirmer que l'opinion publique restait indifférente aux débats internes de l'audiovisuel et que ni les trois semaines de grève à FR 3, ni la suppression de quatre émissions sur Antenne 2 n'étaient de nature à l'ébranler.

Lundi soir, plus de huit millions de spectateurs ont constaté, trois heures durant, que la télé-

vision - et plus particulièrement les chaînes publiques - était malade. Malade au point que ses animateurs n'ont plus le goût de donner le change et de cacher leurs problèmes pour divertir le téléspectateur.

Les causes de la maladie crovaient l'écran tout au long de la soirée des « 7 d'or ». L'introduction commerciale face à un monopole public déjà asphyxié financièrement; un gouvernement en oppo-

sition constante avec les dirigeants des chaînes et l'autorité indépendante de régulation; une réglementation, durcie à chaque alternance politique, qui n'a plus aujourd'hui de cohérence économique; un financement à la fois, rigide et insuffisant des télévisions publiques.

Les dirigeants d'A 2 et de FR 3 ne sont certes pas sans reproches. Leurs erreurs et leurs imprudences pèsent lourdement dans les difficultés actuelles des deux

chaînes. Mais qui pourrait être sûr, placé dans les mêmes contradictions, de mieux faire? Le malaise de l'audiovisuel appelle d'autres initiatives qu'un règlement de comptes entre le gouvernement, le CSA et les responsables des chaînes publiques. Mais le premier ministre semble plus préoccupé aujourd'hui de faire taire les polémiques que de remettre à plat les contradictions du secteur.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

M. Rousselet justifie sa démission du conseil d'administration de Thomson

M. André Rousselet, PDG de Canal Plus, a démissionné, le 3 décembre, du conseil d'administration de Thomson, en expliquant ses raisons au seul ministre de l'industrie qui l'y avait nommé. Le groupe Thomson avait alors fait savoir que cette décision était accueillie sans étonnement, même si sa forme était jugée officieusement cavalière.

En l'absence de commentaires officiels, les tentatives d'explication n'ont pas manqué dans la presse: divergences sur la politique à mener en matière de télé-

sion améliorée et télévision haute définition; désaccord sur les modalités de l'entrée envisagée de Thomson dans la filiale industrielle de Canal Plus, Tonna Electronique, qui connaît quelques difficultés; irritation de Thomson face au choix par Canal Plus, pour l'équipement de son nouveau siège et de ses studios, d'un matériel Sony.

Cette dernière accusation a fait réagir M. Rousselet. Sans nier cet achat, le président de Canal Plus « donne acte qu'il a plusieurs reprises et avant même que je figure à son conseil, Canal Plus s'était heurtée à de sérieuses difficultés dans ses relations professionnelles avec Thomson ».

Il poursuit: « La succession d'occasions perdues révèle une divergence fondamentale entre nous sur la manière de préparer l'avenir. Administrateur d'une société dans laquelle notre pays a placé tant d'espoirs, je ne souhaitais pas cautionner plus avant une politique industrielle que je réprovoque, moins dans ses objectifs que dans ses méthodes. »

Pour M. Rousselet, toutes ces raisons figurent dans une lettre de démission circonstanciée remise à M. Fauroux: « Il n'appartient qu'à lui d'en divulguer la teneur et je l'y autorise bien volontiers. »

Entre Thomson, principal industriel de la télévision en France, et Canal Plus, la plus riche des chaînes et la plus impliquée dans les nouvelles technologies que sont satellites, D2-MAC, décodeurs, les terrains de discorde possible ne manquent pas. Le départ de M. Rousselet met sur la place publique les polémiques entre les deux pôles, l'un contrôlant les matériels, l'autre les programmes, nécessaires à l'avènement de ces technologies.

Les Japonais n'ont pas ces querelles: Sony et Matsushita ont tout simplement racheté les studios hollywoodiens pour alimenter en programmes leurs matériels.

P.-A. G.

Après trois semaines de grève

Le conflit s'enlise à FR 3

Trois semaines de grève et toujours pas de solution en vue à FR 3. Le mouvement de grève des journalistes, dont on avait cru l'issue proche à la veille du week-end, s'est à nouveau durci lundi 17 décembre. La direction, qui avait repoussé à 19 heures la reprise des discussions pour revoir avec le ministère de tutelle ses dernières propositions sur les salaires et la place de l'information dans la chaîne (le Monde du 18 décembre), a essuyé un refus très net des organisations syndicales.

Majoritaire en région, le Syndicat national des journalistes (autonome) a quitté la table des négociations, dénonçant une direction « murée dans ses certitudes » et accusée de « faire de la résistance ». « Nous allons élaborer nos propres propositions et changer d'interlocuteur, explique le secrétaire général SNJ de FR 3, M. Christian Meyze. Nous voulons désormais négocier directement avec la tutelle et refusons par avance toute nomination d'un médiateur. »

Restés en réunion, les syndicats de journalistes CFDT, FO et CGT ont également rejeté les propositions de la directrice générale de la chaîne, M^{me} Dominique Alduy.

Celle-ci a alors choisi l'ultimatum et « demandé aux organisations syndicales de se déterminer mardi avant 19 heures ». Passé ce délai, FR 3 prendra « les mesures unilatérales qu'elle estimera adaptées à la situation ». Sans plus de précision, la chaîne tente ainsi de garder une ultime marge de manœuvre alors que ses relations quotidiennes avec la « tutelle » demeurent tendues malgré l'amélioration récente des rapports de M^{me} Alduy avec M^{me} Catherine Tasca, ministre délégué à la communication.

Dans un communiqué commun, les trois syndicats CFDT, CGT et FO ont rejeté, dans la nuit, l'« oukase » de la direction, mais se sont déclarés « prêts à négocier point par point, à toute heure du jour ou de la nuit si nécessaire », relevant après coup « des avancées significatives en forme de résorption des disparités salariales » entre journalistes parisiens et de régions. Mais avec une « base » toujours aussi déterminée au vingt et unième jour de grève, des syndicats désormais ouvertement divisés sur la stratégie à suivre et une chaîne coincée par la tutelle, le conflit devient incontrôlable.

Le palmarès

- Outre trois 7 d'or d'honneur attribués à Jean-Christophe Averty, Dan Rather et Pierre Tchermia, vingt-quatre 7 d'or sont venus récompenser les meilleurs artistes de la télévision française dans différentes catégories:
 - comédien: Roger Hanin dans « Navarro » (TF 1);
 - spot publicitaire: la marque Erani pour « Cendrillon »;
 - réflecteur: « La place du silence » (Canal+) (TF 1) de Jacques Ertaud (également meilleur réalisateur de fiction);
 - reporter sportif: Gérard Holtz (A 2);
 - magazine culturel: « Thalassa » de Georges Pernoud; (FR 3)
 - musique écrite pour le petit écran: Michel Portal pour « Ivan Ivanovitch Kossiakoff » (« l'ami Giono ») (A 2);
 - photo: Michel Carré pour « Les grandes familles » (A 2);
 - son: Michel Aringoli pour « Champs Elysées » (A 2);
 - décor: Michel Milécamps pour la dernière d'« Apostrophes » (A 2);
 - montage: Paul Zerbitz pour « La télé des inconnus » (A 2);
 - feuilleton ou série: « Condor- cast » (TF 1) de Michel Soutter;
 - réalisateur de direct: Maurice Dugowson pour « La marche du siècle » (FR 3);
 - magazine d'actualité: « Envoyé spécial » de Paul Nahon et Bernard Benyamini (A 2);
 - présentateur de journal télévisé: Bruno Masure pour ses prestations sur TF 1;
 - émission pour les enfants: Babar (Canal+);
 - émission de variétés ou de divertissement: « Carte blanche à Frédéric Mitterrand » (A 2);
 - émission spéciale: « Génération sida » (FR 3) de Jean-Marie Cavada;
 - grand reportage: « J'ai douze ans et je fais la guerre » de Gilles de Maistre (Canal+);
 - animateur de débat: Anne Sinclair pour 7/7 (TF 1);
 - documentaire: « De Nuremberg à Nuremberg » de Frédéric Rossif et Philippe Meyer (A 2);
 - auteur ou adaptateur de fiction: Jacques Fansten pour « La fracture du myocarde » (Canal+);
 - comédienne: Delphine Seyrig (décédée) dans « Une saison de feuilles » (A 2);
 - animateur de variétés: Patrick Sébastien pour « Sébastien, c'est fou » (TF 1).

EXCLUSIF

RÉFORME DES LYCÉES : la synthèse officielle des propositions du Conseil national des programmes

Nouvelles filières, nouveaux horaires, nouvelles méthodes de travail et changements au bac... Le CNP propose un remodelage en profondeur du lycée. Le Monde de l'éducation publie en exclusivité la synthèse officielle de ce rapport très attendu. Un document indispensable pour les parents, les élèves et les enseignants.

ENQUETE : LES NOUVEAUX DROITS DES JEUNES

Comment garantir aux jeunes citoyens le respect de leurs nouveaux droits: liberté d'opinion, liberté d'expression et d'information, liberté de réunion et d'association? Le Monde de l'éducation ouvre le débat.

LYCÉES : LECTURE D'UNE CRISE

Le Monde de l'éducation analyse les raisons de la contestation lycéenne, évoque le retour du militantisme et explique le rôle des délégués d'élèves. Avec, en exclusivité, la carte de France des manifestations.

LIVRES, ENCYCLOPÉDIES,

DISQUES : UNE SÉLECTION POUR NOËL

Huit pages d'idées de cadeaux pour les enfants à l'occasion des fêtes de fin d'année.

NUMÉRO DE DÉCEMBRE - 20 F

Le Monde

19 DÉCEMBRE 1990

S'exprimer, s'organiser

les nouveaux droits des jeunes

Lycées : lecture d'une crise • la carte des lieux chauds; plongée dans un établissement de des délégués élèves en formation; portrait d'une générat

CAR Les tray

مكتبة الأمل

BILLET

Le petit Noël des Leclerc

Les Leclerc, père et fils, ont de quoi se réjouir : pour leur petit Noël, la Cour de cassation et le gouvernement leur donnent un peu d'espoir dans la lutte qu'ils mènent pour que la grande distribution — et d'abord les Centres Leclerc — puisse vendre de tout.

La première en cassant le jugement de la cour d'appel de Versailles, donnant raison aux parfums Chanel, qui estimaient que la vente de leurs produits dans le Leclerc de Boulogne était un acte de « concurrence déloyale ». Tout n'est pas gagné cependant, puisque la cour d'appel de Rouen devra refaire la copie de celle de Versailles, sans qu'on puisse savoir de quel côté penchera la balance.

Trouvera-t-elle des éléments supplémentaires susceptibles de justifier la distribution sélective, qui réserve la vente de certains produits de luxe à un réseau de commerçants agréés ? Le second en préparant un projet de loi qui limiterait « la conception trop extensive de la notion de médicament » et permettrait aux grandes surfaces de vendre de l'eau oxygénée, des pansements, des tests de grossesse, etc. que la cour d'appel de Paris a récemment estimés être des médicaments dont la vente est réservée aux pharmaciens.

Le problème n'est pas tout à fait le même dans les deux cas. La parapharmacie n'est pas du tout traitée de la même façon chez nos voisins européens, et le gouvernement a le souci de ne pas pénaliser les industriels français qui fabriquent ces produits, lors de l'ouverture du grand marché européen. En revanche, on peut se demander si la vente exclusive des produits de luxe dans des magasins sélectionnés ne fait pas partie intégrante de la marque, tout comme le prix et leur rareté sur le marché. Des têtes de gondoles pleines de grands parfums, vendus à prix cassés, leur gardent-elles leur image flatteuse ?

Quant aux bijoux... Les grandes surfaces ont certes ouvert des rayons qui vendent des bijoux d'or, mais diamants, émeraudes, saphirs et rubis n'y sont présents qu'à l'état de trace. Et l'on voit mal Edouard et Michel-Edouard Leclerc tenter de démocratiser les produits de Cartier, Boucheron et autres Van Cleef.

J. D.

9 000 kilomètres à grande vitesse en l'an 2010

Les Douze adoptent le schéma directeur européen des TGV

La Communauté entend se doter dans les vingt ans à venir d'un réseau cohérent et complet de trains à grande vitesse (TGV). Telle est la signification de l'accord politique conclu lundi 17 décembre par ses ministres des transports.

BRUXELLES
(Communautés européennes)

de notre correspondant

Les Douze ont approuvé le schéma directeur du réseau de TGV proposé par la Commission européenne et mis au point par un groupe d'experts de haut niveau. Il comprendra 9 000 km de lignes nouvelles, 15 000 km de lignes existantes aménagées pour la grande vitesse et 12 000 km de lignes de maillage entre les lignes principales.

Conformément aux recommandations de M. Karel Van Miert, le commissaire chargé de la politique des transports, les ministres ont décidé de porter une attention prioritaire à la réalisation de quinze maillons-clés, le plus sou-

vent situés dans des régions frontalières, qui sont nécessaires pour assurer la cohérence et donc le bon fonctionnement de ce réseau conçu à l'échelle de la CEE. Cinq d'entre eux concernent directement la France : interconnexions à proximité de Strasbourg et de Sarrebruck, Rhin-Rhône, Lyon-Turin, Madrid-Barcelone-Périgueux, Victoria-Dax. Le caractère prioritaire de ces interconnexions frontalières devrait faciliter en cas de besoin l'octroi de concours financiers de la Communauté.

Indemniser les victimes de la sur-réservation

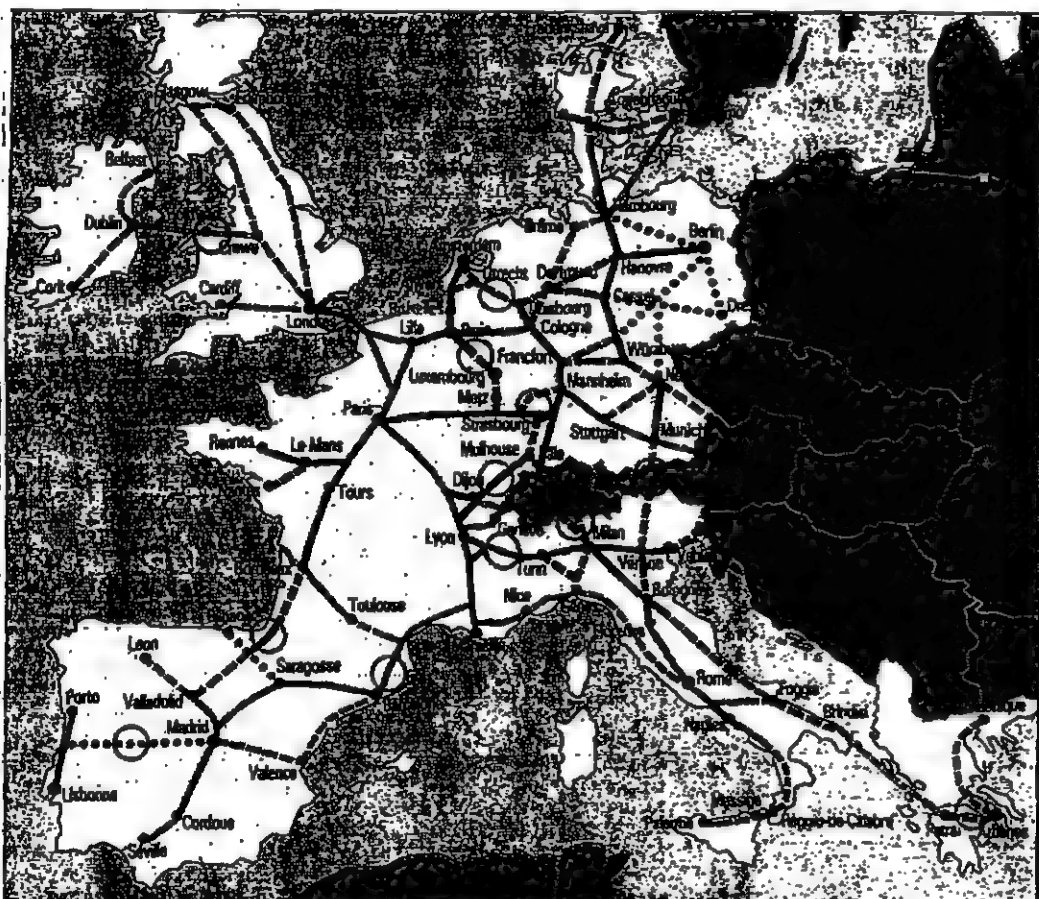
Sur le plan industriel (matériel roulant, signalisation, haut équipement électronique), les constructeurs communautaires s'efforcent avec plus ou moins de zèle de rendre leur production compatible afin que les rames portant les couleurs des différents compagnies de chemins de fer puissent circuler sans problème sur l'ensemble du réseau. Les Douze consacrent également l'espoir que la STEP (Speed Transport European Product) constituera bientôt un produit

industriel commun bien placé sur les marchés d'exportation.

D'autre part, les Douze ont décidé que les voyageurs victimes de la sur-réservation (over booking) trop fréquente pratiquée par les compagnies aériennes seront désormais indemnisés. C'est ce que prévoit un règlement adopté lundi par les ministres des transports. Les passagers détenteurs d'un billet en règle et refusés à l'embarquement lors d'un vol de moins de 3 500 km recevront de la compagnie une indemnité de 150 écus (1 050 francs) ; si le parcours dépasse 3 500 km, l'indemnité atteindra 300 écus (soit 2 100 francs).

Toutefois cette prime de consolation sera réduite de moitié si la compagnie est en mesure de proposer un vol de substitution décollant moins de deux heures plus tard que l'heure prévue sur le billet pour les parcours inférieurs à 3 500 km et moins de quatre heures pour ceux supérieurs à 3 500 km. Les pénalités ainsi imposées aux compagnies traitant avec dédain leurs clients seront limitées pour l'instant aux vols réguliers.

PHILIPPE LEMAÎTRE



Le durcissement de la centrale de M. Marc Blondel

Force ouvrière est tiraillée entre des traditions contradictoires

La radicalisation de Force ouvrière, sur l'initiative de M. Marc Blondel, secrétaire général depuis 1989, provoque des réactions à l'intérieur de la centrale. Certains s'inquiètent d'un rapprochement « contre nature » avec la CGT.

S'il est une valeur à laquelle est attachée Force ouvrière, c'est bien le respect des traditions des multiples composantes du syndicat. Aujourd'hui, celles-ci éprouvent pourtant des difficultés à cohabiter.

Depuis la scission avec la CGT, en 1947, FO repose sur les deux piliers que sont la priorité à la négociation conventionnelle et l'indépendance syndicale, autrement dit la volonté de faire pièce « aux communistes ». C'est précisément parce qu'il considère que le gouvernement refuse de négocier que M. Blondel a opté dès 1989 en faveur d'une plus grande combativité de sa confédération, au risque de la placer dans le sillage de la CGT. Or, certains militants et responsables invoquent à leur tour les racines de FO pour dénoncer une dérive dangereuse qui pourrait conduire à une « étreinte mortelle ».

Successeur en février 1989 de M. André Bergeron, M. Blondel a

imprimé à la confédération de l'avenue du Maine un style fort différent, en misant davantage sur le « syndicalisme de contestation » et le ton nouveau qu'il a adopté convient incontestablement à une bonne partie de la base. Certains n'en commencent pas moins à se demander jusqu'où peut conduire cette radicalisation.

L'hommage de M. Krasucki

Quoi qu'en dise M. Blondel, force est de constater que la traditionnelle antinomie entre FO et la CGT apparaît ces temps-ci beaucoup moins nette. Le 7 novembre 1989, les fonctionnaires des deux organisations ont défilé simultanément sur le même parcours. Le 30 novembre dernier, celles-ci ont lancé en parallèle un appel à la grève dans la fonction publique après avoir appelé le 14 novembre, en compagnie de la CFE-CGC, à des arrêts de travail nationaux contre la contribution sociale généralisée.

Des protestations qui n'ont pas, c'est le moins que l'on puisse dire, rencontré un succès massif. En février dernier, FO et CGT ont été les seules à ne pas ratifier l'accord sur la modernisation de la grille indiciaire de la fonction publique. Deux mois plus tard, elles se retrouvaient pour s'opposer au

texte interprofessionnel sur le travail précaire (la CGT exprimant un refus explicite, FO ne donnant aucune réponse).

De plus, quelques-unes des déclarations de M. Blondel ont un parfum de « syndicalisme de lutte des classes » cher à son homologue de la CGT. Ainsi, en septembre, lors de la fête annuelle de FO, il s'en est pris au gouvernement, qui « fait financer le budget par le monde du travail (...), n'a aucune volonté de créer des emplois mais veut abaisser le coût du travail (...) et, demain, réduire les prestations sociales ». Flatté, M. Henri Krasucki enregistre « avec une certaine satisfaction que les positions de Force ouvrière ont connu des évolutions qui permettent des convergences » avec la CGT.

Pour M. Michel Hac, leader de la fédération FO de la métallurgie, la coupe est pleine. « Si cette folle aventure devait se poursuivre, nul doute que nous arriverions à une rupture », a-t-il écrit début décembre à M. Blondel (Le Monde du 5 décembre). « L'équipe confédérale avait tout intérêt à prendre en considération certaines objections », prévient de son côté le dirigeant d'une importante union départementale de province.

Seul lui, « la tradition de FO conduit à privilégier la politique conventionnelle et non à se focaliser sur les seuls aspects négatifs des

choses. Notre vocation n'est pas d'être uniquement contestataires ». La radicalisation du discours confédéral apparaît également en contradiction avec la pratique syndicale des militants sur le terrain, qui, elle, reste modérée.

L'influence trotskiste

On reproche aussi à M. Blondel une certaine complaisance à l'égard de l'extrême gauche — dont les militants sont les mieux formés et les plus actifs en 1989 — qu'il soutient, contre son challenger malheureux, M. Claude Pitois.

Le phénomène trotskiste « est limité, mais il a cessé d'être marginal. Son influence va bien au-delà de sa représentativité réelle », assure M. Pierre Gendreau, leader d'un syndicat FO des banques, qui se définit lui-même comme « blondiste » et souhaite que le secrétaire général « rectifie ce qui doit l'être ». Récemment écarté de la direction de la Fédération des employés et cadres (FEC), M. Gendreau souligne par exemple que l'accord signé il y a peu de temps par la Société générale par FO sur l'interdiction d'augmenter les salaires n'a été conclu si l'on s'en tenait strictement à la résolution adoptée, avec l'appui des trotskistes, lors du dernier congrès de la FEC.

Abandonnant son projet de fusion avec la Midland

La Hongkong Bank transfère une partie de ses actifs à Londres

La Hongkong and Shanghai Bank, la première banque de Hongkong, a annoncé lundi 17 décembre qu'elle abandonnait son projet de fusion avec l'établissement britannique, la Midland Bank, et qu'elle transférerait une grande partie de ses actifs à une société britannique créée pour l'occasion.

Les difficultés rencontrées par la Midland et la Hongkong and Shanghai Bank, mais aussi l'incertitude politique qui pèse sur l'avenir de Hongkong, ont mis à mal les comptes de la Midland. De son côté, la Hongkong Bank a eu à souffrir des pertes enregistrées par sa filiale américaine et de la conjonction difficile que connaît James Capel, son courtier britannique, sur le marché londonien.

Mariage « inopportun »

C'est aussi la fin d'un projet qui aurait marqué l'histoire financière en créant l'un des premiers groupes bancaires du monde. L'accord de coopération passé il y a trois ans entre la Midland et la Hongkong Bank, qui s'était accompagné d'une prise de participation de 14,9 % de la seconde dans la première, ne sera pas renouvelé le 22 décembre prochain. Pourtant, à l'époque, le projet de rapprochement avait été favorablement accueilli : complémentarité géographique des deux partenaires (la Midland en Europe, la Hongkong en Asie et aux États-Unis), soutien

financier que la banque asiatique aurait apporté au fragile établissement britannique, internationalisation de l'activité de la Hongkong Bank, trop dépendante de ses attaches dans la colonie.

Si une réelle coopération s'est établie entre les deux partenaires, les problèmes financiers rencontrés depuis 1987 ont rendu aujourd'hui « inopportun » leur mariage. Les difficultés croissantes du métier de banquier, avec la montée de la concurrence, le poids de ses créances sur les pays en développement et de ses débours sur les marchés financiers, ont mis à mal les comptes de la Midland. De son côté, la Hongkong Bank a eu à souffrir des pertes enregistrées par sa filiale américaine et de la conjonction difficile que connaît James Capel, son courtier britannique, sur le marché londonien.

L'échec de leur fusion laisse donc les deux partenaires à la recherche de nouvelles solutions pour consolider leur avenir. La banque asiatique a donc choisi de créer un holding britannique, pour l'heure encore basé à Hongkong, qui rassemblera la plupart de ses actifs (filiales américaines et canadiennes, James Capel...) et qui lui donne une grande souplesse pour rapatrier ultérieurement la direction et le contrôle de ses affaires à Londres.

Quant à la Midland, son sort est désormais peu enviable. Perdant un allié fort qui l'aurait aidé dans ses difficultés financières, elle doit également redéfinir sa stratégie et partir, sans doute, à la recherche d'un nouveau partenaire.

C. B.

Des projets pour l'assurance automobile

M. Bérégovoy veut accélérer la réforme du bonus-malus

« Le régime du bonus-malus doit être réformé », a déclaré M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, à l'occasion du dîner d'adieu à M. Jacques Lallemand, président de la Fédération française des sociétés d'assurance.

Ce régime, qui consiste à attribuer aux automobilistes des réductions ou des augmentations de primes à due proportion des accidents qu'ils causent ou des dommages subis par leurs véhicules, a été imposé réglementairement aux compagnies d'assurances en 1976.

Ces derniers mois, un débat s'est instauré entre les organismes d'assurance et les assurés sur sa réforme éventuelle, notamment sur l'abolition des pénalités infligées en cas de dégâts aux véhicules en stationnement ou lorsque ces véhi-

cules heurtent des obstacles quelconques sans dommages à tiers, lorsque les clients sont assurés tous risques. Déjà, certaines mutuelles, comme la MATMUT, ont supprimé ou atténué ces pénalités.

Le ministre a recommandé que le débat sur cette réforme soit accéléré, en ajoutant : « Prenez votre temps mais ne tardez pas trop avant que je ne franchisse ». En fait, le vrai débat est celui qui oppose les mutuelles, partisans d'une réforme, et les compagnies traditionnelles qui n'y tiennent pas trop. En outre, il y a déjà un certain temps que des voix s'élevaient pour protester contre l'automatisme brutale de l'application du malus, qui s'exerce sans tenir compte de la gravité des accidents.

F. R.

revendique la paternité des récentes négociations sur la grille de la fonction publique et sur l'évolution des bas salaires : « Qui peut dire que je ne suis pas un défenseur de la politique conventionnelle ? Le problème, c'est que le gouvernement bloque tout mécanisme de négociation ».

Au-delà de ces controverses, les tensions qui traversent Force ouvrière révèlent aussi les difficultés qu'éprouve le syndicalisme français à concilier recherche du compromis et volonté de transformation sociale. A cet égard, Force ouvrière paie sans doute le rattrapage des succès obtenus ces vingt dernières années sous la conduite de M. André Bergeron. « Il a personnellement FO et nous a permis de décoller », insiste M. Gendreau. Nous n'avons rien occulté, mais, sur la fin, les débats ont peut-être été insuffisants. En outre, le dernier congrès a été dominé par le problème de la succession au détriment des textes d'orientation ».

Opposant déclaré, M. Jacques Mairé, responsable de l'union départementale FO de Paris, considère qu'il est temps de préparer une solution de rechange. D'autres le suivront-ils ? Situé à mi-chemin entre deux congrès, le prochain comité confédéral national des 17 et 18 janvier permettra peut-être de clarifier la situation.

JEAN-MICHEL NORMAND

ac,
jas
ars
rés
à la
r le
ver-
des-
rie
sur-

son
e la
le
un
mi-

ERG

age 8

PTA
2.50 \$

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Les mésaventures des chantiers navals de La Ciotat

Lexmar-France en redressement judiciaire

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Par un jugement rendu lundi 17 décembre, le tribunal de commerce de Marseille a décidé de mettre en redressement judiciaire la société Lexmar-France, candidate à la reprise des chantiers navals de La Ciotat, qui s'était déclarée en cessation de paiement le 6 décembre.

Le tribunal l'a placée en période d'observation jusqu'au 4 février 1991, date à laquelle il statuera sur un nouveau délai ou la mise en liquidation judiciaire. Dans ses attendus, il a tenu compte de l'existence d'une commande théorique de quatre tankers et observé que l'entreprise n'était plus à même d'occasionner un passif d'exploitation en l'absence de toute activité industrielle.

Il a également pris acte des déclarations du PDG de Lexmar-France, M. Benoît Barthélemy, concernant l'engagement de nouveaux investissements pour la reprise des chantiers et du fait que « le seul obstacle semble porter sur

la négociation de l'outillage. Il doit être clair, dès à présent, pour toutes les parties en présence, a-t-il cependant précisé, qu'aucun renouvellement de la période d'observation ne pourra intervenir sans une consolidation certaine et précise de la situation financière et industrielle de la SA Lexmar France ».

Après la mise en liquidation des ex-chantiers de la Normed, l'outillage des chantiers (grues lourdes et portiques) avait été acquis, en 1989, pour 10 millions de F, par Unifal, filiale de la banque Worms qui était mandatée par l'Etat. Le conseil général des Bouches-du-Rhône en a demandé, officiellement, la rétrocession au prix payé à la barre du tribunal de commerce de Paris.

M. Joseph Rodriguez, secrétaire général de la CGT des chantiers a estimé que le jugement « était le moins mauvais possible, même s'il ne change rien à la situation de fond. Il laisse un peu de temps, a-t-il dit, pour régler la question de l'outillage et permettre à la Lexmar de trouver des partenaires industriels ».

GUY PORTE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SODEXHO RESTAURATION ET SERVICES

1) Le conseil d'administration présidé par Pierre BELLON a arrêté les comptes de l'exercice 1989-1990 clos le 31 août 1990.

• Le chiffre d'affaires consolidé hors taxes s'est élevé à 7 697 000 000 F contre 8 067 000 000 F en 1988-1989.

Aux taux de change constants, sa croissance aurait été de 4 %. Il se répartit de la façon suivante :

40 % en France, 26 % en Amérique du Nord, 22 % en Europe et 12 % dans le reste du monde.

• SODEXHO gère 3 610 bases-vie, restaurants d'entreprise, restaurants scolaires, établissements de santé et exploitations diverses.

• Les effectifs s'élèvent à 35 732 personnes.

• Le résultat net consolidé part du groupe s'élève à 151 448 000 F, soit une croissance de 17,5 % par rapport à l'exercice précédent.

2) Le conseil a donné mandat à son président pour finaliser l'accord avec le groupe WAGONS-LITS.

3) Le nombre d'actions à rembourser suite aux dernières augmentations de capital s'est accru de 23 %.

En conséquence, le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire du 26 février 1991 la distribution aux actionnaires d'une somme de 59 616 752 F, ce qui représente une progression de 33 % par rapport à l'exercice précédent.

Le dividende par action passe de 12 F à 13 F net, soit une augmentation de plus de 8 %.

4) Les perspectives de l'exercice en cours sont favorables.

INFORMATIONS FINANCIÈRES SODEXHO SUR MINITEL : 3616 - CLIFF.

Les groupes Barrière et Accor reprennent le casino de Menton

NICE

de notre correspondant régional

Associés, les groupes Barrière et Accor viennent d'obtenir du ministère de l'Intérieur l'autorisation d'exploiter le casino du Soleil à Menton (Alpes-Maritimes), fermé par décision administrative le 30 avril 1989.

Cette décision met un terme à un long imbroglio juridique après la mise en liquidation de la précédente société d'exploitation et l'inculpation pour escroquerie de son PDG, M. Romano Fredoz.

La municipalité de Menton avait choisi pour lui succéder un groupe

ainsi que ceux de Deauville, Trouville et Enghien) associés à 50/50, choisis de préférence à la société Sofextour.

S'estimant lésée, celle-ci avait engagé une action en justice et avait obtenu un jugement en sa faveur du tribunal de commerce de Nice, le 30 octobre. Le ministère de l'Intérieur a tranché en faveur du groupe Barrière-Accor. Ce nouveau concessionnaire a été autorisé à exploiter les jeux, mais sans machines à sous, pour deux ans « à titre d'essai ».

Après d'importants travaux, le casino du Soleil devrait rouvrir ses portes au printemps prochain.

G. P.

Deux sociétés s'unissent pour former le sixième groupe français de nettoyage

Les groupes DOSIM et PRODEF se sont regroupés pour former le sixième groupe français de nettoyage, avec 4 000 salariés et un chiffre d'affaires de 400 millions de francs. Ils vont réunir leurs différentes filiales dans une

société « opérationnelle » commune SIN & STES, sous une holding commune, PROSIM, dont PRODEF détient 51 %, DOSIM 49 %, mais M. Yves Cambay, patron de DOSIM, deviendra président du directeur.

Groupe diversifié, avec des filiales de produits d'entretien et de teinturerie, de fabrication d'objets publicitaires, PRODEF réalise un chiffre d'affaires de 150 millions de francs dans le nettoyage par sa filiale STES, 1 500 salariés.

Présent seulement dans le nettoyage, DOSIM, 2 600 salariés, a réalisé un chiffre d'affaires de 250 millions de francs (sans compter ses deux filiales en Suisse et au Luxembourg).

CEE

Les droits d'accises dans la Communauté

Les Douze approuvent le régime fiscal des « entrepôts interconnectés »

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

A compter du 1^{er} janvier 1993, les produits soumis à accises – les vins et alcools, les carburants, les tabacs – échangés entre des opérateurs agréés, circuleront à l'intérieur de la Communauté d'entrepôt en entropôt, en suspension de droits et sans subir de contrôle aux frontières.

Les accises seront acquittées au moment de la mise en vente au détail, au moment du paiement de consommation et au taux en vigueur dans ce pays. Le régime approuvé lundi 17 décembre par les ministres des finances des Douze, dit des entrepôts « interconnectés » concerne donc les entreprises.

Dans le cas des particuliers qui se déplacent dans la Communauté, il est déjà acquis depuis un an qu'à partir du 1^{er} janvier 1993, ils pourront acheter les produits qu'ils désirent toutes taxes comprises (TVA et droits d'accises) dans n'importe quel des Etats membres et rapporter librement ces marchandises dans leur pays de résidence pour leur consommation personnelle.

Dans l'intervalle, c'est-à-dire à par-

PHILIPPE LEMAITRE

TRANSPORTS

Fokker adopte un sévère plan de réduction de ses coûts

AMSTERDAM

de notre correspondant

Après Philips, Nedlloyd, KLM, DAF et Volvo Car Nederland, le constructeur aéronautique Fokker vient allonger la liste des grandes entreprises néerlandaises entrées dans une zone de turbulences. Il a annoncé, le 11 décembre, un plan de réduction de ses coûts de production pour un montant de 200 millions de florins (600 millions de francs) en 1991.

Fokker entend ainsi amortir la chute continue du dollar qui, à son niveau actuel de 1,66 florin contre un peu plus de 2 florins il y a un an, entraîne un manque à gagner de 200 millions de florins (600 millions de francs). Le prix des avions est libellé en dollars, alors que Fokker paye en florins les deux tiers de ses coûts.

CHRISTIAN CHARTIER

SOCIAL

■ Métallurgie parisienne : FO et CFE – CGC signent l'accord salarial. – Le Groupe des industries métallurgiques de la région parisienne (GIM) ainsi que les syndicats FO et CFE-CGC ont signé un accord qui revalorise de 3,9 % les taux garantis annuels en 1991. Les premiers échelons de la classification bénéficieront d'un relèvement plus important, indique le GIM qui précise que les salaires minimaux hiérarchiques, à partir desquels est calculée la prime d'ancienneté, sont majorés de 1,9 %.

■ Carl Zeiss Iéna (optique) veut supprimer 17 500 emplois. – La direction de la société Jenoptik Carl Zeiss Iéna GmbH, bénéficiaire de l'important combinat d'Etat est-allemand d'optique industrielle, a présenté mardi 18 décembre un plan de suppression de 17 500 postes, soit près de deux tiers des emplois. Le directeur de l'entreprise, M. Klaus-Dieter Gattner, a estimé devant une assemblée du personnel réunie à Iéna (sud de l'ex-RDA) que la situation, « critique mais pas désespérée », de la société exigeait un tel plan de restructuration. Il a promis un plan social d'accompagnement.

Carl Zeiss Iéna n'a qu'un carnet de commandes de 100 millions de DM (340 millions de francs environ) pour 1991, a-t-il expliqué. Selon M. Gattner, aucun contrat n'a été signé pour l'année à venir avec l'Union soviétique, principal client de l'ancien combinat.

LA CARTE DANS TOUS SES ETATS - LA CARTE DANS TOUS SES ETATS -

Les applications de la carte dans les secteurs de la vie économique et sociale (banque, santé, sécurité, éducation, carte-ville, loisirs, transport...)

Editeur : Analyses & Synthèses, 14, av. de Corbère, Paris-12. Tél. : 46-28-82-10

Accord contre le blanchiment de l'argent de la drogue

Les ministres des finances des douze pays de la CEE se sont mis d'accord, lundi 17 décembre à Bruxelles, sur des règles strictes pour empêcher les trafiquants de drogue de « blanchir » leurs gains dans les banques du Marché commun, a annoncé le vice-président de la Commission européenne, M. Leon Brittan.

Le projet de directive, qui devrait être entériné dans les six mois, obligera les banques à déclarer les autorités nationales sur toute transaction suspecte, a expliqué un porte-parole de la Commission européenne. Les banques seront également tenues de vérifier l'identité d'un client occasionnel qui apporterait sur son compte une somme supérieure à 15 000 écus (20 700 dollars). Le seul retour est moins sévère que celui de 10 000 dollars en vigueur aux Etats-Unis.

Les Douze se sont également engagés, dans une déclaration intergouvernementale, à faire explicitement du blanchiment de l'argent de la drogue un délit dans leurs législations nationales. « Ces mesures démontrent la volonté de la CEE de lutter contre ceux qui voudraient utiliser à des fins criminelles la libre circulation des capitaux dans la CEE, effective depuis l'été dernier », a affirmé, M. Leon Brittan, chargé des questions bancaires à la Commission européenne. (AFP)

La Commission donne son feu vert au projet Saab Scania à Angers

La Commission européenne devrait donner, mercredi 19 décembre, son accord officiel au projet d'implantation d'une mine de poils de chèvre du constructeur suédois Saab-Scania à Angers (Maine-et-Loire). Le dossier examiné depuis trois mois à Bruxelles a fait l'objet de négociations délicates. Un compromis a été trouvé sur le total des aides (primes d'aménagement du territoire complétées par un apport régional) accordées par les pouvoirs publics français pour attirer cet investissement de 1,7 milliard de francs et qui devrait créer pas moins de 1 500 emplois. Paris a dû accepter de revoir à la baisse le montant des subventions originellement envisagées.

La réduction a été de l'ordre de 25 %, estime-t-on au ministère de l'Industrie où l'on se refuse à préciser le total de l'enveloppe accordée. Rue de Grenelle, on se félicite toutefois de l'issue trouvée sur ce dossier « capital ». Au moment où Fiat projette d'investir dans le Mezzogiorno et Volkswagen et Ford souhaitent s'implanter au Portugal, la décision de Bruxelles devrait faire jurisprudence et freiner la surenchère d'aides à laquelle se livrent les pouvoirs publics dans la CEE.

■ La CES accepte l'adhésion des Commissions ouvrières espagnoles. – Le comité exécutif de la Confédération européenne des syndicats (CES) a accepté, le 14 décembre, l'adhésion des Commissions ouvrières espagnoles (comunidades). Il n'y a pas eu de voix contre et seules deux organisations françaises (FO et la CFTC) se sont abstenues. La CES, qui regroupe une quarantaine d'organisations, déclare représenter plus de quarante-cinq millions de syndicalistes. (AFP)

ETRANGER

Inculpation du PDG de Polly Peck

Arrêté lors de son arrivée à l'aéroport de Londres, M. Asil Nadir, PDG de Polly Peck, a été inculpé le 17 décembre de vol et fausse comptabilité par la justice britannique.

Dans ce groupe dont la principale activité est la production de fruits à Chypre et en Turquie et leur commercialisation sous les marques Sunzest et Del Monte notamment, le montant des irrégularités commises est estimé à 25 millions de livres (250 millions de francs).

D'après les administrateurs chargés depuis octobre dernier du redressement de ce groupe de deux cents sociétés qui emploient trente mille salariés, et dont la dette s'élève à 1,3 milliard de livres (13 milliards de francs), la procédure en cours risque de compliquer leur tâche dans la clarification des comptes. Le tribunal a fixé l'audience au 28 janvier 1991.

Une proposition du directeur général

Les négociations du GATT reprendront le 15 janvier

Le directeur général du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), M. Arthur Dunkel, a fait savoir, lundi 17 décembre, qu'un comité des négociations commerciales se réunira à Genève le 15 janvier.

Cette réunion marquera la reprise des négociations multilatérales du cycle de l'Uruguay qui, engagées il y a quatre ans, avaient été rompues au début du mois, lors d'une conférence ministérielle à Bruxelles. D'ici là, M. Dunkel effectuera une tournée des principales capitales des pays impliqués dans le différend agricole, principale source primordiale de l'échec de Bruxelles.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

IRICOH

Résultats intermédiaires du semestre clos le 30 septembre 1990

Les ventes nettes ont augmenté de 6,8 % par rapport à la même période de l'année précédente, pour atteindre 344,1 milliards de JPY. Le résultat d'exploitation a progressé de 2,1 % pour s'établir à 16,9 milliards de JPY.

Se basant sur ces résultats, la Société a approuvé la distribution d'un dividende intermédiaire de 5 JPY par action, comme pour la période précédente. Ce dividende sera mis en paiement à partir du 12 décembre 1990.

CONSULTATION INTERNATIONALE (CEE et pays francophones)

Recensement de candidatures avec remise de prestations pour le choix de l'équipe chargée de l'élaboration du programme d'utilisation future et d'aménagement.

DU CHATEAU DE CHAMARANDE

ET DE SES DÉPENDANCES BATIES (Château classé M.H.)

Dossier de consultation à retirer avant le 8 janvier 1991 heures à la SEMESSONNE

3, impasse Alexis-Trinquet 91030 EVRY CEDEX. Tél. : 60-79-42-42. Fax : 60-79-03-05

TECHNOLOGIES

Téléphone, télématique et traduction Les langues au bout du fil

Si le téléphone abolit les distances, il ne fait pas tomber les barrières linguistiques. Mais l'essor des technologies et l'ouverture de nouveaux services modifient l'univers de la traduction, et commencent à mettre le monde au bout du fil.

Le téléphone nous donne déjà l'illusion d'une ubiquité instantanée : va-t-il aussi nous convaincre que nous sommes polyglottes ? Le téléphone qui traduit automatiquement n'existe pas encore, si ce n'est avec un vocabulaire très restreint, quelques centaines de mots, et à l'état de prototype. Les laboratoires de recherche du monde entier travaillent pourtant activement sur les trois maillons nécessaires à ce « téléphone de Babel » : reconnaissance vocale, traduction automatisée, synthèse vocale. Si le dernier maillon est bien maîtrisé, le premier est sans doute le plus ardu, et nécessite encore comme le second de gros investissements.

En attendant, le simple citoyen comme le professionnel qui dépend d'une communication urgente dans des langues qui lui restent étrangères ne sont cependant plus tout à fait démunis. Le développement des liens entre téléphone, télématique et traduction aboutit à des solutions partielles, qu'il s'agisse de traduction écrite ou orale.

Grâce à une société créée en mai 1990, Translatel, il est par exemple désormais possible aux Français de faire traduire directement une conversation téléphonique, sans avoir à convoquer chez soi un interprète... ou faire confiance aux dons hasardeux d'un collègue de bureau. Toute personne ayant signé un contrat peut appeler un numéro vert aux heures habituelles de bureau.

Les interprètes présents sur place (anglais, arabe, allemand actuellement ; italien et espagnol en janvier prochain) appellent le correspondant recherché, et assurent la traduction simultanée, ou rappellent automatiquement les deux interlocuteurs en cas d'absence. Dans le cas des langues plus rares, un préavis de vingt-quatre heures est demandé. Le prix — 30 francs la minute, plus le coût des communications internationales — réserve ce service aux entreprises. Mais il répond aux besoins urgents de celles-ci : litiges, livraisons rapides... et peut même fonctionner en réception d'appel.

Si l'idée de Translatel est simple, sa mise en œuvre repose sur des moyens informatiques sophistiqués. Et elle n'est possible que grâce à l'ouverture à la concurrence des services à valeur ajoutée depuis 1987. La « revende » de communications téléphoniques publiques était en effet interdite auparavant, et reste soumise à autorisation. Ce sont d'ailleurs deux exploitants publics, France-Télécom et la Bundespost Telekom allemande, qui seront à terme les principaux actionnaires de Translatel, à travers leur filiale commune d'investissement, Eucom. Dans des pays où la législation a évolué plus tôt, comme les États-Unis, la Grande-Bretagne ou l'Italie, des services similaires existent, mis en œuvre par ATT, BT ou Italcable. En couplant ces services avec d'autres services à valeur ajoutée, comme la Télévision de la société Genesys, on pourra bientôt tenir des réunions par téléphone avec interprétation simultanée, ou écouter à distance un congrès dans la langue de son choix.

Du côté de l'écrit, la traduction automatique a d'abord été développée pour les besoins techniques de grandes industries. L'US

Air Force ou la NASA utilisent ainsi depuis les années 60 le logiciel Systran. Après analyse de la phrase soumise, celui-ci consulte ses dictionnaires, fait fonctionner ses programmes linguistiques, pour reconstituer dans la langue cible (celle du destinataire) une phrase intelligible.

Racheté en 1985 par le groupe français Gachot, Systran ne prétend pas à une fiabilité totale. Mais ses « dictionnaires » spécialisés par secteur d'activité, ou même personnalisés pour les différents utilisateurs pour inclure des sigles, etc.] sans cesse enrichis lui permettent de traduire rapidement des textes entre des « couples » de langues (1), avec une qualité qui s'améliore. Plus le texte est technique, et donc précis, moins le recours au contexte est nécessaire et plus le résultat est correct.

Version anglaise par Minitel

Inutile donc de lui soumettre Proust... Mais notices techniques, documents de veille technologique, à terme interrogations de banques de données étrangères, sont autant d'applications possibles, au moins pour une compréhension rapide du contenu. Systran traduit déjà par exemple les notes de service du réseau de messagerie électronique interne d'une grande entreprise internationale. Et même pour des textes plus élaborés, la traduction « brute » proposée limite le temps — et donc le coût — passé à la révision humaine. La CEE utilise par exemple ce logiciel pour ses besoins internes.

Pour les applications professionnelles, Systran fonctionne à distance sur abonnement, avec des micro-ordinateurs reliés par modem à un serveur. Mais il est aussi accessible avec un Minitel

relié à un micro-ordinateur, et traduit au rythme de moins d'une minute par page et au prix de 36 centimes par mot.

Quant au grand public, il peut aussi faire traduire ses textes sur Minitel, en accédant au même logiciel, mais avec des dictionnaires moins importants (2). Lettres d'amour (mais gare aux contre-sens !) ou notices de l'appareil photo rapporté du dernier voyage, la traduction de textes courts est quasi immédiate dans les langues les plus usuelles.

Toujours sur Minitel, les applications ne manquent pas, comme la « duo-traduction ». Elle permet par exemple à un garagiste en mal de comprendre un client étranger de mener un court dialogue écrit (phrases de deux lignes) avec ce dernier, l'écran jouant les Hommes.

Enfin, au même titre que le fax ou le télex, le Minitel peut accéder à des traducteurs professionnels : plusieurs services de traduction sont ainsi proposés, avec un délai (en général 24 heures) (3). De même, la consultation de dictionnaires ou l'apprentissage des langues sont au menu de plusieurs services télématiques (4).

Le domaine des industries de la langue, en quête de spécialistes (le Monde des 7 novembre et 16 octobre), commence ainsi à s'ouvrir vers le grand public. La demande reste encore concentrée sur les langues européennes, constatent Translatel et Systran. Mais n'est-ce pas un signe, et un besoin, de la construction communautaire ?

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

(1) Du français vers l'anglais, l'italien, l'espagnol, le néerlandais, l'allemand, du russe vers l'anglais, etc.

(2) 3617 QATRAD ou 3615 MITRAD.

(3) Par exemple, 3616 CEL ou 1600.

(4) Par exemple 3615 LINGUATEL.

Une étude de la Documentation française Travailler dans une société sans papier

Une étude publiée par la Documentation française présente les nombreux problèmes administratifs et juridiques qui découlent de l'utilisation de plus en plus fréquente de l'informatique et des télécommunications dans les relations entre particuliers.

Heureusement pour nous, journalistes de la presse écrite, nos lecteurs n'ont pas encore appris à se passer de leur papier-journal quotidien ou hebdomadaire. Bien au contraire, l'exemple des pays technologiquement les plus avancés tend à prouver que les progrès de l'audiovisuel et de la télématique ne tuent pas l'écrit mais le stimulent.

Reste que dans nos démarches quotidiennes, nous sommes de plus en plus souvent amenés à nous passer du support papier. Nous réservons nos places de train par Minitel, et c'est encore par ce moyen que nos enfants s'inscrivent à l'université. Nous pouvons désormais faire nos achats par téléphone, et notre employé de banque préféré est de plus en plus fréquemment relayé, pour nos opérations courantes du moins, par le guichet automatique qui nous sert en pleine rue et à toute heure.

Mais ces facilités nouvelles peuvent comporter des risques inattendus. Par exemple, celui-ci. Je demande 1 000 francs à un guichet bancaire automatique — il débitera mon compte de cette somme — et ne reçois que 500 francs. Qui aura raison en cas de contestation : la machine ou l'usager ? Chaque lecteur universitaire apporte de la même façon son lot de protestations et de contestations lorsque les étudiants s'aperçoivent que les systèmes modernes d'inscription ne sont pas toujours aussi fiables que l'annoncent les campagnes de promotion.

C'est dire l'importance et l'actualité des difficultés juridiques auxquelles peut conduire l'utilisation de plus en plus fréquente de l'informatique et des télécommunications dans les relations entre particuliers, entre entreprises, entre particuliers et

entreprises, d'une part, et administrations, de l'autre. Il s'agit plus spécialement de savoir comment, dans ce contexte nouveau, pourra être établi le droit de la preuve.

L'étude que vient de publier la Documentation française, sous le titre parlant *Une société sans papier*, s'efforce sinon d'apporter une réponse à cette question, du moins de préciser les termes dans lesquels elle se pose. Elle a été rédigée pour l'Observatoire juridique des technologies de l'information par une équipe dirigée par François Galloudec-Geny.

Problème simple : comment, en cas d'échanges ou de transactions effectués par l'intermédiaire de moyens informatiques, conserver et protéger les preuves indispensables ? Si l'on veut éviter de passer par le papier, selon l'opinion courante il serait désormais nécessaire de définir un nouveau droit informatique.

François Galloudec-Geny ne le pense pas. Elle suggère plutôt de rétablir un certain nombre de transparences et d'équilibres juridiques compromis par le développement des nouvelles technologies. Elle n'exprime pas ainsi un avis personnel mais s'appuie sur une analyse précise des textes et une série d'enquêtes menées dans quelques grands secteurs où l'informatique est devenue d'une utilisation courante : vente par correspondance, santé et assurance-maladie, monétique...

Une revue des documents législatifs et réglementaires, de la jurisprudence et une bibliographie complètent, en même temps qu'un bref aperçu des pratiques étrangères, cette étude parfois un peu absconse mais qui a le grand mérite de nous inviter à réfléchir aux conséquences très pratiques d'une des plus laudables innovations de notre époque.

J.-F. S.

► Une société sans papier. Nouvelles technologies de l'information et droit de la preuve. Notes et études documentaires. La Documentation française, 254 p., 80 F.

Si vous pensez que chercher
une marque déjà déposée
est aussi compliqué
que chercher une aiguille
dans une botte de foin...

...voici Icimarques.



MINITEL 36 29 36 30 ICIMARQUES.
POUR TROUVER TOUTES LES MARQUES
DÉJÀ TROUVÉES* INPI

Je
sais
ors
rés
à la
r le
ter-
des-
rie
sur-

son
e la
(le
i un
ami-

ERG

age 8

1 PTA

2,50 F

Le Monde *des* Cadres



Conseil Régional de Haute-Normandie

RECRUTE
selon conditions statutaires
LE DIRECTEUR
DU FONDS RÉGIONAL
D'ART CONTEMPORAIN

- Profil :**
- Parfaite connaissance de l'art ;
 - Sens de la communication et des relations humaines ;
 - Qualités d'organisation et d'animation ;
 - Grande disponibilité.
- Fonctions :**
- Participation, au sein du Comité technique, à la constitution et au développement des collections dans le cadre des grandes orientations artistiques définies par le Conseil d'administration, à savoir, notamment :
 - le verre contemporain ;
 - le livre d'artiste ;
 - l'art anglo-saxon ;
 - les artistes régionaux.
 - Elaboration d'une politique de diffusion sur la base d'un projet culturel régional en matière d'arts plastiques ;
 - Mise en place d'un réseau de correspondants du F.R.A.C. et développement d'un partenariat régulier avec les musées, les établissements culturels et les établissements d'enseignement de la Région ;
 - Conservation des collections, étude scientifique des œuvres, publications liées à l'activité du F.R.A.C.
- Le candidat devra avoir réfléchi aux possibilités d'évolution du F.R.A.C. compte tenu, notamment, de l'importance croissante des collections, de l'absence de structure réellement consacrée à l'art contemporain en Haute-Normandie, et du projet en cours d'étude au niveau de la Région de création d'un Institut européen du verre ; il devra, à partir de ce contexte, élaborer un programme précis et cohérent pour le F.R.A.C. de Haute-Normandie ainsi qu'un schéma de fonctionnement pour l'avenir, le souci étant de conserver le caractère ouvert et léger de la structure.

Adresser C.V. + photo accompagnés d'une lettre motivée à :
M. le président du Conseil régional de Haute-Normandie
Service du personnel
25, boulevard Gambetta
B.P. 1129
76174 ROUEN CEDEX
TEL : 35-52-56-58

Recruter les équipes d'Exploitation
du Tunnel sous la Manche

RESPONSABLE DU RECRUTEMENT

Calais



1er Décembre 1990 : la jonction sous la Manche est réalisée dans le Tunnel de Service ; la Grande-Bretagne est reliée au Continent. La Société EURO TUNNEL, qui fait construire le Tunnel sous la Manche, se prépare à exploiter ce qui sera à la fois l'un des plus grands systèmes de Transport souterrains et le plus grand péage du monde avec 30 millions de passagers par an dès les premières années. Le Siège de Calais, recherche son Responsable du Recrutement.

Rattaché au Directeur des Ressources Humaines du siège, il définit avec les responsables d'exploitation le cahier des charges des postes à pourvoir, les conseille sur la méthode de recherche la mieux adaptée, organise et participe à la sélection des candidats qu'il présente aux hiérarchies. Il utilise les différentes sources d'emploi : la mobilité interne, le bassin d'emploi régional, notamment le personnel ayant participé à la construction de l'ouvrage, et le marché national.

Il est en relation constante avec les représentants de l'Administration du Travail et des structures administratives mises en place dans le cadre d'une procédure de "Grands Chantiers".

Ce poste concerne un Cadre de Ressources Humaines de formation supérieure ayant une expérience de plusieurs années du Recrutement acquise en entreprises industrielles. Il connaît parfaitement le Nord Pas-de-Calais : les formations dérivées par les établissements régionaux et d'une façon générale, la structure régionale de l'emploi. Il maîtrise parfaitement l'anglais.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 103836 B à :

EGOR S.A.
8, rue de Berni - 75008 PARIS

EGOR

PARIS AIX-EN-PROVENCE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

BANQUE INTERNATIONALE QUARTIER OPERA

Dans le cadre du développement de notre activité, nous recherchons

Auditeur interne H/F

De formation universitaire, vous maîtrisez l'anglais couramment. Une expérience bancaire (3 ans minimum) est exigée. Un passage antérieur en cabinet d'audit serait un plus.

Exploitant confirmé H/F PME-PMI

De formation supérieure, vous possédez une expérience pratique de la clientèle d'entreprise.

Vos qualités commerciales et vos connaissances dans le secteur de la banque (5 ans minimum) vous permettront de faire évoluer ce poste rapidement.

Merci d'envoyer votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 19934 en précisant le poste choisi à ORGANISATION ET PUBLICITE 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

La stratégie au GAN. une assurance de réussite

Le développement de la Bancaassurance, l'ouverture du nouveau marché européen, les changements de comportement des consommateurs, la progression des nouvelles technologies, l'apparition de nouveaux modes de distribution : voilà les principaux défis que le GAN doit relever dans les années à venir. Nous renforçons notre Direction de la Stratégie en créant un poste nouveau pour un :

Jeune chargé d'études stratégiques

Au sein d'une petite équipe, en synergie avec les autres Directions du Groupe et en liaison avec des intervenants extérieurs, vous participez à la réalisation de missions et études permettant d'orienter la réflexion stratégique du Groupe. De formation supérieure en gestion (Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent), vous justifiez d'une toute première expérience réussie et êtes fortement motivés par les enjeux du secteur des produits financiers et des produits d'assurance.

Par vos nombreux contacts avec tous les secteurs de l'entreprise, vous acquerez rapidement une excellente connaissance de nos activités, vous permettant d'évoluer vers toute autre fonction au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée, sous réf. M/ED/58, à GAN, Gestion et Recrutement des Cadres, 2 rue Pillet-Will, 75448 Paris Cedex 09.



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PAU
La Chambre de Commerce et d'Industrie de PAU prend de nouvelles orientations dans le domaine du développement économique et du conseil. Pour être plus proche des PME - PMI - Collectivités Locales et avoir une action plus efficace dans ce domaine, nous avons décidé de recruter :

2 CONSEILLERS ECONOMIQUES

Réf. 121/64

Chargés de visiter les Entreprises et les Collectivités Locales, d'être à l'écoute pour répondre directement ou indirectement à leurs besoins et favoriser les contacts Entreprises Collectivités Locales.

1 CONSEILLER D'AMENAGEMENT

Réf. 122/64

Economiste de haut niveau, capable de conseiller et de réaliser des études sur les Parcs d'activités (Zones Industrielles, Commerciales...) et les Centres Villes.

Rémunération : 160.000,00 FRANCS - Fixe
Niveau requis : BAC + 4 minimum

Vous avez de la personnalité, une ouverture commerciale avec une expérience professionnelle. Si vous vous reconnaissez dans ce challenge, merci de bien vouloir adresser CV photo et lettre de motivation sous la référence choisie à :

TEAM Consultants
17, Allée des Amandiers, 33850 LEOGNAN

Aucun renseignement ne sera fourni en dehors du Cabinet ci-dessus cité. Répondre à tous les candidats correspondant au profil décrit.

TEAM CONSULTANTS
LA SYNERGIE DU CONSEIL



Leader mondial de l'industrie des matériaux de construction
(35 milliards de francs de C.A., 33000 personnes), recherche le

DIRECTEUR D'ÉTABLISSEMENT / ADMINISTRATION DU PERSONNEL

de sa filiale CEMENTS LAFARGE (7 milliards de C.A., 4700 personnes).

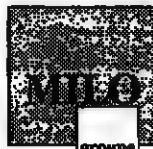
A la tête d'une équipe de 30 personnes, vous assurerez :

- La responsabilité de l'Administration du Personnel (activité Ciments, 2100 personnes). A ce titre, vous piloterez la refonte des applications sociales de notre Informatique.
- L'animation de notre siège à Saint Cloud (320 personnes). Dans le cadre de cette mission, vous développerez la fonction Ressources Humaines au sein de l'établissement et vous superviserez les Services Généraux.

De formation supérieure (Bac + 4 minimum), vous êtes un professionnel de l'Administration du Personnel. Vous en maîtrisez les composantes sociales, juridiques et économiques.

A 35 - 40 ans, vous avez prouvé vos qualités de manager dans un contexte similaire. Votre réussite à ce poste vous ouvrira d'autres opportunités dans notre Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo et rémunération souhaitée), sous la référence M/226-C, à notre Conseil qui vous garantira une totale confidentialité.



MILO Groupe
3, avenue des
Ternes
75017 PARIS.

L'Institut BOUSSON BERTRAND

Laboratoire Agréé d'Analyses des Eaux et Agro-Alimentaire recherche le

RESPONSABLE DE SON LABORATOIRE DE CHIMIE

Ce poste évolue d'encadrement coordonné à un(e) INGENIEUR CHIMISTE ou à un(e) DOCTEUR EN CHIMIE de plus de 35 ans.

- Une large expérience en gestion de la production d'un laboratoire, en promotion d'une démarche "qualité" ainsi qu'en animation d'une équipe sera un atout majeur.
- Des déplacements en région, en France et en Europe sont à prévoir.

Envoyer lettre manuscrite, CV, et photo à Monsieur le Directeur de l'Institut BOUSSON BERTRAND 778, rue de la Croix Verte, Parc Eurocéderne 34090 Montpellier (confidentialité assurée)



REJOIGNEZ UNE COLLECTIVITÉ DYNAMIQUE

Le Département de l'Essonne

Un million d'habitants.
Important essor économique et culturel

RECRUTE

SON CHEF DE SERVICE DE LA CULTURE

FONCTIONS :

Il ou elle participera à la définition et à la mise en œuvre de la politique culturelle en matière :

- d'animation et restauration du patrimoine ;
- de relations avec les artistes ;
- de politique de diffusion de la musique, du théâtre et de la lecture ;
- de l'aide et du financement apportés aux collectivités pour la réalisation d'équipements culturels ou pour l'animation en milieu rural.

PROFIL :

- Fonctionnaire titulaire de l'Etat ou des collectivités territoriales (administrateur, professeur agrégé...)
- connaissance et expérience en matière d'action culturelle ;
- Aptitude au travail d'équipe, à la négociation ;
- capacité d'organisation ;
- grande disponibilité.

Candidature (lettre + C.V. et photo) à adresser à :

Monsieur le Président du Conseil général
Hôtel du Département
Sous-direction du Personnel et de l'Action sociale
Boulevard de France - 91012 EVRY CEDEX

Un cœur pour comprendre, une tête pour imaginer, des yeux pour voir, des mains pour agir...

ASTRÉE est une association sans but lucratif ayant pour vocation d'offrir à des personnes de cœur disposant d'un peu de temps les moyens nécessaires pour aider directement quelqu'un en difficulté ou en détresse.

COORDONNATEUR DU CARREFOUR ASTRÉE PARIS - RÉGION PARISIENNE

Cette fonction consiste à organiser, diriger, coordonner les activités du CARREFOUR ASTRÉE, en cours de création à Paris. Pour ce poste, nous recherchons avant tout un animateur (trice), à même de fournir aux intervenants bénévoles les moyens d'aider de façon efficace les personnes en difficulté.

Libres de toute attache politique, confessionnelle ou philosophique, nous souhaitons confier cette fonction à une personne capable d'aider, de comprendre et d'écouter les autres, et ayant une bonne connaissance du réseau des intervenants sociaux de la région.

Si vos qualités relationnelles et votre sens de l'organisation sont à l'image de votre motivation et de votre expérience dans le management des ressources humaines, vous êtes de ceux que nous souhaitons rencontrer en priorité.

Vous vous sentez concerné(e) par cette fonction ? Alors n'hésitez pas à nous transmettre votre dossier complet (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. AST 02 à REFERENTIEL - 35, avenue de l'Opéra, 75002 PARIS.

هكازم الأمل

Le Monde des Cadres

Adjoint DRH - Ingénierie Banlieue Sud

Filiale d'un important Groupe Industriel français, nous avons une position dominante dans le domaine de l'ingénierie spécialisée et généraliste avec un chiffre d'affaires de 500 MF.

Afin de poursuivre notre développement, nous recherchons un

ADJOINT du DIRECTEUR des RESSOURCES HUMAINES

Dans un premier temps, il prendra en charge la gestion des services généraux, (Budget 30MF) de la formation et du poste rémunération. Par la suite, il prendra en relai d'autres missions de la DRH.

De formation Universitaire, âgé de 30/32 ans, il a l'expérience de la fonction en PME.

D'une personnalité indéfectible, c'est un administratif actif, mais non dénué d'autorité, diplomate et bon organisateur.

Il devra avoir une bonne maîtrise de l'Anglais, afin d'évoluer au sein du Groupe.

Le poste est basé en banlieue Sud.

Information sur ce poste Minitel 3615 - Code CAPFOR.

Merci d'adresser votre CV + lettre manuscrite sous réf. 11.12.90 BS

à notre conseil CAPFOR - 15, Rue de la Paix 75002 PARIS.

CAPFOR

PARIS - ANGERS - BORDEAUX - BRUXELLES - CLERMONT - LYON - MARSEILLE - NANTES - NICE - NORD - QUIMPER - RENNES - STRASBOURG - TOULOUSE - TUNIS - VILLENAVE

Certaines usines font les futurs grands patrons de personnel.

L'établissement, qui recherche son **CHEF DE PERSONNEL**, appartient à un puissant groupe du secteur des hautes technologies.

Six cents personnes très professionnelles, une belle région, des villes importantes, de vastes ressources socio-culturelles et guère plus d'une heure de TGV pour Paris.

La responsabilité est entière et immédiate : il faut donc l'assurance communicative de la trentaine, la marque de solides études supérieures et l'expérience de quelques années en usine dans le domaine des relations humaines.

Le groupe est en fort développement, la hiérarchie d'esprit participatif. Les politiques sont modernistes et les opportunités d'évolution exceptionnelles.

Adresser CV, photo, prétentions sous réf. 90 F 60 à :
Discretion totale garantie.

STRATEGIES ET VALEURS
116 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris.

Responsable Recrutement

pour diriger le service recrutement du réseau
(3 650 personnes) d'une banque française

Paris

300 000 F

Le service, c'est déjà deux chargés de recrutement expérimentés et un secrétaire.

Agissant comme un cabinet intégré, autonome dans la gestion de son budget, il mène toutes les étapes du recrutement : définition des besoins avec les responsables hiérarchiques, choix des méthodes, organisation des procédures, sélection, présentation et intégration des candidats.

Prévisions 91 : 250 recrutements.

Le candidat idéal est un professionnel du recrutement (quelle que soit sa formation supérieure de base), connaît la banque et est un bon animateur. Il a les capacités et l'envie d'évoluer vers d'autres fonctions à moyen terme.

Merci de m'écrire rapidement en m'indiquant votre itinéraire professionnel et vos projets. Je vous garantis une discrétion confraternelle. Brigitte PRISSARD, consultant associé PLEIN EMPLOI - 10, rue du Mail - 75002 PARIS.

plein emploi
conseils en ressources humaines
vos projets nous intéressent.

Compagnon Ingénieur

Notre SSII dans un secteur de haute technologie a besoin de vous... mais vous offre aussi un champ d'action particulièrement intéressant. Vos interlocuteurs : les plus grandes Sociétés Industrielles, vos centres d'intérêts : les grands projets techniques de notre temps. Vous êtes, pour nous celui qui vend et gère nos équipes

d'ingénieurs particulièrement performants, au savoir-faire reconnu. Nous travaillons soit en régie, soit au forfait. A 30 ans environ, vous recherchez un milieu stimulant, enrichissant, vous nous apportez votre allant, vos capacités de persuasion, vous aimez ce métier dur mais passionnant, alors venez partager notre enthousiasme.

FAVEREAU CONSULTANTS

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. A 12 05 à notre Conseil Madame Claude Favereau
FAVEREAU CONSULTANTS
52, rue de la Fédération - 75015 PARIS

sacem

6 Assistants à nos Directeurs régionaux

DE LYON, MARSEILLE, RENNES,
TOULOUSE, ROUEN, ORLÉANS

La SACEM est un Organisme Professionnel créé par les auteurs Compositeurs Editeurs de Musique pour défendre leurs intérêts et assurer la gestion des droits d'auteur, 8 Directions Régionales et 98 Delegations Régionales réparties en métropole et en DOM TOM assurent la perception des droits, la collecte des programmes, l'information des diffuseurs et des médias.

Une formation universitaire (Bac + 3/Bac + 4) ou similaire et une première expérience professionnelle significative vous permettront d'apporter au Directeur Régional un soutien pluraliste dans tous les domaines de son intervention, y compris le contenu et les relations extérieures. Votre compétence et vos capacités intellectuelles seront sollicitées dans de nombreux domaines : préparation de dossiers techniques, études de dossiers de perception, contentieux, communication (avec les diffuseurs et les sociétés), animation de réunions, action culturelle... Votre personnalité, votre esprit d'analyse et votre goût des contacts liés à une grande disponibilité seront des éléments déterminants. Rémunération 190 KE + prime éventuelle.

Merci d'adresser lettre manuscrite en indiquant la ville pour laquelle vous optez en priorité et éventuellement votre second choix, C.V., photo 3x4, A/D/R à Fabienne TOURNER, Département du Personnel, SACEM, 225 avenue Charles-de-Gaulle, 92321 NEUILLY SUR SEINE.

La SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, banque universelle présente sur tous les métiers bancaires et financiers, recherche pour sa D.R.H. à Paris, un Conseiller en Recrutement.

La SOCIÉTÉ GÉNÉRALE recrute en permanence des talents jeunes ou confirmés, nos conseils en recrutement les découvrent. Vous êtes le conseil interne des directions dans la définition de leurs besoins et l'analyse du marché. Vous mettez en œuvre le processus de recherche et d'appréciation. Vous participez aux actions de communication extérieure (salons, forums...).

Psychologue de formation (DESS), vous avez une expérience de 4 ou 5 ans dans le recrutement, en entreprise ou en Cabinet. La qualité de vos diagnostics, de vos contacts et votre capacité de persuasion sont pour nous les gages de votre efficacité dans la fonction proposée. La maîtrise de l'anglais sera un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV et prétentions) sous référence 40.435/LM à notre Conseil C.E. KOEHLER - CPA - 3, rue de Liège, 75009 PARIS.

CONJUGUONS NOS TALENTS.

Priorité à l'éducation

Importante collectivité territoriale (100 Km au nord de Paris), nous accordons une importance capitale à la formation des jeunes et y consacrons un budget proche de 1 milliard de Francs.

Face à l'accroissement de ses établissements scolaires, la Direction de l'Éducation renforce son équipe et recherche :

Un(e) enseignant(e) expérimenté(e) pour la gestion administrative et pédagogique d'un établissement scolaire.
Un(e) enseignant(e) expérimenté(e) pour la gestion administrative et pédagogique d'un établissement scolaire.
Un(e) enseignant(e) expérimenté(e) pour la gestion administrative et pédagogique d'un établissement scolaire.

HAY MANAGEMENT CONSULTANTS

Adop

Distribue en exclusivité les produits ANDREA, BECTON DICKINSON, BOLD FLORENE, BRICHARD CHARLIEU, CIBA-GEIGY, ERPE, EUPHON, GARCIN PHARMASOL.

Filiale d'un groupe pharmaceutique en forte expansion, nous assurons auprès des pharmaciens d'officine, la commercialisation de médicaments de haute technicité et de produits para-pharmaceutiques de forte notoriété. Pour assurer notre développement, nous recherchons notre

Adjoint au directeur administration des ventes et logistique

160 - 260 KF - Poste basé en région parisienne (78)

Directement rattaché au directeur administration des ventes et logistique, vous définirez, metrez en place et contrôlerez les moyens et l'organisation qui assurent dans les meilleures conditions de qualité et de délai, l'approvisionnement, le stockage, la distribution, la facturation et les recours auprès des clients.

Ayant mis en œuvre en 1990 un nouveau système informatique performant (HP 9000 Unix-Oracle), vous devrez en maîtriser rapidement les applications commerciales et logistiques pour contribuer à l'organisation du système.

Pourvu d'une première expérience (5 à 7 ans) dans une fonction similaire, vous êtes pharmacien, diplômé d'une école supérieure de commerce, ou d'un IUT de transport et logistique. Avec de bonnes bases en informatique (utilisateur), vous avez une réelle capacité à manager et à animer une équipe. D'intéressantes perspectives d'évolution sont offertes à un candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo, à notre conseil Marc GOSSELIN, sous réf. BF/36-7C/LM.

Hay Managers

34, rue Kléber, 92300 Levallois-Perret

je,
ras
ars
la
le
un
mi-

son
e la
le
un
mi-

ERG

age 8
PTA
2.50 S

Le Monde des Cadres

Bernard Krief Rhône-Alpes

Votre activité le développement régional de notre groupe. C'est le challenge proposé aujourd'hui à un(e)

Consultant(e) junior

Agé(e) de 26 à 30 ans, vous êtes diplômé(e) d'une grande école (Sup de Co, IEP...) et pouvez faire état d'une première expérience opérationnelle réussie dans la vente de services (finance, assurance, intérim...).

Vous contacterez des dirigeants d'entreprise, les conseillerez et les assisterez dans leurs recherches de cadres.

Formé(e) à la méthodologie rigoureuse de notre groupe, vous serez responsable de votre développement et évoluerez dans un environnement où autonomie et succès doivent aller de pair.

Le poste est basé à Lyon.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions, sous réf. C169/1 à

BERNARD KRIEF RECRUTEMENT
20 boulevard E. Dorelle, Le Bignon C. 69433 Lyon Cedex 03



PARIS LAURENCE LILIE

Soyez notre "Socrate"

Notre organisme professionnel contribue à l'évolution de l'entreprise et du monde patronal en favorisant un courant de réflexion et d'échange entre les hommes d'entreprise et l'environnement économique.

Le Chargé de mission sensibilise les responsables de l'organisation aux nouveaux courants d'idées, provoque la créativité des groupes de réflexion, il formalise leurs idées et en favorise la diffusion dans les réseaux français et internationaux. Il décrypte et interprète les événements d'actualité et en établit la synthèse.

Trente ans environ, une formation supérieure (socio, philo), votre première expérience vous a permis une prise de contact avec le monde économique. Si vous souhaitez développer votre champ de réflexion et d'action alors écrivez sous la référence AA214-03 aux Conseils en Recrutement Associés 58, avenue Kléber 75784 Paris Cedex 16.

LES CONSEILS
EN RECRUTEMENT
ASSOCIES



BUREAU D'ÉTUDES D'URBANISME

recherche
« CHARGÉ(E) D'ÉTUDES »
confirmé(e) (3 à 5 ans d'expérience)

Dans les domaines de :

- SOCIOLOGIE URBAINE,
- ÉTUDES GÉNÉRALES SUR LA VILLE ET L'HABITAT,
- URBANISME RÉGLEMENTAIRE.

Envoyer candidatures et CV sous le n° 3867

à Agence Centrale de Publicité, BP 329 - 93523 Saint-Denis Cedex, qui transmettra



vous invite à assister
à sa tribune :

jeudi
17 janvier
1991
de 11H00
à 13H00

"Les technologies de
l'essor : de la maîtrise
du changement au
développement des
compétences"

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Société d'aménagement, filiale
du premier groupe financier français
cherche

Adjoint administratif et financier

Collaborateur direct du directeur en charge de l'administration générale de la société, des montages financiers et de l'animation de l'équipe fonctionnelle.

Profil : formation supérieure droit, économie, gestion et/ou comptable. Expérience professionnelle indispensable.

Adjoint chargé d'opérations

Responsable d'opérations d'aménagement urbain et de constructions à vocation économique.

Profil : formation supérieure ou universitaire. Expérience professionnelle de quelques années indispensable dans activités similaires.

CV et prétentions sous n° 8184 - Le Monde Publicité
5, rue de Montessuy - 75007 Paris.

L'O.P.I.H.L.M. de la région de CREIL

Un(e) Chargé(e) de la Communication

25/35 ans. Formation à la Communication
Connaissances du monde associatif, de la psychologie et de la sociologie

Missions :
Relations publiques. Contacts avec les médias, les élus, les associations. Mise au point d'une charte de la communication.

Adresser candidature + C.V. + photo à :
L'O.P.I.H.L.M. de la région de Creil,
17, rue Albert-Thomas - 60100 Creil

Responsable de projets parascolaire

HACHETTE EDUCATION occupe une place de premier plan dans l'édition d'ouvrages scolaires.

Vous serez chargé du développement et de la réalisation de livres et de collections destinés aux élèves de l'enseignement secondaire, notamment dans le domaine scientifique (physique, chimie, mathématiques et biologie).

De formation universitaire et scientifique, vous avez une bonne connaissance du milieu de l'éducation et une expérience d'environ 3 ans de l'édition.

Merci d'adresser votre lettre de candidature sous réf. 80100/M à la Gestion des Cadres du Groupe Livre HACHETTE, 24, Bd Saint-Michel - 75006 Paris.



Le Monde de la Fonction Commerciale



QUEST, filiale du groupe UNILEVER, spécialisée dans la conception, la fabrication et la vente d'arômes alimentaires recherche un (e) :

CHARGE (E) DE CLIENTELE (INA, ENSIA, ENSBANA...)

Sous l'autorité du Directeur de Marché "produits salés", vous serez en charge du marketing et de la commercialisation de compositions d'arômes alimentaires auprès d'un portefeuille de clients importants. Vous serez en relation permanente avec vos clients en répondant à leurs besoins spécifiques en matière d'aromatisation. Pour cela vous travaillerez avec l'équipe d'aromatiseurs du laboratoire français mais également du centre de recherche de Quest en Hollande.

Vous avez 30/35 ans et vous pouvez vous prévaloir d'une expérience réussie de 3 à 5 ans dans la fonction commerciale ou technico-commerciale au sein d'une société aromatique ou d'une entreprise de fabrication d'ingrédients destinés à l'industrie alimentaire.

Vous aimez les qualités de rigueur, d'organisation et de communication et maîtrisez parfaitement la langue anglaise.

Ce poste est basé à Colombes. Votre évolution se fera au sein de cette entreprise internationale ou dans le groupe UNILEVER.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV et prétentions) en précisant la référence (24/90UM) à UNILEVER FRANCE SERVICES, Service Recrutement et Sélection des Cadres, 157, Bd Haussmann 75382 PARIS CEDEX 08.

UNILEVER UNE DIMENSION INDUSTRIELLE A L'ECHELLE HUMAINE

Banque Internationale, près d'Opéra,
recherche son

Responsable de la commercialisation des OPCVM

De formation Bac + 4,
ayant une première expérience
similaire dans un
établissement financier.

Merci d'adresser lettre
manuscrite, CV et photo,
sous réf. 11939, à
Média-System,
6 Impasse des Deux Cours,
75849 Paris Cedex 17,
qui transmettra.

1991 bonne année
publival
27 Route des Gardes
92190 MEUDON
Tél. : 45 34 64 24

هكزام الأهل

L'opposition propose d'accorder des avantages fiscaux aux entreprises qui s'installent en banlieue















**L'OCDE estime
que « l'expansion
ininterrompue »
de la Suède a pris fin**

Les chefs d'entreprise plus pessimistes

Si la moitié des dirigeants interro-
gés estime que leurs investisse-
ments vont rester stables, contre
4 % en 1989, le nombre de ceux
qui vont les diminuer progresse par
rapport à l'an passé (22 % contre
9 %), tandis que recule le nombre
de ceux qui se préparent à les aug-
menter (25 % contre 39 %). Ces
réactions plus moroses se retrouvent
dans le jugement porté sur l'action
de M. Michel Rocard. 60 % désap-
rouvait le premier ministre, contre
48 % en décembre 1989.

*L'Européenne de Banque
et ses placements*

S I C A V

MONÉDARICA		TYPE ET DUREES DE GESTION
CIRCULE D'OPÉRATIONS FINANCIÈRES Droits réservés de placement et d'emprunt		
	AFFITTÉ-EXPANSION Actif et oblig. étrangères et étrangères Régime de 2 à 3 ans	Portabilité d'actifs de valeurs boursières et étrangères.
	AFFITTÉ-FRANCE Actifs français Régime de 2 ans	Portabilité d'actifs de valeurs boursières portant obligations d'actifs français (jusqu'à 10%)
	AFFITTÉ-IMMOBILIERE Actifs français Régime de 2 à 3 ans	Portabilité d'actifs (jusqu'à 10%) de valeurs boursières, immobilières ou de actions et y compris
	AFFITTÉ-JAPON Actifs français et étrangers Régime de 2 à 3 ans	Portabilité d'actifs de valeurs boursières (jusqu'à 10%) et japonaises
	AFFITTÉ-TOKYO Actifs étrangers Régime de 2 à 3 ans	Portabilité d'actifs de valeurs boursières japonaises.
	AFFITTÉ-AMÉRIQUE Actifs étrangers Régime de 2 à 3 ans	Portabilité d'actifs de valeurs boursières étrangères.
	AFFITTÉ-EUROPE Actifs français et étrangers Régime de 2 à 3 ans	Portabilité d'actifs de valeurs boursières.
	AFFITTÉ-RENDEMENT Obligations à long terme et étrangères Régime de 2 à 3 ans	Portabilité d'actifs d'obligations étrangères (jusqu'à 10%) et étrangères à long terme.
	VALABLE Obligations à long terme Régime de 2 à 3 ans	Portabilité d'actifs d'obligations à long terme et à long terme.
	AFFITTÉ-OBLIGATIONS Obligations à long terme Régime de 2 à 3 ans	Portabilité d'actifs d'obligations à long terme et à long terme.
	AFFITTÉ-PRIME Obligations à long terme Régime de 2 à 3 ans	Portabilité d'actifs d'obligations à long terme et à long terme.
	AFFITTÉ COURT TERME Obligations à long terme Régime de 2 à 3 ans	Portabilité d'actifs d'obligations à long terme et à long terme.
	AFFITTÉ-PLACEMENTS Obligations à long terme Régime de 2 à 3 ans	Portabilité d'actifs d'obligations à long terme et à long terme.
	MONÉDARIFFÉ Obligations à long terme Régime de 2 à 3 ans	Portabilité d'actifs d'obligations à long terme et à long terme.

B GÉRER UN PATRIMOINE NE S'IMPROVISE PAS
L'Européenne de Banque
31, rue Lafrance - 75009 Paris - t. 01 42 47 91 47

Très irrégulier

Les spécialistes rendent la faiblesse des échanges responsable de ces écarts assez importants. Du fait, l'activité a nettement diminué et 118,5 millions de titres seulement ont changé de mains contre 150,31 millions vendrait. Mais ceci n'est pas tout. Les dernières conversations surprises autour du « Big Board » témoignent que la confiance commence très sérieusement à s'émousser sur les chances de régler par la voie diplomatique les problèmes du Proche-Orient. Les réactions des pétroliers du pétrole provoque de nouvelles inquiétudes dans le marché et serait bien passé,

VALEURS	Cours de 14 décembre	Cours de 17 décembre
Alcoa	57 3/4	67 3/8
AT&T	30 5/8	30 1/2
Chrysler	44 1/8	44 3/4
Coca-Cola	11	10 3/8
Dow Chemicals	37 1/8	37
Eastman Kodak	41 5/8	41 5/8
Exxon	52 3/4	52 3/4
Ford	25 1/4	25
General Electric	58 5/8	56 3/8
General Motors	33 1/8	33 7/8
Goldman	17	16 3/4
Goodyear	11 1/8	11 1/8
IBM	47 1/2	47 3/8
Mobil Oil	87 1/8	87 5/8
Pepsi	30 3/4	30 1/8
Schlumberger	56 1/4	56
Shell	87 1/8	87 5/8
UAI Corp. ex-Alcatel	108 3/4	105 3/8
United Corpn.	17 5/8	17 1/2
USX	30 3/8	30 3/8
Westinghouse	27 1/2	27 1/2
Yarn Corp.	35 1/4	34 7/8

Légère baisse

De nombreux secteurs se sont affaiblis, notamment les titres de la distribution et les bancaires, particulièrement touchés par des prévisions de baisse des bénéfices.

Le groupe de traitement des déchets Rechem Environmental Services s'est apprécié après avoir été la cible d'une OPA de 172 millions de livres par la compagnie Vale Shanks and McEwan.

Poursuite de la baisse

C'est encore une liquidation négative supplémentaire qui s'ajoute à la longue liste d'échecs financiers perdant l'année 1980. Si le marché ne redresse pas la barre d'il y a trois ans, les Américains risquent de se retrouver encore abandonnés, en moyenne, perdant de 3 % pour le seul mois de décembre et plus de 20 % pour l'année complète, si s'écoule le mois de janvier.

Pourrait-elle changer radicalement d'orientation, la politique monétaire américaine, malgré la lassitude du franc français. On espérait aussi dans les milieux de la monnaie que les États-Unis pourraient se décider à dévaluer le dollar, ce qui provoquerait une dévaluation et une possible diminution des taux allemands (et même anglais), pour aider un peu les Américains. Mais rien de tout cela n'est-il était plus important que ceux auxquels on était habitué ces dernières semaines en raison des opérations d'achats-ventes effectuées pour l'équilibre fiscal avant la fin de l'année.

Reprise

Le refus de Bagdad d'accepter la date fixée par Washington pour l'ouverture des négociations sur la crise du Golfe n'a, semble-t-il, guère perturbé les boursiers japonais. D'une façon générale, les spéculateurs parlent beaucoup plus de la baisse des prix du pétrole qu'imminente des taux d'intérêt. D'autre part, la résistance manifestée par le marché à ne pas dépasser en deça de la barre des 244 000 points leur est apparue rassurante. Selon les spécialistes, les investisseurs ont été enregistrés tout au long de la séance avec une pointe à l'apogée de la clôture.

VALEURS	Cours de 17 déc.	Cours de 18 déc.
Alcatel	500	580
Bridgeman	1 080	1 080
Canon	1 330	1 330
Fujifilm	2 280	2 210
Holandes-Mitsubishi	1 280	1 280
Kodak	7 120	7 050
Mitsubishi Heavy	713	715
Sony Corp.	5 580	5 680
Toshiba Motors	1 740	1 790

FAITS ET RÉSULTATS

«... les deux sociétés ont un rapport d'activité, la LVMH coopérative a estimé que les résultats présentés «*restaient conformes aux prévisions*».

Vincent d'Alsace : les maisons Michel Langel et Arthur Metz conjointement. - Deux producteurs de vins d'Alsace, les maisons Michel Langel de Marlenheim (Bas-Rhin) et Arthur Metz d'Épfig (Bas-Rhin) ont fusionné leurs activités. Le nouveau groupe, baptisé LMVA (Langel Metz Vincent d'Alsace), est composé de deux sociétés à responsabilité limitée, une holding financière, d'une société de production et de trois sociétés commerciales indépendantes. Avec des ventes de 10 % de la production viticole alsacienne et 150 millions de francs de chiffre d'affaires, LMVA peut s'imposer comme «*le premier producteur privé*».

Le nouveau communiqué publié le mardi 17 décembre par les deux producteurs.

OPA du Banco Central sur Azucarera Española. — Banco Central, l'une des sept grandes banques privées espagnoles, a lancé une OPA sur les 100 % du capital d'Azucarera Española. Selon la direction de la banque, cette acquisition devrait lui permettre de rééquilibrer le marché du sucre espagnol, en vue du marché unique européen. Le montant de cette opération n'a pas été rendu public.

Barclays De Zoete Wedd a signé 39 emplois... BZW, filiale banque d'affaires de la Barclays, première banque britannique, a décidé de supprimer trente-neuf emplois dans son département valeurs mobilières britanniques. Cette mesure touche un cinquième de l'effectif de ce département et s'explique par la chute du marché des actions à Londres. D'autres établissements, tels County Natwest et courtier Hoare Govett, avaient déjà annoncé des décisions simi-

IN2 (Siemens) disparaît du marché boursier. — Le conseil des bourses de valeurs a décidé de rayer

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Arnault Associes	384	349 50	IDA	283	280
Ayrollet	105		Manova	135	129 60
B.A.C.	149	163 20	L.M.S.	910	820
BICM	820	820	REZ	335	
Bois (Ly.)	401 50	402	I.P.B.M.	120	120
Boisier (Ind.)	170	140	Loca evestis	120	103
Cables de France	3185	3182	Locamc	84	85
C.A.I. de Fr. (C.C.I.)	865	830	Meca Comm.	120	120
Cabotages	300	300	Molot	106	105
Cardif	428	418	Oliveri Legumes	580	569
CECEP	165	187	Presbourg	79 50	
CEPA	262	268	Publ'Europe	231 40	226
CEMIA	787	782	Rain	649	649
Cedimex	276 10	276 10	Rhone-Alpes (Ly.)	305	304
Comarig	278 40	275	St-H. Martin	180	180
Conforama	885	881	Socot Invest (Ly.)	80	80
Crealis	221	220	Serbia	419	418
Dauphin	484	441 20	S.M.T. Geopl	175	178
Dassault	885	894	Sopra	120 10	120
Demichy Worms Cie	458		Sopri	170 80	122
Desparnès et Girat	228	228	Thermador H. (Ly.)	246	
Develay	880	851	Unilog	174	170
Dodine	449	418	Union Fin. de Fr.	325 40	320
Douglas	190	180	Viel et al.	80	78
Edouard Maitland	214	213	Y. St-Laurent Groupe	825	825
Euro. Population	350	340			
Exocor	135	138			
Farinaparc	189	165			
GFF (group Ind.)	281	317			
Grand Uvre	400	358			
Imagocap	177	170 80			
Groupa Origis	930	925			
Gumell	846	850			
I.C.C.	226	230			

Marché des options négociables le 17 déc. 1990

Nombre de contrats : 33 922

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Déc. dernier	Mars dernier	Déc. dernier	Mars dernier
Bouygues	330	-	-	-	9
CGE	560	9,50	32	9	2,8
Elf-Aquitaine	300	5,50	19	6	15
Europanel SA-PLC	36	1,70	4,20	0,90	3
Euro Disneyland SA	90	9	-	-	-
Herc	440	15,50	40	5,50	21
Lafarge-Coppée	320	10,50	26,50	6	18
Michelin	70	1,30	6	4	40
Midi	1 600	-	80	9	40
Paribas	480	10,50	32,50	-	23
Pernod-Ricard	1 100	0,50	22	-	-
Poiret SA	520	8,50	39	13	36
Reaume-Poulenc CI	220	-	25	2,50	6,15
Saint-Gobain	200	-	35	17	72,10
Socorex Perrier	1 100	-4,40	130	-	-
Société générale	400	14	-	4	17
Soez Financière	300	7,50	-	3	13
Thomson-CSF	110	7,60	12	-	-

MATIF

Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 17 déc. 1990
Nombre de contrats : 48 110

COURS		ÉCHÉANCES		
		Déc. 90	Mars 91	juin 91
Dernier	100,62	100,63	100,90	100,90
Précédent	101,02	101,12		101,26
Options sur notional				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Mars 91	juin 91	Mars 91	juin 91
102	0.63	1.16	1.89	-

INDICES

BOURSES

CHANGES
D-11-2 0005 5

Dollar : 5,0625 F =
Le dollar a clôturé à 5,0625 mardi 18 décembre à Paris, quasiment au même cours qu'avant la cotation officielle (5,0600 F). Le mark poursuit sa remontée contre le franc, passant à la barre de 3,403403 F contre 3,3998 lundi. Les opérateurs suivent attentivement la nouvelle monnaie des tensions dans le Golfe.

FRANCFORT	17 déc.	18 d
Dollar (en DM) —	1,4870	1,48
TOKYO	17 déc.	18 d
Dollar (en yens) —	133,10	133,

MARCHE MONÉTAIRE
(effets privés)

Paris (12 décembre)..... 9 7/8.
New-York (17 décembre)..... 7 5/4

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COÛTS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	avec	en dép.	avec	en dép.	avec	en dép.	avec	en dép.
E.-L.	5,5540	5,5880	92	92	185	210	660	720
COÛT	4,3625	4,3580	78	78	156	166	546	546
en (100)	3,8900	3,8040	59	79	128	158	447	149
COÛT	3,4616	3,4044	6	21	22	54	117	116
en (100)	3,1185	3,0185	6	19	23	46	98	98
B (100)	16,338	16,4230	27	6	33	28	240	153
COÛT	13,9731	13,9748	8	32	49	40	220	621
en (100)	4,597	4,597	27	39	214	161	530	530
COÛT	9,7669	9,7758	178	32	637	559	1370	1146

TAUX DES EUROMONNAIES

EAJ	7 5/16	7 9/16	8 1/16	8 5/16	7 13/16	8 1/16	7 9/16	7 3/4
SA	8	8 1/16	8 5/16	8 7/16	8 1/8	8 1/16	7 7/8	8
MA	8 7/16	8 1 1/4	9 1/4	9 1/2	9 1/4	9 1/2	9 5/16	9 9/16
MA	9 1/4	9 1/2	9 5/16	9 9/16	9 5/16	9 9/16	9 5/16	9 9/16
MA	9 5/16	9 1/8	10 1/4	10	10 1/4	10	10 1/4	10 1/4
MA	12 3/8	12 3/8	12 3/4	13 1/4	12 5/8	13 1/8	12 1/2	13
MA	14 5/16	14 3/8	14 5/16	14 7/16	14 1/8	14 3/4	14 1/2	13 1/16
MA	9 13/16	10 1/16	10 1/8	10 1/8	10 5/16	10 5/16	10 5/16	

Ces cours pratiques sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en matinée par une grande banque de la place.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 18 DECEMBRE

Cours relevés à 14 h 33[illegible]

COMPTANT

(sélection)

SICAV

(selection)

17/12

[illegible]

ic,
nas
ars
rès
à la
r le
ter-
des-
artie
our-

3 son
 de la
 A (le
 in un
 xami-
 è
 'BERG

page 8
175 PTA.
n. 2.50 S.



1

•

2.

34 • Mercredi 19 décembre 1990 •

Le Monde

Selon un sondage de la SOFRES

Près d'un Français sur dix serait hostile à l'élection d'un juif à l'Élysée

Le mensuel *Passages* publie, dans son numéro de décembre, les résultats d'un sondage qu'il a commandé à la SOFRES (1) sur le comportement des électeurs devant un candidat juif à l'élection présidentielle. La question est ainsi formulée : « Si, dans une élection présidentielle, vous apprenez qu'un candidat est de confession juive, est-ce que cela vous incitera à voter pour lui, vous incitera à voter pour un autre candidat, ou est-ce que cela ne changera rien à votre vote ? » 1 % des personnes interrogées choisissent la première réponse, 9 %, la deuxième, et 87 %, la troisième (3 % d'entre elles se déclarent « sans opinion »).

La ventilation des réponses par préférence partisane indique que 34 % des électeurs du Front national rejettent un candidat juif. Ils sont suivis par ceux du Parti communiste (19 %), ceux du RPR

(13 %), ceux de l'UDF (12 %). Ce rejet tombe à 6 % chez les écologistes et à 5 % chez les socialistes. L'hostilité envers un candidat juif est partagée, globalement, par 10 % des hommes et 9 % des femmes. Elle est la plus forte chez les personnes de cinquante à soixante-quatre ans (15 %), suivies par les plus de soixante-cinq ans (11 %), tandis qu'elle se situe à 5 % ou 6 % entre dix-huit et quarante-neuf ans.

(1) Enquête faite auprès de mille personnes âgées de dix-huit ans et plus, du 20 au 23 novembre.

Au Sénat

Adoption du collectif budgétaire

Les sénateurs ont adopté après l'avoir modifié, lundi 17 décembre, le projet de loi de finances rectificative pour 1990, présenté par M. Michel Charasse, ministre du budget. Les groupes communiste, socialiste et certains membres du Rassemblement démocratique et européen ont voté contre.

Au cours de la discussion générale, M. Roger Chénouard (Rég. et Ind., Paris), rapporteur général de la commission des finances, a remarqué que, pour la première fois depuis 1986, le déficit budgétaire sera supérieur à ce qui avait été prévu dans la loi de finances initiale. M. Xavier de Villepin (Union cent., Français établis hors de France) a constaté que le collectif comportait moins de modifications budgétaires que ceux des années précédentes, compte tenu de la relative faiblesse des rentrées fiscales supplémentaires.

Sur proposition de M. Chénouard, les sénateurs ont supprimé la dotation en capital au profit du Groupement industriel armement terrestre (GIAT). Ils ont également supprimé deux articles, le premier aménageant les modalités de calcul de l'impôt sur le revenu des salariés détachés à l'étranger et des fonctionnaires internationaux, et le second, qualifié de « turpitude » par M. Chénouard, tendant à rendre sans portée juridique la méconnaissance par l'administration fiscale des règles de procédures prévues par le code général des impôts.

Ils ont enfin adopté à l'unanimité un amendement déposé par M. Paul Loridant (PS, Essonne) exonérant les successions des victimes du terrorisme des droits de mutation par décès.

□ Adoption en deuxième lecture du projet de loi de finances pour 1991. L'Assemblée nationale a pris acte, lundi 17 décembre, de l'adoption en deuxième lecture du projet de loi de finances pour 1991, pour lequel le premier ministre avait dû engager la responsabilité de son gouvernement en recourant à l'article 49 alinéa 3 de la Constitution. L'opposition n'ayant pas déposé de motion de censure dans un délai de vingt-quatre heures, le texte a été considéré comme adopté.

A Bruxelles

M. James Baker encourage la formation d'une défense européenne

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a encouragé, lundi 17 décembre, à l'occasion de la réunion des ministres de la défense de l'OTAN à Bruxelles, la formation d'une défense européenne commune. « Nous serions particulièrement intéressés par la façon dont une unité européenne de défense pourrait aider à répondre aux défis auxquels traditionnellement l'OTAN n'a pas réagi », a déclaré le chef de la diplomatie américaine.

« À cet égard, a-t-il poursuivi, nous avons relevé avec intérêt les suggestions selon lesquelles l'UEO (Union de l'Europe occidentale) pourrait être la base d'une telle unité. Un pilier européen de l'Alliance, se construisant sur l'expérience de l'UEO, nous aiderait à dépasser le débat stérile sur les interventions en dehors de la zone » de l'Atlantique nord.

M. Baker a par ailleurs affirmé que l'échec des négociations du GATT pourrait nuire aux relations transatlantiques. En marge de cette réunion, le ministre belge des affaires étrangères, M. Mark Eyskens, a indiqué à la presse que le président Mikhaïl Gorbatchev pourrait se rendre en visite à l'OTAN en février ou mars 1991. (AFP)

HAÏTI : l'élection présidentielle

Les États-Unis reconnaissent la victoire du Père Aristide

PORT-AU-PRINCE
de notre envoyé spécial

Le conseil électoral a annoncé lundi soir 17 décembre les premiers résultats partiels de l'élection présidentielle, qui confirment la nette victoire du Père Jean-Bertrand Aristide. Selon ce premier échantillon provenant de quatre départements (sur neuf), le père obtient 70 % des suffrages contre 12 % à son principal rival, M. Marc Bazin, candidat d'une coalition centriste. M. Louis Déjolie, populiste, arrive en troisième position avec 7 % des voix. « C'est un véritable raz de marée », commente un observateur international.

Peu avant son départ de Port-au-Prince, le sous-secrétaire d'Etat américain pour l'Amérique latine, M. Bernard Aronson, a félicité le Père Aristide, en disant qu'il était « apparemment le président élu ».

Sans attendre les premiers résultats officiels, les Haïtiens sont descendus dans les rues par centaines de milliers pour fêter leur victoire. Il est 9 h 30, lundi matin, lorsque la nouvelle commence à circuler : « Communiste, communiste ! Titiid président ! », scandent des jeunes juchés sur des canions, brandissant des portraits de leur candidat. Des groupes de plusieurs milliers de personnes agitant des feuillets pour manifester leur joie, se forment dans tous les quartiers de la capitale.

« Regardez, c'est lavalas ! », Lavalas (le torrent en creux) défile vers le Champ-de-Mars, au centre de Port-au-Prince. Une atmosphère de carnaval, une « bamboche » qui rappelle les journées de liesse de février 1986, lors de la chute du dictateur Jean-Claude Duvalier. Une femme âgée, en transe, crie sans relâche : « Titiid, Coq, qualité ! ». Le coq, emblème du Père Aristide, est devenu le symbole de la victoire. Des jeunes ramassent des bouts de conserve et des bouts de bois pour rythmer les slogans qui jaillissent spontanément de la foule. « Bazin ! les trop vieux, va jouer aux dominos ! »

Une foule de plusieurs milliers de personnes s'approche du siège du Mouvement pour l'instauration de la démocratie en Haïti, le MIDH de M. Marc Bazin. Discrètement, un service d'ordre improvisé, détournant le flot humain

pour éviter des tentatives de « déboulage » (pillage), comme en 1986. « Un grand coup de chapeau à l'armée d'Haïti et à Madame la Présidente ! » lance un jeune. Le slogan est immédiatement repris et chanté par plusieurs centaines de personnes.

Devant l'église Saint-Jean-Bosco, la paroisse du Père Aristide, incendiée il y a deux ans par une bande de « macoutes », la fête tourne au drame. Un policier ouvre le feu, tuant une femme enceinte, Evans Paul, l'un des principaux lieutenants du Père Aristide, appelle alors la population à rentrer dans ses foyers. La consigne est rapidement relayée par les jeunes militants du Front national pour le changement et la démocratie, l'organisation qui a soutenu la candidature du Père Aristide, et les rues se vident aussi vite qu'elles s'étaient remplies.

JEAN-MICHEL CAROIT

Quatre chefs d'État centraméricains condamnent la guérilla du Salvador

Quatre chefs d'État d'Amérique centrale ont condamné lundi 17 décembre les rebelles salvadoriens du Front Farabundo-Martí de libération nationale (FMLN) et les ont exhortés à un cessez-le-feu immédiat.

Dans une déclaration commune adoptée à l'issue d'un sommet de quarante-huit heures, qui s'est tenu à Puntarenas, sur la côte pacifique du Costa-Rica, les présidents du Honduras, du Guatemala, du Nicaragua et du Costa-Rica ont apporté leur soutien au président salvadorien Alfredo Cristiani, et critiqué l'offensive déclenchée par les rebelles le 20 novembre dernier, les appelant à ne plus utiliser de missiles anti-aériens.

La nouvelle campagne militaire du FMLN a fait au moins trois cents morts et cinq cents blessés. Selon des diplomates, l'appel de Puntarenas a toutes les chances de rester lettre morte, car les rebelles refusent de déposer les armes sans négociation préalable après onze ans de guerre civile. (Reuters)

Les Douze face à l'union économique et monétaire

M. Jacques Delors ne se méfie pas seulement des Britanniques...

Sir Leon Brittan, vice-président - britannique - de la Commission européenne, a récemment reproché, lundi 17 décembre, au président Delors, d'avoir exprimé sa méfiance à l'égard du premier ministre britannique, M. John Major, à l'issue du conseil européen de Rome (le Monde du 18 décembre).

A trois reprises, lors d'une réunion du collège européen, l'ancien ministre de M. Thatcher estima que les propos de M. Jacques Delors avaient été « injustifiés, peu avisés, inappropriés », nous indique notre correspondant à Bruxelles, Philippe Lemaître. L'altercation fut si vive que M. Delors, sans trop y croire, indiqua qu'il était prêt à partir si une majorité de ses collègues le désavouait, ce qui mit immédiatement fin à l'incident.

Auparavant, le président de la Commission avait cependant expliqué à M. Brittan combien le premier tour de table de la conférence intergouvernementale sur

l'union économique et monétaire avait confirmé ses inquiétudes.

Dans un entretien au *Financial Times*, publié mardi 18 décembre, M. Delors indique qu'il n'est « plus si sûr que la Grande-Bretagne est la plus grande menace ». Selon lui, les ministres des finances allemand, espagnol, français et néerlandais donnent l'impression de nier les engagements de leurs gouvernements en matière d'union économique et monétaire.

Le président de la Commission affirme que MM. Wim Kok, Solchaga et Bérégovoy, ministres des finances néerlandais, espagnol et français, se sont conduits, samedi, au cours de la première réunion de la conférence intergouvernementale, comme si « rien ne s'était passé lors du premier sommet de Rome ». « Demandez à l'Allemand, à l'Espagnol, au Néerlandais, au Français, ce qu'ils pensent du fond du cœur », ajoute M. Delors.

M. Balladur veut organiser le dialogue sur l'Europe dans l'opposition

M. Edouard Balladur annonce, dans un entretien publié par le *Figaro* du mardi 18 décembre, que « quelques députés de l'opposition appartenant à toutes les familles politiques » ont décidé de « se réunir » pour examiner les points précis concernant la construction européenne qui font problème au sein de l'opposition. Il s'agit, dans son esprit, de « faire en sorte que l'opposition sur les problèmes de l'Europe comme sur les autres, propose aux Français une alternative crédible en vue des prochaines élections législatives ». M. Balladur

affirme qu'il existe « un large accord entre le RPR et l'UDF » sur le grand marché en 1993, l'union économique et monétaire, une défense européenne forte et l'aide aux nouvelles démocraties de l'Est. En revanche, sur le long terme, « c'est-à-dire la finalité de la construction européenne, la perspective de doter l'Europe d'une monnaie unique, il est bien vrai que nous ne voyons pas les choses de la même manière. Mais ces deux questions ne se posent que dans de nombreuses années », affirme-t-il.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Sapins tristes

DITES donc, les enfants, j'espère que cette année encore vous ne vous y êtes pas pris à temps pour vos achats de Noël. Non ? Ah ! Bon tant mieux ! Surtout ne vous précipitez pas. Rien ne presse. Les magasins resteront ouverts dimanche et lundi et, si j'ai un conseil à vous donner, c'est d'attendre la dernière minute avant de passer à la caisse. Pourquoi ? Parce que leurs tiroirs coïncent à en ce moment. Il y a du mou dans le vent de folie qui souffle habituellement sur le sapin, la guirlande, le jouet, le parfum, le foulard et le grille-pain.

Ils pleurent misère, les commerçants. Les coiffeurs se font des brushings pour pas perdre la main, les taxis maraudent sans trouver preneur. Sorti des restos du cœur, les autres s'amusent à faire des châteaux de cartes avec leurs menus et les traiteurs inscrivent des combinaisons de Loto gagnant sur les pages blanches de leurs carnets de commandes.

A quoi, ça tient ? J'en sais rien. Ça s'explique pas. La crise du Golfe, le baril en chute libre, je veux bien que ça se répercute place Vendôme, mais ailleurs ? La Sécu qui s'apprête à rogner sur

le sparadrap ? Les manifs des lycéens ? Ils ont déjà tout ce qu'il faut, ils se sont servis au décrochez-moi-ça chez C et A. Les parents séparés, absents, débordés, ont trouvé le truc ? Remplacer le cadeau de compensation par une enveloppe accompagnée d'un petit mot : achète-toi ce que tu voudras et si ça suffit pas, passe un coup de fil à ma secrétaire.

Moi j'y crois pas trop. Si nous traînons les pieds, c'est dans le vague espoir que, pris de panique, ils vont faire pareil qu'aux États-Unis et nous les brader au prix de gros, leurs dindes, leurs marrons glacés, leurs poupées Barbie, leurs Trivial pursuit et leurs frigos. Ce matin, USA Today annonçait 75 % de rabais dans les grandes chaînes genre Toys R US. Ils attendent pas la trêve des confiseurs, les mecs. Un peu partout, en pleine période de fêtes, ils soldent comme des fous, histoire de racoler le chaland.

Alors, un peu de solidarité, je vous en prie. Pour une fois qu'on est sur un bon coup, ne venez pas nous le casser en vidant les rayons avant l'assaut final, l'assaut gagnant. Le signal d'alarme est remonté. Suffit de le laisser sonner.

La production industrielle française est restée stable en octobre

La production industrielle française est restée stable en octobre. L'indice mensuel calculé par l'INSEE sur la base 100 en 1985 s'est inscrit à 113,2 - après correction des variations saisonnières - contre 113,3 en septembre.

En un an, c'est-à-dire sur la période allant d'octobre 1989 à octobre 1990, la progression de la production industrielle est de

1,1 %. Si l'on prend en compte les seules industries manufacturières - ce qui exclut l'énergie - la production n'augmente que de 0,3 %. En octobre, seules ont progressé les industries agroalimentaires et celles produisant des biens de consommation. D'autres, comme l'automobile et les travaux publics, ont en revanche reculé.

Poursuite de l'enquête sur les pannes de TDF 2

La commission chargée d'enquêter sur les pannes qui affectent deux répéteurs du satellite de télévision directe TDF 2 (le Monde du 1^{er} décembre) a rendu, lundi 17 décembre, ses premières conclusions. Elle a établi que les pannes du canal 1 et du canal 13 avaient la même origine : une tension électrique « instable » sur une des électrodes du tube émetteur, fabriqué par Thomson, déclenche un dispositif de sécurité qui empêche le tube de redémarrer. Or les tubes émetteurs de TDF 2, comme ceux de TDF 1, doivent être redémarrés après chaque éclipse de soleil mettant le satellite à l'ombre, phénomène journalier pendant la période d'équinoxe. C'est lors de la dernière période d'éclipses que les

pannes de TDF 2 ont été constatées (le Monde daté 14-15 octobre).

La commission d'enquête n'a toutefois pas déterminé la cause ultime de ces pannes. Quatre hypothèses lui semblent possibles : une défaillance du tube lui-même (dont la technologie, encore peu usitée, a, depuis longtemps, fait l'objet de vives critiques), une défaillance de son alimentation électrique, enfin de mauvais raccordements entre l'alimentation et le tube, ou entre l'alimentation et le système général du satellite. La commission va donc poursuivre son enquête et présentera un nouveau rapport dans la seconde quinzaine de janvier.

M. C. I.

EN BREF

□ Coupe d'Europe : l'Olympique de Marseille rencontrera le Milan AC. Le tirage au sort des quarts de finale des coupes européennes de football a eu lieu, mardi matin 18 décembre, à Zurich. En Coupe des clubs champions, l'Olympique de Marseille rencontrera le club italien du Milan AC, match aller le 6 mars à Milan, match retour le 20 mars à Marseille. En Coupe des coupes, Montpellier jouera contre le club anglais de Manchester United, aux mêmes dates et dans le même ordre, Montpellier devant d'abord se rendre en Angleterre.

□ Occupation de la mairie de Blois par des manifestants CGT du Livre. Entre 250 et 300 manifestants de la fédération CGT du Livre occupent la mairie de Blois (Loir-et-Cher) depuis mardi matin 18 décembre. Les manifestants, dont une délégation a été reçue, à défaut du maire, M. Jack Lang, par son premier adjoint, entendent protester contre « la dégradation continue de l'emploi » dans le secteur de l'imprimerie, et plus particulièrement contre le « projet de fermeture de l'imprimerie d'Ozair-la-Ferrière » (Seine-et-Marne) appartenant au groupe syndical. Ils réclament qu'une table ronde soit organisée entre « le patronat du livre, les imprimeries, les éditeurs, des représentants des pouvoirs publics et la CGT » sur la situation de l'imprimerie en France.

□ L'affaire du SC Toulon : le directeur administratif du club remis en liberté. M. Jean-Pierre Zanotto, le juge d'instruction marseillais en charge du dossier des fausses factures du Sporting club de Toulon et du Var (SCTV), a signé, lundi 17 décembre, une ordonnance de remise en liberté en faveur de M. Eric Goiran, le directeur administratif du club varois. Celui-ci était incarcéré depuis le 12 octobre après avoir été inculpé de faux en écritures de commerce, abus de confiance et recel. Il a quitté la maison d'arrêt des Baumettes (Marseille) lundi en fin de soirée. En revanche, le juge Zanotto a rejeté la demande de mise en liberté déposée pour le manager général du SCTV, M. Roland Courbis.

□ COLOMBIE : un autre journaliste libéré. Les « extraditables », organisation armée des trafiquants de drogue colombiens, ont libéré lundi 17 décembre, à Medellín, un reporter-cameraman de la chaîne télévisée Crompton, Orlando Acevedo, qu'ils séquestraient depuis plus de trois mois. Le reporter est le quatrième journaliste libéré par le cartel au cours des dernières semaines. (AFP)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
ARTS
Le Monde et SPECTACLES

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Albanie : « Lettre à Ismail Kaderi », par Nils Andersson ; Parlement : « Deux sous d'honneur », par Jean-Jacques Dupeyron ; 2

La crise du Golfe ; 3

Le Maroc après les émeutes ; 3

Le gouvernement annonce la création d'une commission d'enquête « pluraliste » ; 8

Le vingt-septième congrès du PCF ; 10

SECTION B

Après le plan Dureux ; 12

Médecins et pharmaciens réagissent ; 12

Diagonales ; 13

« Démocratie idéale », par Bertrand Poirot-Delpech ; 13

Affaire Doucê ; 13

Une nouvelle orientation de l'enquête ; 13

Souvenirs d'Algérie ; 14

« Outremers », le premier film de Brigitte Rodan ; 14

Lambert Wilson chante ; 16

Un petit goût de Broadway au Casino de Paris ; 16

SCIENCES • MÉDECINE

■ Un entretien avec l'administrateur général du CEA « Coréens et sidéens » Des sondes et des frondes ■ Les abus sexuels sur les enfants ; 17 à 19

« 7 d'or » ; 24

La crise à FR 3 ; 24

Rupture des négociations entre la direction et les journalistes ; 24

SECTION D

Dissensions à FO ; 25

Le durcissement de M. Marc Blondel n'est pas toujours bien accueilli ; 25

Un schéma européen des TGV ; 25

Les Douze tracent le futur réseau des trains à grande vitesse ; 25

Services

Abonnements ; 18

Annonces classées ; 28 à 31

Carnet ; 20

Marchés financiers ; 32-33

Météorologie ; 23

Mots croisés ; 23

Radio-Télévision ; 23

Spectacles ; 22

La thématique du Monde : 3615 LEMOINE

3615 LM

Ce numéro comporte un supplément « Initiatives » folioté de 1 à XII intercalé entre les pages 24 et 25.

Le numéro du « Monde » daté 18 décembre 1990 a été tiré à 566 641 exemplaires.

مركز الامتل

Le Monde

INITIATIVES

CAMPUS ♦ EMPLOI

CES ENTREPRISES QUI PERDENT LA TÊTE

Fuite
des cerveaux,
déclin.
consécutif à
une acquisition,
croissance
trop rapide,
absorption
aventureuse,
de nombreuses
causes
expliquent
la vulnérabilité
des sociétés
de services.

Pages IV et V



DESSIN VINCENT GROUSSIN

(Publicité)

**7 PAGES
D'OFFRES
D'EMPLOI**

MEDIA-SYSTEM

Le monde est à vous

Aujourd'hui, le monde s'ouvre sur votre futur immédiat. La fin
d'année approche, les bilans professionnels commencent,
des perspectives d'avenir se profilent...

En 1991, ce siècle, qui a connu l'explosion technologique et l'avène-
ment des services, arrive à son aboutissement. Dans un contexte
économique fluctuant et parfois difficile, des secteurs d'activité
continuent à afficher une bonne santé et à manifester clairement
une ferme volonté d'expansion. Ainsi, de nombreuses entreprises,

particulièrement dynamiques, accélèrent le rythme de croissance,
développent d'ambitieux projets, s'enrichissent de nouvelles compé-
tences. Pour elles comme pour vous, ces années 90 seront détermi-
nantes. Traçons dès maintenant la voie qui nous permettra de con-
quérir l'avenir en véritables leaders.

Rendez-vous en pages VI et VII. En avant première, de belles oppor-
tunités de carrière se présentent, de grands desseins s'annoncent.
En 1991, le meilleur est avenir.

Je,
sas
ars
rés
à la
r le
ter-
des-
arite
our-

son
de la
A (le
in un
xami-
é.

'BERG
page 8

176 PTA :
N. 2,50 S.

INITIATIVES
CAMPUS

L'asphyxie des bibliothèques universitaires

Les B.U. craquent de plus en plus. Faute de structures d'accueil appropriées, les étudiants les utilisent comme lieux de travail ou de rencontre

LES bibliothèques universitaires sont mises à rude épreuve par l'accroissement du nombre d'étudiants et donc de leurs usages. Et la vie quotidienne dans ces temples du silence et de la concentration devient de plus en plus difficile. La situation est particulièrement tendue dans la région parisienne, qui regroupe un tiers des étudiants français et près de la moitié des chercheurs.

Celle de Nanterre abrite 300 000 volumes et 2 800 périodiques, pour une surface totale de 15 000 mètres carrés. « Elle a été conçue pour 16 000 étudiants. Ils sont aujourd'hui plus de 37 000 sur le campus et l'on enregistre 4 000 entrées par jour », explique Bernadette Jullien, conservatrice en chef de Paris-X, inaugurée en 1971, elle avait marqué un tournant dans l'histoire des bibliothèques universitaires : « C'est la première à avoir été construite selon les instructions de juin 1962, qui prévoyait de faciliter le libre accès aux ouvrages et périodiques, mais aussi de distinguer deux niveaux de documentation : pour les étudiants des premier et second cycles, d'une part ; pour les enseignants et chercheurs, d'autre part. »

Mais la possibilité de se servir directement dans les rayons reste un luxe réservé aux bibliothèques récentes. Pour les autres - Sainte-Geneviève, la Sorbonne, et celles de grands établissements comme la Mazarine, la Byrrhène qui possèdent des ouvrages précieux - les consultations, en urgence, sont impossibles. On continue de relever la cote des ouvrages dans une salle de fichiers, pour l'inscrire sur un bulletin que l'on porte aux rayons. Que l'ouvrage soit disponible ou non, il faut encore attendre un quart d'heure, une demi-heure et parfois une heure aux moments d'affluence.

MOSANQUE. Si elles généralisent l'accès direct, les bibliothèques les plus récentes sont conçues selon des principes différents : celle de Jus-

sieu, « interuniversitaire et scientifique », répond à un souci de proximité et aboutit à une mosaïque de petites unités jouxtant l'espace où la discipline est enseignée. Ainsi, les six bibliothèques destinées aux étudiants sont situées dans des locaux différents : une salle pour la biologie, une pour la chimie, une autre pour les mathématiques et l'informatique, une pour la physique et une autre pour les sciences de la Terre. Les étudiants de Jussieu (30 233 en 1988-1989 pour les deux universités, dont 23 435 inscrits au prêt) n'ont pas hésité à suivre un double cursus.

Quant aux chercheurs de troisième cycle, sept autres endroits les accueillent. « Cette bibliothèque a été conçue, dès le départ, pour être décentralisée », explique Monique Schindelman, conservatrice en chef de Paris-VI et Paris-VII. Ce n'est pas une cathédrale du livre. Dans ce château fort de la science, il était prévu une tour par discipline, avec une salle pour les étudiants au rez-de-chaussée et une en étage pour les chercheurs. Aucune bibliothèque scientifique n'était destinée aux étudiants de premier cycle, ni à ceux de lettres qui sont aujourd'hui plus de 10 000. »

L'éclatement de ces locaux rapproche peut-être les utilisateurs, essentiellement des chercheurs. Mais aucun service d'accueil ou de renseignement n'est prévu pour les étudiants. Autre inconvénient : il est plus difficile d'assurer une permanence, pendant les congés scolaires, dans sept salles que dans une seule.

TRAVAILLER ENSEMBLE. Elise, Delphine, Miloud et Enrique se sont installés ensemble à la bibliothèque de premier cycle pour réviser leur cours de mathématiques et de chimie. Ils sont étudiants en première année de DEUG sciences de la nature et de la vie, à Jussieu. Les volumes sont rangés sur leurs tables, comme sur celles de leurs voisins. Seule Elise est déjà allée consulter un ouvrage en libre accès, dans la salle de premier cycle scientifique.



Les autres n'en ont jamais eu besoin. Tous trois estiment, avec un brin de mauvaise foi, que si l'accueil était mieux organisé, ils consulteraient davantage d'ouvrages. Ils viennent là surtout pour travailler ensemble, trois fois par semaine entre deux cours. Pour les « lectures-plaisir », leur rythme varie de 5 à 15 livres par an.

Frédéric, étudiant en licence de sciences éco à Nanterre, est installé à l'écart des groupes d'étudiants. « La bibliothèque est le lieu où je ne viens que pour travailler, affirmer, même si je n'ai pas besoin de livre ou de documents. Mais quand j'en cherche, je ne trouve souvent

rien d'intéressant. Ainsi, je devais préparer un exposé sur le paradoxe de Léontieff. Il n'y a rien ici sur cet économiste. » Pour beaucoup, la bibliothèque est une salle de travail, dont la documentation n'est pas nécessairement utilisée. C'est aussi une salle de permanence, confortable et chauffée, où l'on passe simplement le temps. « Nous avons déjà dû intervenir pour faire cesser les jeux de cartes. Certains jouaient même de l'argent », raconte Monique Schindelman. Faute d'espace d'accueil sur les campus, la bibliothèque remplit des fonctions relevant davantage de la convivialité que de

l'étude. « Nous n'en sommes pas encore à vivre les étudiants, soupire Bernadette Jullien, de Nanterre. Mais ils s'en vont d'eux-mêmes, en voyant qu'il n'y a pas de place. Ceux qui effectuent des études avancées ont des difficultés à travailler à cause du brouhaha et des allées et venues permanentes. D'autant que nous ne sommes pas parvenus à réserver un endroit spécifique aux chercheurs. » Pour fournir aux étudiants une relative intimité, il a fallu trouver des expédients. Depuis quelques temps, de minuscules boîtes ont fait leur apparition. Il s'agit de petits bureaux cloisonnés presque entièrement fermés. Les

étudiants de mathématiques en raffolent, paraît-il. C'est malheureusement aussi un lieu qui attire les vandales, de moins en moins facilement repérés faute de personnel - 188 postes ont disparu, entre 1985 et 1987, sur l'ensemble du territoire. « Les étudiants arrachent les couvertures magnétiques des ouvrages et les jettent dans les toilettes, ce qui provoque de terribles brouhahas dans les canalisations », déplore Monique Schindelman. Il y a pire : les spécialistes du cutter, qui ne laissent que la couverture des livres en découpant soigneusement à la tranchée les pages qui les intéressent. Le montant de ces incursions est rigoureusement tenu secret.

FOUDRE. Si le surpeuplement est dur à vivre, il est toutefois rassurant sur le côté que tiennent les bibliothèques dans la vie des étudiants. Bernadette Jullien se souvient avec tristesse des longs temps morts de la crise d'après 1974. « Faute de crédits, la fréquentation avait considérablement chuté. Il me semble que les bibliothèques sont de plus en plus utilisées. Mais aussi de mieux en mieux. »

Selon Monique Schindelman, « nous n'avons rien à envier aux bibliothèques universitaires américaines comme celles de UCLA ou de Berkeley. Nous avons institué le libre accès. Des photocopies sont à la disposition des étudiants. Seule l'informatisation pêche encore, admet-elle. « Les Américains nous envient beaucoup notre Minitel et notre messagerie électronique entre bibliothèques. Actuellement, nous sommes en train de tester un système « Foudre », qui nous permet d'envoyer en temps réel grâce au réseau Numéris des documents parfaitement imprimés à une autre bibliothèque. »

Cela suffira-t-il à rendre les usagers plus studieux ?

Volérie Collet
(Zelig)

STAGES

« Le Monde Initiatives » publie chaque semaine des offres de stages en entreprises pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter directement la CDTE, association responsable de ce service, lancée en collaboration avec la MNEP, en téléphonant au 47-35-43-43 ou en s'inscrivant sur Minitel 36-15 JOB-STAGE. Les frais annuels d'inscription sont de 149 F.

Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de constituer directement cette association au (1) 47-35-43-43.

Personnel

Lieu : Issy-les-Moulineaux. Date : janvier. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. Pers. secrétariat. Mission : assistant service du personnel. 13600.

Lieu : Montigny-Le Bretonneux. Date : immédiate. Durée : 4 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3 gestion, ressources humaines, droit social. Mission : recrutement candidats de personnes handicapées. 13596.

Publicité

Lieu : Evry. Date : immédiate. Durée : 3 mois. Ind. : 3 000 F. ou +. Profil : bac + 2. Mission : mise en place d'une action de commercialisation de pub financière. 16630.

Lieu : Evry. Date : immédiate. Durée : 4 mois. Embarquement possible. Ind. : 4 000 F. ou +. Profil : bac + 2. Mission : publiciste graphiste auprès de jeunes créateurs d'entreprises. 16629.

Marketing

Lieu : Fresnes. Date : immédiate, mi-temps ou 3/4 temps. Durée : 4 mois. Ind. : 38 F de l'heure + 6 % précarité + 10 % congés payés. Profil : bac. Mission : prospection, enquêtes téléphoniques, saisie de fichiers. 14926.

Lieu : Neuilly. Date : janvier-février. Durée : 2 mois. Ind. : 1 800 F + stage d'anglais à l'étranger si intéressé. Profil : bac + 2 ou 3 BTS. Relations publiques ou DEUG Communication. Mission : marketing téléphonique auprès de responsables d'entreprises, relations presse, suivi administratif des clients. 14923.

Lieu : Saint-Denis. Date : immédiate. Durée : 3 mois. Ind. : 1 000 F à 2 000 F. Profil : bac + 2. Mark. comm. Mission : élaboration d'une revue de presse sur sponsoring et mécénat en communication. 14922.

Lieu : Paris. Date : immédiate.

Durée : 1 mois. Ind. : SMIC. Profil : bac + 2 mark. secrétariat. Mission : constitution d'un fichier. 14920.

Lieu : Paris. Date : janvier. Durée : 3 mois. Ind. : 1 500 F + 500 F par mois. Profil : bac + 2. Mission : assistant de la responsable terrain (suivi de terrain, enquêtes téléphoniques, qualification du fichier). 14927.

Lieu : Gentilly. Date : immédiate. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3 BTP, urbanisme, architecture. Mission : élaboration de dossiers sur le logement étudiant. 14921.

Vente

Lieu : Paris. Date : immédiate. Durée : 8 mois. Ind. : entièrement pris en charge par l'Etat. Profil : CAP esthétique exigé. Mission : pratique des techniques esthétiques et gestion des instituts. 16747.

Lieu : Levallois-Perret. Date : immédiate. Durée : 4 mois. Embarquement possible. Ind. : 7 000 F brut + %. Profil : bac + 2 Action Covente. Mission : prospection d'établissements d'enseignement privé pour vente de produits assurance. 16756.

Lieu : Marseille. Date : immédiate. Durée : 3 mois. Embarquement possible. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. Mission : marketing sur nouveaux produits, visible clientèle existante. 16755.

Lieu : Aulnay-sous-Bois. Date : immédiate. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac commercial. Mission : développement commercial de l'entreprise. 16750.

Lieu : Paris. Date : immédiate. Durée : 2 mois. Ind. : 6 300 F brut. Profil : bac commercial. Mission : suivi du fichier des adhérents. 16751.

Lieu : Paris. Date : janvier. Durée : 4 mois. Ind. : 1 500 F. Profil : bac + 2 BTS action Co TTX Macintosh. Mission : phoning, prospection, visites, vente. 16757.

Informatique

Lieu : Paris. Date : immédiate. Durée : 6 mois. Possibilité mi-temps. Ind. : à définir. Profil : bac + 3 info connaissance du DOS Tableau. Mission : mise en place programme de gestion commerciale. 17859.

Lieu : Neuilly-sur-Seine. Date : immédiate. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. Mission : au sein du service audit paramétrage de logiciels développement micro. 17858.

Lieu : Paris. Date : immédiate. Durée : 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. Mission : techniques de maintenance en micro-informatique. 17856.

Lieu : Villeurbanne. Date : immédiate. Durée : 6 mois. Ind. : 5 000 F minimum. Profil : bac + 3. Mission : création de logiciels sur compatibles PC. 17857.

Lieu : Paris. Date : immédiate. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4. Mission : audit informatique. 17852.

Communication

Lieu : Levallois-Perret. Date : immédiate. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4. Comm. mark. Mission : mise en place et organisation de stages de formation en communication. 17804.

Secrétariat

Lieu : Paris. Date : immédiate. Durée : 2 mois. Ind. : 3 000 F. Profil : bac + 2. Mission : standard téléphonique, suivi dossiers commerciaux, frappe. 24754.

Lieu : Paris. Date : immédiate.

Durée : 2 mois. Ind. : 1 500 F. Profil : bac + 1 BTS. Secrétariat ou autre. Mission : secrétariat commercial. 24751.

Lieu : Paris. Date : immédiate. Durée : 2 mois. Ind. : 3 000 F. Profil : bac + 1, connaissances info. Mission : secrétariat classique, dactylo, classement. 24747.

Lieu : Boulogne. Date : immédiate. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 1. Mission : saisie de textes sur word TTX en français. 24746.

Electronique

Lieu : Aubagne. Date : janvier. Durée : 2 à 6 mois. Ind. : repas + transport et +. Profil : bac + 4 ou 5 Enstis, Isen, Esnerg. Supiel. Mission : participer aux projets de l'entreprise en télécom et radio communication. 20633.

Et de nombreux autres stages sur le 36 15 JOB-STAGE. Pour tous renseignements, contacter la CDTE au 47-35-43-43.

Œillades à la Sorbonne

Pendant au moins quatre ans, le temps de réussir le CAPES, mais de rater l'agrégation de lettres classiques, Gisèle est venue, chaque jour, passer de longues heures à la bibliothèque de la Sorbonne. Penchées sur les tables de bois sombre éclairées par de petites lampes, quelques jeunes filles en fleur, comme Gisèle perpétuant la tradition des œillades romantiques dans le monde clos des bibliothèques.

Car Gisèle n'a pas seulement profité de sa présence assidue pour consulter les dictionnaires de latin et de grec - rares volumes en libre accès - ou pour puiser dans les réserves. Elle a aussi fait quelques conquêtes : un étudiant en histoire, un étudiant en lettres modernes... « C'est une ambiance qui favorise la démarche amoureuse, mais par des procédés inhabituels,

explique-t-elle. On ne se connaît pas et pourtant on se retrouve régulièrement au même endroit. Alors on s'observe, on s'envoie des billets. »

Comme chaque bibliothèque, celle-ci a ses règles et ses coutumes que Gisèle a apprises avec l'habitude. Les toilettes qui se trouvent au fond de la salle de lecture tiennent lieu de fumoir, mais aussi de salon : on y apporte volontiers sa chaise et l'on cause entre amis, sans importuner les étudiants laborieux. Un distributeur automatique de boissons contribue à la convivialité de cette pièce...

Au temps des vidéofonies et des catalogues informatisés interconnectés, la Sorbonne conserve les traditions des boudoirs galans d'autrefois...

V. C.

PRECISION

BBC ENGLISH
L'ANGLAIS DE LA BBC
manuels, audio-cassettes, vidéo-cassettes
1 livre + 2 cassettes C60 = 199 F
Documentation gratuite :
EDITIONS-DISQUES BBC (M)
8, rue de Berli, 75008 PARIS
Tél. : (1) 45-62-44-24

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

4 OUTILS INDISPENSABLES
POUR LES PROFESSIONNELS DE LA FORMATION ET DU RECRUTEMENT

LE DICTIONNAIRE
ANNUAIRE NATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
1991
détaille 280 grandes écoles, équipes de direction, répartition des ressources, programmes, adresses, découpages, associations, recherche et formation continue

LE DICTIONNAIRE
ANNUAIRE NATIONAL DES ECOLES D'INGENIEURS
1991
détaille 215 écoles, de la même manière que l'Annuaire des écoles de commerce

LE DICTIONNAIRE
ANNUAIRE NATIONAL DES UNIVERSITES
1991
analyse 88 universités publiques et privées, leurs services généraux, leurs associations, les 1 000 UFR et les diplômes qu'elles délivrent, ainsi que les 6 000 laboratoires de recherche

175 P.T.A. + 2,50 F

16.
18.
19.
20.
21.
22.
23.
24.
25.
26.
27.
28.
29.
30.
31.
32.
33.
34.
35.
36.
37.
38.
39.
40.
41.
42.
43.
44.
45.
46.
47.
48.
49.
50.
51.
52.
53.
54.
55.
56.
57.
58.
59.
60.
61.
62.
63.
64.
65.
66.
67.
68.
69.
70.
71.
72.
73.
74.
75.
76.
77.
78.
79.
80.
81.
82.
83.
84.
85.
86.
87.
88.
89.
90.
91.
92.
93.
94.
95.
96.
97.
98.
99.
100.

CES ENTREPRISES

Plus que d'autres, les entreprises de services - cabinets ou sociétés informatiques, par exemple - sont sensibles de la tête. Soit parce qu'étant basées sur le rassemblement de la matière grise, la fuite des cerveaux peut brusquement provoquer leur mort. Cela s'est vu. Soit elles déclinent, à la suite d'une fusion ou d'une acquisition, quand s'effondre l'édifice dont on s'aperçoit qu'il devait tout à la personnalité charismatique du

père fondateur. Là aussi, les exemples abondent.

Mais d'autres cas existent, tout aussi tristes : il arrive que telle ou telle réussite se transforme en débâcle si le créateur perd la tête, au propre comme au figuré, ou, encore, si une croissance trop rapide et des absorptions aventurées viennent bouleverser le climat interne, souvent très affectif.

Dans tous les cas, la vulnérabilité s'explique par un certain nombre de traits communs. Ces socié-

tés-là ne réclament pas de lourds investissements en matériel productif et peuvent, généralement, se suffire de bureaux, voire d'un appartement ou d'une maison de ville. Elles sont donc faciles à recréer et on assiste d'ailleurs à une valse des consultants qui ont une forte propension, le marché comble, à se mettre à leur compte, y compris à plusieurs. Leur valeur ajoutée, très forte, dépend d'un savoir-faire ou d'une prestation

intellectuelle qui suppose la cohabitation de personnalités brillantes, facilement tentées par le narcissisme, motivées par le succès individuel et collectif. Il suffit d'un incident, d'un échec ou plus simplement d'une brouille pour que les équipes se défont, entraînant dans leur sillage des kyrielles de rancœurs tenaces.

Dans ces microcosmes composés exclusivement d'élites, le poids des cooptations est important qui

conduit à se singulariser de ses concurrents par des particularismes puissants, des rites initiatiques, quand ce n'est pas par une culture d'entreprise volontairement décalée. L'addition magique de talents, qui trace le cercle vertueux, peut tout aussi bien devenir la spirale infernale, dès lors que surviennent des manquements aux règles ou un désaccord.

LA PART DU FEU. Toutes ces sociétés savent qu'elles doivent vivre dangereusement avec ce talon

d'Achille et la plupart s'efforcent de trouver des antidotes, plus ou moins efficaces. Au fil de leur progression, elles constitueront des filiales ou des départements autonomes pour accéder au pouvoir et un semblant d'indépendance à leurs ténors. Ailleurs, à la manière des cabinets américains, elles pratiqueront les stocks option, pour s'assurer d'une certaine fidélité, et, plus fréquemment, accorderont à leurs meilleurs consultants le

Quand le charisme vient de la compétence

PDG du numéro un européen du recrutement, Christian Laué se définit comme un patron charismatique. En mettant en avant sa capacité à communiquer

CHRISTIAN LAUÉ, c'est Egor. Le PDG du numéro un européen du recrutement raconte son histoire comme s'il n'y avait rien de plus banal. « Grosse de la campagne » élevé par ses grands-parents, il tient à sa liberté et à son indépendance. Il ne sera pas agriculteur mais vendeur d'aliments pour le bétail. Il progresse vite. Chef de vente, directeur commercial, il se passionne immédiatement pour le recrutement. « J'ai vendu ma voiture, emprunté de l'argent à un copain et créé en novembre 1970 Egor Resources Humaines. »

Chronologiquement, son trajet repose sur quatre étapes qu'il désigne lui-même : « Le bagne pour les premières années puis les fondations, l'envoi en 1983 et enfin la dimension internationale. J'ai travaillé tout seul pendant les trois premières années, se souvient-il, un an sans secrétaire. »

Aujourd'hui, la renommée du groupe n'est plus à faire. Cinq cents salariés en Europe, 300 millions de chiffre d'affaires. « Egor sera, c'est mon ambition, le numéro un mondial en l'an 2000 », indique-t-il, sûr de lui. A quarante-sept ans, Christian Laué veut bien se définir comme un patron charismatique à la condition d'en donner une définition précise : « C'est souvent quelqu'un de compétent. Une compétence acquise dans sa spécialité et un charisme qui lui tire de sa capacité à communiquer. »

En toute modestie. Car rien n'est plus dangereux, selon lui,

que de « se prendre au sérieux ». « Il suffit d'un incident de parcours et votre fabuleux patron charismatique risque de tomber vite de son piédestal en papier. » Et d'évoquer Bernard Tapie, dont « l'étoile pâlit de jour en jour », ou les frères Willot transformés en « Dalton du textile ».

« RESPECTÉ ET AIMÉ ». Ce créateur d'entreprise avoue sans hésitation travailler dans l'affectif. « Mon but n'est pas d'être craint. Je souhaite être respecté et aimé. entendre dire tout simplement « c'est un bon président. » Il a toujours en tête les intérêts de la collectivité. »

C'est en fait la véritable ambition de Christian Laué : avoir la plus belle entreprise-de services au monde et faire partager cet amour à ses collaborateurs. D'où peut-être sa vision du comité de direction, dont la photo trône en bonne place dans son bureau rue de Berri, et dont les membres sont présentés essentiellement comme des « amis ». « Les amis ne trahissent pas », affirme ce passionné et cet éleveur de chevaux de course qui « exerce avant tout la malhonnêteté intellectuelle. »

A n'en pas douter, certains collaborateurs d'Egor sont là à cause de lui. Le turnover de la société est très faible, moins de 2 %. « Je respecte les gens, je leur laisse prendre des initiatives et ils ont droit à l'erreur. Déléguez ? Oui, mais tout en contrôlant avec intelligence », ajoute-t-il immédiatement. « Finalement les gens ont horreur d'être livrés à eux-mêmes. Ils ont besoin de sécurité. »

Marie-Béatrice Boudet

« Vega, c'est Boisseau et... Boisseau, c'est Vega »

« Nul ne doit être indispensable », affirme le PDG du groupe Astrobotic. Mais tout porte son empreinte

UN catalyseur d'énergies. C'est ainsi que se présente volontiers Jean-Louis Boisseau, président-fondateur de Vega Automation, la première entreprise française de robotique appliquée à l'emballage. Sous sa houlette, cette société a connu un succès foudroyant en doublant, voire en triplant, son chiffre d'affaires (60 millions de francs en 1989) chaque année depuis sa création en 1986 à Troyes (Aube). Un succès qui, en contrepartie, a obligé Jean-Louis Boisseau à engager une profonde mutation de son entreprise pour faire face à l'« inéluctable » crise de croissance, tant financière que sociale, que traverse actuellement la société.

Sur le plan social, le charismatique patron du groupe Astrobotic, constitué dans le sillage de Vega, a dû relever un jolii défi : réussir l'intégration des nouveaux venus au sein de la petite équipe d'ingénieurs qui ont participé au démarrage. Une petite équipe qui s'agrandit au rythme de vingt-cinq embauches par an, tous diplômés de bac+2 à bac+7, pour atteindre aujourd'hui quelque quatre-vingt-cinq salariés. « Auparavant de soixante-quinze salariés », reconnaît Jean-Louis Boisseau, « ce n'est matériellement pas possible pour un patron d'être impliqué dans la vie de chacun. »

Ce fossé se creuse d'autant plus que les gros efforts consentis par l'équipe originale lors du lancement de la société ont naturelle-

ment tendance à s'émousser avec les premiers succès décrochés. « Les techniciens du début n'ont pas voulu endosser les responsabilités de manager qu'imposait la croissance de Vega », constate, non sans amertume, Jean-Louis Boisseau, qui avoue d'être senti « de plus en plus seul » face aux décisions à prendre.

ASCENSION EXCEPTIONNELLE. Certains ont certes accepté de prendre des responsabilités. Ainsi cet ancien ouvrier ajusteur de la Cetra, première entreprise fondée par Jean-Louis Boisseau en 1973, a suivi ce dernier lors de la création de Vega et est aujourd'hui président d'Algora, l'une des cinq PME du groupe Astrobotic. Mais cette ascension est restée exceptionnelle, et Jean-Louis Boisseau s'appuie désormais sur la nouvelle équipe de cadres dirigeants dont il vient de s'entourer.

« Il s'agit désormais, affirme Jean-Louis Boisseau, d'éviter une querelle des anciens contre les modernes et de redonner une cohésion à l'ensemble du personnel » autour d'un projet commun. Un projet qui ne reposera plus uniquement, ajoute-t-il, en filigrane, sur la personnalité du dirigeant de Vega. « Quel que soit son rôle, souligne-t-il, nul ne doit être indispensable. »

Mais pour l'heure, le PDG du groupe Astrobotic est bel et bien incontournable, ainsi que le résume la formule d'un observateur du microcosme économique troyen : « Vega, c'est Boisseau et Boisseau, c'est Vega ! » Et cette

identification de l'homme à l'entreprise ne semble pas être sur le point de se diluer. Certes, le patron de Vega a engagé un nouveau directeur général, un centriste débouché du groupe BSN, destiné à devenir le « père opérationnel » de la société. Il n'en demeure pas moins le « père spirituel » de tous et le grand communicateur de l'entreprise.

Tout porte son empreinte : le design de ses trois usines (pyramides futuristes ou paquebot de couleurs vives et aux hublots de verre) ; l'organisation du travail et l'absence quasi totale de personnel administratif et... féminin ; la composition du comité stratégique de réflexion dont sont exclus les directeurs technique et commercial.

Le bouillonnant patron intervient, en outre, au plus haut niveau tant à propos de la production de l'usine elle-même - sa créativité a été récompensée par de nombreux trophées - que de son recrutement - il est président de l'IUT de Troyes, l'un des viviers de Vega. De même est-il directement impliqué dans la création d'une Packaging Valley dans l'agglomération troyenne, avec notamment l'installation d'un centre américain de recherche en conditionnement.

Il reste donc bien du chemin à parcourir à Jean-Louis Boisseau pour décoller son nom du sort de Vega Automation et de ses salariés. Un nouveau défi en perspective...

Valérie Devillechabrolle

La boulimie met Concept dans le rouge

Pour avoir multiplié par 46 ses effectifs en cinq ans, la société de services informatiques a accumulé les difficultés

L'ORIGINE des difficultés de Concept, on trouve notamment la boulimie qui a saisi dans la seconde moitié des années 80 cette entreprise, créée il y a vingt ans, qui avait encore la taille d'une PME d'une centaine de personnes en 1984. Boulimie qui lui a fait multiplier les acquisitions, quitte à racheter des sociétés plus grosses qu'elle comme la Compagnie des centres mécano-comptables (CCMC), en septembre 1988, dont le marché de prédilection était constitué par les experts-comptables.

Cette opération a fait brusquement gonfler de 1.300 personnes les effectifs de Concept, qui se hissaient parmi les cinq premières SSII françaises et voyait son chiffre d'affaires multiplié par 8. Mais Concept ne s'est pas arrêté là : la même année, une société italienne d'informatique bancaire CDS (202 millions de chiffre d'affaires) ainsi que Cilec (28 millions) rejoignaient le groupe. Puis en 1989, ce fut le tour de Spectral-MIS et d'autres encore : finalement l'ensemble Concept comptait plusieurs dizaines de sociétés, 4.600 salariés et un chiffre d'affaires de 1.239 milliard de francs au premier semestre 1990.

A l'été 1989, la route fraîche direction des ressources humaines (une dizaine de personnes) avait

réuni 300 responsables du groupe pour leur expliquer le rôle fédérateur de leur société et les grands axes de sa politique sociale. Un problème d'harmonisation se posait en effet entre des salariés venus d'horizons très divers au sein du groupe, composé de sociétés, de cultures, de tailles et de clientèles très diverses. Concept, par exemple, était une société parisienne à la différence de CCMC, de racine lyonnaise. Le groupe abritait aussi deux grosses filiales en Italie (350 personnes) ou en Espagne (500 salariés).

DISPARITÉS. La direction, qui avait envisagé de fusionner plusieurs sociétés en France, s'est heurtée entre autres à des conventions collectives différentes, à des disparités dans les systèmes de retraite-prévoyance ou dans les rémunérations : à poste équivalent, ces écarts pouvaient atteindre jusqu'à 20 %, et, grosso-modo, les sociétés qui avaient les régimes de prévoyance les plus forts - généralement celles qui employaient les personnels les plus jeunes - avaient les systèmes de retraite les moins importants. Pour les harmoniser, la direction a décidé de compléter les régimes les moins bons avec des systèmes basés sur la capitalisation et non la répartition.

La société Concept était com-

posée, par exemple, d'un personnel plus jeune que celui de CCMC. Cette entreprise, vieille de quarante ans, avait des employés plutôt mieux rémunérés que sur le marché du travail, et des cadres plutôt moins. Cela expliquant sans doute ceci : dans l'ensemble, le personnel de CCMC avait une tendance à rester longtemps dans la société, ce qui tranchait avec la coutume de cette profession où le « turn over » est très rapide. De même, chez CCMC, les représentants du personnel sont élus sur des listes syndicales, alors que ce n'est pas le cas dans les autres sociétés du groupe.

Plusieurs dangers guettent le groupe, maintenant qu'une nouvelle direction est en place : d'abord que l'ancienne équipe fasse « de la résistance », ce qui n'est apparemment pas le cas. Ensuite, que les meilleurs éléments, les plus jeunes et les plus mobiles, soient débouchés par des concurrents, avec les risques de vieillissement du personnel que cela implique. Enfin, une menace de démotivation, alimentée par les craintes liées d'un plan de réduction d'effectifs (15 % chez CCMC), à un moment où l'entreprise doit se ressaisir pour se sortir de la crise.

Françoise Vayssé

Le contre-exemple de Techpack International

En reprenant TPI, Pechiney a redoublé de précautions pour ne pas perdre les cadres de cette société d'emballage de luxe

NOTRE montage n'a pas un aspect financier au départ. » Mars 1990 : Jean-Louis Vinciguerra, directeur financier du groupe Pechiney commente devant la presse la reprise par son groupe de TPI (Techpack International), société spécialisée dans le conditionnement plastique pour la santé et les parfums et qui emploie 2.200 personnes.

La réussite de Techpack International, l'un des leaders mondiaux de l'emballage de luxe, repose avant tout sur ses équipes. Le management a dû développer une identité d'entreprise très forte afin de fédérer les seize petites entreprises composant TPI, installées sur des niches très précises (parfumerie, maquillage, soins capillaires pour les marchés : pots, bouchage, boîtes et boîtiers, masques, rouge à lèvres par Eurocom et assise sur un créneau à très forts taux de marge comme de développement (le marché des emballages pour produits de beauté croît au rythme de 14 % par an). TPI ne peut manquer d'attirer les repreneurs.

Mais comment éviter que les talents ne s'éparpillent, une fois leur destin pris en main par une grosse structure ? Les candidats - Pechiney mais également son rival dans l'emballage de groupe CMB Packaging - devaient trou-

ver une solution ne vidant pas TPI de sa substance. « Les grandes maisons du luxe ont des relations très fortes avec les hommes. Il est très délicat de modifier la trame humaine de telles entreprises. Les responsables de Pechiney ont réagi intelligemment : ils se sont entourés de précautions pour ne pas déchirer ce qui existe », explique aujourd'hui Alain Chevassus, président de Techpack.

UNE BOUCHÉE. Tournaient résolument le dos à une solide tradition maison, le géant de l'aluminium s'est refusé à absorber TPI dont il n'aurait fait facilement qu'une bouchée. Plus astucieusement, Pechiney a rallié à ses côtés les cadres dirigeants de l'entreprise en proposant un schéma original d'association. En vertu du dispositif retenu, Pechiney a racheté 62 % de Techpack à Eurocom mais en a rétrocédé près de la moitié au management ainsi qu'à un groupe d'investisseurs réunis par le cabinet LBO-France.

Ces derniers se sont engagés à ne pas céder leurs parts pendant quatre ans. « On vivait de façon totalement autonome dans un groupe de communication, souligne Alain Chevassus. Le passage dans le giron Pechiney n'a pas changé grand-chose à nos méthodes de fonctionnement. Pas un seul cadre dirigeant n'a quitté la société après le transfert de pro-

priété. C'est rare. » L'avantage pour Pechiney est que cette prise de contrôle partielle revient, à l'évidence, moins cher qu'une acquisition pure et simple.

Numéro un mondial de l'emballage depuis le rachat de l'américain ANC, l'aluminier se donne le temps nécessaire pour parfaire sa connaissance du secteur du luxe avant d'exercer, si les investisseurs souhaitent se retirer, un droit de préemption et de devenir, alors, majoritaire. De son côté, TPI préserve son autonomie. Et la présence d'un groupe industriel de la taille de Pechiney dans son tour de table lui donne les moyens de financer son développement sans endettement.

« Artisanal il y a quelques années encore, explique Alain Chevassus, l'emballage de luxe est aujourd'hui un métier d'industriel et devient un métier de scientifique. Pour décorer les flacons, par exemple, il devient indispensable de maîtriser les nouvelles techniques de traitement des surfaces. Ce qui nécessite des budgets de recherche développement considérables. » Devenus actionnaires de leur société, les cadres dirigeants peuvent espérer à moyen terme améliorer substantiellement leurs fins de mois. Pour quatre ans au moins, TPI est assuré de ne pas perdre ses têtes.

Caroline Monnot

هكذا من الأمل

INITIATIVES
EMPLOI

QUI PERDENT LA TÊTE

statut envié d'associé au capital ou de partenaire, pour les faire entrer dans une confrérie restreinte. D'autres, ou les mêmes, décideront froidement de faire la part du feu entre les dirigeants jugés indispensables, les éléments d'avenir et les escomades d'exécutants. Prenant leur parti d'un turn-over qui peut atteindre des taux élevés, de l'ordre de 25 % de renouvellement des effectifs par an, elles développent alors une politique de recrutement agressive. Les jeunes diplômés

seront attirés par la réputation de l'équipe et, à la manière des anciens de Procter & Gamble, on leur fera valoir qu'ils profiteront de leur passage toute leur carrière durant. Tel grand cabinet de recrutement pratique de la sorte : le PDG s'est entouré d'une garde prétorienne de sept directeurs d'unité qui lui sont indéfectiblement liés. Rares sont ceux qui, à l'inverse, inventent des parades plus raisonnables, à l'instar de cette sage société de services informatiques qui s'appuie sur une

gestion fine des ressources humaines, établit des plans de carrière et s'interdit de croquer par des rachats. Elle se veut modeste dans un secteur aux comportements volontiers flamboyants.

LA GRENOUILLE ET LE BOEUF. Quelles que soient les précautions prises, le risque demeure qu'une entreprise ne devienne une caravane de boeuf, juste à temps pour les plus dynamiques et qui sont en train de recomposer le marché du travail.

Cela se résume en mésaventures, à chaque fois étonnantes.

C'est la société Concept, la grenouille qui se voulait aussi grosse que le boeuf et qui, égarant mal ses acquisitions, doit licencier. C'est ECONOCOM, en pleine crise de croissance. Mais on trouve d'autres cas d'école. Après s'être développée à toute allure, tel cabinet entre dans la zone des tempêtes. Son patron, jusqu'alors incontesté, semble être dépassé par son succès qu'il ne

maîtrise plus. Le voilà qui prend des décisions jugées incohérentes par ses équipes. Le doute s'installe. Les barons cherchent à partir en organisant des reprises d'une partie de l'activité par les salariés ou se mettant en quête de partenaires extérieurs. Ecomat, le président fondateur veut vendre, et ne trouve pas preneur, puis se résout à casser les prix pour se redresser. L'engagement mortel. Ailleurs, l'aura du « patron » est définitivement ternie après une série d'échecs, qui sanc-

tionnent une fuite en avant. Les consultants s'éparpillent et se répandent dans toute la profession pour signer son probable arrêt de mort.

Parfois, tout se termine en douleur, hémorragie. Un chasseur de têtes, l'un des pionniers de la profession, ralentit son activité pour goûter aux plaisirs de la vie. Ses associés, plus jeunes, le quittent sans rancune. Parce qu'une page de l'histoire est tournée.

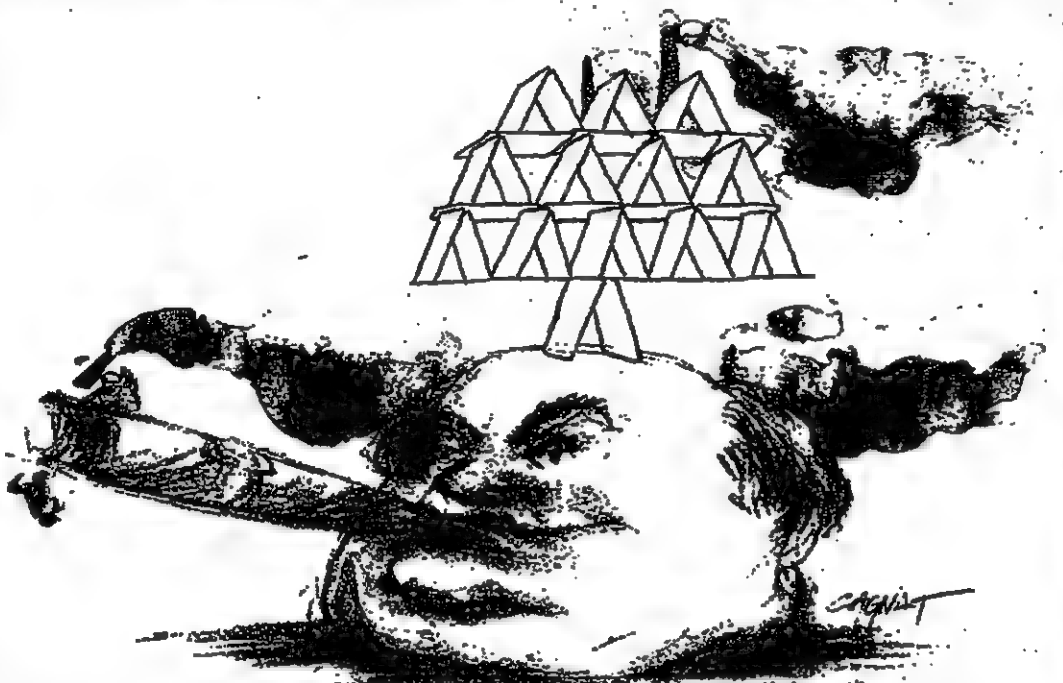
Alain Labeaube

« Nous nous orientons vers des structures plus fragiles »

Pour Jacques Jochem, directeur général adjoint de Bossard Consultants, les entreprises françaises n'ont pas développé l'apprentissage pour les managers. En cas de changement de patron, on cherche à l'extérieur

DANS les structures de type tribal où la direction ne gouverne pas par l'intermédiaire d'un organigramme, mais au contraire de manière initiatrice, avec des relations interpersonnelles, c'est effectivement la panique quand le chef d'entreprise disparaît, constate Jacques Jochem, directeur général adjoint du cabinet de consultants Bossard et spécialiste des questions de management. « Il est difficile de rentrer dans ces entreprises. Et, pour un consultant, il est ardu d'appréhender la réalité du pouvoir derrière la façade de bois. Pour remplacer le patron, il faut alors faire régresser l'entreprise vers des structures d'organisation, de bureaucratie, si l'on veut faire accepter un autre directeur par la hiérarchie. Et, dans ce cas-là, on peut difficilement agir de l'intérieur, il vaut mieux chercher un remplaçant à l'extérieur. »

Selon Jacques Jochem, qui a été cadre chez Mercedes, les entreprises allemandes sont moins soumises aux risques du changement de patron car, dit-il, « leur direction est plus collégiale. D'après les statuts de Mercedes, le président doit être choisi parmi les huit grands directeurs de la firme. C'est ainsi que j'ai connu le règne d'un financier qui a instauré une politique de réduction des coûts, puis celui de l'ancien directeur du développement, qui a fait entrer Mercedes dans les activités aéronautiques pour des raisons de haute technologie ». Du fait de ce phénomène de collégialité, ces



changements de cap ont été admis par la hiérarchie. Bien qu'étant très différents, les deux présidents étaient aussi légitimes l'un que l'autre, car ils étaient tous deux issus du rang.

En revanche, « il existe peu de structures d'apprentissage des managers dans les sociétés hexagonales », déplore Jacques Jochem. Conséquence : quand l'entreprise perd son patron, on est contraint d'aller chercher un

nouveau PDG à l'extérieur, comme Jacques Calvet pour Peugeot ou Raymond Lévy pour Renault. On constate aussi un autre phénomène chez les dirigeants qui ont totalement créé leur entreprise : « Certains se font si peu à l'idée que l'entreprise survive à leur départ qu'ils vont tout faire pour briser les éventuels successeurs... »

Les entreprises courent également un risque d'éclatement avec

le développement spectaculaire des activités de services, qui confèrent plus de poids aux hommes qu'à l'organisation. Exemple extrême, les sociétés de services et d'ingénierie informatique et les cabinets de consultants où les capacités productives de l'entreprise résident quasi exclusivement dans la matière grise de ses membres. Ceux-ci peuvent décider du jour au lendemain de partir exercer la même activité à leur propre compte. Et ils ne s'en privent pas.

Si l'hémorragie est importante, l'entreprise meurt. Certains patrons ont déjà imaginé des parades : « Pour que la société reste soudée, on a instauré deux classes de collaborateurs », explique Jacques Jochem. Par exemple, chez Cap Gemini Sogeti, il y a d'un côté cent quarante chefs d'agence que l'on cherche à garder, par le biais d'un intéressement important aux résultats et, de l'autre, une masse d'informati-

ciens peu impliqués dans le fonctionnement de la société et parmi lesquels le turn-over est élevé. Chez Bossard, nous avons ouvert le capital à 150 partenaires parmi les 600 consultants de la société. »

Selon Jacques Jochem, les risques d'éclatement des entreprises iront en s'accroissant. « A moyen terme, toutes les industries seront des industries de services : IBM se lance dans les logiciels et la formation, les constructeurs automobiles vendront demain du kilomètre roulant (assurance, garage, réparations, remplacement de l'auto) et non une simple voiture. Dans ce cadre, la valeur des hommes sera déterminante. Il faudra les laisser s'épanouir dans des structures plus décentralisées qu'aujourd'hui, et donc plus fragiles. »

Propos recueillis par
Laurent Marcellino

Et Carré noir fit « bunsha »

Une « japonaiserie » de plus ? Craignant de décliner après avoir atteint son seuil d'excellence, le leader européen du design a préféré éclater

AVOIR pour nom Carré noir et être leader incontesté du design en Europe impose forcément quelques obligations. Refuser la banalité, par exemple. Croire à l'effet d'un mot. Eviter de diviser l'entreprise en « départements », « filiales » ou « cellules », qui sont autant de termes structurants, bien peu propices à l'épanouissement de l'imaginaire. S'inspirer non de quelques technocraties mais tout simplement de la vie. En un mot faire *bunsha* ! Comment ? Une « japonaiserie » de plus ? Peut-être. Mais qui, dans ce cas précis, a fait ses preuves.

Tout a commencé en 1986. Cette année-là, rien n'allait plus. Carré noir, qui avait jusqu'alors été une agence de design, se trouvait à la fois désemparé et désemparé. Les clients poussaient toujours aussi nombreux les portes de l'agence, mais les quatre petits génies du design qui avaient fondé Carré noir, treize ans plus tôt, sentaient que, à peine adolescents, leur enfant prenait un coup de vieux. Pourquoi se le cacher ? L'agence paraissait avoir l'âge de ses fondateurs, la cinquantaine, alors qu'en moyenne les collaborateurs avaient moins de trente ans.

« Or nous ne voulions pas que l'agence vieillisse avec nous », explique Gérard Caron, le PDG. Nous avons toujours dit qu'un jour nous partirions et qu'une équipe allait devoir prendre le relais. Même si on n'est jamais remplacé, j'ai l'humilité de croire que d'autres personnes peuvent apporter du nouveau. Mais il n'est pas facile de dire à quelqu'un « tu dois prendre ma place ». C'est pourquoi lorsque vous êtes le leader d'un quelconque projet, il faut être capable de visualiser l'entreprise sans vous.

Après une semaine de psychothérapie de groupe, la décision de Gérard Caron et de ses trois associés est prise : Carré noir fera *bunsha*, une notion directement inspirée de l'œuvre de Kuniyasu Sakai, un charismatique patron japonais, qui, imitant la reproduction cellulaire du vivant, a toujours préféré créer de petites entreprises autonomes et dynamiques.

Quelles plumes ont posséder une grande société. Le principe selon lequel il faut à tout prix éviter qu'une entreprise n'atteigne son niveau d'excellence si on ne veut pas la voir décliner par la suite ne lui a pas trop mal réussi.

Aujourd'hui, Kuniyasu Sakai, qui ne possède aucune action, exerce un magistère moral sur trente-neuf sociétés qui, du circuit imprimé aux pièces de moteurs d'avion, en passant par la peinture de précision, emploient plus de 3 000 personnes et réalisent un chiffre d'affaires de plusieurs milliards de yens. Aucun holding ne coiffe l'ensemble, mais lorsqu'une *bunsha* se crée, toutes les précédentes sont obligées d'entrer dans son capital. Celui-ci est donc aux mains des « maisons mères » et seuls les dirigeants des cinq premières *bunshas* possèdent une partie du capital de leur entreprise.

LEU DE 60. S'inspirant de ce même principe, Carré noir est donc aujourd'hui composé d'une dizaine de *bunshas*. Quatre créatives réalisent le métier de base de l'agence : une est centrée sur l'édition, une autre sur les images de synthèse, une sur la formation, sans oublier la *bunsha* américaine, qui emploie deux personnes, ni la japonaise qui comprend quatre salariés. Il y a même une *bunsha* développement, qui n'a aucun salarié mais agit comme une *task force* dès qu'un nouveau projet voit le jour.

Seuls échappent à cette division les commerciaux de Carré noir, qui figurent dans un des deux *consulting group* horizontaux. « Tout cela peut paraître flou, concède Gérard Caron, mais c'est justement dans le flou que réside la création. A-t-on jamais vu un artiste poser le cadre autour d'un tableau avant d'avoir achevé son œuvre ? La *bunsha* nous permet de suivre les principes du jeu de go en toute circonstance, ménager vos degrés de liberté, utiliser comme un atout la confusion du jeu et réaliser des connexions. »

Douce utopie de designer forcément branché ? Gérard Caron est convaincu du contraire. « Seul ce système a pu nous permettre de rester leader alors que nos concurrents sont passés de trente à cent quarante en dix ans. Une *bunsha* est tout sauf une organisation de poètes. Elle a ses certitudes, ses objectifs, son compte d'exploitation et est dirigée par un directeur stratégique entièrement responsable du produit, de l'organisation et des résultats. Simplement, lorsqu'une *bunsha* a plus de vingt salariés, on coupe et on en crée une autre à côté. Le directeur financier a sa propre *bunsha*. Il recrute, lui aussi, qu'il vend, mais il fait partie du comité de décisions, un organisme dont la composition dépend... de la décision qu'il y a à prendre. Ce n'est pas tout à fait un hasard si son bureau est à côté du mien. »

Quatre ans après la crise existentielle de 1986, Gérard Caron est de nouveau serein. Signe de la bonne santé de Carré noir, qui compte aujourd'hui une centaine de collaborateurs, l'agence vient de sélectionner, parmi quatorze prétendants, le groupe immobilier Pelège, associé à la banque Rothschild, pour rentrer dans son capital. Objectifs de ce mariage : développer en réseau international l'activité de Carré noir dans le design d'environnement et confirmer son avance dans les technologies nouvelles.

Mine de rien, Gérard Caron vient d'atteindre un de ses principaux objectifs : « J'ai dit que je partirais après avoir réussi l'internationalisation de Carré noir. Or je me suis donné cinq ans pour le réaliser. Mais j'ai ajouté que je ferais peut-être alors un nouveau rôle : celui de mémoire de l'entreprise. » Peut-être une nouvelle *bunsha* en vue ?

Frédéric Lemaître

La débâcle d'un cabinet

L'histoire vraie d'une hémorragie de consultants et des désagréments qui s'ensuivent

QUARANTE-CINQ consultants qui s'en vont en six mois et la société américaine qui retire sa licence, la marque et la méthode. Il n'en fallait pas tant : en 1989, l'entreprise prestigieuse du cabinet disparaît, emportée par un désastre qui restera exemplaire et dont on taira l'identité, pour des raisons évidentes.

Près de deux ans plus tard, le coup de torchon laisse encore des traces et les différents protagonistes continuent, difficilement, de panser leurs plaies. Ce groupe américain, présent partout en Europe, et à qui il manquait dorénavant une implantation à Paris, s'évertue, depuis l'été, de relancer son activité sur des bases financières plus saines. C'est-à-dire qu'il contrôle directement le capital. Mais l'opération ne va pas sans cafouillages. Au bout de trois mois, le directeur général pressenti, membre de l'équipe d'origine, laisse tout tomber pour rejoindre un autre cabinet. Motif invoqué : une mauvaise entente avec le président de la nouvelle joint-venture française. Officiellement, il y aurait toujours un contentieux avec le premier licencié.

Dans le petit univers des consultants, les anciens ont aussi beaucoup essayé pendant toute cette période. Ils ont rejoint des cabinets autrefois concurrents, quand ils n'en ont pas créé eux-mêmes, comme cette directrice adjointe qui se consacre exclusivement à la chasse de têtes. Avec succès, semble-t-il. Mais ni les uns ni les autres n'ont oublié les

conditions de leur départ ou les règlements de comptes qui se sont produits alors. Malgré le temps, ils entretiennent toujours du ressentiment, quand ce n'est pas une haine féroce, à l'égard de la personnalité du fondateur du groupe parisien qui s'est, à leurs yeux, fourvoyé. De proche en proche, ils distillent leurs mauvaises impressions dans la profession, et chez les clients, déjà douchés quelquefois.

TRAVERSÉE DU DÉSERT. Pendant le même temps, le « roi » déchu effectue une traversée du désert. Sous un autre sigle et avec les lambeaux qui lui restent de sa splendeur passée, il a entrepris une reconquête du marché, tant en France qu'en Europe, en faisant la démonstration d'une qualité que personne ne lui dénie, le dynamisme. Offensif, omniprésent, il essaie de remonter la pente. Difficilement, jugent les divers observateurs.

Les séquelles sont à la hauteur de l'enchaînement de circonstances qui ont entraîné la débâcle. Lancé il y a une douzaine d'années dans un secteur à l'époque inconnu, « l'out placement », le cabinet parisien s'est développé rapidement. Trop peut-être, dit-on maintenant. Moins rémunératrice à l'usage que le recrutement, à laquelle on la compare d'habitude, cette activité obligeait à une forme de fuite en avant pour faire du chiffre. Les risques augmentaient d'autant, la situation économique exigeant en outre de passer des opérations individuelles, destinées aux cadres dirigeants, à celles en

faveur des cadres moyens et, surtout, aux actions globales, pour fermer une usine ou réduire les effectifs sur un site en restructuration.

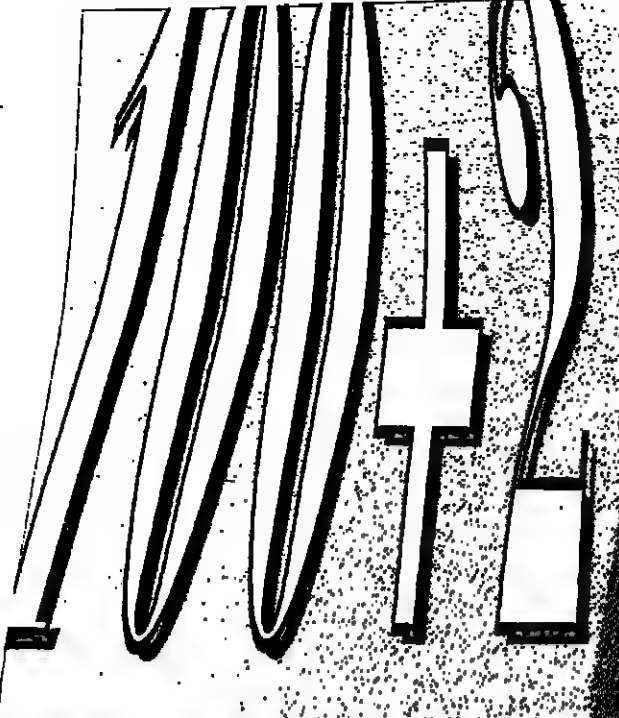
L'hémorragie des consultants pris de doute a commencé de façon pernicieuse, puis s'est accélérée. Le groupe américain n'a plus reçu les royalties prévues et en a tiré les conséquences intolérables. Pendant la première période, deux structures et deux raisons sociales cohabitaient qui ajoutaient à la confusion des intervenants - et plus encore des clients, - qui n'y comprenaient plus rien. Les entreprises hésitaient à confier de nouvelles missions et les « outplacers », que dans le jargon du milieu on appelle les candidats, s'affolaient.

C'est que, brusquement, d'argument de vente, la règle d'un an de garantie de bonne fin se retournait contre le cabinet dont chacun doutait qu'il puisse la respecter. Et ce d'autant plus qu'il convenait d'y ajouter, pour l'étendre sur dix-sept mois, la phase de démarrage de cinq mois pendant laquelle le « candidat » est préparé à une recherche d'emploi qui doit déboucher sur une embauche définitive pour que l'opération soit considérée comme achevée.

La perte de confiance menaçait donc. Mais, au même moment, les canis d'autres cabinets du même secteur, également en difficulté, accentuaient le malaise.

A. L.

Le monde est à vous



100
car la Sodicom
recrute, en 1991,
100 nouveaux
collaborateurs.

2
car notre expansion
s'accélère. La Direction
des Ressources Humaines
accueille

**Deux
chargés
de recruter**

De formation Bac +4, vous avez, à 25/30 ans, une première expérience du recrutement d'au moins 2 ans en cabinet ou en entreprise. Vous parlez une langue étrangère, si possible l'allemand. En liaison étroite avec les opérationnels, vous conduirez en France et en Europe nos actions de recrutement (définition de poste, méthodologies, sélection). De courts déplacements sont bien sûr à prévoir.

sodicam

Si vous voulez participer à notre développement (créés en 1975, nous sommes ce jour 800 personnes et réalisons 1 milliard de CA), adressez votre CV + photo en précisant votre salaire actuel à Jacques Maître, Sodicom, 156 bureaux de la Colonne, 92213 Saint-Cloud Cedex.

En 1991, tous les rêves sont permis...

**Nous sommes n°1
oui ou non ?**

1000+
INGÉNIEURS

Si vous rêvez d'une société implantée dans plus de 60 pays, forte de 35 000 collaborateurs développant un CA de 64,5 milliards de francs. Si vous rêvez d'une société où Ingénieurs, Commerciaux, Gestionnaires, Informaticiens... animent 1 000 et un savoir-faire. Si vous rêvez d'une société qui renforce tous les jours sa place de n°1 français et qui a pour ambition d'être l'assureur européen de référence. Si vous rêvez d'une société d'avenir... Entrez dans l'univers UAP ! En 1991 tout est possible, nous sommes n°1, oui ou non ? Merci d'adresser votre candidature, sous référence IDH/LEM, à l'UAP, Service Recrutement et Gestion des Carrières, Tour Assur 5 F, 92083 Paris-La Défense.

UAP

Ce que nous
c'est de **part**
de toutes les
Framatome.

CAP SUR L'EUROPE

EN 1991, DE GRANDS PROJETS
VOUS ATTENDENT
SUR NOTRE SITE
DE STRASBOURG.

Présent dans 130 pays, Eli Lilly est l'un des tout premiers laboratoires pharmaceutiques mondiaux. Première filiale du Groupe Lilly France (CA : 1,2 milliard de francs, 1 200 personnes) est le 2^e exportateur pharmaceutique français. Sur son site industriel de Strasbourg, 600 personnes dotées d'un savoir-faire éprouvé, participent au développement des divisions pharmaceutique, génériques, santé animale et phytosanitaire, et de la future unité de production d'insuline humaine par biotechnologie (1^{er} centre en Europe). Demain, plus de 300 personnes les rejoindront. Ingénieurs expérimentés ou jeunes diplômés, de multiples opportunités s'offriront à vous.

Ensemble, nous ouvrirons, au cœur de l'Europe, une nouvelle ère dans l'industrie pharmaceutique.

Lilly France, Département des Ressources Humaines,
101, M. 1812, rue du Colonel-Lilly, ZI, 67040
Fegersheim

Q
AU-DELÀ DES FRONTIÈRES

**En 1991
J'avance
avec la Banque Populaire**

Jeune diplômé, jeune professionnel

Avec la Banque Populaire, je rejoins le 5^e groupe bancaire français. Un groupe important qui investit dans l'énergie la plus précieuse du monde, la mienne. Avec la Banque Populaire, j'accède à des secteurs d'avenir, constamment novateurs : audit, informatique, finance, encadrement réseau. Avec la Banque Populaire, je franchis une étape décisive de ma vie : j'ai des responsabilités et mon avenir prend de la valeur.

Merci de prendre contact avec la Chambre Syndicale des Banques Populaires, Département Hommes et Structures, Le Ponant de Paris, 5 rue Leblanc, 75511 Paris Cedex 15.

BANQUE POPULAIRE
UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

هكذا من الناحية

Ce que nous vous souhaitons en 1991... c'est de participer au développement de toutes les activités du Groupe Framatome.

Framatome, premier constructeur et exportateur mondial de centrales nucléaires avec 56 unités en service dans le monde, est aussi le deuxième groupe européen de connectique, la première entreprise française de mécanique et le premier pôle européen d'intelligence artificielle. Avec 14 300 personnes réparties sur les cinq continents, un CA de 20 milliards de francs dont 25 % à l'export, le Groupe Framatome saura vous donner tous les moyens pour réussir.

Dans ses quatre grands domaines : Nucléaire, Mécatronique, Connectique, Informatique, le Groupe Framatome va résolument de l'avant pour élargir ses horizons. S'appuyant sur une expertise technologique exceptionnelle, sur son dynamisme et son sens de l'anticipation, Framatome gagne de nouveaux marchés et crée sans cesse de nouvelles opportunités.

Parmi les domaines d'intervention offerts aux ingénieurs à Paris, Lyon, Grenoble, en région Bourgogne et Pays de Loire :

- **des métiers de conception / études** : analyse de structure, automatismes/instrumentation, calculs thermodynamiques, sûreté/fiabilité ;

- **des métiers d'intervention / réalisation / maintenance** : mise au point de prototypes, assurance et contrôle qualité, essais et mise en service, intervention de maintenance spécialisée, direction de chantier ;

- **des métiers de production / ingénierie de fabrication** : métallurgie/soudage, essais non destructifs, usinage, méthode ;

- **des métiers d'informatique** : informatique scientifique et technique de simulation, informatique scientifique graphique, intelligence artificielle, EAO, informatique de gestion.

Groupe Framatome, Service Gestion Prévisionnelle, Tour Fiat, 92084 Paris-La Défense Cedex 16 (Réf. M/1812).



GRUPE FRAMATOME

Les technologies de l'essor.

IMPLIQUEZ-VOUS DANS LA MAÎTRISE D'OEUVRE DE GRANDS PROGRAMMES EUROPEENS !

Jeunes Ingénieurs Grandes Ecoles

A l'horizon 1991, dans le cadre de l'Agence Spatiale Française, au sein de petites équipes, il vous sera confié une des activités suivantes :

- **Coordination et gestion technique des travaux** confiés aux Industriels français et européens intervenant dans le développement du lanceur ARIANE.

1er poste : thermodynamique, combustion, mécanique (réf. ED/PL/1).

2ème poste : hydromécanique, turbomachine, systèmes hydrauliques, automatique et asservissements (réf. ED/PL/2).

3ème poste : mécanique des fluides, transfert de chaleur convectifs et radiatifs, aérodynamique et traitement du signal (réf. ED/3A).

Pour ces postes, une expérience de 2 à 5 ans est souhaitée.

- **Responsabilité de la synthèse et suivi technique** 4ème poste : activités trajectoires, performances, du lanceur Ariane (réf. ED/SP).

Ce poste peut convenir à un Ingénieur débutant avec des connaissances en mécanique du vol.

La Division des lanceurs du CNES à Evry (91) recherche dans le cadre des programmes Ariane.

Veuillez adresser votre dossier complet de candidature, sous la référence choisie à la Division Personnel, Centre Spatial d'Evry, Rond-Point de l'Espace, 91023 Evry Cedex. Minitel 3615 Code CNESPACE.



CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES

En 91, partageons nos énergies.

Rendez-vous l'année prochaine ! De nombreuses opportunités seront à saisir dans nos différents domaines d'activités.

En rejoignant nos entreprises, vous découvrirez la diversité de nos métiers et leurs multiples facettes. Vous interviendrez dans un univers de haute technologie et pourrez pleinement exercer vos capacités d'innovation.

Adressez votre candidature au Département Recrutement d'EDF et GDF, Daniel Brunier, 16 rue de Montcau, 75383 Paris Cedex 08. Merci de préciser la référence M/1812.

EDF
GDF

que,
pas
ours
près
à la
ur le
ther-
des
arte
jour-

is son
de la
.A (le
in un
xami-
é.
BERG
page 8

17% P.T.A.
à 2.50 s

Le Monde de l'Informatique

Nous sommes une importante filiale (22000 personnes en FRANCE)
d'un groupe Petrochimique Français.

QUAND SYSTEME RIME AVEC GRANDS PROJETS... VOUS REPONDEZ PRESENT ! JEUNE INGENIEUR ENSIMAG, ESE, ENSEEIHT option INFORMATIQUE

Intégré à notre équipe architecture système et après une formation à notre environnement technique (DIGITAL, UNISYS, Réseau X 25 privé, ...).

• Vous participez à des phases de réflexion sur l'évolution des systèmes existants et mettez en œuvre des projets système.

• Vous travaillerez en relation avec les études, la production et l'informatique externe auprès desquelles vous apporterez votre expertise.

De formation Grande Ecole ESE, ENSEEIHT, ENSIMAG... option Informatique, vous êtes débutant ou avez une première expérience de 1 à 2 ans et êtes attiré par les contacts, la fonction système et les responsabilités. POSTE EVOLUTIF.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions)
en précisant la référence SY/191 à notre Conseil : Anna STAROSWIECKI
INFORAMA Carrières - 50, rue Marcel Dassault - 92100 BOULOGNE.

INFORAMA
carrières
la technologie pour les hommes

SOCIÉTÉ EN DÉVELOPPEMENT,
SPÉCIALISÉE DANS LE TRAITEMENT ET LA DIFFUSION
D'INFORMATIONS FINANCIÈRES
recherche pour PARIS son

Responsable Informatique

Rattaché à la Direction Générale, sa mission consiste à prendre en charge la responsabilité fonctionnelle et technique du système d'information de la Société et assurer son évolution (VAX 3100 + PC Compatibles, Système VMS, SGBD Oracle, SAS).

Sont demandées pour le poste, une formation informatique supérieure, Ingénieur, MAGE ou équivalent, une bonne connaissance de l'environnement micro-informatique et de la gestion de bases de données, quelques années d'expérience en SSI ou en entreprise.

Dans le cadre d'une structure légère, il aura à travailler en liaison étroite avec l'ensemble des utilisateurs et être à l'écoute de leurs besoins.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions), sous référence 81 à

MEDIA PA 50/54, rue de Sully
92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.

WALTON SAISON 1990 **NOUS SAURONS RECONNAÎTRE VOTRE COMPÉTENCE RESEAUX !**
110 p, 150 MF de CA., nous distribuons les MEILLEURES RÉFÉRENCES MONDIALES en télé-informatique : transmission de données, réseaux X25 et RNIS, LAN. Pour notre expansion LAN, nous créons à notre siège de St Denis (93) des postes de :

**INGENIEURS COMMERCIAUX
GRANDS COMPTES**

**INGENIEURS
TECHNICO-COMMERCIAUX**

DE TRES HAUT NIVEAU

Vous vendez sur la France à des Grands Comptes des solutions Réseaux Locaux dans des environnements hétérogènes (SNA, TCPIP, OSI...). 30-40 ans, vous êtes familier du système d'exploitation de réseaux NETWARE, vos talents commerciaux ont été prouvés et vous rangez parmi les meilleurs.

Réf. 684395/LM

Pour ces deux fonctions, l'anglais courant est indispensable.

Nous vous offrons : • des produits à la pointe de la technologie • des équipes à taille humaine où vous agirez en toute autonomie • VOTRE TRAVAIL SERA RECONNU PAR UNE REMUNERATION TRES TRES MOTIVANTE ET, RAPIDEMENT, DES RESPONSABILITÉS PLUS IMPORTANTES.

Vous vous sentez prêts ? Alors adressez C.V., photo et rémunération actuelle à MERCURI URVAL, 95 av. Victor Hugo 92563 RUEIL MALMAISON CEDEX, en précisant la référence choisie.

Mercuri Urval

shys informatique

Nous sommes la filiale informatique de LYONNAISE DES EAUX-DUMES. Notre activité se développe autour d'une gamme complète de prestations et de services informatiques à l'intérieur du groupe. Notre département études et réalisations basé à EVRY recherche son

INGENIEUR INFORMATIQUE METHODE & QUALITE

CONSEILLER CREEER ORGANISER

UN POSTE CLE : • une collaboration étroite avec le directeur des études • véritable conseil, vous êtes responsable d'une politique générale de qualité pour l'ensemble du département • organisateur, vous créez de nouveaux "outils" dont vous assurez la mise en place et le développement • gestionnaire, vous êtes le garant des méthodes dans le souci d'une meilleure productivité.

UN PROFIL CONFIRME : • environ 30 ans • vous avez une expérience d'au moins 5 ans en tant qu'ingénieur développement ou chef de projet • vous maîtrisez UNIX, les S.G.B.D.R., ainsi que les techniques et outils de développement • autonome, rigoureux et ouvert au dialogue, vous êtes un homme de projet et un formateur.

UNE OFFRE TRES MOTIVANTE : • la certitude d'exercer de fortes responsabilités • une autonomie d'action dans le développement de vos projets • des missions enrichissantes et extrêmement variées • un contexte de travail dynamique où vous exploiterez pleinement l'ensemble de vos capacités.

Pour un entretien individuel avec la société le 04/01/91
Adressez ou télécopez CV, lettre et photo à EUROMAN - 41 avenue Victor Hugo - 92100 BOULOGNE. FAX : 46 05 00 90 en indiquant la référence 5790 sur la lettre et sur l'enveloppe.

EUROMAN

Imaginez un monde
qui vous mette en relation directe
avec votre futur employeur



Maintenant, 36 15 LM vous permet de répondre immédiatement à l'offre d'emploi de votre choix. 36 15 LM vous conserve également dans une "Boîte aux lettres" confidentielle la réponse de votre futur employeur. 36 15 LM vous envoie aussi un mail

d'annonces parues dans le Monde, consultées en quelques minutes et la sélection de toutes les offres d'emploi correspondant à votre profil. Avec 36 15 LM, vous êtes assuré d'être informé de tous les postes importants pour votre carrière.

36 15
LM

Le service télématique expert de l'emploi des cadres

L'ensemble
DES OFFRES
D'EMPLOI

du « Monde » paraîtra

EXCEPTIONNELLEMENT

dans la Section Économie
des lundis

24 datés 25 décembre
et 31 daté 1^{er} janvier

Le Monde
PERSPECTIVES

BANQUE INDOSUEZ

vous invite à assister
à sa tribune :

**"L'opportunité de
devenir expert
dans une banque
d'affaires
internationale"**

UNESCO
125, avenue de
Suffren
75007 Paris
Métro Ségur

jeudi
17 janvier
1991
de 11H00
à 13H00

Le Monde des Secteurs de Pointe

Participez à une mutation informatique



VMC
1 700 personnes,
1 MdF CA (30% à
l'export), 3 usines
emballages indus-
triels, verrerie de
table (Vereco,
Crescendo), bocaux
à conserves
(Le Parfait).

Ingénieur d'études informatiques
Dans le cadre du développement d'un nouveau système de traitement de l'information IBM AS 400 et d'un atelier de génie logiciel, nous souhaitons vous confier l'étude et la réalisation d'applications complexes.

A l'écoute des utilisateurs, vous optimisez l'organisation avant de proposer les solutions informatiques les plus performantes. Vous managez les contacts avec les fournisseurs extérieurs.

L'enjeu que représente cette mutation pour l'entreprise vous permettra d'exprimer et de faire valoir vos compétences pour évoluer au sein du groupe.

Ingénieur généraliste, MIAGISTE... vous possédez une expérience de 2 à 5 ans dans la conduite de projets. Poste basé à Reims.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence RNC9, à notre conseil M.F. Partners, 10 rue Courmeaux, 51100 Reims.

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

INGENIEURS PRODUCTIQUE & ORGANISATION INDUSTRIELLE

USINOR SACLOR, N°1 européen dans sa spécialité "l'acier" a dégagé en 1989 un résultat net de 7,6 milliards de francs pour un chiffre d'affaires de 97 milliards. Nos outils — à la pointe des techniques mondiales — sont un terrain de challenge et de responsabilités pour de jeunes ingénieurs "grandes écoles".

Votre fonction, au carrefour des commandes/clients et de la gestion des outils de production, se situe d'emblée au cœur de la stratégie de l'entreprise. Déjà bien ancrée chez USINOR SACLOR, la fonction d'Ingénieur Productique connaît aujourd'hui un véritable essor.

Dans ce cadre, vous bâtirez un programme de production optimisé à partir de l'analyse des stocks, des délais et des coûts. Concrètement, vous aurez à :

- étudier tout dysfonctionnement actuel,
- élaborer des objectifs de progrès,
- faire des propositions de développement sur le plan des organisations et des systèmes d'information,
- mettre en place et assurer le suivi des réalisations,
- sensibiliser et motiver le personnel à ce programme.

Travailler au sein d'USINOR SACLOR, c'est d'abord souhaiter prendre rapidement des responsabilités, c'est aussi choisir de travailler avec les meilleurs de sa spécialité, se former et s'enrichir soi-même au quotidien.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. LM1812
à USINOR SACLOR - DRH Ingénieurs et Cadres
CEDEX 33 - 92070 PARIS-LA DEFENSE

Acier
USINOR SACLOR

Ministère de l'Équipement,
du Logement, des Transports et de la Mer

21 INGÉNIEURS DES TRAVAUX PUBLICS DE L'ÉTAT (femmes et hommes)

CONCOURS SUR TITRE

Agé(e) de 40 ans au plus au 1^{er} janvier 1991, vous êtes titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou d'un D.E.A. en :

- PHYSIQUE
- MÉCANIQUE INDUSTRIELLE
- CHIMIE
- GÉOLOGIE
- ÉLECTRONIQUE
- BIOTECHNOLOGIES

Après examen de votre dossier et entretien avec le jury, vous suivrez une formation rémunérée de trois mois dans une Direction départementale de l'Équipement et à l'École nationale des Travaux publics de l'État.

Vous rejoindrez ensuite l'un des laboratoires du réseau technique du ministère.

Renseignez-vous auprès du bureau des examens et concours
Direction du personnel,

244, boulevard Saint-Germain - 75007 Paris.
Tél. : (16/1) 45-49-53-37 ou 45-49-53-21
ou 45-49-53-61

Closure des inscriptions le 14 janvier 1991.

Essonne

REJOIGNEZ UNE COLLECTIVITÉ DYNAMIQUE LE DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE 1 million d'habitants, important essor culturel et économique

UN INGÉNIEUR

Pour sa Mission à l'aménagement et au développement local.

FONCTIONS :

Chargé d'études spécialisé dans l'approche des dysfonctionnements urbains (plan départemental en faveur des plus démunis) et dans les réflexions prospectives liées à l'habitat (en particulier sous ses aspects économiques et financiers).

PROFIL :

Il ou elle aura le statut d'ingénieur en chef territorial de la Ville de Paris ou de l'État ou un niveau Bac + 5 (diplôme d'ingénieur).

Cet ingénieur, chargé d'études devra faire preuve d'organisation, d'initiatives, de disponibilité et être apte au travail en équipe.

Les candidatures (lettre manuscrite, curriculum vitae et photo) seront transmises à :

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ESSONNE

Hôtel du département
Sous-direction du personnel et de l'action sociale
Boulevard de France - 91012 EVRY CEDEX

INGENIEURS

Sofretec, c'est l'optique, les systèmes de sécurité, le traitement de l'image, l'imagerie infrarouge et la visualisation graphique

DES ETUDES ... ELECTRONIQUE NUMERIQUE

Vous avez pour mission de conduire des projets d'étude, de réalisation et de développement, d'analyser et d'encadrer une petite équipe et d'assurer la liaison clients.

Ingénieur ou universitaire, vous avez acquis une expérience de cinq ans en technique numérique câblée et microprogrammée, systèmes en temps réel de traitement du signal. Des compétences en imagerie sont appréciées.

Autonome, doté d'esprit d'équipe, vous êtes créatif et avez le sens des relations humaines. (réf.129/M)

... A LA GESTION DE PROJETS CHARGES D'AFFAIRES

En interface avec les ingénieurs commerciaux et les Etudes, vous avez pour mission de coordonner et de gérer la totalité du ou des projets qui vous sont confiés, depuis l'analyse des besoins et la conception du système jusqu'à sa réalisation technique.

Ingénieur électronicien, vous avez acquis une expérience de 5 à 10 ans en études dans un de nos domaines d'activité. Vos capacités relationnelles, votre créativité et votre talent de gestionnaire d'affaires vous permettent d'évoluer maintenant vers un poste résolument tourné vers les clients. (réf.130/M)

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions à Annick HELLEGOUARCH - SOFRETTEC - 53, rue Casimir Périer 95870 BEZONS (en précisant la référence du poste choisi.)

Sofretec

BRAIN MASTER SUD

INGENIEURS PROCESS

GENIE CHIMIQUE ou GENERALISTE



ARCO CHIMIE FRANCE

ARCO Chimie France, SNC, fait partie des Opérations Européennes de ARCO Chemical Company. Filiale du groupe américain ARCO, ARCO Chemical est leader mondial des produits oxygénés (oxyde de propylène, polyols, MTBE,...).

Des racines en Amérique et une croissance européenne

Portée par le dynamisme de sa recherche, ARCO Chemical, grâce à l'augmentation de son chiffre d'affaires et de ses investissements, a vu les effectifs de la société multipliés par deux et demi au cours des cinq dernières années. Le rythme de croissance se maintiendra, voire s'intensifiera, dans les cinq prochaines. En Europe, ARCO Chemical est présent en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Belgique, en Espagne, en France, en Italie, aux Pays-Bas et en Scandinavie.

Qui dit "croissance", dit "opportunités"

En Europe, ARCO Chemical intensifie son programme de recrutement, en particulier dans sa nouvelle usine pétrochimique sur le site de Fos-sur-Mer. Le recrutement de notre Direction Technique se fait à différents échelons, du débutant au professionnel expérimenté, de l'ingénieur Génie Chimique au Généraliste. En plus des promotions au niveau national, ARCO Chemical offre des opportunités de carrières à l'étranger. Les échelons hiérarchiques peu nombreux favorisent la promotion aux postes de responsabilité car la contribution personnelle de chacun est clairement reconnue.

Merci d'adresser votre lettre de candidature sous référence P 90-LM avec C.V. photo et prétentions à :
Direction des Ressources Humaines. ARCO Chimie France - BP 201 - 13775 FOS-SUR-MER CEDEX.

lique,
a pas
jours
après
e à la
sur le
scher-
andes-
partie
ajour-

uns son
de la
RA (le
En un
exami-
plé.
IZBERG
se page 8

175 PTA
ord, 2.903

le

Le Monde des Secteurs de Pointe

Valeo

 Matériaux
de friction

Le leader mondial de la garniture d'embrayages implanté en Europe, Amériques, Asie, recherche pour sa Division en France - site de LIMOGES (500 personnes) - un

Responsable Assurance Qualité

Formation INGENIEUR GRANDES ECOLES

En fonction de notre volonté de QUALITE TOTALE et des cahiers des charges établis par nos clients constructeurs et équipementiers automobiles, vous établirez le programme d'assurance qualité en termes de qualité de produits et de services, tant au niveau projets qu'en maîtrise du procédé.

Ce poste implique une expérience dans le milieu industriel (5 à 7 ans) des procédés de fabrication continus/discontinus, acquise en R & D ou production, et des techniques Qualité et Statistiques (SPC, AMDEC, outils GAF...).

Une bonne aptitude au dialogue est indispensable tant pour diriger l'équipe (5 personnes) que vis-à-vis des clients. Des déplacements sont à prévoir. La pratique de l'allemand est souhaitable, celle de l'anglais également.

Votre potentiel, conjugué à notre dynamisme technologique, vous assurera une évolution de responsabilités dans une Division et un Groupe en développement international.

Nous vous remercions d'adresser lettre, CV, photo sous référence RGA/V à Y. HENOCQUE - Valeo - Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres - 13 rue Dieumegard - 83400 ST-OUEN.

Valeo L'Équipement Automobile


Pour son établissement industriel de Sorgues (84) spécialisé dans la production de dérivés nitrés et d'explosifs militaires, SNPE (7 000 personnes, 3,7 milliards de CA) recherche son chef de service Sécurité Infrastructure.

Ingénieur Sécurité

Sa mission s'exerce sur l'ensemble des domaines relevant de l'hygiène et de la sécurité : application de la réglementation, organisation des secours, études de sécurité, prévention, relations avec le CHSCT et les administrations compétentes, service de gardiennage.

Nous souhaitons confier ce poste à un jeune ingénieur de formation Génie Chimique, possédant une première expérience. La connaissance des risques technologiques majeurs, l'autorité naturelle et le sens du contact sont des atouts facteurs de réussite.

SNPE

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. IS/18 à SNPE, 12 quai Henri IV, 75181 Paris Cedex 04.



Vous avez la fibre !

Vous ne resterez pas insensible à cette "information emploi". De réputation internationale et poursuivant sa croissance rapide, EXPERTDATA est à l'origine de produits permettant de réaliser, tester, surveiller et interconnecter des réseaux d'entreprises. Nous recherchons des hommes et des femmes qui comme nous ont envie d'évoluer à la pointe de la technologie. Dans un contexte motivant, nous leur proposons de participer activement à tous les niveaux de développement des produits de la société.

INGENIEURS ETUDES ET DEVELOPPEMENTS

INGENIEURS LOGICIEL RESEAUX

Développement sur couches 2 et 3.

Management de réseau.

Expérience : 2 à 3 ans d'ancienneté.

Développement : Management de réseau sur station de travail graphique.

Connaissances : - connaissances UNIX - Langage C ou C++ - X WINDOW/MOTIF.

- aptitudes : base de données SQL.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à C. BIRKMAIER : EXPERTDATA 16, rue St Denis - 92100 BOULOGNE

EXPERTDATA AU COEUR DES RESEAUX D'ENTREPRISES


17 000 personnes dans le monde, 11 filiales françaises, 29 filiales étrangères, 10 divisions dont les activités s'exercent dans les secteurs industriels de l'aéronautique et l'automobile, des produits et services caractérisés par une technologie avancée.

Dans le cadre d'une décentralisation des Achats du Groupe, nous créons de nouvelles fonctions au niveau des Divisions et recherchons :

Deux Responsables Service Achats Aéronautique - Automobile

Vous rendrez compte au Directeur des Opérations d'une des Divisions concernées.

VOS MISSIONS : • définir la politique d'Achats vis-à-vis des opérationnels, des prescripteurs et des fournisseurs • mettre en place, organiser, animer et gérer votre service en relation avec les autres Directions de la Division et du Groupe • participer à la négociation des achats stratégiques • diversifier et internationaliser les sources.

VOTRE OBJECTIF : faire gagner à votre Division 10 points en 5 ans.

Agé d'au moins 35 ans, de formation supérieure, vous êtes devenu un "pro" de la fonction Achats au sein du secteur Aéronautique ou Automobile. Votre autorité naturelle, votre crédibilité et votre pratique courante de l'anglais vous permettent de relever ce challenge et d'évoluer au sein du Groupe.

Ces postes sont à pourvoir au Siège, en proche banlieue ouest.

Gilbert RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre candidature qu'il traitera confidentiellement, en mentionnant votre rémunération actuelle, sous référence 9058, au 7 rue de Monceau, 75008 Paris. Tél. : 42.89.10.25.

GRP Gilbert Raynaud & Partners

JOURNÉES

Le Monde

PROSPECTIVES

PARIS

Les 16 et 17 janvier 1991

 Unesco
125, avenue de Suffren
75007 Paris
Métro Ségur

 Accès libre
et gratuit

 Renseignements :
Tél. : (1) 47-00-59-24
du lundi au vendredi
de 9 h à 13 h

2 jours pour éclairer votre avenir professionnel :

Cadres, jeunes diplômés, étudiants, ces entreprises s'adressent à vous :

elles présentent, chacune dans le cadre d'un débat de deux heures, les spécificités et les innovations de leur politique de gestion des ressources humaines et leurs perspectives de développement à court et moyen terme.

AGF	Des métiers et des styles (jeudi 17 janvier, 14 heures à 16 heures)	Banque Indosuez	L'opportunité de devenir expert dans une banque d'affaires internationale (jeudi 17 janvier, 11 heures à 13 heures)
Apple	L'entreprise apprenante : du développement de l'individu au développement de l'entreprise (mercredi 16 janvier, 19 heures à 21 heures)	Lafarge Coppée	La place des commerciaux dans l'industrie (mercredi 16 janvier, 16 h 30 à 18 h 30)
Bossard Consultants	Réussir dans le conseil : Bossard Consultants, groupe européen leader, présente un métier d'ouverture (jeudi 17 janvier, 16 h 30 à 18 h 30)	Price Waterhouse	Quelle Europe dans la gestion des hommes ? (mercredi 16 janvier, 11 heures à 13 heures)
Bull	Groupe Bull : des carrières européennes pour un défi mondial (jeudi 17 janvier, 11 heures à 13 heures)	Promodès	La gestion des cadres à haut potentiel : l'apprentissage du management (jeudi 17 janvier, 16 h 30 à 18 h 30)
CJDES	Entreprendre pour des idées, travailler pour la solidarité... l'économie sociale (Centre des Jeunes Dirigeants de l'Economie Sociale) (mercredi 16 janvier, 19 heures à 21 heures)	Rhône-Poulenc	Un groupe de 94 000 entrepreneurs : l'éthique de Rhône-Poulenc dans le management des ressources humaines (jeudi 17 janvier, 14 heures à 16 heures)
Crédit Lyonnais	La diversité des métiers dans un groupe financier international (jeudi 17 janvier, 19 heures à 21 heures)	Schlumberger	50 000 personnes de 90 nationalités dans 100 pays ; la place des hommes dans la gestion globale de l'entreprise (mercredi 16 janvier, 14 heures à 16 heures)
EDF-GDF	EDF ET GDF, deux entreprises à dimension internationale (mercredi 16 janvier, 16 h 30 à 18 h 30)	Séloges	LES HOMMES : facteur de succès d'une société de services performants et innovatrice (mercredi 16 janvier, 11 heures à 13 heures)
Eiffage	Se préparer aux métiers de demain dans un grand groupe industriel (jeudi 17 janvier, 16 h 30 à 18 h 30)	SNCF	Une gestion efficace des hommes, pour entreprendre et s'investir dans des projets ambitieux (jeudi 17 janvier, 14 heures à 16 heures)
Framatome	Les technologies de l'essor : de la maîtrise du changement au développement des compétences (jeudi 17 janvier, 11 heures à 13 heures)	Snecma	Être ingénieurs et techniciens aujourd'hui dans l'aéronautique et l'espace : pour quelles aventures du futur ? (mercredi 16 janvier, 14 heures à 16 heures)
France Telecom	Les profils du changement (mercredi 16 janvier, 11 heures à 13 heures)	Thomson	Gestionnaires des cadres, une nouvelle fonction au service du développement des carrières (mercredi 16 janvier, 16 h 30 à 18 h 30)
GEC ALSTHOM	Nos métiers font avancer le monde ; avec vous, nous ferons mieux encore. (jeudi 17 janvier, 19 heures à 21 heures)	Total	Pratiquer la gestion des ressources humaines à l'échelle internationale : la place de l'expatriation dans la carrière (mercredi 16 janvier, 19 heures à 21 heures)
Hewlett Packard	Gérer la complexité : exigence et plaisir (mercredi 16 janvier, 14 heures à 16 heures)		

 DATE 10-17 OCTOBRE 1990
a été tiré à 536 693 exemplaires.

international actuel et la nécessité de ne pas heurter de front les Etats-Unis

ron au nord de la frontière israélo-égyptienne. - (AFP)

MAISON DE L'ART
65, Champs-Élysées (8°)

36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

هذا هو الأصل

Le Monde des Secteurs de Pointe

NOUS DEVOILONS NOS CARTES, SORTEZ VOS ATOUTS...

Notre société, appartenant à un grand groupe français (+ de 4000 personnes), est le leader dans le secteur des cartes à mémoire que nous fabriquons en continu au sein de notre usine basée à Orléans.

Le fort développement de nos activités, de nouveaux marchés et surtout de nouveaux produits nous amènent à recruter un

INGENIEUR DEVELOPPEMENT

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, opérant sur les corps de cartes à microprocesseurs ou piles magnétiques, vous prenez en charge le développement produit jusqu'à son industrialisation.

Doté d'une double compétence (électronique et informatique), vous disposez d'une première expérience et des meilleurs atouts pour réussir.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV, photo à notre Conseil Pécalle GALAMPOIX, sous référence 90/976/M, AXOME, 65 Avenue de Végam, 75017 PARIS. Tél. 47 66 70 70.

AXOME

CENTRE DE DOCUMENTATION PARIS recherche

INGENIEUR environ 45 ans

Chargé de la constitution, de la gestion et de la mise à disposition d'un important fond documentaire principalement scientifique et technique. Qualités et expérience souhaitées : sens du commandement (encadrement de 50 personnes) et des relations avec le public, intérêt pour les outils informatiques et micro-informatiques, esprit d'innovation, connaissance de l'anglais, expérience dans les domaines de la logistique et du suivi des dépenses.

Envoyer CV et prétentions au N° 34002 Centrale d'Annonces 121, rue Réaumur 75002 Paris (qui transmettra).

La Matière Bleue

l'audace d'aller jusqu'au bout de l'informatique technique

Force d'un projet par l'ampleur de

la vision initiale, et par l'audace de

le réaliser jusqu'au bout, elle per-

met de mettre la haute technicité

de nos interventions au diapason

de notre connaissance des sec-

teurs les plus en pointe

(Scientifique et Militaire, Réseaux

et Télécoms, Energie, Industrie et

Transport). Multipliant les opportu-

nités de carrière, la Matière Bleue

de Sema Group permet à

chacun de réaliser son

ambition et d'optimiser

ses propres ressources.

RÉSEAUX, TÉLÉCOMMUNICATIONS ET BUREAUTIQUE

Notre division étudie et développe des systèmes de communication dans le cadre de grands projets nationaux et étrangers : gestion, administration et supervision de réseaux, RNIS, réseaux radiomobiles, architecture de réseaux, applications temps réel et transactionnelles, systèmes sécurisés, gestion de document, messagerie.

Dans le cadre de son développement, elle recherche :

- des ingénieurs commerciaux grands comptes. Une expérience en SSII et la connaissance du domaine des Télécoms sont souhaitées.
- des responsables de contrat et chefs de projets possédant 5 à 10 ans d'expérience dont 2 ans minimum en télécommunications.
- des ingénieurs informaticiens confirmés avant de 3 à 5 ans d'expérience en réseaux, télécoms.
- des ingénieurs confirmés et débutants pour des développements sous SGBDR ORACLE.
- des ingénieurs avec un minimum de 2 ans d'expérience en C ou Pascal, Unix, Temps réel, Messagerie A400, Assemblée 68000 pour des missions dans le Sud et l'Ouest de Paris.

SEMA GROUP

Merci d'adresser CV et lettre manuscrite sous référence LM/R120 à Violaine Morillon, SEMA GROUP, 16-18 rue Barbès 92126 MONTRouGE CEDEX.

GRUPE FINANCIER DE 1er PLAN RECHERCHE

RESPONSABLE TELECOMMUNICATIONS VOIX ET DONNEES

Au sein du secteur chargé des équipements techniques, vous serez chargé des réseaux voix et données pour l'ensemble des sites de notre Etablissement. Vous concevrez les réseaux de distribution en liaison avec notre centre informatique. Vous superviserez la réalisation, les modifications, la maintenance téléphonique-informatique et tiendrez à jour les dossiers descriptifs de ces installations. Vous interviendrez en assistance conseil auprès du secteur "maîtrise d'ouvrage" et veillerez à la cohérence des réseaux (Informatique - Téléphonie).

Pour ce poste qui requiert une parfaite connaissance des techniques actuelles et en expansion (fibres optiques, transmission par satellites, vidéo-textes...) nous souhaitons rencontrer un professionnel justifiant d'une formation d'ingénieur télécom et d'une expérience d'environ 5 ans.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions) sous référence 79/LM, à

MEDIA PA 50/54, rue de Sully - 92513 BOULOGNE BILL. celui qui transmettra

Progiciels financiers et comptables : une courbe de croissance qui sourit au talent et à l'ambition

Cette jeune société de services en ingénierie informatique, filiale d'un important groupe multiservices en pleine expansion, est spécialisée dans la conception de progiciels financiers et comptables haut de gamme, destinés aux directions financières de grands groupes. Son marché très porteur lui ouvre de belles perspectives de croissance et l'amène à renforcer ses équipes technique et commerciale.

Rattaché au Directeur Technique (30 ans et issu comme vous d'une Grande Ecole) et après une période d'adaptation, vous assurerez la direction de projets informatiques complexes lors de missions de 2 à 6 mois. Vos interlocuteurs, responsables financiers de haut niveau, et le contexte technologique dans lequel vous évoluerez, représentent une belle opportunité pour démontrer votre savoir-faire et endosser à terme de plus larges responsabilités.

INGENIEUR D'AFFAIRES GRANDS COMPTES

Après votre formation Grande Ecole vous vous êtes orienté vers l'informatique où vous assumez des fonctions de Chef de projet, ou bien, vous avez déjà une expérience réussie de la vente de services auprès de Directions financières. A 25-28 ans environ, vous souhaitez négocier le premier tournant de votre jeune carrière.

Dans ce poste, qui est une création, vous pourrez exprimer vos qualités de stratégie et votre goût pour les contacts. En effet, vos responsabilités couvriront l'identification des besoins du marché, la définition et la mise en œuvre des moyens marketing et, bien sûr, les négociations à haut niveau, parfois en anglais, aboutissant à la commercialisation des progiciels.

Pour ces postes, les rémunérations proposées sont de très bon niveau.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature en précisant la référence du poste choisi à PUZZLE Management - 3, rue Villebois-Mareuil 75007 Paris.

PUZZLE MANAGEMENT

Jetez un regard neuf sur l'informatique scientifique et technique

Imaginez une entreprise référence sur le marché de l'informatique scientifique et technique... une entreprise qui investit dans la meilleure des technologies, l'homme. Imaginez une entreprise leader sur le marché européen du logiciel aéronautique, nucléaire et spatial... une entreprise qui vous assure une carrière au cœur de votre région... Rencontrez CISI Ingénierie.

INGENIEUR D'ETUDES CAO-Réseaux (Réf. LM/01)

Votre mission : au sein d'une petite équipe projet, participer à la conception et à la rédaction des spécifications fonctionnelles d'un important projet de Système d'Information Graphique couplé à de la CAO-Réseaux.

De formation Ingénieur, vous avez au moins 5 ans d'expérience en informatique, dont 3 dans le domaine de la CAO (ou CAE). Bien sûr, vous connaissez les SGBD et la cartographie. Votre capacité à rédiger des notes techniques et votre goût du travail en équipe vous permettront de réussir à ce poste.

INGENIEUR D'ETUDES I.A. (Réf. LM/02)

Votre mission : la qualification d'un Système Expert pour le suivi du fonctionnement d'appareillages de test. De formation Ecole d'Ingénieur ou Universitaire, vous avez une expérience de 2 ans en Recueil d'Expertise, Systèmes Experts, Temps Réel. La maîtrise de KOD et la connaissance des problèmes de tests en fabrication seraient un plus.

INGENIEUR D'ETUDES DEBUTANT (Réf. LM/03)

Votre mission : sous l'autorité du Chef de Projet, développer une application de Bases de Données de Mesures Techniques ; recette et démarrage en clientèle. De formation Ecole d'Ingénieur ou Universitaire, vous avez effectué un stage de fin de projet dans le domaine des SGBD (de préférence ORACLE) et vous connaissez UNIX, C et si possible FORTRAN.

Pour ces postes basés à Montpellier, merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence choisie à Marc Berthia - CISI Ingénierie - Bureau Club - ZA Le Millénaire 34000 MONTPELLIER.

CISI

CISI INGENIERIE

UN REGARD NEUF SUR LES TECHNOLOGIES

Ingénieur automaticien



- 4 500 personnes
- 2 milliards de F de CA
- 12 unités de production
- Filiale de SARA LEE CORPORATION

Améliorer, adapter, suivre notre parc de machines spéciales de conditionnement, telle est votre mission.

Le service recherche et les fournisseurs sont vos partenaires permanents pour faire évoluer nos techniques.

Vous travaillez également en prospective moyen et long terme pour proposer de nouvelles gestions de production.

Ingénieur généraliste très orienté mécanique, automatisme, voire informatique industrielle, vous avez une expérience professionnelle

dans une entreprise de production, grande série de préférence.

Ce poste technique et autonome vous permettra d'évoluer vers une fonction d'encadrement.

Poste basé à AUTUN (71). Des facilités d'installation pour votre intégration vous sont proposées.

Adressez votre candidature, sous réf. SC/LM211, à notre conseil CDPA, 52 bd Carnot, 21000 Dijon. Tél. (16) 80.31.60.75.

DIJON - PARIS **CDPA** LYON - BESANCON

olitique.
era pas
e jours
e, après
uite à la
rit sur le
recher-
clandes-
ne partie
e aujourd-

: dans son
eux de la
FPRA (le
e). En un
ers exami-
truplé.
HERZBERG
suite page 8

agré. 176 PTA
(chèque). 2.50 F.

Le Monde des Secteurs de Pointe

RESPONSABLE DE RECHERCHES



Filiale du n° 2 mondial de la sidérurgie, UGINE est le premier producteur européen de produits longs et le premier producteur mondial de produits plats, en acier inoxydable. Le Directeur du Centre de Recherches de Gueugnon crée un nouveau poste de Responsable de Recherches et recrute un

INGENIEUR OU DOCTEUR - INGENIEUR EN MECANIQUE

Ce Centre de Recherches en pleine croissance (70 personnes en 1991, dont 10 ingénieurs et D.I.) est particulièrement orienté sur les procédés de transformation à froid des aciers (laminage, découpe...) et sur la mise en œuvre des aciers inoxydables (soudage, emboutissage...). Sous l'autorité du Directeur du CRG, cet ingénieur prend en charge et coordonne les études théoriques et expérimentales sur le laminage, gère ses

budgets, assure les relations avec l'INRSI et les autres laboratoires associés. Ingénieur expérimenté, vous avez un attrait égal envers l'expérimentation et la modélisation, un sens technique concret. L'autonomie et les capacités d'encadrement nécessitées par ce poste sont susceptibles de vous ouvrir des perspectives de direction.

Hervé DEBEURET vous remercie de lui écrire (Réf. 12036 LM).



DOMINIQUE BARRÉ S.A.
BP 18 - 69131 ECULLY Cedex
LYON - PARIS - MUNICH - LONDRES - BARCELONE
MEMBRE DE SYNTec

Acier
USINOR SACLOR

Importante filiale d'un puissant groupe international de biens d'équipement "productiques" basée en Pays de Loire recherche dans le cadre du développement de sa gamme de produits

UN INGENIEUR GENERALISTE

FORMATION : grandes écoles (ENSAM - INSA ou équivalent), possédant une expérience minimum de 5 ans en conception mécanique

Grâce à nos moyens performants (GPAO - DAO), ce poste constitue une opportunité d'enrichissement technique et humain au sein d'une équipe jeune et motivée. Si vous êtes curieux techniquement et si vous possédez de bonnes capacités de management, nous vous offrons une réelle évolution de carrière.

Envoyer CV + lettre manuscrite + prétentions à **PRECONTACT** - sous Réf : 9286 - BP 197 35004 RENNES Cedex qui transmettra

ALFA LAVAL FOOD FRANCE

ALFA LAVAL conçoit, réalise et commercialise des équipements et installations de traitement des liquides pour l'ensemble de l'industrie, notamment les industries agro-alimentaires : séparation, échanges thermiques, automatisés... Le groupe s'est engagé dans une stratégie de croissance pour les années 90. Pour développer son activité sur le secteur "fruit and viscous", ALFA LAVAL FOOD FRANCE recherche un

INGENIEUR D'AFFAIRES

VOTRE MISSION :

Vous aurez la responsabilité du chiffre d'affaires sur votre secteur d'activité : confitures, fruits pour yaourts, sauces émulsionnées, sauces pour plats cuisinés, soupes. Assisté des structures techniques d'études et de réalisation, vous assurerez les relations avec nos clients : prospection, définition des projets, propositions, négociations.

VOTRE PROFIL :

Ingénieur des industries agro-alimentaires, vous avez une expérience de quelques années dans ce domaine : projet, production ou vente. Vous avez de très bonnes connaissances en anglais et possédez les qualités des commerciaux : contacts, ouverture d'esprit, adaptation, souci de la rentabilité.

Si ce poste, basé aux Cluses-sous-bois (78), vous intéresse, adressez votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) à François BUNOUF - ALFA LAVAL - BP 56 - 78340 Les Cluses-sous-Bois.

BATIR LA SOLUTION QUALITE CLIENT

Le Groupe ALFA LAVAL a son siège à Stockholm (Suède) 20.000 pers. CA 1989 : 15 milliards de FF. ALFA LAVAL FOOD FRANCE est la filiale française spécialisée dans les applications agro-alimentaires.

INGENIEURS MECANICIENS DEBUTANTS OU AVEC UNE 1^{RE} EXPERIENCE

Filiale d'un grand groupe de télécommunications, nous sommes spécialisés dans la transmission par satellite. Vous êtes diplômé d'une grande école (ENSAM, AM, ICAM...), nous vous

confierons la responsabilité de la conception mécanique et électromécanique de projets de systèmes d'antenne. Intégré dans une petite équipe, vous serez autonome et vous bénéficierez de moyens techniques performants. Des connaissances en analyse de structures et CAO, ainsi que la maîtrise de l'anglais, seront très appréciées.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence 11084 à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

La DIRECTION TECHNIQUE EUROPEENNE de **CORNING EUROPE** située à FONTAINEBLEAU (77) recrute

INGENIEUR THERMICIEN

Vous souhaitez développer vos compétences techniques dans des domaines d'activité variés et évoluer dans un environnement international de haute technologie.

Nous vous proposons de rejoindre notre équipe d'ingénierie pour apporter aux Usines Européennes et au Centre Technique votre expertise en métallurgie et en thermique. Participer à la conception et à la réalisation d'importants projets de forage du verre sera votre principale mission.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV à CORNING EUROPE, réf. IT/LM, Service du personnel, BP3, 77211 AVON CEDEX.

Ingénieur Généraliste diplômé d'une Grande Ecole, vous avez si possible, une première expérience dans l'ingénierie de procédés industriels.

Très motivé par la technique, vous vous adaptez rapidement à nos procédés et saurez mettre en valeur votre savoir-faire et votre créativité pour progresser au sein de notre groupe et conduire des projets d'envergure.

INGENIEUR CHIMISTE ORGANICIEN spécialisé en chimie fine

Organisme scientifique mondialement connu, le CEA doit sa réputation à la qualité de ses équipements et de ses recherches, mais aussi et surtout à l'efficacité de ses équipes.

A 25-30 ans, vous avez complété votre formation Bac + 4/5 par une expérience de 2 à 3 ans, si possible. Vous rejoindrez le Service des Molécules Marquées du Centre d'Etudes de Saclay.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. LM/1812 à Jean-Pierre NOEL DBCM-SMM - Centre d'Etudes de Saclay - 91191 Gif-sur-Yvette Cedex



LA RECHERCHE AU-DELA DE LA RECHERCHE

Retrouvez **Le Monde**

initiatives campus / emplois

le mardi et le mercredi à 7 h 45 et 8 h 45
le mardi à 14 h 00 et à 18 h 10



CONTINENTALE D'EQUIPEMENTS ELECTRIQUES

P.M.I. à dimension humaine introduite au second marché de la bourse depuis 1984, fortement exportatrice, un des leaders mondiaux de la protection électrique moyenne tension, recrute pour renforcer son

SERVICE APPLICATIONS

INGENIEUR ELECTROTECHNICIEN

Débutant ou première expérience, cet ingénieur sera chargé des études de sélectivité sur réseaux électriques. Anglais courant demandé. Déplacements à prévoir.

Poste situé à MEAUX - 77.

Adresser lettre de candidature + C.V. + prétentions, sous pli confidentiel, à Madame LEFEVRE Responsable Relations Humaines - C.E.E. B.P. 20 - 77101 MEAUX CEDEX.



LE CENTRE NATIONAL D'ETUDES DES TELECOMMUNICATIONS (Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Espace)

recherche :

INGENIEURS GRANDES ECOLES OU UNIVERSITES

(débutants ou ayant quelques années d'expérience)

pour participer aux études et recherches en planification de réseaux de télécommunications : définition de méthodes d'optimisation faisant appel aux techniques de la recherche opérationnelle et mise en œuvre dans des logiciels basés sur l'informatique avancée.

Expérience appréciée en mathématiques appliquées, informatique, conception de systèmes d'information, réseaux de télécommunications.

Poste à pourvoir en Région Parisienne à ISSY-LES-MOULINEAUX.

Merci d'adresser votre candidature (lettre et CV) réf. CNET - Paris A/T à notre conseil : CITCOM Ressources Humaines 12 bis, rue des Pavillons - BP 133 92804 PUTEAUX Cedex 1.



Cadre Technologies

Jeune filiale française de CADRE, concepteur de l'AGL TEAMWORK (15000 + licences dans le monde)

recherche :

INGENIEURS GENIE LOGICIEL

pour activités avant et après vente (Assistance, Conseil, Formation...). Vous avez une expérience confirmée en Génie Logiciel, et mis en œuvre des méthodes d'analyse et de conception sur stations de travail UNIX ou VMS.

Anglais indispensable.

Connaissances Réseaux, Ada souhaitées.

Cadre - 19, av. de Norvège 91953 LES ULIS Cedex B
Tél. : (1) 69-28-12-13

EGOR TECHNOLOGIES

vous présente ses

MEILLEURS VŒUX

pour l'Année

1991

et vous remercie de noter sa nouvelle adresse :

EGOR TECHNOLOGIES

17, avenue Maigron - 75008 PARIS
Tél. (1) 40.76.04.01 - Fax. (1) 40.76.08.97

PARIS AU-SPA PROVENCE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM



هكذا من الأمل